

Université de Montréal

Le cardinal Paul Grégoire et l'Église de Montréal (1968-1990)

par

Luc Phaneuf

Département d'histoire

Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures

En vue de l'obtention du grade de

Maître ès arts (M.A.)

Décembre 2009

© Luc Phaneuf, 2009

Université de Montréal

Faculté des études supérieures

Université de Montréal
Faculté des arts et sciences

Ce mémoire intitulé :

Le cardinal Paul Grégoire et l'Église de Montréal (1968-1990)

présenté par :
Luc Phaneuf

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

M. Ollivier Hubert, président-rapporteur
M. Guy Laperrière, Université de Sherbrooke
M. Pierre Trépanier, directeur de recherche

Mémoire accepté le :

SOMMAIRE

L'historiographie récente du catholicisme québécois a passé pratiquement sous silence la vie et l'épiscopat de Mgr Paul Grégoire, archevêque de Montréal de 1968 à 1990. Pourtant, son épiscopat s'est déployé pendant une période cruciale de l'histoire du Québec et de l'Église catholique. Lorsque Mgr Grégoire devient archevêque de Montréal en avril 1968, le Québec vit encore sa Révolution tranquille, une période qui a vu l'éclosion au Québec de mentalités et mœurs nouvelles à l'enseigne du rejet du passé, sous l'impulsion d'une sécularisation et d'une déchristianisation déferlantes. De son côté, l'Église catholique vit son propre renouveau identitaire, fruit des travaux du Concile Vatican II, terminé depuis décembre 1965. C'est au confluent de ces deux renouveaux identitaires que l'épiscopat de Mgr Grégoire va prendre forme. L'archevêque de Montréal devra faire face à de nombreux défis inédits sur les fronts externes et internes. *Ad extra*, il devra prendre acte des défis d'une nouvelle donne sociale extrêmement défavorable à son Église, notamment sur le flanc de la confessionnalité du système d'éducation. *Ad intra*, il devra implanter les réformes conciliaires dans son diocèse, non sans avoir à affronter plusieurs résistances et incompréhensions, dont certaines deviendront des crises remettant en question la qualité de son leadership comme archevêque de Montréal. Au moment de sa retraite en mars 1990, Monsieur le cardinal Grégoire aura vu l'Église catholique perdre la majeure partie de son influence morale et spirituelle sur la société montréalaise et québécoise. Même si sa personnalité ne l'avait pas desservi dans ses efforts pour imprimer à l'Église de Montréal son orientation doctrinale, sa discipline et son style, on voit mal comment il aurait pu contrer significativement une évolution toute-puissante dans sa globalité. C'est ce que révèle le bilan de son épiscopat.

Mots-clés :

Catholicisme québécois; Église de Montréal; Paul Grégoire; Concile Vatican II; Assemblée des évêques du Québec; Révolution tranquille; sécularisation; déconfessionnalisation; déchristianisation; confessionnalité scolaire; Faculté de théologie de l'Université de Montréal; Maison du Père; Institut catholique de Montréal.

ABSTRACT

The recent historiography on Catholicism in the Province of Québec has neglected the life and episcopate of Paul Grégoire, archbishop of Montréal from 1968 to 1990. Yet his episcopate covers a crucial period in the history of the Province and the Catholic Church. When he became archbishop of Montréal in April 1968, the Province of Québec was still in the midst of its Quiet Revolution, a period of growing change in mentalities and morals brought on by a rejection of the past and the rising tide of secularization and dechristianization. For its part, the Catholic Church was going through its own renewed identity process as a result of the Second Vatican Council which had ended December 1965. It is at the juncture of these two renewed identities that Archbishop Grégoire's episcopate took shape. The prelate had to cope with many new challenges both on the external and internal fronts. Ad extra, he had to meet the challenges of a new social order extremely unfavorable towards his Church, particularly concerning the denominational school system. Ad intra, he had to implement the Council reforms throughout his diocese and in so doing encountered a great deal of resistance and much misunderstanding which sometimes led to crises casting doubt on his leadership. At the time of his retirement in March 1990, Cardinal Grégoire had seen the Catholic Church lose the greater part of its moral and spiritual influence on the Montréal and Québec societies. He had set out to mold the Church of Montréal according to his doctrinal orientation, his discipline and his style. Even while taking into consideration that his personality was not best suited for the task, we fail to see how he could have significantly countered the great opposing forces at work. The study of his episcopate clearly reveals this.

Keywords : Catholicism in the Province of Québec; Church in Montréal; Paul Grégoire; Second Vatican Council; Assembly of Québec Catholic Bishops; Quiet Revolution; secularization; end of denominationalism; dechristianization; school denominationalism; Faculté de théologie de l'Université de Montréal; Maison du Père; Institut catholique de Montréal.

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	III
ABSTRACT	IV
TABLE DES MATIÈRES	V
REMERCIEMENTS	VII
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
CHAPITRE PREMIER	8
UNE ÉGLISE PRISE DANS LA TOURMENTE DE LA RÉVOLUTION TRANQUILLE	8
Les apports de Richard Arès et de Jacques Lacoursière	8
L'analyse de Jean Hamelin	9
L'analyse de Lucia Ferretti	15
L'analyse de Michael Gauvreau	21
Conclusion	31
CHAPITRE II	34
PANORAMA DE LA VIE ET DE L'ÉPISCOPAT DE MGR PAUL GRÉGOIRE, 1968-1990	34
Paul Grégoire : enfance et formation	34
Évêque auxiliaire	36
Archevêque de Montréal	37
Cardinalat, retraite et décès	41
CHAPITRE III	43
PARCOURS ET RELATIONS DE MGR GRÉGOIRE	43
L'abbé Paul Grégoire, éducateur et aumônier	43
Mgr Paul Grégoire, évêque auxiliaire	45
Mgr Grégoire et le cardinal Léger : une relation difficile	46
Mgr Paul Grégoire, archevêque de Montréal	50
Mgr Grégoire et ses principaux collaborateurs	56
Mgr Grégoire et l'Église romaine	70
Mgr Grégoire et ses prêtres	76
Mgr Grégoire et les médias : une relation difficile	80
Mgr Grégoire et l'Assemblée des évêques catholiques du Québec (AÉQ)	87
CHAPITRE IV	102
LE COMBAT POUR L'ÉGLISE	102
Crise de l'identité sacerdotale	103
Crise au sein de l'épiscopat québécois	110

Crise identitaire de l'Église de Montréal	118
Critiques des intellectuels	125
L'enseignement de la foi en crise : la faculté de théologie	128
Conclusion	141
CHAPITRE V	142
LE COMBAT POUR L'ÉCOLE CONFSSIONNELLE	142
Le combat pour la laïcisation du système d'éducation	142
L'AEQ et la problématique de la confessionnalité	146
La fondation de l'Institut catholique de Montréal (ICM)	150
Conclusion : la confessionnalité scolaire aurait-elle pu être sauvée ?	155
CHAPITRE VI	158
LE COMBAT POUR LA CHARITÉ	158
Le choix prophétique d'une devise	158
Des églises pauvres et des églises riches	158
La fondation et l'histoire de la Maison du Père	160
Mgr Grégoire et la Maison du Père	165
CHAPITRE VII	168
BILANS D'UN ÉPISCOPAT	168
Les proches collaborateurs	168
Les collaborateurs éloignés	175
Un observateur averti	178
CONCLUSION GÉNÉRALE	180
LA PASSION SELON MGR GRÉGOIRE	180
BIBLIOGRAPHIE	188
ANNEXE I	197
QUESTIONNAIRE POUR LES ENTREVUES ORALES	197
ANNEXE II	199
PRÉSENTATION DES TÉMOINS (SOURCES ORALES)	199

REMERCIEMENTS

Il est un temps pour travailler, et un temps pour se reposer, affirme l'Ecclésiaste. Nous ajouterions : *un temps, aussi, pour rendre grâce, remercier !*

À tout Seigneur tout honneur ! Je tiens à remercier Dieu, pour le cadeau de ma vie et tous mes dons. Puisse ce modeste travail Lui rendre un peu de ce qu'Il m'a donné depuis ma naissance.

Je tiens à remercier mon épouse Julie Allard qui, depuis les origines de ce projet il y a plus de six ans, n'a jamais cessé de me soutenir, en particulier par l'acceptation des longues heures de solitude et de travail imposées par la réalisation de ce travail. Sans elle, ce mémoire n'aurait jamais vu le jour. Merci aussi à mes enfants (Jean-Christophe), Sarah, Florence, Jérôme et Pénélope, née quelques jours après la conclusion de ce travail (12 juillet), pour le dur sacrifice des heures sans leur papa.

Un merci sincère à toutes les personnes qui ont accepté de témoigner de leur relation avec Mgr Paul Grégoire, sans lesquels une bonne partie de la mémoire de ce grand homme aurait été perdue. Des saluts particuliers dans la foi à ceux qui s'en sont allés *ad Patres* depuis les débuts de notre étude.

Aussi, une reconnaissance éternelle envers mon directeur Pierre Trépanier, pour m'avoir entraîné sur les traces de Mgr Grégoire, son soutien et ses encouragements pendant ces longues années, mais aussi et surtout pour m'avoir transmis sa passion de l'histoire intellectuelle, une des plus belles découvertes de ma vie.

Enfin, des remerciements à mon père André pour son soutien paternel et ... rédactionnel. J'espère de tout coeur que mon travail rendra honneur au nom Phaneuf, qu'il m'a légué en héritage. Enfin, un clin d'oeil affectueux à ma mère décédée, Monique, qui est auprès de Mgr Grégoire, et pour qui, s'instruire comptait comme une des premières finalités de l'existence.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le cardinal Paul Grégoire et l'Église de Montréal (1968-1990)

Comme son titre l'indique, notre étude se concentrera d'abord et avant tout sur la personne du cardinal Paul Grégoire, archevêque de Montréal de 1968 à 1990. Nous innovons, en ce sens qu'il s'agira de la première étude approfondie, qui tiendra à la fois de la biographie et de l'essai, sur ce personnage important de l'histoire récente du catholicisme québécois, négligé des chercheurs québécois, tant historiens que théologiens¹.

Plus spécifiquement, nous tenterons d'apprécier comment Mgr Grégoire, nommé archevêque de Montréal en 1968, a fait face aux défis colossaux auxquels il a été confronté, alors que la société québécoise vivait une mutation identitaire radicale qui marginalisait rapidement l'influence de l'Église catholique sous les coups d'une sécularisation marquée, et que cette même Église, sous l'impulsion du Concile Vatican II, vivait elle-même une profonde transformation, mais d'un type différent. Apprécier comment, donc, sur les fronts externe et interne, Mgr Grégoire a fait face à cette crise, dont la conclusion sera, on le sait, l'effacement voire l'effondrement de son Église au Québec, les Québécois s'en détachant massivement. Justement, cette conclusion aurait-elle pu être différente ?

Notre parcours avec Mgr Grégoire nous permettra aussi de commencer à répondre à une question historique de première importance : chercher à comprendre pourquoi, depuis la Révolution tranquille et les premières années post-conciliaires, l'Église catholique a perdu en l'espace de quelques décennies son influence morale et spirituelle sur la société québécoise².

Les articulations de notre étude

Dans un premier chapitre, intitulé *Une Église prise dans la tourmente de la Révolution tranquille*, nous étudierons ce que l'historiographie nous apprend sur notre problématique. Comme aucune monographie ni aucun article sérieux n'a été publié sur Mgr Grégoire, hormis quelques textes

¹ D'où notre intérêt, après notre première réaction de grande surprise, voire de consternation, à lui consacrer une étude digne de ce nom. Notre étude permettra, nous l'espérons, d'expliquer l'indifférence générale de la communauté des chercheurs des sciences sociales à son égard.

² Une question tellement vaste qu'un doctorat ne suffirait pas pour y répondre. D'ailleurs, à notre connaissance, l'historiographie n'y a pas encore répondu.

publiés dans la revue du diocèse de Montréal, nous devons nous contenter de brosser un portrait de ce que l'historiographie récente a dit des rapports entre l'Église catholique d'ici et l'évolution de la société québécoise récente – soit la période des années 1950 aux années 1980.

Le deuxième chapitre, intitulé *Panorama de la vie et de l'épiscopat de Mgr Paul Grégoire, 1968-1990*, présentera les grands axes de la vie et de l'épiscopat de Mgr Grégoire de façon très succincte et ce, afin de donner au lecteur un aperçu général de sa vie et de son oeuvre, sous forme de résumé.

Le troisième chapitre, intitulé *Parcours et relations de Mgr Grégoire*, sera nettement plus ambitieux (d'ailleurs le plus long de notre étude). Il constituera la première plongée historiographique dans l'histoire – privée, mais surtout publique – de Paul Grégoire, de sa première nomination comme directeur des étudiants au séminaire de Sainte-Thérèse jusqu'à sa démission comme évêque de l'archidiocèse de Montréal en mars 1990, en n'oubliant pas ses années de retraite et son décès. Par le fait même, nous présenterons aussi l'Église de Montréal selon Mgr Paul Grégoire, c'est-à-dire la vision théologique et pastorale³ qui a animé son épiscopat pendant 22 ans, de même que la nature de ses relations avec ses confrères évêques de l'Assemblée des évêques du Québec. Comme nous ne disposons d'aucune source écrite, notre étude permettra d'entendre les principaux acteurs qui ont fait l'histoire aux côtés de Paul Grégoire.

Le quatrième chapitre, intitulé *Le combat pour l'Église*, nous permettra de lever un premier voile sur les différents combats *ad intra* que Mgr Grégoire a dû mener pendant la durée de son épiscopat : crise d'identité de ses prêtres, de l'épiscopat dans son rapport à Rome, crise touchant différents aspects de la gouvernance pastorale de son Église, crise de l'intelligentsia catholique, crise de la faculté de théologie. En somme, les défis colossaux auxquels Mgr Grégoire a dû faire face pendant son épiscopat de 22 ans.

³ Les deux sont reliés, la première concernant l'aspect réflexif alors que la seconde concerne les modalités de l'agir, déterminé par une multitude de facteurs concrets.

Dans le cinquième chapitre, intitulé *Le combat pour l'école confessionnelle*, nous montrerons comment et pourquoi Mgr Grégoire a mené un combat sans répit – et ce jusqu'à la fin de son épiscopat – afin de préserver la confessionnalité du système d'éducation québécois.

Le sixième chapitre, intitulé *Le combat pour la charité*, nous permettra de revisiter le combat de Mgr Paul Grégoire pour la justice et la dignité humaines, en faveur des marginalisés et des plus démunis de la société montréalaise.

Dans le septième chapitre, intitulé *Bilans d'un épiscopat*, les principaux témoins et observateurs de l'épiscopat de Mgr Grégoire tenteront de répondre à la redoutable question suivante : l'épiscopat de Mgr Grégoire a-t-il été une réussite ? L'archevêque de Montréal a-t-il été, oui ou non, et pourquoi, à la hauteur des défis ?

Enfin, dans notre conclusion générale, intitulée *La passion selon Mgr Grégoire*, nous essaierons pour notre part de répondre aux questions posées au chapitre précédent, une réflexion qui permettra, nous l'espérons, de faire entrevoir de futures avenues de recherche sur Mgr Grégoire.

Notre méthodologie

Sur le plan méthodologique, considérant l'angle très précis de notre recherche – une vue *de l'intérieur* de l'épiscopat de Mgr Grégoire, avec une focalisation sur sa personne et ses sentiments – nous n'avions pas le choix entre plusieurs options. D'une part, comme nous le verrons dans le prochain chapitre, aucune étude historiographique n'existe sur l'épiscopat de Mgr Grégoire en tant que tel, sinon quelques études très générales sur l'Église du Québec. Sur la personne de Mgr Grégoire, rien, sinon trois petits articles tirés de la revue diocésaine. Nous allons donc devoir nous contenter de ces études générales pour baliser notre route, mais sans plus.

Une option possible aurait été de passer au crible tous les articles publiés dans la revue diocésaine signés de la main de Mgr Grégoire pendant son épiscopat, de même que ses quelques documents de nature pastorale; mais là encore, plusieurs de nos questions seraient demeurées sans réponse⁴. De même, si les archives de l'archidiocèse ou de l'Assemblée des évêques du Québec (AÉQ) nous avaient été ouvertes, il est évident aussi que nous aurions fait des découvertes inestimables

⁴ D'abord et avant tout parce que Mgr Grégoire avait plusieurs rédacteurs qui travaillaient pour lui. Cela dit, une étude de la sorte serait pertinente, voire nécessaire.

sur le plan historiographique, mais nous auraient-elles pour autant donné pleine satisfaction en fonction de l'angle bien précis de notre recherche ? Nous en doutons.

Une autre option très intéressante aurait été, sur le plan externe, d'étudier tous les articles de journaux grand public (francophones et anglophones) se rapportant à l'archevêque de Montréal. En effet, il est clair que son long épiscopat de 22 ans, surtout dans les débuts, a fourni bien des articles chez les journalistes qui couvraient alors les affaires religieuses, tels un Jean-Pierre Proulx pour *Le Devoir*, ou Alan Hustak pour *The Gazette*. Mais cette option, tout intéressante qu'elle soit, ne nous aurait pas donné satisfaction si l'on considère notre angle d'approche de l'épiscopat de Mgr Grégoire.

La seule option qui demeurerait était celle de l'histoire orale, qui nous a d'ailleurs été proposée et expliquée par notre directeur de recherche. Comme son nom l'indique, l'histoire orale, tout comme l'histoire traditionnelle qui s'écrit à partir de sources écrites, s'élabore à partir de témoignages de témoins contemporains d'événements qui, une fois construits et devenus récits, deviendront histoire⁵. Avant l'invention de l'écriture, les tribus, clans et nations conservaient la mémoire de leur histoire uniquement par ce truchement. L'avantage que nous offrait cette méthode, c'est l'abondance des témoins ayant connu et fréquenté un tant soit peu Mgr Grégoire, décédé depuis à peine huit ans lorsque nous avons entrepris notre recherche⁶.

Dans un premier temps, il nous a fallu faire un tri. Quelques téléphones et rencontres à l'archevêché nous ont suffi pour retracer les principaux collaborateurs de Mgr Grégoire, au nombre de cinq (l'autre étant décédé)⁷. À chaque personne rencontrée, nous demandions de nous diriger vers des personnes pertinentes pour notre étude. Très rapidement, nous avons atteint un nombre important de témoins principaux et secondaires ; nous nous sommes arrêtés à 25, mais nous aurions pu en rencontrer beaucoup plus, peut-être le double.

⁵ Comme les récits qui composent le Nouveau Testament, tout comme la plupart des récits « historiques » de nature religieuse.

⁶ En septembre 2002.

⁷ Jean-Paul Rivet, Ivanhoë Poirier, André Lamoureux et Mgr Turcotte. Mgr Jean-Marie Lafontaine étant décédé en 1981, et Pierre St-Cyr ayant refusé toutes nos demandes d'entrevues. Les abbés Rivet et Poirier sont décédés pendant notre recherche. Voir notre explication au chapitre 2.

Par la suite, il nous a fallu construire un canevas très général de questions, qui ont été écrites à partir de notre problématique⁸. Avant chaque entrevue, nous avons fait parvenir ce canevas de questions au témoin à rencontrer, en lui précisant que son témoignage pourrait demeurer anonyme s'il le désirait⁹, qu'il n'avait pas à répondre à toutes les questions pendant l'entrevue, et que nous pourrions en ajouter d'autres selon la nature de sa relation avec Mgr Grégoire (par exemple, plus de questions sur l'éducation à un témoin privilégié de ce dossier). Pour mettre le témoin en confiance, nous lui avons toujours offert la possibilité de consulter le verbatim¹⁰ de l'entrevue pour y apporter les précisions ou corrections nécessaires¹¹.

Toutes les entrevues se sont déroulées de la même façon. Nous sommes allé rejoindre le témoin dans un lieu de son choix, avons sorti notre magnétophone et enregistré l'entrevue, d'une durée variant entre 1 h 30 et 3 h 30¹². De retour à la maison, nous avons rédigé le verbatim de l'entrevue en transcrivant les propos de la langue orale en français suivi. Il nous est arrivé en quelques occasions de reprendre contact avec le témoin rencontré pour aller chercher un élément d'information manquant, ou préciser le sens réel d'une phrase ou d'une intonation. (Ou parce que certains mots étaient inaudibles, en raison de baisse soudaine de la voix, pour cause de fatigue ou autre¹³.)

Pendant l'entrevue, notre attitude n'était ni trop passive, ni trop active; nous posions la question, écoutions la réponse, ajoutant parfois des sous-questions pour valider ou invalider certaines hypothèses de recherche. Nous avons toujours fait attention à ne pas « mettre des mots dans la bouche » de nos témoins, à leur proposer des interprétations qui étaient nôtres, et surtout, à ne pas tordre ou fausser les propos ou interprétations qu'ils nous fournissaient sur l'un ou l'autre aspect de la problématique.

⁸ Voir l'annexe I.

⁹ Un seul témoin sur les 25 s'est prévalu de ce droit.

¹⁰ La presque totalité (95 %) des contenus de chaque entrevue était enregistrée et transformée en verbatim. Mais il est arrivé que, pour des raisons techniques, nous ayant fait appel à notre mémoire pour les compléter (par exemple, un témoin étirant parfois l'entretien alors que le magnétophone était éteint).

¹¹ 3 sur les 25 l'ont demandé.

¹² En excluant le temps consacré au transport, parfois plusieurs heures.

¹³ Certaines entrevues avec les témoins les plus vieux ont été très laborieuses à retranscrire pour cette raison.

Une fois les 25 entrevues rédigées, un très long travail¹⁴, nous avons reconstruit par collage les sections de notre étude une à la fois, en regroupant les extraits des 25 sources orales portant sur le même sujet. Évidemment, tous les témoins rencontrés n'avaient pas exprimé des propos intéressants sur chacun des aspects de notre problématique, ce qui a permis de n'en conserver que les plus intéressants. Une fois ce premier tri opéré, nous avons dû réécrire chacune des sections de notre étude en essayant de fondre ensemble dans un tout le plus cohérent possible les extraits retenus. Un travail colossal, certaines sections de notre étude devant être réduites substantiellement (de plus de la moitié, parfois). Au terme, comme s'il s'était agi d'un copieux festin, nous sommes restés pris avec des « restes » fort intéressants¹⁵, que nous avons décidé de ne pas inclure dans la présente étude puisqu'ils ne touchaient pas de près la problématique que nous avons choisi d'étudier.

Nous voulons aborder un dernier aspect, extrêmement important au plan méthodologique : la fiabilité des sources orales. Ces sources, en l'occurrence des témoignages, sont-elles moins fiables que les sources écrites de même nature ? Nous croyons que non. Pour la simple raison que tout récit du témoin d'un événement, *pour autant qu'il soit honnête*, sera toujours une reconstruction à partir de son propre prisme (intellectuel et émotif). En ce sens, un récit parfaitement objectif ou neutre, scientifique, dirions-nous, est une impossibilité théorique. Cela dit, un récit honnête, lui, est possible, et souhaité. Or, tant du côté des admirateurs de Mgr Grégoire que de celui de ses détracteurs, nous croyons avoir reçu des témoignages honnêtes.

Notre expérience récente comme praticien des sources orales nous a fait voir deux faiblesses inhérentes à celles-ci, et dont nous avons dû tenir compte : la mémoire défaillante (ou incertaine) et le biais (idéologique). En ce qui concerne la mémoire défaillante, nous avons constaté que la mémoire de nos témoins, qui étaient tous d'âge mûr, et plus encore parfois, leur faisait quelquefois défaut, surtout quand les renseignements recherchés étaient très précis (un lieu, une date, un nom, etc.). Nous avons donc fait les validations nécessaires. Cela dit, dans la presque totalité des entretiens, l'interprétation générale ou l'évaluation d'un événement, ou d'une

¹⁴ Soit environ 300 pages de textes bruts. Chaque heure d'entrevue exigeant environ le double pour sa retranscription.

¹⁵ Une bonne cinquantaine de pages, touchant principalement deux aspects de la vie de Mgr Grégoire : son enfance et sa vie familiale et personnelle (amitié, sport, etc.), et sa personnalité intime (ses qualités, défauts, habitudes de vie, spiritualité intime, etc.) Nous annonçons aussi aux lecteurs que l'éditeur Fides s'est montré intéressé à reprendre notre étude dans une publication grand public qui intégrerait ces aspects.

personne, n'ont semblé aucunement affectées par l'âge et la distance temporelle d'avec l'évènement ou la personne évoqués.

Quant au second aspect, le biais (idéologique), il est inévitable pour la raison que nous avons évoquée précédemment, c'est-à-dire que tout récit du témoin d'un événement, *pour autant qu'il soit honnête*, sera toujours une reconstruction à partir de son propre prisme intellectuel et émotif. Par exemple, un libéral radical (très à gauche) émettant un jugement sur l'oeuvre d'un centriste dira presque toujours de ce dernier qu'il était ... à droite ! Le chercheur qui reçoit ce témoignage devra se demander : en vérité, l'était-il, à droite, ou ne serait-ce pas plutôt l'autre qui est trop à gauche, ce qui déforme sa perspective ? En somme, le chercheur doit donc toujours se demander, quand il aura à traiter l'information reçue par un témoin, *à partir de quel point de vue ce dernier fait-il son commentaire et son analyse*. Il doit en outre veiller à ne pas laisser son propre prisme idéologique – sa sensibilité – déformer son jugement quant à l'appréciation des témoignages reçus (par exemple, un chercheur de sensibilité conservatrice qui aurait tendance à ne pas accorder toute l'attention ou la crédibilité qu'il mériterait à un récit fait par un témoin de sensibilité libérale).

Heureusement pour nous, ces deux faiblesses théoriques ne nous ont pas causé de problème sérieux, et ce, parce que nous disposions d'un nombre très élevé de témoignages. En effet, quand une information ou interprétation nous semblait peu fondée ou trop biaisée, il nous était possible de la valider en la comparant aux autres témoignages reçus. Évidemment, il ne s'agissait pas de faire disparaître *ipso facto* toute information ou interprétation discordante, mais plutôt de les analyser pour nous demander si elle méritait d'être retenue et présentée.

Au terme, nous sommes convaincu que notre étude présentera une belle diversité d'informations et d'interprétations qui s'enrichiront mutuellement. Évidemment, comme notre conclusion générale le montrera, le rôle de l'historien ne consiste pas seulement à recueillir l'information et les points de vue, de façon écrite ou orale, mais aussi à les traiter, analyser, et ... interpréter. Nous construirons donc notre propre récit à partir de ceux offerts par nos 25 témoins¹⁶. Ce sera le 26^e, et, nous l'espérons, le meilleur !

¹⁶ Dont la liste se trouve à l'Annexe 2.

CHAPITRE PREMIER

UNE ÉGLISE PRISE DANS LA TOURMENTE DE LA RÉVOLUTION TRANQUILLE

Que nous apprend l'historiographie récente sur les rapports entre l'Église catholique du Québec et la société québécoise pendant les décennies 1960 à 1990 ? Bien conscient que la complexité de cette problématique justifierait à elle seule une étude très fouillée qui dépasserait de beaucoup le cadre de notre recherche, nous nous contenterons ici de brosser un portrait à grands traits, mais le plus juste possible, de la période historique correspondant à l'épiscopat de Mgr Grégoire, et ce afin de mieux comprendre les forces actives en présence tant dans la société québécoise que dans l'Église de Montréal (et du Québec)¹. Fait étonnant, peu de spécialistes du catholicisme ont mentionné Mgr Grégoire dans leur analyse. Nous n'en avons trouvé que deux, qui ne sont pas des historiens universitaires. Malgré cette réserve, nous allons d'abord étudier très brièvement ce qui mérite d'être retenu de leur apport respectif. Par la suite, nous concentrons notre analyse sur la pensée de trois historiens majeurs au sujet de la période qui nous intéresse.

Les apports de Richard Arès et de Jacques Lacoursière

Le jésuite Richard Arès, grand intellectuel québécois décédé en 1989, a publié au tout début des années 1980 une analyse de la période 1960-1975 : « Déclin et effondrement de la chrétienté québécoise »². Le jésuite y présente la dynamique de la sécularisation progressive de la société québécoise, qui a vu l'écroulement de l'ancienne chrétienté, et son impact sur l'Église et les mentalités religieuses. Arès a bien vu que la révolution culturelle de ces années – le changement radical des mentalités – allait mettre à mal l'Église catholique. De son côté, confrontée à cette crise culturelle sans précédent, il montre bien que l'Église québécoise a alors connu un grand

¹ L'abbé Paul Grégoire a été ordonné évêque en 1961; c'est seulement à ce moment qu'il intègre l'équipe du cardinal Léger, et qu'il travaillera aux bureaux de l'Archevêché de Montréal, au 2000 rue Sherbrooke Ouest. Mgr Paul Grégoire sera archevêque de Montréal de 1968 à 1990.

² Cette étude, probablement écrite vers 1977 et intitulée « L'évolution de l'Église au Canada français de 1940 à 1975. Survivance et déclin d'une chrétienté » se retrouve dans Fernand DUMONT, Jean HAMELIN et Jean-Paul MONTMINY, *Idéologies au Canada français, 1940-1976. Tome III : Les partis politiques – L'Église*. Québec. PUL. 1981, p. 267-297. Voir aussi Pierre TRÉPANIÉ, « La pensée nationale du père Richard Arès, s.j. (1910-1989). Un enseignement pour notre temps. Plaidoyer pour l'action politique. » in *À la recherche d'une doctrine politique*, Montréal/Sherbrooke, Ralliement provincial des Parents du Québec/Centre d'Information Nationale/ Cercle Jeune Nation, 1993, p. 29-58. La citation de Mgr Grégoire fournie par Arès se retrouve au chap. IV de notre étude (cf. note 4).

désarroi, voire une profonde crise d'identité, qui a sans aucun doute affecté la qualité de sa réponse au défi de la sécularisation agressive de la société.

Beaucoup plus récemment, Jacques Lacoursière a publié une analyse des dix premières années de la Révolution tranquille sur le plan de la laïcisation (1960-1970)³. L'historien vulgarisateur y présente de façon sereine et équilibrée – nous dirions : journalistique – cette problématique fort complexe en rappelant les débats d'alors autour de certains enjeux de société (contraception, avortement, homosexualité, divorce et mariage civil). On y constate d'une part l'évolution extrêmement rapide des mentalités et des moeurs de l'époque et d'autre part la perte d'influence concomitante de l'institution catholique, qui perd tous ses combats. En somme, Lacoursière montre bien, à la suite d'Arès, l'impact énorme de la sécularisation – ou d'une certaine modernité – sur les mentalités et les moeurs pendant les décennies 1960 et 1970. En somme, en l'espace de deux décennies, l'influence de l'Église sur les mentalités et les moeurs des Québécois(es) a reculé proportionnellement aux avancées de la sécularisation; la victoire de cette dernière a signifié la défaite de l'autre.

L'analyse de Jean Hamelin

La synthèse historico-ecclésiale de Jean Hamelin⁴, qui date déjà de plus de vingt-cinq ans (publiée en 1984), mérite qu'on s'y arrête bien qu'elle s'achève alors qu'il reste encore plus de cinq années à l'épiscopat de Mgr Grégoire. Dans la première partie de son analyse, « Une Église en crise, 1965-1971 », Hamelin commente l'apparition de la nouvelle culture et ses rapports avec l'Église du Concile. Au mitan des années 1960, la société québécoise entre « dans un état de crise dont, aujourd'hui encore, on ne saurait affirmer qu'il soit résorbé ou dépassé. Les origines de cette crise s'enracinent dans une mutation des genres de vie⁵. » Cette profonde mutation sociale s'accompagne d'une évolution des mentalités :

La société de consommation introduit une civilisation axée sur l'argent, le confort et le loisir. Un matérialisme pratique et un hédonisme permissif s'installent au sein d'une population dont le niveau de vie, hier encore, ne dépassait guère une honnête aisance et dont les moeurs étaient réglées par un contrôle social rigoriste.

³ Jacques LACOURSIÈRE, *Histoire populaire du Québec*. Tome 5. 1960 à 1970. Montréal, Septentrion, 2008. Le chapitre qui nous intéresse (12) est intitulé « Le Québec se laïcise », p. 357 à 381. Il cite Mgr Grégoire dans le contexte de la crise ayant suivi la parution de l'encyclique *Humanae Vitae*, dont nous reparlerons. (Cf. p.368)

⁴ Jean HAMELIN, *Histoire du catholicisme québécois. Le XXe Siècle*. Vol III. Tome 2 : De 1940 à nos jours, Montréal, Boréal Express, 1984; Ici p. 269-377. À l'avenir : *Histoire*.

⁵ *Histoire*, p.271.

Les mass media véhiculent des courants d'idées exotiques : la révolution sexuelle et la libération de la femme. Ils proposent des valeurs et des comportements qui deviennent le pain quotidien d'une population réduite à l'état de masse. Les valeurs d'autorité sont battues en brèche⁶.

Cette évolution rapide des mentalités est à l'origine de nombreux bouleversements sociaux :

Cette mutation culturelle affecte profondément la famille, lieu par excellence de la transmission des normes sociales. Le travail des femmes, la baisse de la natalité, les unions irrégulières, les relations sexuelles hors mariage, la hausse de la criminalité juvénile, le manque d'intégration familiale des enfants sont les symptômes d'une mutation de la famille⁷.

Cette mutation identitaire est centrée sur l'autonomie des réalités terrestres, la liberté de choix de la personne, la rationalité et l'abondance de biens matériels, portée par la nouvelle culture de masse. Le catholicisme traditionnel est frappé au coeur : les manifestations populaires et extérieures de la foi – les dévotions collectives – périclitent, surtout chez les jeunes. À Montréal, la pratique religieuse s'effondre : entre 1961 et 1971, on passe de 61,2 % à 30 %, soit une diminution de 50 % en dix ans ! Les jeunes adultes de 20 à 34 ans ont un taux de pratique entre 12 et 15 %⁸.

Cette dégringolade s'accroîtra au fil des années, les fidèles étant toujours plus nombreux à s'éloigner de l'Église romaine en réaction aux prises de position de Rome sur la place et le rôle des femmes dans l'Église, le divorce, l'avortement et sur la sexualité en général, positions jugées rétrogrades. La parution le 29 juillet 1968 de l'encyclique *Humanae Vitae* sur la régulation des naissances⁹ et, indirectement, la pilule anovulante (adoptée par une majorité de jeunes femmes depuis le début des années soixante), aggravera la crise. L'encyclique suscitera un profond mécontentement : « Jamais au Québec un document romain n'a suscité une telle effervescence »¹⁰. On accuse Rome de ne pas respecter la maturité et la conscience personnelle des baptisés en matière de procréation. Malgré une certaine temporisation de la part des évêques qui finissent par affirmer que cette question est une affaire de conscience personnelle (contre l'obéissance à

⁶ *Histoire.*, p. 272.

⁷ *Histoire*, p. 273. Cette mutation de la famille, l'« église domestique », premier lieu de transmission de la foi, aura bien vite des conséquences sur la vie de l'Église.

⁸ *Histoire*, p. 277.

⁹ Fait étonnant, le document aurait été publié sans que l'épiscopat ait été consulté ; les évêques en prennent connaissance par la voie des journaux ; cf. *Histoire.*, p. 341.

¹⁰ *Histoire*, p. 330(ss). Hamelin nous apprend que plus de soixante articles sont publiés dans *Le Devoir* en un seul mois.

Rome)¹¹, *Humanae Vitae* provoque une grave hémorragie parmi les rangs des fidèles, notamment de nombreux militants engagés dans des mouvements familiaux et dans l'action sociale.

Du côté de l'Église, le Concile Vatican II se termine en décembre 1965. L'Église post-conciliaire se veut plus moderne, plus en phase avec le monde moderne, avec lequel elle veut entrer en dialogue. La hiérarchie figée de clercs/laïcs est remise en question. Le document *Gaudium et Spes* reconnaît enfin la conscience du chrétien, première et dernière instance du jugement. Maintenant, le christianisme doit être vécu par tous sur le mode de la communion, de la participation et du témoignage de tous les baptisés. De leur côté, les évêques du Québec semblent « dépayés face aux urgences de l'heure »¹², soit l'implantation du Concile. L'évêque est encore le pasteur d'une Église particulière mais son leadership doit tenir compte des attentes et des opinions de la communauté (exprimés notamment lors des nouveaux synodes diocésains). Les évêques implantent donc les nombreuses réformes ecclésiales (liturgie, sacrements, calendrier liturgique) désirées par le Concile, tout en réformant les structures diocésaines. Or, la création de nombreux conseils (presque tous consultatifs) entre 1965 et 1972 provoque une bureaucratisation de l'Église qui crée des tensions *ad intra*. En contexte urbain, la paroisse, cellule de base de l'Église diocésaine après la famille, vit elle aussi une crise identitaire car elle rassemble des personnes qui vivent dans des univers différents, l'école, l'usine, le club, etc¹³. En somme, ces réformes souvent radicales et tous azimuts créent des profondes divisions dans l'Église, notamment dans le domaine liturgique où progressistes et conservateurs (ou « ritualistes ») s'opposent.

Malgré la recommandation du Rapport Parent, l'Église demeure présente dans le domaine de l'éducation, aux cours primaire et secondaire. Mais la sécularisation a fait évoluer les mentalités des parents tout comme celles des enseignants; plusieurs se distancent du catholicisme.

¹¹ *Histoire*, p. 329-330 ; plusieurs observateurs, tel un Lionel Groulx, estiment que ce faisant les évêques n'ont pas été à la hauteur de leur fonction (Pierre Trépanier nous l'a confié). Leur manœuvre, en bout de piste, en sus de nourrir le ressentiment populaire contre l'Église romaine, n'a pas été fructueuse. Cette « culture de la dissension » (« culture of dissent », selon George WEIGEL, *The Courage to Be Catholic. Crisis, Reform and the Future of the Church*, Basic Books, 2002, 256 p.) à l'égard des directives de Rome alimentée par certains évêques canadiens et québécois est un fait qui a perduré, comme nous le montrerons plus loin.

¹² *Histoire*, p. 279. Hamelin estime qu'ils sont peut-être dépassés par les événements, parce que hommes de l'Ancien régime; la démission surprenante du cardinal Léger l'attestant. (cf. p. 335) Voir aussi Denise Robillard, *Paul-Émile Léger, évolution de sa pensée, 1950-1967*, Montréal, Hurtubise HMH, 1993. p. 621-630.

¹³ *Histoire*, p.290-91.

Conséquence : plusieurs enfants sont incultes en matière religieuse. Mais la catéchèse est en crise, surtout à l'école¹⁴. L'école confessionnelle est déjà de plus en plus contestée, on songe à déconfessionnaliser, mais le gouvernement de l'époque recule.

L'Église catholique en crise ici comme ailleurs

Hamelin constate que la crise du catholicisme québécois est un épiphénomène de celle qui touche la catholicité entière. Un climat de contestation s'installe en son sein, qui touche tout le monde, y compris le pape Paul VI, qui est contesté par plusieurs évêques et théologiens. En effet, Vatican II a voulu redéfinir certaines modalités de l'exercice du pouvoir dans l'Église universelle et mettre en place de nouvelles structures de responsabilité, tant dans la curie romaine que dans les diocèses du monde entier. Cette nouvelle ecclésiologie de la collégialité ne s'implantera pas sans créer des difficultés et des tensions. Paul VI et les évêques des Églises particulières avec lui, doivent s'adapter à ces changements. Les années suivant la fin du Concile verront donc apparaître de graves tensions entre le pape et les théologiens plus libéraux. Vers la fin des années 1960, certains évêques canadiens se plaignent de la centralisation romaine. Quant à lui, le délégué apostolique au Canada trouve pour sa part que « la collégialité est un moyen courant d'exciter la révolte contre Rome »¹⁵. Il accuse même certains évêques québécois d'hypocrisie et fustige leur complicité avec les mass media qui salissent l'Église. Au synode romain de 1969, le second depuis le Concile, la délégation canadienne voudra « défendre une plus large autonomie des Églises particulières »¹⁶. L'Église canadienne est perçue par le Vatican comme l'une des plus progressistes, surtout depuis la crise de *Humanae Vitae*¹⁷.

Aussi, Vatican II, par sa mise en valeur du laïcat, a engendré une crise d'identité des prêtres, alimentée par la sécularisation des mentalités. Le célibat, dont Paul VI rappelle l'exigence en juin 1967, pèse à plusieurs; les deux tiers des prêtres seraient pour le libre choix, et ils expriment leur déception dans les mass media. Le Synode romain¹⁸ de 1971 met un frein aux discussions, mais

¹⁴ *Histoire* p. 303-304. Nous parlerons longuement de la crise de l'école confessionnelle dans notre étude.

¹⁵ *Histoire*, p. 342. Nos entrevues ont confirmé cette assertion.

¹⁶ *Histoire*, p. 343.

¹⁷ *Histoire*, p. 344 ; Une tendance qui court jusqu'à aujourd'hui comme on le verra dans les prochains chapitres.

¹⁸ Les synodes romains, fruit du Concile, créés par Paul VI, se réunirent en 1967 (thèmes variés), en 1969 (synode extraordinaire sur la collégialité selon les orientations conciliaires), en 1971 (la justice dans le monde), en 1974 (l'évangélisation), en 1977 (la catéchèse), en 1980 (les tâches de la famille chrétienne), en 1983 (réconciliation et pénitence), en 1985 (deuxième synode extraordinaire à l'occasion du vingtième anniversaire de la conclusion de Vatican II), en 1987 (la vocation des laïcs), en 1991 (la formation des prêtres), en 1994 (la vie consacrée), en 2001

pas au malaise, qui se généralise. Au Québec comme ailleurs, plusieurs prêtres décrochent : entre 1964 et 1969, cent soixante-trois départs, dont trente-neuf à Montréal, le diocèse le plus touché. Ce mouvement de laïcisation semble en expansion jusque vers 1973¹⁹. Plusieurs de ces prêtres se marient et continuent de travailler dans l'enseignement, la fonction publique ou l'administration scolaire. Les évêques essaient tant bien que mal de soutenir leur clergé défaillant. La baisse des entrées au grand séminaire se manifeste dès 1964, celle des ordinations en 1968²⁰. De leur côté, plusieurs communautés religieuses sont dépouillées de leurs œuvres, voire de leur identité sociale. Dès 1965, chez elles aussi les départs sont nombreux et le renouvellement se tarit. Dans l'Inter-Montréal²¹, entre 1961 et 1971, 50 % des frères religieux et 22 % des religieuses quittent²². Du côté des mouvements d'action catholique, c'est le déclin accéléré. L'Action catholique canadienne (A.C.C.) est suspendue en octobre 1966, la J.É.C. en janvier 1968, en raison de tensions avec les évêques. Dès 1970, ce qui reste d'action catholique spécialisée s'engage dans la voie des mouvements politiques chrétiens, voués à l'action sociale²³.

Le Rapport Dumont et le début des années 1970

Selon Hamelin, l'après-Concile représentera pour le catholicisme québécois la mise au tombeau d'une Église-nation²⁴. Les évêques québécois, constatant la gravité de la crise, mandatent le sociologue chrétien Fernand Dumont qui, entouré d'une équipe de 12 membres, a comme mission d'en explorer les tenants et aboutissants. Remis en décembre 1971, le Rapport Dumont met en lumière une « crise religieuse dont les symptômes les plus apparents sont le déclin de la pratique cultuelle, l'abandon du sacerdoce, l'indifférence de la jeunesse et l'éclatement de la communauté chrétienne », et dégage des tendances lourdes, des attentes, tout en proposant des stratégies et initiatives²⁵. En 1971, bien que 86 % des Québécois, s'en réclament²⁶, l'influence de l'Église

(l'épiscopat). Les synodes sont presque toujours suivis d'exhortations apostoliques pontificales. Nous reviendrons en particulier sur le synode de 1971.

¹⁹ *Histoire*, p. 312.. On n'a pas de peine à imaginer l'impact négatif de ces laïcisations sur les consciences des fidèles.

²⁰ *Histoire*, p. 313.

²¹ L'Inter-Montréal regroupe les diocèses de Montréal, Saint-Jean-Longueuil, Joliette, Saint-Hyacinthe, Saint-Jérôme, Sherbrooke et Valleyfield.

²² *Histoire*, p. 314-17.

²³ *Histoire*, p. 327.

²⁴ *Histoire*, p. 352.

²⁵ *Histoire*, p. 353. Notre analyse de l'essai de Michael Gauvreau nous permettra d'y revenir plus longuement.

²⁶ *Ibid.* ; à notre avis, ces chiffres signifient qu'un « catholicisme culturel » continue d'imprégner la culture québécoise – jusqu'à aujourd'hui (cf. André CHARRON, « Catholicisme culturel et identité chrétienne » dans Brigitte CAULIER (dir.), *Religion, Sécularisation, Modernité. Les expériences francophones en Amérique du Nord*. Sainte-Foy. PUL. 1996, pp.157-190). Toutefois, la tendance lourde est « la religion à la carte » (cf. Reginald W.

continue de chuter, le divorce entre le catholicisme et la culture québécoise semble se consommer. La décennie 1970 sera celle du décrochage allant croissant²⁷. De plus en plus de Québécois, surtout les baby-boomers (qui ont moins intériorisé le catholicisme traditionnel que leurs aînés) deviennent indifférents, agnostiques ou athées, alors que d'autres se tournent vers les sectes²⁸.

Au début de cette même décennie, les charismatiques et les politisés chrétiens, redonneront une certaine vitalité à l'institution. Les premiers, qui insisteront sur l'aspect authentiquement spirituel de l'Église, connaîtront un beau succès, jusqu'à ce que leurs rapports avec l'épiscopat canadien deviennent plus tendus vers les années 1975²⁹. Quant à eux, les Politisés chrétiens, s'inspirant de la théologie de la libération issue de l'Amérique latine, visent à une solidarité radicale avec les plus démunis. Pour eux aussi, les rapports avec l'épiscopat seront d'abord difficiles, à la différence que ce mouvement de gauche, qui demeurera minoritaire dans l'Église, y trouvera sa place plus permanente³⁰. Toutefois, plus la décennie 1970 avance, plus la situation de l'Église devient critique. Vers 1982, le taux de pratique chute à 15 % en milieu urbain. En sus des départs nombreux, les clercs sont de moins en moins nombreux et les ordinations sont en chute libre. Les 3097 prêtres recensés en 1977 ont une moyenne d'âge de cinquante ans. En 1982, 42 % des sœurs sont âgées de plus de soixante-cinq ans³¹. Les laïcs les remplacent, dans les écoles, mais aussi de plus en plus en paroisse.

Quelle est alors la réaction l'Église à cette crise généralisée ? Hamelin répond : un repli vers l'orthodoxie et le conservatisme, qui se manifestera sur plusieurs fronts³², notamment celui de la place des femmes dans l'Église. En effet, depuis le Concile, une certaine théologie féministe réclame un plus grand accès aux ministères réservés aux hommes, jusqu'à ce que Rome, en 1976, dise non au sacerdoce féminin, un refus qui contrarie les féministes québécoises, dont plusieurs

BIBBY, « La religion à la carte au Québec : une analyse de tendances », *Sociologie et sociétés*, 22 (1990), p. 133-144.)

²⁷ *Histoire*, p. 356.

²⁸ C'est dans ces années que le Nouvel Âge fait ses premières percées au Québec. Voir André Fortin, *Les galeries du Nouvel Âge*, Novalis, 1993.

²⁹ *Histoire*, p. 359.

³⁰ *Histoire*, p. 362 ; sous l'influence de cette pensée, dès la seconde moitié de la décennie 1970, l'épiscopat québécois renforcera son option préférentielle pour les pauvres, son combat pour une meilleure justice sociale (cf. p. 375).

³¹ *Ibid.*

³² *Histoire*, p. 366.

théologiennes ou intellectuelles³³. Dans le même esprit, quelques années plus tôt (décembre 1973), l'épiscopat québécois avait publié un document subordonnant la conscience individuelle des croyants à l'enseignement du Magistère. Enfin, Rome demande aux prêtres laïcisés de ne plus enseigner dans les facultés canoniques de théologie, ce qui provoque une crise jusqu'à Montréal³⁴.

Dans la mouvance de l'exhortation apostolique *Evangelii Nuntiandi* de Paul VI (1975), l'Église de Rome et du Québec prend conscience du fait que sa « mission essentielle » est d'évangéliser. Plusieurs initiatives seront alors mises de l'avant : éducation permanente de la foi des adultes, des sessions bibliques, retraites spirituelles. Mais ces initiatives n'arrêteront pas le mouvement profond de désaffection à l'égard de l'Église catholique québécoise.

L'analyse de Lucia Ferretti

La *Brève histoire* de l'Église catholique au Québec de Ferretti³⁵ a l'avantage d'être plus récente. Son dernier chapitre intitulé « Une Église en quête d'elle-même » est consacré à la période historique qui nous concerne (1960 et plus). L'historienne y étudie les événements des années 1960 ayant causé la mort de l'Église ancienne, les motifs de cet effacement, et présente un regard et une analyse de la situation actuelle de l'Église au sein du monde moderne. Voyons ce en quoi son analyse se distingue de celle d'Hamelin.

Le Concile et les années 1960 : la mort de l'Église ancienne

L'*aggiornamento*³⁶ lancé par le pape Jean XXIII va mettre l'Église ancienne au tombeau³⁷. Selon Ferretti, quatre concepts-clés découlant du Concile vont illustrer la défaite de la « vision conservatrice » de l'Église : démocratie, égalité, pluralisme, diversité. Vatican II a mis à mal l'ancienne vision juridique et pyramidale de l'Église pour engendrer l'Église-communauté. La

³³ *Histoire*, p. 368. Voir Marie-Andrée Roy dans « Les femmes dans l'Église », *Le Devoir*, 8 avril 1982 ; du même auteur : « Le changement de la situation des femmes dans le catholicisme québécois ». *Sociologie et sociétés*, 22 (1990), p. 95-114.

³⁴ *Ibid.* ; Hamelin renvoie ici à l'« affaire » de la Faculté de théologie de l'Université de Montréal telle que commentée dans *Le Devoir* : 20 et 21 janvier, 2 juillet 1976 ; nous consacrerons plusieurs pages à l'étude de cette question.

³⁵ Lucia FERRETTI, *Brève histoire de l'Église au Québec*, Montréal, Boréal, 1999, 205 p. ; pour la section qui nous intéresse : p. 153-195. À l'avenir : *Brève*.

³⁶ On dit que c'est le bon pape Jean XXIII lui-même qui aurait utilisé ce mot pour décrire la visée du concile qu'il entrevoyait pour l'Église universelle dès 1959.

³⁷ *Brève*, p. 155.

nouvelle « collégialité épiscopale » témoignerait d'un germe de démocratie. En faisant éclater l'ancienne dualité entre clercs et laïcs, les seconds étant les exécutants des premiers, Vatican II aurait aussi semé un germe d'égalité. Signe de pluralisme, l'Église de Vatican II accepterait aussi enfin de « ne plus se voir comme une société parfaite gardienne de la vraie foi, détentrice exclusive de la vérité révélée »³⁸. Elle est devenue capable de reconnaître la valeur des autres traditions religieuses. Quant à la diversité, elle se manifesterait dans la reconnaissance par les évêques que l'unité de l'Église repose moins sur l'uniformité des rites et des pratiques que sur le radicalisme de l'Évangile.

Une Église du Québec en immense désarroi

Lors de la Révolution tranquille, l'Église québécoise a perdu les principales fonctions sociales qu'elle exerçait, à la suite de la déconfessionnalisation des institutions, jusqu'alors des leviers d'influence et des lieux d'ancrage. Ce virage identitaire, qui se caractérise par sa rapidité³⁹, s'est opéré sans résistances, l'Église étant déjà fort occupée par ses réformes internes découlant de Vatican II. Une seule exception : le domaine de l'éducation, où les évêques négocient le maintien du caractère confessionnel malgré les recommandations du Rapport Parent. Ferretti estime que le virage opéré par l'Église sous Vatican II en contexte québécois s'est effectué « en terrain mal préparé »⁴⁰. Un exemple : les repères de la piété populaire ont été balayés et remplacés par d'autres qui semblaient insignifiants. Ces nouveautés ont provoqué de l'anxiété, et éloigné plusieurs de la religion.

Sur le terrain pastoral, le nouveau partage des responsabilités ne s'est pas fait sans heurts. Les laïcs engagés dans l'Église, surtout les femmes qui sont majoritaires, rechignent à se voir déconsidérés dans des postes subalternes, sans pouvoir décisionnel réel. Les réorganisations diocésaines opposent souvent les paroisses et les centres diocésains. Les congrégations religieuses vivent difficilement la perte de leurs œuvres sociales. La crise des départs et celle des vocations sont alimentées par la société civile, qui fait table rase de son passé religieux, qualifié de « Grande noirceur ». Entre 1962 et 1969, le clergé perd 16 % de ses effectifs; les congrégations 36 % entre 1962 et 1978. Entre autres causes de cette crise, un nouveau féminisme

³⁸ *Brève*, p. 156 ; l'historienne interprète *Gaudium et spes*, qui traite de la liberté religieuse.

³⁹ *Brève*, p. 162.

⁴⁰ *Ibid.*

suscite chez beaucoup de religieuses des crises existentielles. La spécificité de la vie religieuse devient confuse au sein d'un monde nouveau rejetant l'ancien. En somme, partout un immense désarroi, qui témoigne d'une Église en crise.

Les limites de l'aggiornamento : une Église qui revient au conservatisme

De l'avis de Ferretti, plusieurs événements de la fin des années soixante manifestent le retour au conservatisme⁴¹ de l'Église post-conciliaire : la suspension de l'Action catholique canadienne en octobre 1966, la crise avec la JEC en 1968 et, la même année, la publication de l'encyclique *Humanae Vitae*. Cette encyclique provoquera un tollé chez les catholiques, en particulier chez une majorité de femmes qui, portées par le féminisme, décideront de « sortir les curés de leur chambre à coucher »⁴². En outre, les forces conservatrices de l'Église vont condamner la théologie de la libération et faire échouer le Synode extraordinaire romain de 1969 sur la collégialité épiscopale. Dès cette époque, l'héritage de Vatican II est déjà largement compromis, ce qui expliquerait selon Ferretti pourquoi le Rapport Dumont ne recevra presque aucun écho⁴³, au Québec comme à Rome. Ce retour au conservatisme expliquerait la période de désintérêt et d'indifférence qui prévaudrait dès lors envers l'Église.

Une institution marginalisée par la société québécoise

Dès le début des années 1970, l'Église est une institution devenue marginale. Toutefois, la société québécoise est demeurée d'inspiration largement chrétienne, d'héritage catholique⁴⁴. La définition de l'identité personnelle fait toujours appel à la référence religieuse ; la demande pour les rites de passage est relativement stable ; les parents demandent encore majoritairement que leurs enfants reçoivent un enseignement religieux. Mais ces statistiques font illusion, car la mutation culturelle qui s'est produite depuis la Révolution tranquille, dont les valeurs clés sont l'autonomie et le bien-être individuel, a mis de côté l'Église en tant que médiatrice de la relation à Dieu⁴⁵.

La société québécoise fait éclater la morale ancienne de l'Église, notamment en matière de morale sexuelle en particulier. D'ailleurs, le féminisme a alors une grande influence dans

⁴¹ *Brève*, p. 165.

⁴² *Brève*, p. 166.

⁴³ L'historien Lucien Lemieux, que nous avons rencontré, partage aussi cet avis.

⁴⁴ Ferretti cite en p. 169 (sans références précises toutefois) les études de Bibby, Lemieux et Milot.

⁴⁵ *Brève*, p. 169.

l'évolution des rapports hommes-femmes en général, et dans l'évolution des comportements sexuels. Les Québécois rejettent massivement les exhortations de l'Église, notamment en ce qui concerne l'interdiction du divorce et de l'avortement⁴⁶. Enfin, sur plusieurs enjeux contemporains tels l'euthanasie ou la congélation d'embryons, la société québécoise chercherait plutôt ses balises du côté d'une éthique humaniste plutôt que du côté de l'Église. En somme, une majorité de Québécois se sont distanciés de l'Église en raison de la « distance énorme » entre sa morale et la sensibilité contemporaine. Ce facteur expliquerait la chute dramatique de la fréquentation des églises : 80 % de pratique en 1965, 40 % en 1975, 30 % en 1985, encore moins dans les grandes villes : 20 % à Montréal en 1990, mais 10 % chez les jeunes de moins de trente ans, toutes régions confondues⁴⁷.

En somme, une nouvelle culture religieuse aurait remplacé l'ancienne, marquée par une recherche individuelle de la transcendance et le rejet de l'institution, et par l'apparition des sagesses orientales, issues du Nouvel Âge. Les Québécois se « bricolent » maintenant leur propre religion, « un nouvel ensemble personnel de croyances dans lequel éclatent la cohérence de la religion du Livre et la signification de ses dogmes »⁴⁸. La nature spirituelle ayant horreur du vide, les nouvelles synthèses individuelles, syncrétiques et changeantes sont le symptôme d'une émancipation spirituelle ou d'une déculturation chrétienne en cours⁴⁹.

Une marginalisation dont l'Église est en partie responsable

L'Église québécoise (et romaine) serait en partie responsable de sa marginalisation, en raison de manifestations de « repli sur soi ». Par exemple, l'échec du Renouveau charismatique, que le pape Paul VI qualifiait de « chance pour le monde »⁵⁰, qui s'expliquerait par une méfiance de la part des autorités religieuses. Autre manifestation de ce repli, le peu de considération manifesté par l'Église romaine face aux revendications des femmes, qui constituaient pourtant la majorité et des pratiquantes et du personnel diocésain. Des regroupements de féministes chrétiennes – inspirées par les théologies féministes naissantes – ont revendiqué « la désexisation et la

⁴⁶ Brève, p. 170.

⁴⁷ Brève, p. 171.

⁴⁸ Brève, p. 172.

⁴⁹ Phénomène que le sociologue Réginald Bibby a qualifié de « religion à la carte ».

⁵⁰ Brève, p. 173.

démocratisation de l'Église »⁵¹, aussi leur participation aux instances décisionnelles, en vain. Cela dit, les évêques québécois auraient été pour leur part « des leaders dans la défense du droit des femmes »⁵². Au synode romain de 1987, ils ont proposé la reconnaissance de l'égalité des femmes dans l'Église, contre Rome. Quelques années plus tard, en 1995, Jean-Paul II aurait même invoqué l'infaillibilité pour ordonner l'arrêt de toute discussion sur l'accès des femmes à la prêtrise. Ce refus d'ouverture a miné le renouvellement féminin de l'Église.

Le noeud gordien de la crise entre l'Église romaine (et, par association, québécoise) et la société québécoise, c'est une opposition radicale de leurs valeurs respectives :

Les positions romaines actuelles sont souvent en contradiction avec des valeurs québécoises collectives profondes comme le respect des autres, la tolérance, la liberté de conscience et la justice sociale au lieu de la seule charité⁵³. Ces valeurs humanistes sont défendues aussi par l'épiscopat québécois⁵⁴. Elles ont su mettre le Québec à l'abri des vagues de fondamentalisme religieux qui déferlent depuis quelques années au Canada anglais et surtout aux États-Unis, et qui trouvent maintenant un écho jusqu'à Rome, piégeant ainsi, comme d'autres ailleurs dans le monde, une Église québécoise plus progressiste. Tout cela contribue indéniablement à la maintenir en marge de la société dont elle est issue⁵⁵.

Des chrétiens progressistes : l'action sociale

La crise de l'Église québécoise n'a pas empêché certains groupes de chrétiens de s'engager dans l'action sociale. Dès le début des années 1970, les catholiques de gauche ont pris la relève de l'Action catholique. Ces chrétiens, inspirés notamment par la théologie de la libération latino-américaine et le marxisme ont critiqué sévèrement le système capitaliste (qui crée l'oppression et l'exclusion sociales), et oeuvré à l'éducation populaire pour créer une culture de la solidarité⁵⁶. Cette gauche catholique radicale, qui s'épuisera au début des années 1980, aura tout de même éveillé le désir de justice sociale (selon la doctrine sociale de l'Église⁵⁷). Les évêques québécois⁵⁸ emboîteront le pas et publieront dans les années 1970 plusieurs messages et documents pour défendre la dignité humaine, au fondement de la justice sociale. Ils appelleront à la solidarité

⁵¹ *Brève*, p. 176.

⁵² Nous le verrons dans un prochain chapitre.

⁵³ Rome défend chacune de ces valeurs.

⁵⁴ Lire : contre Rome (?).

⁵⁵ *Brève*, p. 178.

⁵⁶ *Brève*, p. 183.

⁵⁷ Toutes les encycliques sociales depuis Léon XIII jusqu'à Jean-Paul II.

⁵⁸ En particulier un Mgr Bernard Hubert, de Saint-Jean-Longueuil, pour ne nommer que celui-là.

envers les pauvres et les marginalisés de toutes sortes, feront la promotion du développement durable et de la réconciliation des logiques économique et sociale⁵⁹.

Quel salut pour l'Église du Québec ?

Dans la conclusion générale de son ouvrage, Ferretti résumera les critiques qu'elle formule à l'endroit de l'Église québécoise, réitérant les facteurs ayant mené à sa marginalisation, qui se résumeraient en un mot clé : rébellion.

La force du cléricalisme a aussi donné à l'Église les moyens d'un contrôle des consciences, qu'elle a exercé avec encore moins de retenue sur celles des femmes [...] et qui a trop souvent annihilé les aspirations à l'épanouissement personnel, déjà bridées dans les sociétés de type communautaire. Une institution qui ne voit partout que du mal, qui sublime l'obéissance et la résignation, qui sacralise l'autorité, tel est le souvenir laissé par l'Église dans la mémoire collective de ceux qui ont vécu leur jeunesse avant 1960. Et ce contre quoi ils ont fini par se rebeller⁶⁰.

Cette « dissociation progressive entre l'Église et la société du Québec » se serait produite entre les années 1920 et 1970. Sitôt le catholicisme social de type JEC épuisé, la crédibilité sociale de l'Église a été contestée en raison de ses positions morales étroites, rejetées par une société « désormais éprise de découverte et de liberté individuelle »⁶¹ :

Au moment de la Révolution tranquille, un édifice imposant s'est effondré, qui était déjà profondément rongé. Dans les années 1970 ensuite, et dans les années 1980, l'institution a cantonné la ferveur des charismatiques et éteint les espérances des Amérindiens chrétiens ainsi que celles des catholiques de gauche et des féministes croyantes qui souhaitaient « réinventer » le christianisme. [...] L'Église n'est plus en mesure d'offrir cette diversité dans l'unité qui lui donnait presque le monopole de la médiation avec le sacré. Bref, non seulement l'Église du XIX^e siècle a-t-elle continué à mourir mais, au fond, même celle qui avait commencé à naître de Vatican II⁶².

En somme, Ferretti est d'avis que le salut de l'Église du Québec devra passer par une dissociation de l'Église romaine, jugée trop conservatrice :

L'Église québécoise apparaît comme une institution et une communauté fragiles. Enveloppée par l'Église romaine universelle, que ses positions de plus en plus catégoriques coupent progressivement du monde catholique sur tous les

⁵⁹ *Brève*, p. 187.

⁶⁰ *Brève*, p. 193.

⁶¹ *Brève*, p. 194.

⁶² *Ibid.*

continents, [...] Entre elle et la société québécoise, la période actuelle a provoqué un éloignement, mais pas vraiment une rupture⁶³.

*L'analyse de Michael Gauvreau*⁶⁴

L'essai de Michael Gauvreau sur les origines catholiques de la Révolution tranquille a été reconnu et salué par plusieurs spécialistes de l'histoire socioreligieuse comme proposant une nouvelle lecture des rapports entre le catholicisme québécois et l'avènement de la Révolution tranquille des années 1930 à 1970⁶⁵. Les chapitres 6 et 7 de son essai, qui portent sur les années 1960-1971, livrent une fascinante analyse des valeurs en oeuvre dans la Révolution tranquille. En quelques mots, la thèse de Gauvreau développe ce que l'historiographie, depuis une vingtaine d'années, avait commencé à démontrer⁶⁶ : l'institution et la religion catholiques n'ont pas cherché à freiner l'entrée dans la modernité du Canada français, elle a aussi cherché à la faire advenir et à s'y insérer. En d'autres mots, le catholicisme a donc été « une des sources et un des éléments dynamiques de la modernité »⁶⁷. En outre, la Révolution tranquille, dans son premier mouvement, n'a pas été une entreprise d'inspiration anticléricale. Enfin, Gauvreau va encore plus loin en explorant « le rôle qu'a joué la modernité catholique, par le biais des idéologies, dans cette déchristianisation »⁶⁸.

La Révolution tranquille et l'éducation catholique au Québec

Au chapitre 6, l'historien apporte un bel éclairage sur les débats entourant la création du premier ministère de l'Éducation, en brossant un portrait de la problématique des rapports entre l'Église catholique et la nouvelle modernité québécoise en matière d'éducation. Contrairement à certaines idées reçues, Gauvreau y montre bien que le gouvernement Lesage, en la personne de Paul Gérin-Lajoie, futur (premier) ministre de l'éducation, voyait bien l'intérêt, pour le nouvel État

⁶³ *Brève*, p. 187-188.

⁶⁴ Michael GAUVREAU, *Les origines catholiques de la Révolution tranquille*, Montréal, Fides, 2008, 459 p. La version originale anglaise a été publiée en 2005. À l'avenir : *Les origines*.

⁶⁵ Voir la « Note critique » à plusieurs voix (Ferretti, Lamonde, Baillargeon), à laquelle répond Gauvreau, dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 60, n°3, 2007, p. 373-389. Selon Lamonde, il s'agit d'« un des livres d'histoire du Québec les plus stimulants publiés ces dernières années » (p.381). Denyse Baillargeon affirme que son ouvrage « montre toute l'importance de considérer les phénomènes sociaux et culturels pour bien comprendre les dimensions politiques de l'histoire ». (p.384) À l'avenir : *Critique*.

⁶⁶ Pensons à l'essai de Warren et de Meunier sur l'influence de l'horizon personnaliste de la Révolution tranquille.

⁶⁷ *Critique*, p.388. Gauvreau affirme que, sur l'arrière-fond de la querelle sur le révisionnisme (cf. Ronald Rudin), son essai vise aussi à permettre « à l'historiographie québécoise de sortir le catholicisme du “traditionalisme” (...) et d'imaginer une histoire où la religion prendrait place comme un élément dynamique du changement social. » (p.388-89).

⁶⁸ *Critique*, p.385.

interventionniste, du maintien de la présence et de l'influence de l'Église au sein de la système d'éducation québécois⁶⁹, dans un contexte où la population comptait quelque 95 % de chrétiens. Et ce contre le Mouvement laïc de langue française (MLF⁷⁰), qui désirait notamment la laïcisation des écoles québécoises (et un système d'écoles neutres) au motif du respect de la liberté de conscience des Québécois et du droit des minorités religieuses. Les élites religieuses et politiques de l'époque tenaient à ce que l'alliance de l'Église et de l'État, notamment en matière d'éducation, ne soit pas rompue⁷¹.

La Commission Parent allait donc accoucher d'un nouveau concordat entre le nouvel État, animé de l'intérieur par l'esprit chrétien, arrimé à la doctrine sociale de l'Église⁷², et une Église en crise profonde, fort critiquée *ad extra* comme *ad intra* (pensons aux *Insolences du frère Untel*⁷³). Nouveau partenariat car l'Église accepte alors de confier à l'État, par la création du ministère de l'Éducation (projet de loi 60), la première responsabilité de l'éducation religieuse des Québécois, avant elle-même et la famille⁷⁴, tout en protégeant ses droits et privilèges, ce ministère étant explicitement confessionnel dans son esprit et des structures⁷⁵. On confie alors aux laïcs la mission d'insuffler les nouvelles valeurs spirituelles dans le système éducatif⁷⁶, notamment d'enseigner une religion ouverte au mystère, respectueuse de la liberté (jusqu'à la possibilité du retrait) et comportant une importante dimension communautaire⁷⁷. En appuyant la réforme de l'éducation au Québec, la hiérarchie catholique espère que ces laïcs sauront inculquer aux jeunes

⁶⁹ *Les origines*, p. 250 : « Ce partenariat renouvelé entre l'État et l'Église, dans les années 1960-1964, fait que l'on ne peut plus accepter l'analyse politique classique de la Révolution tranquille pour qui, dès 1960, une puissante vague néonationaliste et antireligieuse s'est lancée à l'assaut du catholicisme, qu'il fallait détrôner et chasser de la sphère publique. » Plus loin, Gauvreau ajoute : « Bien que préparés à mettre un terme à la présence excessive des clercs dans les écoles publiques et les institutions étatiques, les réformateurs n'ont jamais envisagé une sphère publique entièrement laïque. » (p.269)

⁷⁰ Gauvreau commet une erreur en utilisant plutôt MLLF.

⁷¹ *Les origines*, p.255ss. Par exemple, le cardinal Léger. (cf. p. 264-65)

⁷² *Les origines*, p.296.

⁷³ *Les origines*, p.252-53.

⁷⁴ *Les origines*, p.283. En effet, le discours personnaliste avait discrédité l'autorité et les compétences parentales en regard de l'éducation religieuse de leurs enfants. On devait leur retirer cette responsabilité afin de résoudre la crise religieuse québécoise. (cf. p. 291-293)

⁷⁵ « Résultat : l'État a bel et bien aidé l'Église à offrir une instruction religieuse subventionnée obligatoire aux niveaux primaires et secondaires, et à offrir des services pastoraux et d'aumônerie dans les institutions d'enseignement collégial. » (*Les origines*, p.298)

⁷⁶ *Les origines*, p.294.

⁷⁷ *Les origines*, p.299. Les heures qui y seraient consacrées étaient aussi revues à la baisse, vu l'ajout de nouvelles matières. Fini aussi le temps où la religion était enseignée dans toutes les matières.

les principes et les valeurs religieuses adaptés au monde moderne, et ce afin de préserver le caractère catholique de la société québécoise⁷⁸.

Entre 1960 et 1964, l'État du Québec s'est taillé une plus grande place en éducation. [...] Le premier guide de l'action de l'État et de l'Église fut l'importance de réaffirmer et de revigorer le catholicisme comme dépositaire des valeurs nationales fondamentales de solidarité sociale et d'esprit communautaire, particulièrement dans cette période d'instabilité culturelle, où les capacités de la famille en matière de transmission de ces valeurs apparaissaient en rapide déclin.⁷⁹

La Commission Dumont et la déchristianisation de la société québécoise

La réforme de l'éducation au Québec n'allait pas empêcher la déchristianisation du Québec, celle des jeunes en premier lieu. Le chapitre 7 de l'essai de Gauvreau essaie de comprendre les origines de cette dégringolade.

Vers la fin des années 1960, les évêques du Québec, qui voient leur Église menacée de l'intérieur comme de l'extérieur mettent sur pied la Commission d'étude sur les laïcs et l'Église (Commission Dumont) afin d'analyser les causes de l'effondrement de l'Action catholique au milieu des années 1960, renouveler les rapports entre laïcat et clergé, et expliquer le rapide déclin de la pratique religieuse dans la décennie 1960. Quel est le contexte de l'époque ? Entre 1961 et 1971, le taux de pratique à Montréal était passé de 61 à 31 %, un peu plus élevé hors des grandes villes⁸⁰. Les élites sociales et politiques catholiques constatent que les valeurs catholiques sont en régression, emportées par les idéologies profanes et une laïcisation agressive (déchristianisation) dans la mouvance de la révolution culturelle qui balaie tout l'Occident; même l'incroyance devient un fait de société, constate Guy Rocher en 1971. Autre constat : la religion se replie dans la sphère privée. Claude Ryan, un des leaders de l'époque, saisit bien le changement de paradigme de la décennie 1960 lorsqu'il écrit : « la dynamique laïque, ce n'est pas le remplacement de l'Église par l'État, mais le remplacement de l'Église par la conscience individuelle déclarée souveraine »⁸¹. Aussi, une télévision omniprésente véhicule des idées qui relativisent « la notion d'autorité sous toutes ses formes ». En somme, par le truchement des

⁷⁸ « En coopérant avec l'État pour la réforme de l'éducation, le cardinal Léger et la hiérarchie catholique espéraient que les valeurs religieuses catholiques continueraient d'être le tout premier ancrage de la nation, à une époque où le changement s'accompagne de beaucoup de confusion. » (*Les origines*, p.281-82)

⁷⁹ *Les origines*, p.302.

⁸⁰ *Les origines*, p.303.

⁸¹ Cité par Gauvreau, *Les origines*, p.336-37.

médias s'installe subrepticement une « relativisation des valeurs » morales, le public étant exposé à un brassage culturel constant montrant différentes façons de penser et de vivre. Ce relativisme moral (et religieux), qui critique l'ordre établi, la tradition et la discipline, gagne rapidement les jeunes baby-boomers, majoritaires.

De son côté, l'Église vit aussi une crise profonde. Vers les années 1966, l'Église hiérarchique abandonne l'Action catholique, craignant la contamination des dirigeants par le marxisme, voire l'amalgame entre l'action religieuse et celle politique. Les évêques préfèrent s'en remettre à l'école pour initier les jeunes à la foi catholique⁸². Chez les fidèles, l'insistance par Vatican II sur la liberté de « conscience individuelle » provoque une crise de la foi qui s'alimente aussi du climat de subjectivité mis de l'avant par la révolution culturelle de ces années, où tout un chacun interprète les enseignements de l'Église à sa façon. Conséquence de ces changements, les croyants se replient dans un christianisme implicite, atomisé et anonyme. La Commission Dumont, dirigée par les catholiques réformateurs (modernistes), se donne comme mission d'essayer de sortir les croyants de cet individualisme de masse, qui enlève toute raison d'être à l'Église. Elle doit tenter de « calmer le tumulte à l'interne et tâcher de redorer le blason du catholicisme en concoctant un projet d'intervention sociale mobilisateur des énergies des fidèles ». Entre janvier et septembre 1970, elle tient des audiences publiques, reçoit 800 mémoires et implique plus de 15 000 collaborateurs⁸³.

Pour quel résultat, selon Gauvreau ? Au terme, la Commission ne réussit à trouver « aucun compromis entre tradition et modernité », laissant les traditionnalistes (et conservateurs) seuls avec leur angoisse⁸⁴. Elle est l'oeuvre de catholiques modernistes visant à liquider une fois pour toutes le vieil ultramontanisme, d'unir le catholicisme et le nouveau nationalisme politique⁸⁵. La faction conservatrice perçoit la Commission comme un exercice pour « mini-sociologues », voire « une offense à leurs convictions profondes et à leur fidélité à l'Église⁸⁶ ». Au terme, cette

⁸² *Les origines*, p.337-39.

⁸³ *Les origines*, p.339-40.

⁸⁴ *Les origines*, p.342.

⁸⁵ « À ses yeux (de Dumont), le personnalisme apportait un correctif aux pratiques religieuses individualistes et «bourgeoises» de l'ultramontanisme; il cherchait à fusionner, mais d'une autre façon, la dimension collective de la spiritualité catholique, toujours réprimée, et les impératifs d'une république socialiste et démocratique. » *Les origines*, p.343.

⁸⁶ Cité dans *Les origines*, p.342.

Commission ne réussit donc pas à arrêter la déchristianisation du Québec, notamment en raison d'une série d'événements religieux, politiques et culturels.

Critique du projet des catholiques de gauche réunis autour de Fernand Dumont

Selon Gauvreau, ce qui explique *ad extra* l'échec du projet des réformateurs catholiques de la Commission Dumont, qui visaient à arrimer catholicisme et modernité, c'est l'avènement d'une révolution culturelle à l'échelle de l'Occident qui allait, entre 1964 et 1973, mettre de l'avant « le droit absolu de l'individu à s'exprimer et à s'épanouir », en somme : une révolution centrée l'individualisme⁸⁷ mais multiforme : révolution sexuelle débridée, contre-culture dynamique, vagues de contestation étudiante, relations de travail belliqueuses, jusqu'au terrorisme révolutionnaire urbain. En somme, une crise de l'autorité, se traduisant par de violentes manifestations contre l'ordre établi et les traditions et pratiques alors courantes. Or, la première victime de cette révolution culturelle fut la religion catholique (incarnation d'une autorité de nature divine), à qui on refusa tout rôle social⁸⁸.

Toutefois, avant que cette crise culturelle ne se manifeste pleinement, Fernand Dumont et ses pairs, dont plusieurs membres du haut-clergé, ont étayé intellectuellement un projet de modernisation de l'Église qui consistait à arrimer le catholicisme de Vatican II aux valeurs politiques laïques, soit le socialisme démocratique et le nationalisme moderne⁸⁹. Seulement, pour ce faire, Dumont et ses alliés devaient d'abord épurer le catholicisme de tous ses aspects traditionnels, ses pratiques routinières⁹⁰, individuelles de petit-bourgeois⁹¹, ses pseudo-croyances et superstitions⁹². En outre, l'Église devait abandonner ses prérogatives institutionnelles en matière d'éducation et d'aide sociale (soit tous les ordres intermédiaires entre l'État et

⁸⁷ *Les origines*, p.305. Gauvreau se réfère à Arthur Marwick, *The Sixties : Cultural Revolution in Britain, France, Italy and the United States, ca.1958-ca.1974*, Oxford, Oxford University Press, 1998.

⁸⁸ *Les origines*, p.305.

⁸⁹ *Les origines*, p.306.

⁹⁰ Mgr Paul-Émile Charbonneau, évêque de Hull en 1966, décrit bien « la faiblesse de ce catholicisme vieillot », cette « spiritualité introvertie et individualiste », trop axée autour de la paroisse, conçue « comme petite famille chrétienne autarcique ». Cf. *Les origines*, p.313.

⁹¹ *Les origines*, p.309-311. Sous l'influence du philosophe Blondel, Dumont a désiré faire le pont entre les existentialistes et les marxistes d'une part, et le christianisme, en vue d'une plus grande solidarité sociale et de la suppression des différences de classe au sein de ce dernier. En somme, en critiquant le christianisme bourgeois (y compris de la classe moyenne), responsable selon lui de la déchristianisation des masses (classes) populaires. (Voir aussi p. 314)

⁹² *Les origines*, p.315.

l'individu⁹³), et développer en son sein – en premier lieu dans les paroisses – un nouveau catholicisme communautaire et politisé (axé sur la solidarité sociale⁹⁴). Ce nouveau catholicisme, selon Dumont, permettrait d'amoindrir l'impact délétère de l'individualisme et de l'hédonisme, fils du capitalisme nord-américain, sur l'Église et la foi⁹⁵.

Cette nouvelle vision de l'Église et de ses rapports avec la société moderne, c'était celle d'intellectuels spécialistes des sciences humaines – dont Fernand Dumont, Guy Rocher, etc. – réunis autour de la revue dominicaine *Maintenant*, fondée en 1962. Cette revue de l'élite, très lue, allait permettre aux catholiques de gauche de diffuser leurs idées révolutionnaires. Au nombre de leurs objectifs, se débarrasser de la religion populaire traditionnelle et de ses institutions, « antithèse du vrai christianisme » et responsables de la crise de la foi, promouvoir un existentialisme catholique moderniste, visant à « répondre aux questions et aux attentes des marxistes, des incroyants et des fidèles dans le doute »⁹⁶, notamment les intellectuels progressistes d'alors (étudiants, professeurs d'université, journalistes, leaders syndicaux, etc.).

Fait intéressant, ce projet de Dumont et des intellectuels de gauche de la revue *Maintenant* de faire advenir « la synthèse d'un catholicisme débarrassé de son côté folklorique et d'un nationalisme social-démocrate », s'inscrivait en faux contre le projet initial de la Révolution tranquille (auquel souscrivait Claude Ryan, entre autres), qui visait à unir la pensée sociale catholique et le nouvel État dans un nouveau partenariat, permettant aux valeurs catholiques de s'affirmer et à l'Église de conserver un certain pouvoir social, une autorité culturelle⁹⁷. Mais Dumont rejetait cette « démocratie organique faite de corps intermédiaires », qu'il associait au conservatisme, à une collusion du catholicisme et du libéralisme, où la religion ne rassemblerait plus « la nation dans une communauté spirituelle capable d'ancrer le socialisme démocratique dans une théologie politique »⁹⁸. Ce rejet de la démocratie organique, des intérêts privés égoïstes, René Lévesque et son Mouvement souveraineté-association (MSA) allaient le faire sien, s'unissant ainsi en pensée aux catholiques de *Maintenant*, car Lévesque et plusieurs futurs

⁹³ *Les origines*, p.321.

⁹⁴ *Les origines*, p.314.

⁹⁵ *Les origines*, p.309.

⁹⁶ *Les origines*, p.315-16.

⁹⁷ *Les origines*, p.322-23. Gauvreau rappelle que le père Richard Arès, s.j., défendait la grande importance de ces corps intermédiaires entre l'individu et les pouvoirs publics, soit une démocratie organique.

⁹⁸ *Les origines*, p.324-25.

souverainistes (dont Camille Laurin) considéraient alors le catholicisme comme un appui indispensable à la nouvelle nation social-démocrate⁹⁹. Dumont et ses pairs rêvaient donc d'un catholicisme moderne, dépouillé de ses éléments traditionnels et de ses privilèges politiques et sociaux (des « béquilles », selon lui¹⁰⁰), décléricalisé, ouvert au pluralisme et au dialogue, notamment avec les incroyants, et axé maintenant sur la conviction personnelle (et non la foi aveugle) et la solidarité sociale dans l'édification d'une société démocratique.

Le problème, selon Gauvreau, c'est que ce projet d'un nouveau catholicisme à saveur politique¹⁰¹, avant de frapper l'écueil de la révolution culturelle de cette époque, allait provoquer un « schisme culturel » très grave au sein de l'Église, contribuant ainsi – bien malgré lui – à la déchristianisation *ad extra* engendrée par ladite révolution. En effet, plusieurs fidèles de la base prirent très mal d'être accusés de ne pas vivre un christianisme authentique, et ne reconnurent plus leur Église dans le projet des réformateurs, certains se sentant trahis; plusieurs quittèrent les rangs¹⁰². En somme, la Commission Dumont a non seulement échoué à ralentir la déchristianisation de l'époque, soit la chute brutale de la pratique et la perte d'influence publique du catholicisme, « mais elle l'a accélérée »¹⁰³.

*Retour sur l'apport des divers historiens*¹⁰⁴

L'analyse d'Hamelin décrit très bien la profonde mutation culturelle et religieuse de la société québécoise provoquée par la sécularisation au tournant des années 1960. Cette dernière allait

⁹⁹ *Les origines*, p.328. Gauvreau rappelle que le lancement du MSA a eu lieu à l'auditorium du monastère dominicain Saint-Albert-le-Grand, quartier général de la revue de gauche.

¹⁰⁰ *Les origines*, p.329-30. Gauvreau cite Arès qui a répondu de façon virile à Dumont à ce sujet, insistant sur l'importance d'un cadre institutionnel pour soutenir la foi des faibles, les humbles et les pauvres dans la foi. (p.331)

¹⁰¹ *Les origines*, p.319-320. 322. Enfin : « Aux yeux des sociologues Dumont et Rocher, le plus grave danger menaçant la société québécoise n'était pas le lien entre le catholicisme et l'État, mais la marginalisation de la religion dans les grands débats sur le nationalisme et le changement social ». (p. 327.)

¹⁰² « Pour les conservateurs, les gens ordinaires ne pouvaient que se sentir trahis à la vue de l'élite spirituelle, cléricale ou laïque, dont les tentatives de dialogue avec les marxistes et les incroyants les amenaient à recommander de détruire toutes les institutions catholiques. » (*Les origines*, p. 331)

¹⁰³ *Les origines*, p.306-307.

¹⁰⁴ Nous tenons à préciser ici que nous sommes théologien de formation (baccalauréat, maîtrise et scolarité de doctorat de théologie spirituelle et mystique – Rome, 1997-99). Nos longues années d'études théologiques nous permettront d'émettre à l'occasion certains jugements ou précisions de nature théologique ou spirituelle. Qu'il soit aussi su que nous connaissons très bien de l'intérieur l'Église de Montréal, nombre de ses prêtres, et le cardinal Turcotte personnellement. Enfin, lors de nos années à Rome (à l'université Grégorienne), nous avons aussi, en sus de nos études, rencontré beaucoup d'ecclésiastiques avec lesquels nous avons échangé sur la situation de l'Église catholique contemporaine. Nous avons même eu l'honneur de rencontrer Jean-Paul II en une occasion (visite *ad limina* des évêques du Québec, 22 avril 1999), et le futur Benoît XVI en plusieurs occasions, que nous avons rencontré autour de la place Saint-Pierre où il avait ses appartements.

renouveler de façon radicale les anciennes façons de penser et de vivre. L'historien montre bien que confrontée à ce nouveau contexte, l'Église institution, elle-même en mode d'*aggiornamento* à la suite des travaux du Concile, a vécu elle aussi une crise d'identité, les évêques étant dépassés par l'ampleur du défi. Cette double mutation identitaire (société et Église) a entraîné le départ de plusieurs centaines de prêtres et de religieux et religieuses. En outre, cette Église, dont le discours n'était plus en phase avec la « contre-culture » québécoise, a alors essayé de trouver un nouveau mode d'insertion dans le monde, notamment par l'engagement social. Mais cette orientation n'a pas réussi à arrêter la désaffection des fidèles.

Comment explique-t-il cette désaffection ? D'une part, par cette mutation culturelle radicale des mentalités et des mœurs, que l'historien se contente de décrire sans en analyser les travers et les *a priori* philosophiques et anti-religieux, une faiblesse de son étude, d'autant qu'à notre avis, c'est cette mutation culturelle des années 1960 qui est la grande responsable de l'immense désaffection qu'a connue l'Église (nous y reviendrons). D'autre part, en pointant le doigt vers le conservatisme – dogmatisme – de Rome, la cause principale de la désertion de l'Église par les fidèles québécois, tout en soulignant que les évêques de l'époque faisaient face à des défis énormes. Il est à noter qu'Hamelin ne sera pas le seul historien à proposer cette interprétation de couleur « progressiste », laquelle sera reprise par plusieurs historiens de la génération des baby-boomers qui auront en commun d'avoir fortement critiqué le conservatisme de l'ancienne époque¹⁰⁵.

L'analyse de Ferretti, rédigée 15 ans plus tard (1999), vise juste quand elle décrit les motifs qui ont présidé au rejet de l'Église catholique au passage de la Révolution tranquille. Toutefois, son interprétation des lignes-forces du Concile Vatican II à partir des valeurs modernes de démocratie, d'égalité, de pluralisme et de diversité nous semble méconnaître *profondément* l'essence même de l'Église catholique. Il nous a semblé que l'historienne essayait de plaquer sur l'Église post-conciliaire des valeurs qui relèvent plutôt de la modernité politique, alors que l'*aggiornamento* que Jean XXIII avait en tête n'était pas de cette nature, l'Église n'étant pas une « société » comme les autres. Toutefois, l'analyse de l'historienne touche un point essentiel quand elle souligne combien difficile a été l'implantation du Concile dans les diocèses du Québec, dans quelle mesure elle a heurté les catholiques plus âgés. Aussi lorsqu'elle souligne, à

¹⁰⁵ Né en 1931, Hamelin précède les baby-boomers, nés entre 1945 et 1960.

la suite d'Hamelin, que la déconfessionnalisation rapide de tant d'institutions sociales catholiques, le climat de rejet de l'institution au sein de la société et la sécularisation rapide, ont provoqué à la fois les sorties massives des prêtres et religieux, mais aussi la baisse des vocations religieuses. Enfin, lorsqu'elle décrit les contours flous des nouvelles formes de spiritualité, fortement teintées d'individualisme et de syncrétisme, en diapason avec leur époque.

L'explication offerte par Ferretti concernant l'échec du Concile Vatican II à donner un second souffle à l'Église catholique québécoise reprend dans un premier temps un thème développé chez Hamelin, celui de la sécularisation, du changement des mentalités, défavorables à l'Église; toutefois, Ferretti ne creuse pas assez cette problématique, que nous jugeons cruciale. Et pour cause : selon elle, le motif principal de la crise de l'Église au Québec tient au conservatisme romain, surtout en matière de morale sexuelle (touchant la procréation), qui s'est manifesté dès Paul VI mais surtout sous Jean-Paul II, et ce contre les revendications féministes mais aussi contre bon nombre d'évêques québécois, plus progressistes. Selon Ferretti, qui va beaucoup plus loin qu'Hamelin sur ce point, ce virage post-conciliaire à droite aurait marginalisé l'Église québécoise, qui aurait tout de même réussi à conserver le peu de pertinence sociale qu'il lui restait comme institution par une action sociale inspirée.

Or, ce point de vue suscite en nous quelques interrogations : comment l'historienne peut-elle affirmer de façon péremptoire que l'Église romaine devrait être tenue responsable, en raison d'un présumé conservatisme, du déclin de l'Église québécoise ? Comment affirmer avec assurance que si l'Église romaine avait pris des positions morales ou pastorales moins conservatrices, comme sur la question de la pilule et du sacerdoce des femmes, les Québécois(e)s lui seraient demeurés fidèles ? Pourquoi ne pas émettre une autre hypothèse, à notre avis tout aussi recevable, voire plus encore : serait-il possible que, vu le contexte de crise culturelle de l'époque, les Québécois(e)s aient décidé de rejeter une institution qui ne semblait plus être « dans le vent » de l'Histoire, des Temps nouveaux, une institution qui semblait vouloir leur imposer un Dieu, une spiritualité et une morale (notamment conjugale et sexuelle) dont ils ne voulaient plus, tentés qu'ils étaient par la « liberté » fort séduisante que leur offrait la nouvelle culture ?

La dernière publiée mais la première en importance, l'analyse de Gauvreau sur les origines catholiques de la Révolution tranquille a été fort instructive en regard de notre problématique.

Elle nous a permis de corriger une de nos convictions, vieille de plusieurs décennies, selon laquelle celle-ci avait été l'oeuvre de forces ouvertement anti-catholiques, notamment sur le plan politique, alors qu'il n'en était rien. Au contraire, Gauvreau a bien montré que l'esprit de la Révolution tranquille, bien que celle-ci ait marqué le recul et l'effacement de l'Église dans plusieurs secteurs de la société (pensons notamment à la décléricalisation), était à plusieurs égards imprégné d'idées et de l'esprit catholiques. Son analyse nous a aussi permis de comprendre que, de son côté, l'Église hiérarchique, en se fiant trop aux réformateurs catholiques de gauche à la Dumont, a parié sur le mauvais cheval, et a accéléré ce qu'elle tentait de ralentir, soit la désaffection populaire à son égard. Selon Gauvreau, ces intellectuels catholiques de gauche ont contribué, par leur destruction des assises de l'ancienne chrétienté et par leur confiance aveugle envers le nouvel État, qui devait porter les aspirations – y compris spirituelles – des Québécois, à la déchristianisation du Québec.

Plus important encore, Gauvreau a confirmé en l'étayant le point de vue des historiens pré-cités concernant l'influence de la révolution culturelle occidentale sur cette déchristianisation rapide¹⁰⁶. L'originalité de son propos, c'est qu'il affirme que cette révolution culturelle s'est manifestée alors que la Révolution tranquille battait son plein (seconde moitié des années 1960); en d'autres termes, qu'elle a représenté une (seconde) révolution à l'intérieur de la Révolution tranquille. Le problème, selon Gauvreau, c'est que cette révolution culturelle à l'échelle de l'Occident de la seconde moitié des années 1960 aurait « noyé la Révolution tranquille et la chrétienté québécoise dans un individualisme outrancier et un relativisme universel » en reléguant notamment la religion à la sphère privée, en plus de « largement vid[er] le Québec du catholicisme comme système de valeurs publiques et personnelles. »¹⁰⁷. Une révolution culturelle qui se manifeste ainsi à la fin des années 1960:

La famille est en crise, la jeunesse se donne à fond dans l'individualisme de la contre-culture, le féminisme se radicalise, l'État a pris une dimension considérable au détriment des corps intermédiaires, l'Église comme institution est marginalisée dans les institutions publiques, les Québécois ont massivement délaissé la pratique religieuse¹⁰⁸.

¹⁰⁶ Pas assez selon Ferretti. Voir *Critique*, p.377. Gauvreau y revient en page 386 et 388.

¹⁰⁷ Gauvreau, dans *Critique*, p.386.

¹⁰⁸ Ferretti, dans *Critique*, p.374.

L'historienne Denyse Baillargeon fera le même constat, insistant sur la montée d'un féminisme plus revendicateur (notamment en matière de contraception), détaché du personnalisme catholique, qui accélérera la déchristianisation de la société¹⁰⁹. Nous sommes d'avis qu'en définitive, c'est cette révolution culturelle des années 1960 qui, dans ses nombreuses manifestations, est la principale responsable de la déchristianisation de la société québécoise. C'est cette hydre à 1000 têtes que Mgr Grégoire, à l'instar de tous les évêques de l'Occident, aura à affronter pendant son épiscopat. Un combat qui rappelle celui de David contre Goliath, mais dont la conclusion risquait d'être le contraire de celle de l'histoire biblique...

Conclusion

Faisons un premier constant : les études sur la Révolution tranquille n'ont pas encore réussi à éclairer tous ses mystères, loin s'en faut. Cette révolution, qui a donné lieu à un foisonnement idéologique complexe, nécessitera plus de recul et plus d'études afin de la mieux comprendre, notamment sur le plan de son impact sur la vitalité de l'Église catholique, qui en est ressortie, dix ans plus tard, fortement fragilisée.

Quelques historiens sérieux ont qualifié l'évolution du Québec depuis la Révolution tranquille de « normale »¹¹⁰ à l'échelle occidentale ou même mondiale. Toutefois, si l'on se place du point de vue de l'Église, ce passage à la normalité lui a laissé un goût amer puisqu'elle a coïncidé avec une « déchristianisation » très rapide de la société québécoise, qui vivait alors une mutation profonde des mentalités et des mœurs à la suite de la « révolution culturelle » des années 1960 laquelle s'est insérée à l'intérieur de la Révolution tranquille, la détournant de ses intentions originelles¹¹¹. Du point de vue de l'Église, le problème, c'est que cette nouvelle donne a engendré au Québec un « nouvel Homme », déterminé par cette nouvelle culture, ces nouvelles valeurs, dont plusieurs ne se qualifiaient pas comme valeurs chrétiennes (notamment sur le plan de l'éthique conjugale et de la sexualité). En outre, en quelques années, les valeurs temporelles et

¹⁰⁹ *Critique*, p.387. Gauvreau cite dans cette même page la thèse de Callum Brown selon laquelle « c'est la renonciation des femmes à une identité chrétienne qui aurait provoqué la déchristianisation des années 1960 ». En réponse à Baillargeon, il émet l'hypothèse suivante, que nous relevons : « La Révolution tranquille [...] ne serait-elle pas une tentative [...] de remasculiniser la société pour enrayer la déchristianisation, tentative qui, après le milieu des années 1960, aurait produit une réaction féministe ayant [...] réduit le catholicisme à la position de structure purement oppressive à la culture et aux aspirations féminines ? » (p.388)

¹¹⁰ Comme le pensent Linteau *et al* en « Conclusion générale », *Histoire*, p. 721-726. Une « normalité » qui a soulevé bien des débats et des questions dans la réflexion historiographique.

¹¹¹ Selon l'hypothèse de Gauvreau.

matérielles (argent, confort, technique, loisirs et divertissement) portées par les « Trente glorieuses », ont supplanté les anciennes valeurs religieuses et spirituelles de la nation¹¹². Au regard de ces transformations sur le plan des valeurs, un historien comme Lionel Groulx, de sensibilité conservatrice, a qualifié cette mutation identitaire de drame national¹¹³, car il pressentait les prodromes d'une apostasie généralisée¹¹⁴, et ce avant même de mourir en mai 1967. Les décennies suivantes, on le sait, allaient confirmer ses pires craintes.

Cette apostasie individuelle et collective, Mgr Grégoire et les autres évêques du Québec de l'époque, allait en faire l'expérience et les frais dans les années 1970 et 1980, eux qui allaient voir la société québécoise se déchristianiser sous leurs yeux à grande vitesse; mais bien plus grave, le monde dont allait accoucher cette révolution culturelle n'était plus chrétien ni en esprit ni en acte, et cette nouvelle donne allait représenter, sur le front externe, le principal défi de leur épiscopat. Un nouveau monde était né, et pour une immense majorité de Québécois(e)s, Dieu et l'Église catholique n'en feraient pas partie. Comment l'Église allait-elle réussir à contrer cette

¹¹² Pour bien mesurer ces mutations identitaires sans précédent, se référer aux chapitres de *Histoire* portant sur « La société de consommation » (chap. 43) ; « Explosion de la culture de consommation » (chap. 52) ; on apprend par exemple que le revenu disponible des québécois augmente de 866 % entre 1961 et 1984 : « Une véritable explosion de la consommation caractérise les années 1960 et 1970 » (p. 568). Plus loin : « Urbanisation généralisée, prospérité, augmentation du temps de loisir, large implantation du réseau de radio-télévision, montée de la jeunesse : toutes les conditions sont réunies, à partir de 1960, pour que le développement de la culture de consommation, amorcée depuis l'entre-deux-guerres, connaisse une accélération sans précédent. » (p. 676). Mario ROY, en éditorial dans *La Presse* (dimanche, 9 décembre 2002) écrit : « [...] D'une culture du sacrifice historique entretenue par le clergé, le Québec est passé en un demi-siècle à une culture hédoniste, nourrie par les médias, qui n'admet ni la frugalité, ni l'ennui, ni le renoncement, ni la douleur d'avoir à faire des choix. Entre 1951 et 1989, le revenu familial réel, c'est-à-dire net d'inflation, a augmenté de 161,8 % au Canada. Et que fait-on avec ce fric ? [...] Bref, l'idée que le Québécois d'aujourd'hui se fait d'un niveau de vie convenable n'a strictement rien à voir avec celle que son père ou son grand-père en avait il y a 50 ans : nous vivons littéralement sur une autre planète. Cependant, cette opulence a un prix. »

¹¹³ Qu'en pensait Lionel Groulx ? (cf. *Chemins de l'avenir*, Ottawa, Fides, 1964, 161 p.) Écoutons Pierre TRÉPANIÉ (dans Gilles Gougeon, *Histoire des nationalismes québécois*, Montréal, VLB/SRC, 1993, p. 98-99), qui résume sa pensée eu égard à la marginalisation de l'Église opérée par la Révolution tranquille [les italiques sont de nous] : « L'importance qu'accorde Groulx à la religion explique justement son *ambivalence face à la Révolution tranquille*. D'une part, il se réjouissait de l'affirmation nationale inhérente à la Révolution tranquille. Et à cet égard, Groulx ne pouvait que se féliciter de voir une partie de son programme (politique et national) se réaliser devant ses yeux. En revanche, l'autre aspect de la Révolution tranquille, ce qu'il aurait appelé *l'apostasie collective*, c'est-à-dire la perte du caractère confessionnel, la laïcisation, de la société, *pour lui c'était une véritable tragédie*. À la fin de sa fin, il était comme torturé par cette dimension de la Révolution tranquille, parce que, pour lui, dans cette évolution, *le Canada français perdait quelque chose d'essentiel*. Il faut se rappeler que sa définition du Canada français, sa conception de l'identité canadienne-française était à la fois française et catholique. Donc il lui semblait que tout un pan de l'identité canadienne-française était bradé du jour au lendemain, au profit de valeurs matérialistes, donc étrangères à sa conception des choses et à sa conception de l'histoire, telle qu'il l'avait enseignée au cours de sa longue carrière à l'université. »

¹¹⁴ Le Petit Robert I (1986; p. 82) : « Abandon de la foi et de la vie chrétiennes. »

sécularisation-déchristianisation, à courtiser un monde qui, en apparence, ne la désirait plus¹¹⁵ et qui provoquait en outre dans ses propres rangs une crise identitaire gravissime¹¹⁶?

De toute évidence, le fait que l'épiscopat de Mgr Grégoire ait débuté en 1968, alors que cette crise culturelle battait son plein au Québec, nous permet d'entrevoir les grandes difficultés auxquelles il a eu à faire face en tant qu'évêque d'une société qui décidait collectivement de rejeter ses liens étroits avec le catholicisme. En outre, comme on le sait, Mgr Grégoire allait devoir, sur le front interne, appliquer les fruits du Concile Vatican II au sein de son diocèse, c'est-à-dire faire vivre une mutation identitaire à l'Église de Montréal, avec les défis inhérents à ce type d'entreprise. À l'interne comme de l'externe, Mgr Grégoire allait donc devoir composer avec une situation radicalement nouvelle. Vu le contexte, de toute évidence, son épiscopat n'allait pas être un long fleuve tranquille.

¹¹⁵ Cf. Paul VALADIER, *L'Église en procès ; catholicisme et société moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1987, 241 p. ; le chapitre premier (p. 16-60) s'intitule : « Le procès de la sécularisation ».

¹¹⁶ Que penser de la « terrible » prophétie du père Onésime LACOUTURE, jésuite, prononcée au début des années 1940 avant son départ forcé pour Santa Barbara, en Californie : « Les survivants de cette époque d'une incroyable effervescence religieuse n'oublieront jamais la prophétie que le Père Lacouture, avec la fougue des anciens prophètes, lança devant plus de cent cinquante prêtres et évêques réunis à Manrèse pour suivre sa dernière retraite avant son départ pour l'exil. En effet, lorsque la dernière conférence fut terminée, il se leva de sa tribune, prit une craie et traça sur le tableau noir un 25 géant, en disant: « On me traite de fou, personne ne veut me croire, mais je vous le dis, même si je sais que c'est la dernière fois qu'il m'est permis de parler en public, vos églises sont remplies ; dans vingt-cinq ans, elles seront vides et serviront de salles de bingos ! Les séminaires et les noviciats regorgent de sujets ; dans vingt-cinq ans, tous vos séminaires et vos noviciats seront fermés ! *Parce que vous, prêtres, par paresse ou par négligence, vous aimez mieux fumer votre pipe sur la galerie et vous promener en Chrysler que d'aller enseigner le catéchisme dans les écoles.* Dans vingt-cinq ans, toutes les portes des écoles vous seront fermées parce que vous, religieux et religieuses, au lieu de vivre évangéliquement *vous vivez « comme des païens ! »* (expression qui revenait souvent dans sa prédication). Dans vingt-cinq ans, vous serez chassés des écoles et des hôpitaux ! » Le soir même, je consignai cette prophétie dans mon cahier de notes de retraitant et je puis garantir le mot à mot. » [Nous mettons les italiques] cf. Anselme LONGPRÉ, *Un mouvement spirituel au Québec 1931-1962, Un retour à l'Évangile*, Montréal, Fides, 1976, 87 p. ; ici, p. 12-13.

CHAPITRE II

PANORAMA DE LA VIE ET DE L'ÉPISCOPAT DE MGR PAUL GRÉGOIRE, 1968-1990

Ce chapitre présentera un bref panorama de la vie de Paul Grégoire, de sa naissance jusqu'à son décès¹. Les grands axes et événements de la vie et de l'épiscopat de Mgr Grégoire y seront présentés brièvement. Dans les chapitres subséquents, nous reviendrons sur les moments charnières et périodes importantes de la vie de Paul Grégoire afin de les mieux comprendre et les analyser.

Paul Grégoire : enfance et formation

Paul Grégoire naît le 24 octobre 1911 dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve; sa famille habite la paroisse Saint-Clément de Viauville², où il est baptisé le jour même. Quelques mois plus tard, les Grégoire déménagent à Verdun, boulevard Lasalle³, à quelques pas du fleuve, où le jeune Paul Grégoire demeurera jusqu'à son départ pour les études, à l'adolescence. Paul est le fils aîné d'Albert Grégoire et de Marie Lavoie, qui lui donneront deux autres frères, Roch et Jean. Il fait ses études primaires à l'Académie Richard de Verdun, dirigés par les Frères du Sacré-Coeur. Le 29 avril 1919, il est confirmé par Mgr Guillaume Forbes, évêque de Joliette, à l'église Notre-Dame-des-Sept-Douleurs de Verdun⁴.

Étudiant appliqué, Paul Grégoire quitte Verdun pour le prestigieux séminaire de Sainte-Thérèse (1925-1933). Il y fait de brillantes études, dirige une chorale folklorique, préside une société de débats, et est choisi par les élèves président des finissants en 1932-33. À la fin de l'année, au moment de la cérémonie du dévoilement des vocations, il révèle son choix : « Paul Grégoire,

¹ Ce panorama s'est beaucoup inspiré de la première de deux modestes synthèses sur l'épiscopat de Mgr Grégoire : Jean-Paul Rivet, dans *L'Église de Montréal* (Numéro spécial pour le 25^e anniversaire d'épiscopat de Mgr Grégoire), 4 décembre 1986, p. 935-951. À l'avenir : *L'Église*. La seconde synthèse, du même auteur, plus tardive et concise (que nous ne citerons pas pour cette raison) : *Vivre en Église*, édition spéciale, Évêques et archevêques du diocèse de Montréal (1836-1990), « M. le cardinal Paul Grégoire, huitième évêque de Montréal 1968-1990 », p. 24-27. Nous tenons aussi nos informations (transmises oralement) d'André Lamoureux, attaché de presse de Mgr Grégoire. Pour information, la revue hebdomadaire de l'archidiocèse de Montréal a été lancée en 1852 sous le titre *Les Mélanges religieux*, avant de devenir *La Semaine religieuse* en 1883, puis *L'Église de Montréal* en 1967, enfin *Vivre en Église*, dont la publication a cessé le 31 décembre 2006. (Source : M. Alain Walhin, archiviste du diocèse de Montréal, que nous tenons à remercier chaleureusement pour sa précieuse collaboration.)

² 4901, rue Adam, intersection Viau.

³ 4620 boul. Lasalle. La maison a été refaite par son père. Elle existe encore.

⁴ Où il célébrera ses premières messes. Source : Aline Grégoire.

prêtre »⁵. Paul Grégoire entre donc au grand séminaire de Montréal en septembre 1933 pour y poursuivre un cycle de quatre années d'études théologiques. Sur les entrefaites, en 1936, ses parents prennent en charge neuf cousins et cousines, les enfants de l'oncle Léon, récemment décédé, et frère d'Albert, le père de Paul⁶. À sa quatrième année de théologie, ce dernier, déjà parfait bilingue, est élu président de sa classe. Le 22 mai 1937, il est ordonné prêtre par Mgr Alphonse-Emmanuel Deschamps, évêque auxiliaire à Montréal, en la cathédrale de Montréal. L'abbé Paul Grégoire a 25 ans.

Il est nommé au séminaire de Sainte-Thérèse, où il exerce la charge d'éducateur, de surveillant des élèves et de professeur de sciences naturelles en Philosophie première. Après deux ans, en 1939, son évêque Mgr Georges Gauthier décide de l'envoyer faire des études à Rome et à Paris, mais comme la guerre éclate, l'évêque se ravise et l'envoie plutôt à la Faculté de philosophie, où il rédige d'abord une thèse de doctorat sur la philosophie de l'éducation de John Dewey, un pédagogue américain. Il obtient ensuite une licence en Lettres, puis une maîtrise en histoire et un diplôme en pédagogie⁷.

À la fin de ses études en septembre 1942, l'abbé Grégoire est nommé directeur des élèves au séminaire de Sainte-Thérèse. Les 350 élèves de l'institution célèbrent son retour avec enthousiasme. L'abbé Grégoire y lance notamment l'initiation musicale. Il y passera huit belles années. Un jour d'octobre 1950, Mgr Paul-Émile Léger, nouvel archevêque de Montréal, se présente au séminaire et lui annonce sur un ton péremptoire : « Monsieur l'abbé Paul Grégoire, je vous nomme aumônier des étudiants de l'Université de Montréal »⁸. L'année universitaire est entamée depuis un mois, mais qu'importe. Il succède alors au charismatique abbé Robert Llwelllyn, rappelé à Paris par son archevêque⁹. À l'époque, l'Université de Montréal compte 16 facultés et 6 000 personnes, soit l'équivalent d'une paroisse. L'abbé Grégoire y offre les services pastoraux habituel: messe quotidienne, prédication du dimanche et du carême, animation

⁵ *L'Église*, p. 936.

⁶ Nous discuterons au prochain chapitre de l'affaire de la « fausse adoption ».

⁷ Fait étonnant, Paul Grégoire obtient ces quatre diplômes – dont un doctorat – en trois ans ! Voici la liste des diplômes obtenus par l'abbé Paul Grégoire de 1939 à 1942 : D.Ph., L.Th., L. ès L., M.A. (Hist.) et diplôme en pédagogie. Parallèlement à sa charge au séminaire de Sainte-Thérèse, il devient professeur de philosophie de l'éducation à l'École normale secondaire ainsi qu'à l'Institut pédagogique de Montréal (1942-1950). Source : *Dictionnaire biographique des évêques catholiques du Canada*, Wilson et Lafleur, Montréal, p. 503-504; À l'avenir : *Dictionnaire*.

⁸ *L'Église*, p. 938

⁹ Nous verrons au prochain chapitre que ce n'était pas là la vraie raison de son départ.

spirituelle, cours de préparation au mariage, visite des facultés, accueil des étudiants, montée au monastère de Saint-Benoît-du-Lac¹⁰, animation de sociétés telles la Saint-Vincent-de-Paul et Pax Romana. En outre, l'aumônier Grégoire est membre à part entière de l'exécutif de l'Association des étudiants. Il voyage aussi avec les étudiants, et c'est au cours d'un voyage à Toronto que ces derniers l'appelleront pour la première fois Mgr Greg, pour lui donner le même titre que l'aumônier des étudiants de Toronto¹¹. L'abbé Grégoire occupera ce ministère pendant onze ans (1950-1961), s'attirant la sympathie et l'admiration de beaucoup d'étudiants, dont plusieurs lui resteront fidèles toute leur vie.

Évêque auxiliaire

Le rayonnement du ministère de l'abbé Grégoire à l'Université de Montréal lui vaudra un autre vote de grande confiance de la part du cardinal Paul-Émile Léger¹² qui, le 27 décembre 1961, l'élève à la plénitude du sacerdoce en l'ordonnant évêque¹³, à titre d'auxiliaire de l'archevêque de Montréal¹⁴. Le nouvel évêque auxiliaire Paul Grégoire choisit comme devise : « Charité et Sagesse ». Il est tout de suite nommé vicaire général du diocèse et directeur de l'Office du clergé.

À la suite du dépôt, en novembre 1961, du rapport de l'enquête socioreligieuse sur la pratique religieuse dans le Grand Montréal de M. l'abbé Norbert Lacoste, on confie à Mgr Grégoire la mise en place des groupements de paroisses par zones géographiques¹⁵, les ancêtres des zones pastorales actuelles. Mgr Grégoire est évêque auxiliaire depuis à peine un an alors que débute le Concile oecuménique Vatican II (1962-1965), annoncé par le pape Jean XXIII en 1959. Le Concile tient ses sessions aux trimestres d'automne, et rassemble les évêques catholiques du monde entier, leurs conseillers – les *periti* – ainsi que de nombreux observateurs d'autres confessions et traditions religieuses, même des laïcs.

¹⁰ Organisées par Dom Jean Vidal (+2001), père hôtelier de l'Abbaye Saint-Benoît-du-Lac (Magog) pendant plus de quarante ans.

¹¹ *L'Église*, p. 939.

¹² Créé par le Pape Pie XII, le 12 janvier 1953.

¹³ Mgr Émilien Frenette, évêque de Saint-Jérôme, et Mgr Percival Caza, évêque coadjuteur de Valleyfield (que le jeune Paul Grégoire a eu comme maître exceptionnel au séminaire de Sainte-Thérèse), sont les évêques co-consécrateurs. *L'Église*, p. 939.

¹⁴ L'abbé Paul Grégoire est nommé évêque titulaire de Curubis et auxiliaire de Montréal par le pape Jean XXIII le 26 octobre 1961. (*Dictionnaire*, p. 504; *L'Église*, p. 939. Dans la revue citée, nous voyons Mgr Grégoire s'entretenir après la célébration avec M. Paul Gérin-Lajoie et M. Lucien Saulnier, de l'exécutif de la Ville de Montréal). À noter, Jean Drapeau était très proche de Mgr Grégoire et lui vouait une profonde admiration. (Source : Pierre Grandmaison, organiste.)

¹⁵ 18 zones homogènes seront créées, ayant chacune un président à leur tête. *L'Église*, p. 941.

Le cardinal Léger¹⁶ participera aux sessions d'automne du Concile où il fera plusieurs interventions remarquées. Pendant son absence, il désigne Mgr Grégoire comme administrateur du diocèse, une marque de grande confiance. Par ailleurs, ce dernier aura aussi le grand bonheur de participer à la session automnale du Concile, en 1964. Après celui-ci, Mgr Grégoire préside plusieurs commissions diocésaines, dont celle chargée d'étudier la révision des conditions matérielles des prêtres¹⁷.

Archevêque de Montréal

Le Québec en redéfinition identitaire

Les vents de la Révolution tranquille soufflent au Québec, et font évoluer de façon aussi rapide que radicale les mentalités religieuses. L'Église d'ici, jusqu'alors une institution très respectée et écoutée par toutes les classes sociales, perd rapidement de son influence. Il s'agit d'une (r)évolution identitaire radicale, qui met l'Église catholique à mal¹⁸. Le cardinal Léger ne se sent plus l'homme de la situation. Il prend tout le monde par surprise en annonçant sa démission – et du coup, son départ en Afrique – le 11 décembre 1967.

Dans l'attente de la nomination du nouvel archevêque, le pape Paul VI nomme Mgr Paul Grégoire administrateur apostolique¹⁹ de l'archidiocèse le 11 décembre 1967. Quelques mois plus tard, le 20 avril 1968, il le nomme archevêque de Montréal²⁰. La prise de possession du siège a lieu le 22 mai suivant en la cathédrale de Montréal, en présence de Mgr Emmanuele Clarizio, pro-nonce apostolique du Canada²¹, et d'une foule d'évêques, de prêtres, de religieux, religieuses et de laïcs.

¹⁶ Pour approfondir le sujet, Gilles Routhier, « L'itinéraire d'un père conciliaire. Le cardinal Léger », *Cristianesimo nella storia*, 1998, vol. 19, no 1, p. 89-147 ; aussi du même auteur : « Comment Vatican II a été reçu au Canada ? », *Réseau Culture et foi*, [En ligne]. [Http://www.culture-et-foi.com/dossiers/vatican_II/gilles_routhier.htm](http://www.culture-et-foi.com/dossiers/vatican_II/gilles_routhier.htm). Pour une étude plus complète, Denise Robillard, *Paul-Émile Léger : évolution de sa pensée, 1950-1967*, Montréal, Éditions Hurtubise HMV, 1993, 292 p. Voir aussi : *Trente textes du cardinal Léger qui ont marqué l'Église au Concile et au Québec*, Fides, 1968.

¹⁷ *L'Église*, p. 939. Une expérience qui lui servira plus tard, comme on le verra.

¹⁸ Notre prochain chapitre le démontrera.

¹⁹ *Ad nutum Sanctae Sedis*; *Dictionnaire*, p.504.

²⁰ Il est le 8^e évêque et 6^e archevêque de Montréal; *Dictionnaire*, p. 504.

²¹ Celui-là même qui lui avait transmis le désir du pape qu'il devienne archevêque de Montréal.

Un épiscopat chargé

Mgr Paul Grégoire assume sa charge à un moment crucial dans l'histoire de l'Église universelle et de l'Église de Montréal. Le Concile Vatican II vient de se terminer depuis à peine trois ans. Le défi du nouvel archevêque consistera donc à implanter et à faire vivre les fruits du Concile dans son diocèse. Pour ce faire, toute la communauté chrétienne est invitée à revoir sa façon de vivre son christianisme. Dans l'allocution inaugurale – programmatique – de son épiscopat²², Mgr Grégoire insiste sur la nécessaire participation des prêtres, des religieuses, des religieux et des fidèles à la vie de l'Église, et ce à tous les niveaux de responsabilité.

Les grands conseils

Premières suites au Concile Vatican II, en s'appuyant sur des comités provisoires, Mgr Grégoire s'applique à créer les conseils suggérés ou prescrits par le Concile Vatican II au sein de la curie diocésaine:

- Le Conseil presbytéral (1969), qui étudie les questions relatives à la vie et au ministère des prêtres, ainsi que les questions pastorales sur lesquelles les prêtres ont des avis à exprimer;
- L'Exécutif de l'Évêque (1971), un conseil – sans le nom – qui réunit autour de l'évêque ses collaborateurs immédiats de la curie diocésaine; il deviendra le Conseil épiscopal (1981);
- Le Conseil de pastorale²³ (1972), composé de prêtres, de religieux, de religieuses et de laïcs²⁴, pour collaborer avec l'évêque à la promotion de la pastorale d'ensemble;
- Le Conseil des religieux (1975), pour assurer à ceux-ci un carrefour d'échanges, en vue d'une meilleure implication dans la vie et l'action de l'Église diocésaine à partir de leurs charismes.

En outre, sur le plan pastoral, le nouvel archevêque de Montréal organise au fil des années d'autres offices ou services diocésains²⁵ pour répondre aux nombreux besoins spirituels de son temps : le Service de presse, l'Office des communications ethniques et rituelles, la Commission de pastorale missionnaire, le Catéchuménat diocésain, le Centre de pastorale du primaire, l'Office

²² Que nous analyserons au prochain chapitre.

²³ Ou conseil pastoral, indifféremment.

²⁴ Presque majoritaires vers la fin de l'épiscopat de Mgr Grégoire.

²⁵ Nous dirons quelques mots – voire beaucoup plus – sur l'un ou l'autre de ces services dans notre prochain chapitre.

de formation permanente et ses Stages d'études (de formation) pour les prêtres (les stages de Rome), l'Office du diaconat permanent, l'Office de la famille, le Fonds d'entraide paroissiale, le Comité de construction et d'art sacré et, signe des temps, le Comité diocésain sur la condition des femmes. En sus, Mgr Grégoire se laisse toucher par la détresse des sans-abri de Montréal et crée pour eux la Maison du Père (1969).

La régionalisation

Vers les années 1968-70, le diocèse compte 1 570 000 catholiques. Comme la ville ne cesse de s'étaler, Mgr Grégoire crée à partir de 1976 les régions pastorales, qui ont chacune à leur tête un vicaire épiscopal, dont la mission est d'assister l'évêque. Le diocèse comptera donc six régions pastorales francophones, une autre regroupant les catholiques de langue anglaise, et une dernière regroupant les communautés ethniques et rituelles.

Grands projets pastoraux et textes d'orientation

Après avoir mis en place les éléments structurels nécessaires, Mgr Grégoire s'inspire des grands thèmes du Concile pour créer de grands projets pastoraux diocésains. Les principaux de son épiscopat seront : Bâtir des communautés vivantes (1974); Ensemble annoncer Jésus-Christ (1977); Responsabilités et engagements des chrétiens dans l'Église et dans la société (1982). Quelques-uns de ces projets sont alors accompagnés d'un livret explicatif²⁶. Ces projets furent complétés par des événements et des rassemblements²⁷ festifs extraordinaires: la visite du pape au Canada, à Montréal en septembre 1984; la célébration du 150^e anniversaire du diocèse en 1986; et le cardinalat de Mgr Grégoire en 1988.

Renouveau sacramentaire

Sous l'impulsion de Vatican II, Mgr Grégoire va aussi renouveler la vision des sacrements et de leur célébration, par le truchement d'un document fort apprécié : *Porté au baptême* (1978), mais aussi par la création de comités paroissiaux de pastorale du baptême, auxquels viendront s'ajouter des comités pour les autres sacrements de l'initiation chrétienne (pardon, eucharistie,

²⁶ Ainsi : *Un nouveau jour*, Montréal, 1972; *Ensemble annoncer Jésus-Christ : des communautés évangélisatrices*, Montréal, 1977; deux autres textes de nature pastorale sont aussi signés de la main de Mgr Grégoire : *Sur le chemin du Golgotha*, Ottawa, 1979, et *Le rassemblement dominical*, Montréal, 1980. Toutefois, on ne peut pas être certain que ces textes aient été écrits par l'archevêque de Montréal puisque ce dernier faisait appel à plusieurs rédacteurs, comme nous le verrons au prochain chapitre. (Source : André Lamoureux)

²⁷ Des centaines de plus petite taille, spécialement autour de l'Eucharistie, dans les églises principales et les paroisses de Montréal; *L'Église*, p. 947.

confirmation). Deux organismes très importants seront créés dans la foulée de ce renouveau des sacrements :

- Le Catéchuménat diocésain, mis sur pied en 1975, qui accueille les adultes qui demandent la foi et le baptême; ceux-ci sont initiés par des croyants engagés;
- L'Office de la famille, qui apparaît en 1980, après trois ans de préparation. Sa mission consiste à revaloriser le mariage chrétien par trois biais : la préparation au mariage; l'animation des couples mariés et de leur famille; le soutien aux familles en difficulté.

Prêtres

Mgr Grégoire sera toujours très attentif aux besoins de ses confrères prêtres. Pour soutenir leur être et leur ministère, il va créer plusieurs initiatives de soutien et de valorisation : la formation permanente (des prêtres) et les différentes formes de recyclage; les stages d'étude de Rome auxquels participeront quelque 300 prêtres en l'espace de 25 ans; les stages de Pierrefonds à l'intention des prêtres des diocèses du Québec; l'ouverture de la résidence Ignace-Bourget en 1981 qui accueille une cinquantaine de prêtres retraités, autonomes ou malades, convalescents; enfin, l'Oeuvre des vocations, qui vise à éveiller chez les jeunes l'appel au sacerdoce.

Diacres permanents

Le Concile a remis à l'honneur le ministère des diacres permanents, ce qui a réjoui Mgr Grégoire aux prises avec la baisse du nombre de prêtres. Le premier diacre permanent du diocèse de Montréal a donc été ordonné en 1976. En 1990, leur nombre était passé à 57, pour atteindre 90 en l'an 2000. Sous la direction de leur évêque, les diacres permanents accomplissent des ministères de liturgie, de prédication, de témoignage, et, selon leur fonction originelle dans l'Église, peuvent aussi faire le service de la charité. Mgr Grégoire s'est toujours occupé de leur formation et de leur croissance spirituelle.

Laïcs

Fidèle en cela au Concile, ainsi qu'au renouvellement des forces internes de son église diocésaine, Mgr Grégoire a donné la plus grande place possible aux laïcs et aux religieux (non ordonnés), tant les femmes que les hommes. Il leur a confié des mandats pastoraux officiels avant de les envoyer comme missionnaires en paroisses, dans les hôpitaux et les écoles. En outre, une

multitude de laïcs sans mandat officiel de l'évêque ont servi dans les services diocésains, divers mouvements, et autres groupes spirituels qui ont beaucoup enrichi la vie ecclésiale.

L'éducation

L'archevêque de Montréal a livré un combat de tous les instants en faveur de l'éducation catholique²⁸. Tout en respectant la diversité culturelle et culturelle de la population montréalaise, de plus en plus pluraliste, il n'en a pas moins défendu l'importance de la dimension confessionnelle comme composante essentielle de la formation intégrale des jeunes, y compris la pastorale scolaire. Mgr Grégoire a aussi fondé l'Institut catholique de Montréal (1978), en vue d'assurer la formation catholique des futurs enseignants des écoles primaires et secondaires du Québec.

Le domaine social

Mgr Grégoire a toujours gardé une place de choix dans son cœur pour les démunis, les personnes seules, les immigrants et surtout, les sans-abri²⁹. Pour ces derniers, il a créé la Maison du Père (1969), et ce seulement une année après sa nomination comme archevêque de Montréal. Lors de crises sociales importantes comme la crise d'octobre 1970, les conflits scolaires de 1976 ou la grève des hôpitaux en 1979, l'archevêque de Montréal a fait des interventions publiques remarquées. Quant les paroles ne suffisaient pas, il a accueilli les réfugiés de l'Ouganda et ceux de l'Asie du Sud-Est (notamment le Vietnam en 1979); lors de cette dernière crise, grâce à son leadership, plus de 200 comités furent formés et 2000 personnes accueillies, une manifestation de générosité sans précédent de l'Église de Montréal. En outre, on ne peut passer sous silence son soutien indéfectible à la Société de Saint-Vincent-de-Paul. L'évêque de Montréal a aussi participé à plusieurs réunions inter-épiscopales, notamment aux États-Unis, à Cuba (1977) et en Haïti (1979).

Cardinalat, retraite et décès

Au jour de ses soixante-quinze ans, le 24 octobre 1986, Mgr Grégoire envoie sa lettre de démission selon les formes canoniques au pape Jean-Paul II. La réponse tarde, puis arrive au

²⁸ Un chapitre sera consacré à la question.

²⁹ Qu'on désignait du nom d'*itinérants* à l'époque.

printemps 1988 sous une forme inattendue: Mgr Grégoire est créé cardinal³⁰ le 29 mai 1988. Mgr Grégoire comprend le message : il doit demeurer en poste quelques années de plus. Il se rend à Rome avec ses collaborateurs immédiats pour recevoir la barrette cardinalice lors du consistoire du 28 juin 1988. L'Église de Montréal célèbre l'automne suivant sa fierté et sa joie avec son nouveau cardinal, qui n'en est pas à sa première distinction : il avait été fait Officier de l'Ordre du Canada en 1979, et avait reçu un doctorat honorifique de l'Université de Montréal en 1969³¹.

Au début de 1990, Mgr Grégoire renouvelle sa demande à Rome : « Je ne me vois pas archevêque de Montréal à 80 ans »³². Cette fois, Rome reconnaît que le temps de se retirer est venu. Quelques mois plus tard, le 17 mars 1990, le pape Jean-Paul II l'autorise à prendre sa retraite en nommant Mgr Jean-Claude Turcotte, un des évêques auxiliaires nommés par Mgr Grégoire, nouvel archevêque de Montréal. Le cardinal Grégoire va connaître une retraite d'à peine trois ans, minée par un cancer de l'estomac en progression. À son rythme, il s'occupe alors d'organismes de charité tels la Maison du Père et l'Accueil Bonneau³³. Il meurt à l'hôpital Notre-Dame de Montréal le 30 octobre 1993 à l'âge de 82 ans. Ses funérailles furent célébrées le 3 novembre par Mgr Turcotte, et il fut inhumé dans la chapelle funéraire des évêques de la cathédrale Marie-Reine-du-Monde de Montréal.

³⁰ Le nom de l'église de Rome dont il est le titulaire : *Nostra Signora del SS. Sacramento e Ss. Martiri Canadesi*; *Dictionnaire*, p. 504.

³¹ Le 22 novembre 1979 pour la première distinction; *Dictionnaire*, p. 505.

³² Jean-Paul Rivet, qui était un de ses proches collaborateurs, l'a entendu prononcer cette phrase, qu'il reproduit telle quelle dans son article de la revue *Vivre en Église* (citée à la note 1).

³³ *Dictionnaire*, p. 504. Aussi pour la suite du paragraphe.

CHAPITRE III

PARCOURS ET RELATIONS DE MGR GRÉGOIRE

Dans ce chapitre, nous allons présenter les grandes lignes du parcours du jeune abbé Paul Grégoire, de son premier poste de directeur des étudiants jusqu'à sa retraite comme évêque de l'archidiocèse de Montréal en mars 1990.

Plus qu'une simple chronologie, notre étude donnera la parole aux principaux acteurs qui ont fait l'histoire aux côtés de Paul Grégoire. Nous présenterons aussi l'Église de Montréal selon Mgr Paul Grégoire, non pas seulement ses principaux collaborateurs, mais aussi et surtout la vision théologico-pastorale qui a animé son épiscopat pendant 22 ans. Nous étudierons aussi sa relation difficile avec les médias, de même que son influence au sein de l'Assemblée des évêques du Québec (AÉQ). Dans des chapitres ultérieurs, nous étudierons plusieurs crises auxquelles l'archevêque de Montréal aura eu à faire face.

L'abbé Paul Grégoire, éducateur et aumônier

Directeur des étudiants au séminaire de Sainte-Thérèse¹

Le jeune abbé Paul Grégoire, dès le retour de ses études de pédagogie et de philosophie à l'Université de Montréal en 1945², a été nommé directeur de la vie étudiante à son *Alma mater*, le séminaire de Sainte-Thérèse. À l'époque, la ville de Sainte-Thérèse faisait partie de l'archidiocèse de Montréal, le diocèse de Saint-Jérôme ayant été fondé en 1951.

Le jeune abbé Grégoire y a alors propagé une pensée libérale pour l'époque. Il disait : « Des grands garçons de 20 ans, de Philo I et II³, on ne les attache pas comme de petits enfants. » Il passait alors pour un révolutionnaire en octroyant certaines libertés aux élèves les plus âgés. Par exemple, il permettait aux pensionnaires les plus vieux d'aller en ville, qui en profitaient parfois pour aller danser et rencontrer des filles; ce qui s'est su. Les vieux prêtres du collège l'ont alors critiqué un peu, mais il a fait fi de leurs critiques et est demeuré fidèle à lui-même. L'abbé Grégoire disait la messe tous les matins pour les étudiants, sauf le dimanche. Mais comme il s'occupait de la discipline, il ne pouvait être le directeur spirituel des jeunes. Il était déjà

¹ Nous tenons plusieurs des informations sur cette époque de sa vie de Mgr Charles Valois.

² Pendant la guerre, on n'envoyait pas les prêtres faire leurs études supérieures en Europe.

³ Le cours classique de l'époque comprenait six années d'humanités suivies de deux années de philosophie/ et de sciences.

considéré comme un homme d'une grande valeur⁴, en raison de son ouverture d'esprit, de la liberté qu'il donnait aux étudiants, en somme : de sa pédagogie. Même ses punitions étaient douces, intelligentes, mesurées.

Comme l'abbé Grégoire était incardiné à Montréal, le cardinal Léger, qui craignait de le perdre à la suite de la création du nouveau diocèse, est venu le chercher en 1950 et l'a nommé aumônier des étudiants de l'Université de Montréal. Les autorités du collège n'ont pas apprécié la manoeuvre, car ils perdaient ainsi un excellent pédagogue.

Aumônier des étudiants de l'Université de Montréal

L'abbé Paul Grégoire arrive donc en 1950 comme nouvel aumônier des étudiants de l'Université de Montréal. Il a déjà l'expérience du monde scolaire, mais chez les petits. Il remplace alors l'abbé Llwelllyn, un prêtre français charismatique qui, à la suite d'un différend avec le cardinal Léger, a décidé de retourner en France⁵.

Le jeune abbé Grégoire a accepté cette nomination par esprit d'obéissance, car considérant son attachement au séminaire de Sainte-Thérèse, il est certain qu'il aurait été heureux d'y demeurer⁶. Son humilité naturelle, sa connaissance des jeunes et son amour pour eux lui ont permis de gagner rapidement leur confiance : car il savait les écouter, se faire proche d'eux. Comme son bureau était toujours ouvert, les jeunes venaient à lui tout naturellement pour lui confier leurs joies comme leurs peines. Il a conseillé des jeunes hommes qui vivaient des choses très difficiles. Il donnait aussi, souvent, de son argent aux étudiants dans le besoin.

Sa messe, chaque midi, était très recueillie⁷, ses homélies bien préparées et appréciées. L'abbé Grégoire était un être discret, en apparence timide, mais tellement bienveillant et chaleureux, un homme de vertu, recherchant la sainteté. Pour toutes ces raisons, Mgr Greg a eu une très grande influence sur un nombre considérable d'étudiants de l'Université pendant les 11 années qu'il y a passées comme aumônier. Pendant ces années à l'Université, l'abbé Grégoire habitait à la

⁴ Le futur Mgr Charles Valois, alors étudiant du collège, nourrissait une profonde admiration pour lui.

⁵ On nous a confié que l'aumônier n'appréciait pas le caractère du cardinal Léger. Raymond Beaugrand-Champagne a habité avec l'abbé Llwelllyn en résidence privée tout près de l'Université de Montréal. Il se souvient que par esprit de pauvreté, l'abbé avait donné sa chambre à un étudiant et dormait par terre dans le corridor, dans un sac de couchage.

⁶ C'est l'avis de Mgr Turcotte.

⁷ Source : Raymond Beaugrand-Champagne.

paroisse Saint-Enfant-Jésus située dans le *Mile-End*, tout près du chanoine Groulx qui habitait la paroisse Saint-Viateur, qui était un ami.

Mgr Paul Grégoire, évêque auxiliaire

La nomination comme évêque auxiliaire

Les étudiants de l'Université de Montréal ne s'étaient pas trompés : leur jeune aumônier n'allait pas demeurer simple prêtre bien longtemps. Le 27 décembre 1961, après onze ans comme aumônier, le cardinal Léger ordonne l'abbé Paul Grégoire évêque auxiliaire à Montréal : sa devise (prophétique) sera « Charité et Sagesse »⁸. Cette nomination ne surprend personne⁹.

Ses premières fonctions : directeur de l'Office du clergé et vicaire général du diocèse

Sitôt ordonné, le jeune Mgr Grégoire est nommé directeur de l'Office du clergé par le cardinal Léger. Il devient donc responsable des nominations des prêtres, une tâche extrêmement délicate, qui demande beaucoup de tact et de doigté, leur premier répondant, en quelque sorte. Le nouveau directeur demeure le même homme, aussi simple et gentil qu'avant sa nomination¹⁰. Mgr Grégoire était extrêmement minutieux, préoccupé de bien faire les choses, respectant religieusement les façons de faire. Il prenait des notes lors des rencontres avec les prêtres. Il n'était pas innovateur ni audacieux, mais il les impressionnait plutôt par sa grande bonté et la qualité de son accueil¹¹. Tous les prêtres l'aimaient car il réparait les pots cassés du cardinal Léger¹², qui avait blessé beaucoup de prêtres par son manque d'empathie et de douceur. Mgr Grégoire, quant à lui, prenait le temps de les écouter, de leur parler. Il était très humain dans son

⁸ Voici comment le nouvel évêque la commente : « La sagesse humaine juge des choses par leurs causes les plus élevées et les ramène à l'unité dans une vaste synthèse. La sagesse humaine, c'est aussi le discernement : la capacité de porter un jugement sain sur les valeurs, les choses, les situations, les événements. Le chrétien doit avoir des lanternes sur tout ce qui est humain; mais il doit dépasser le plan terrestre et approfondir le sens des choses, en les ramenant au premier principe et à l'unité. La charité agit sur cette sagesse et la perfectionne. Règle fondamentale de vie, la charité scellera le sort de tout homme, quand Dieu criera : le temps n'est plus ! » Tiré de la revue *L'Église de Montréal* (Numéro spécial pour le 25^e anniversaire d'épiscopat de Mgr Grégoire), 4 décembre 1986, p. 942. À l'avenir : *L'Église*. Il nous semble que toute la dramatique de l'épiscopat à venir du jeune Mgr Grégoire est déjà concentrée dans ce commentaire et le choix de cette devise, comme nous le verrons dans les prochains chapitres.

⁹ Jean-Paul Rivet se souvient que le jeune abbé Grégoire a reçu cet honneur avec joie, mais surtout avec simplicité. Le futur Mgr Jude Saint-Antoine, qui s'apprête à partir étudier à Rome, s'en réjouit grandement, car il a entendu quelque temps auparavant une magnifique conférence donnée par le nouvel évêque sur l'état spirituel des étudiants (aux chutes Montmorency) qui l'a beaucoup impressionné.

¹⁰ Source : Mgr Turcotte.

¹¹ Source : Jean-Guy Dubuc.

¹² Source : Soeur Aline Grégoire.

approche. Toutefois, déjà à cette époque, Mgr Grégoire rencontrait plusieurs prêtres désirant quitter le sacerdoce, ce qui l'éprouvait beaucoup¹³.

Comme il voit en lui un homme de confiance, le cardinal Léger fait de Mgr Grégoire son vicaire général moins d'un an après son ordination épiscopale, lui confiant d'importantes responsabilités touchant la gestion d'ensemble de l'archidiocèse. Nous sommes en octobre 1962, et le cardinal Léger doit participer au Concile Vatican II qui se met en branle. Ainsi, à chaque automne pendant la durée du Concile, Mgr Grégoire devra prendre la direction de l'archidiocèse par intérim pendant trois mois. À chaque jour, Mgr Grégoire doit écrire au cardinal Léger un résumé des affaires courantes¹⁴. Le jeune Mgr Grégoire s'acquittera parfaitement de ses nouvelles responsabilités, passant tout au tamis, travaillant avec minutie, sans jamais commettre de faux pas¹⁵.

Puis, coup de théâtre, le cardinal Léger démissionne en novembre 1967, annonçant son départ pour l'Afrique. Le pape Paul VI nomme Mgr Grégoire administrateur apostolique de l'archidiocèse de Montréal dans l'attente du successeur. Cette nomination surprend l'évêque auxiliaire, qui ne se voyait pas dans ces souliers – et qui se retrouve du coup en lice pour le poste d'archevêque de Montréal. Comme on parle déjà dans les coulisses de sa nomination comme possible sinon probable, un groupe de prêtres de Montréal vont rencontrer le nonce apostolique, Mgr Guido del Mestri, afin d'empêcher cette nomination¹⁶. Leurs représentations seront vaines : Mgr Grégoire sera nommé archevêque de Montréal le 20 avril 1968.

Mgr Grégoire et le cardinal Léger : une relation difficile

Avant de commencer notre présentation de l'épiscopat de Mgr Grégoire, il nous apparaît important de mettre brièvement en lumière combien il a été difficile pour Mgr Grégoire de succéder au cardinal Léger, parti précipitamment laissant son diocèse dans une sorte de deuil¹⁷.

¹³ Soeur Irène Grégoire, sa nièce, se souvient qu'il lui avait demandé de prier pour eux comme pour lui.

¹⁴ Sources : Mgr Saint-Antoine. Selon Marc Rivet, ce n'était pas là une tâche facile, notamment en raison du caractère du cardinal Léger.

¹⁵ Source : Jean-Paul Rivet. L'historien Lucien Lemieux est aussi d'avis que c'est un poste qui lui allait bien.

¹⁶ Source : Marc Rivet.

¹⁷ Ivanhoë Poirier considère que ce départ était une bonne décision puisque le cardinal Léger, vu les limites de son caractère et de sa formation, n'aurait pas pu implanter les réformes conciliaires dans son diocèse.

C'est d'ailleurs, fort probablement, une des raisons pour lesquelles Mgr Grégoire aurait préféré ne pas hériter du poste¹⁸.

Leurs caractères

Sur le plan du caractère, les deux hommes étaient fort différents. Le cardinal Turcotte, qui a bien connu les deux, souligne que Mgr Grégoire était rigoureux, méthodique, planifiait tout à l'avance; alors que le cardinal Léger était plutôt connu pour ses improvisations, ses nombreuses volte-face parfois en l'espace de 24 heures. En outre, Mgr Grégoire était un être effacé alors que le cardinal Léger était flamboyant, le premier aussi humble que l'autre avait grande conscience de sa valeur et de sa dignité – le cardinal disait souvent à ses interlocuteurs : « Vous n'êtes pas archevêque »¹⁹.

Sur le plan des habiletés de communication, le cardinal Léger était un orateur-né, un improvisateur génial qui s'allumait dès qu'on lui offrait un public (même à la fin de sa vie, las et éteint, il ressuscitait lorsqu'on lui disait qu'un groupe de personnes voulait le rencontrer²⁰), alors que Mgr Grégoire était un piètre orateur (voire plutôt ennuyeux). Par contre, ce dernier était extrêmement à l'aise dans les communications privées, en face à face, contrairement au cardinal Léger, extrêmement timide et mal à l'aise en privé. C'est ce qui explique pourquoi Mgr Grégoire a été beaucoup plus apprécié par ses prêtres que le cardinal Léger, qui était pourtant admiré pour ses talents extraordinaires d'orateur. Ce dernier demeurait un homme génial, notamment en ce qui avait trait aux nominations²¹. Enfin, sur le plan de la formation académique, le premier était un éducateur et philosophe, le second un canoniste.

Leurs rapports

Nos sources nous ont appris deux choses : les rapports entre Mgr Grégoire et le cardinal Léger ont toujours été sous le signe d'un très grand respect mutuel ; mais elles furent difficiles sur le plan personnel, surtout en raison des limites personnelles du second. Le problème de fond était le

¹⁸ Il a confié un jour à sa cousine religieuse Aline Grégoire (qui nous l'a raconté), sans s'en plaindre : « J'ai toujours été appelé à succéder à des êtres charismatiques et très populaires. »

¹⁹ Source : Ivanhoë Poirier.

²⁰ Source : Mgr Turcotte.

²¹ Source : Ivanhoë Poirier.

suivant : le cardinal Léger n'a jamais vraiment accepté de se retirer complètement²². Son omniprésence a donc beaucoup nui à Mgr Grégoire pendant son épiscopat.

Mgr Grégoire était placé dans une situation impossible, coincé entre l'arbre et l'écorce. Il était l'archevêque de Montréal, et avait une vive conscience de son rôle et de ses responsabilités. Mais il devait aussi composer avec l'immense respect qu'il vouait à son ancien mentor, qui était aussi cardinal. Ce qui n'a pas aidé la cause de Mgr Grégoire, c'est qu'il était un homme très bon et conciliant, des qualités dont le cardinal Léger a ... abusé ! Tellement qu'un jour, à l'occasion d'une crise, Mgr Grégoire a dû remettre les pendules à l'heure. Comme il habitait la résidence de l'archevêché, le cardinal Léger célébrait régulièrement la messe le midi et le dimanche et prêchait de façon interminable, jusqu'à 35 minutes²³ ! Alerté par le curé Mgr Cimichella qui ne savait plus que faire, Mgr Grégoire a dû lui interdire d'y célébrer la messe, sauf entente avec le curé. Le cardinal Léger le prit si mal que le jour même, il quitta la résidence de la cathédrale pour aller vivre chez les soeurs de Sainte-Anne à Lachine²⁴. Dans la même veine, le cardinal Léger ne résistait pas à la tentation, à l'occasion, de laisser voir clairement qu'il n'était pas d'accord avec certaines décisions de son successeur²⁵.

À la résidence de la cathédrale, où les deux archevêques habitaient, des prêtres résidents ont été témoins de plusieurs crises²⁶ du cardinal Léger devant Mgr Grégoire. Le cardinal avait tant de difficultés à vivre avec Mgr Grégoire qu'il se taisait lorsque ce dernier arrivait à la table pour manger. Un épisode illustre bien cette dynamique difficile. En décembre 1986 – alors qu'ils ne se parlent pas depuis des années –, on célèbre le 25^e anniversaire d'épiscopat de Mgr Grégoire. Il n'a pas été prévu que le cardinal Léger prenne la parole lors de la célébration. À force de se plaindre, il obtient le micro. Dans son discours, le cardinal Léger parle de Mgr Grégoire comme s'il était encore son simple auxiliaire, alors que Mgr Grégoire est archevêque en titre depuis des décennies²⁷. Mgr Grégoire est si mal à l'aise face au cardinal Léger que pendant toutes ces années

²² Marc Rivet est de cet avis, avec plusieurs.

²³ Sources : Marc Rivet et Ivanhoë Poirier.

²⁴ Où, selon soeur Aline Grégoire – qui ne voulait pas manquer à la charité –, il est demeuré fidèle à sa réputation de prince.

²⁵ Source : Mgr Turcotte.

²⁶ Source : Marc Rivet, qui y habitait.

²⁷ Source : Marc Rivet.

il demande à l'abbé Turcotte de servir d'intermédiaire entre eux; en effet, les deux hommes ne se parlaient pas souvent, voire presque jamais.

À son retour d'Afrique en août 1979, le cardinal Léger a demandé à être nommé curé de paroisse²⁸. Magnanime, Mgr Grégoire l'a nommé à la paroisse Sainte-Madeleine-Sophie, en s'assurant toutefois de lui donner un vicaire qui serait capable de le remplacer en cas de départ précipité. Or, son pressentiment s'est avéré : le cardinal a quitté sa cure quelque temps après, sous le coup d'une impulsion, pour aller s'occuper de ses oeuvres. Autre élément très important, dès son retour en 1979, le cardinal Léger s'est retrouvé dans les médias (car il était encore très en demande), alors que Mgr Grégoire n'y allait déjà presque plus, avec comme conséquence que bien des gens pensaient que le cardinal Léger était encore l'archevêque de Montréal²⁹ ! Beaucoup plus tard, des tensions apparurent aussi entre eux en raison de la concurrence directe entre la collecte des Œuvres du Cardinal Léger et celle de l'Église de Montréal.

Il est certain que Mgr Grégoire a énormément souffert de cette situation et de ces tensions³⁰. Cela dit, jamais personne ne l'a entendu critiquer le cardinal Léger ou se plaindre de la situation³¹. Plusieurs observateurs³² considèrent que Mgr Grégoire a été vraiment admirable de charité et de fermeté dans ses relations avec le cardinal Léger. S'il avait eu une personnalité aussi forte et ombrageuse que celle du cardinal Léger, un violent choc des personnalités se serait produit. Mais comme Mgr Grégoire était humble, d'une grande bonté et patience, et aucunement attaché à son pouvoir, il a pris sur lui les sacrifices pour que tout se passe bien, (presque) sans éclats. Le cardinal Léger est décédé le 13 novembre 1991, soit un peu moins de deux ans avant que Mgr Grégoire. Le destin des deux grands hommes aura été uni pour le meilleur et pour le pire pendant exactement 30 ans.

²⁸ Source : Mgr Turcotte.

²⁹ Sur une note personnelle, presque tous les gens à qui nous avons parlé de Mgr Grégoire depuis le début de notre projet ne savaient pas qui il était. Ce *vox populi* est assez révélateur.

³⁰ Sources : Marc Rivet et d'autres nous l'ont confirmé.

³¹ Des confidences ont peut-être été faites à un ami, mais rien de public.

³² Dont un évêque de l'Inter-Montréal.

Mgr Paul Grégoire, archevêque de Montréal

Une nomination surprenante

Mgr Grégoire a-t-il été surpris qu'on lui offre le poste d'archevêque de Montréal ? La réponse est oui³³. Car l'homme n'avait rien d'un carriériste. L'évêque auxiliaire avait accepté sa nomination comme administrateur apostolique (en novembre 1967) sans aucune joie, vraiment par devoir. Il est tout à fait logique qu'il n'ait pas désiré devenir archevêque de Montréal. Curieux destin que celui de Mgr Grégoire. D'un côté, un groupe de prêtres faisant des représentations au nonce afin qu'il ne soit pas choisi comme archevêque de Montréal. De l'autre, il priait pour que le calice passe loin de lui... Sur ce point, nos sources sont unanimes : Mgr Grégoire ne désirait pas devenir archevêque de Montréal.

Mais voilà que le temps passait, les mois s'écoulaient depuis le départ en novembre 1967 du cardinal Léger, et rien, aucune nomination annoncée. Que s'est-il donc passé ? Nous entrons ici dans le secret des ... dieux ! Mais une chose est certaine, c'est qu'entre novembre 1967 et avril 1968, le nonce apostolique a appris à Mgr Grégoire que le Saint-Père lui demandait d'accepter la charge. Apprenant la chose, celui-ci aurait beaucoup pleuré³⁴. Nous sommes certain qu'il a voulu décliner l'offre et ce pour deux raisons : il ne se sentait pas à la hauteur de la tâche, immense en ces temps de crise ; il ne désirait pas succéder au flamboyant cardinal Léger. D'ailleurs même son grand confident et ami le chanoine Maurice Théorêt³⁵ lui déconseillait d'accepter.

Mais alors, Mgr Grégoire a-t-il été le premier et le seul à qui l'on a offert le poste ? Or il semblerait que la réponse soit non dans les deux cas. En effet, Mgr Grégoire aurait dit ouvertement devant plusieurs personnes, quelques années plus tard, qu'il n'avait pas été le premier – donc le seul – à qui l'on avait demandé d'être archevêque de Montréal³⁶ ! D'ailleurs, lors de la cérémonie d'investiture de Mgr Grégoire, l'abbé Pierre Lafortune, alors chancelier de l'archidiocèse, a confié à Raymond Beaugrand-Champagne, présent à ses côtés ce jour-là,

³³ Le cardinal Turcotte est certain qu'il a su avant tout le monde la date du départ du cardinal Léger.

³⁴ Selon une confidence faite à sa cousine, soeur Aline Grégoire.

³⁵ Un confrère de jeunesse du séminaire de Sainte-Thérèse, prêtre du diocèse de Joliette, qui deviendra pour Mgr Grégoire l'ami des amis. Les deux passeront leurs journées de congé et leurs vacances ensemble, achèteront un chalet dans les Laurentides où ils iront beaucoup skier. Jusqu'à quelques mois de sa mort, alors à la retraite, Mgr Grégoire habitait avec lui. Maurice Théorêt est décédé le 10 mai 1997. (Qu'il soit dit que personne n'a insinué quoi que ce soit de malveillant concernant cette relation d'amitié très intime.)

³⁶ Source : André Beauchamp.

qu'environ une dizaine de candidats auraient refusé avant lui³⁷. Pour sa part, le cardinal Turcotte est d'avis que Mgr Grégoire ne devait pas être le seul sur la *Terna*, la liste de trois candidats envoyée au nonce apostolique par le cardinal Léger, avant d'être remise au pape. Il est d'avis que l'abbé Jean-Marie Lafontaine, alors premier secrétaire de l'AÉQ³⁸, devait s'y trouver³⁹. Il semble raisonnable de penser que Mgr Grégoire a donc dit vrai⁴⁰. D'ailleurs, le long délai entre le départ du cardinal Léger et la nomination de Mgr Grégoire laisse croire que ce temps a servi à des tractations entre le ou les candidats pressentis et le nonce apostolique.

Cela dit, en toute justice, le poste revenait-il à Mgr Grégoire ? Certains pensent que oui⁴¹, et justifient leur affirmation par le fait que le cardinal Léger, qu'il en ait été conscient ou non, l'avait désigné comme son dauphin en lui confiant au fil des ans des responsabilités toujours plus nombreuses et croissantes, autant de marques de confiance en son évêque auxiliaire. Personne ne pouvait nier le fait que Mgr Grégoire avait été le principal conseiller du cardinal Léger, qui comptait pourtant d'autres évêques auxiliaires⁴². D'autres⁴³, tout en reconnaissant cet état de fait, l'interprètent différemment : le fait que le cardinal Léger ait confié à Mgr Grégoire tant de responsabilités ne signifie pas pour autant que ce dernier devenait automatiquement le dauphin du cardinal. Un argument sensé.

Quoi qu'il en ait été de la volonté du cardinal Léger, un fait demeure : Mgr Grégoire partait avec une longueur d'avance sur les autres⁴⁴. Mgr Grégoire avait été vicaire général, un poste très important de la curie diocésaine, c'était un homme d'obéissance et de devoir, qui aimait profondément l'Église, reconnu comme un vrai serviteur. Plus important encore, les gens avaient confiance en lui, l'aimaient, car il était plus accessible que le cardinal Léger. Mais alors, qu'est-

³⁷ Une source, préférant garder l'anonymat, nous a révélé que Mgr Grégoire n'était pas le choix de l'abbé Lafontaine (pour parler par euphémisme), ce qui expliquerait peut-être la rumeur, qui semble exagérée.

³⁸ L'Assemblée des évêques catholiques du Québec. Nous présenterons plus loin ce collaborateur très important de Mgr Grégoire.

³⁹ Jean-Guy Dubuc, son ami intime, le pense aussi. André Lamoureux ne le croit pas, car à l'époque l'abbé Lafontaine n'avait aucune expérience pastorale. Nous en reparlerons plus loin.

⁴⁰ C'est d'ailleurs l'avis d'André Lamoureux, son attaché de presse, qui pense que deux ou trois candidats au maximum ont dû être approchés. D'ailleurs, pourquoi Mgr Grégoire aurait-il menti devant Beauchamp ?

⁴¹ André Lamoureux.

⁴² Les voici : Mgr Joseph-Conrad Chaumont, vicaire général à l'arrivée de Mgr Grégoire, Mgr Valérien Bélanger, Mgr Marie-André Cimichella, Mgr Léo Blais, Mgr Normand Gallagher, Mgr Lawrence Whelan. (Source : Mgr Jude Saint-Antoine)

⁴³ Tel Ivanhoë Poirier, qui est convaincu que Mgr Grégoire n'était pas l'homme du cardinal Léger. Mais il n'a pas voulu nous en dire plus. (Il est décédé depuis.)

⁴⁴ C'est l'opinion de Mgr Turcotte.

ce qui a convaincu Mgr Grégoire d'accepter le poste⁴⁵ ? La vraie histoire semble être la suivante : après son premier refus, suivi de ceux des autres candidats pressentis, le nonce serait revenu à la charge auprès de Mgr Grégoire, qui, après avoir beaucoup prié et discerné, aurait finalement donné son *Fiat*⁴⁶.

Une autre source⁴⁷, très proche de Mgr Grégoire, nous éclaire sur les circonstances de ce discernement : pendant sa période de réflexion, Mgr Grégoire est allé faire des confirmations d'enfants. Pendant la célébration, il a demandé à l'un d'eux : *Qui est le Saint Esprit ?* L'enfant lui a alors répondu : *C'est Celui qui nous aide à faire ce qu'on ne peut pas faire de soi-même*. En entendant cette réponse, Mgr Grégoire aurait senti que le Saint Esprit lui disait d'accepter la nomination, par obéissance mais dans la confiance. Ultimement, c'est donc la foi et l'humilité⁴⁸ de Mgr Grégoire qui lui ont permis d'accepter la charge d'archevêque de Montréal. Ce *Fiat* a été pour lui un réel sacrifice, mais sa prière et son courage ont vaincu ses ultimes résistances⁴⁹.

Les réactions à sa nomination

Après avoir établi que Mgr Grégoire ne désirait pas le poste d'archevêque de Montréal, accepté par obéissance et dans les pleurs plutôt que la joie, voyons quelles ont été les différentes réactions à sa nomination. En gros, sa nomination a été très bien reçue⁵⁰ ; les prêtres reconnaissaient en lui un homme humble, très simple, ne recherchant pas les honneurs, et ils l'avaient beaucoup apprécié lorsqu'il était responsable du clergé; aussi, il était un des leurs⁵¹. D'autres, évidemment, n'étaient pas de cet avis. Claude Ryan, alors un catholique très connu et consulté, aurait dit ouvertement que Mgr Grégoire n'était pas son premier choix⁵². Il écrira pourtant dans *Le Devoir* du 24 avril 1968 un texte qui révèle une fine analyse des belles qualités du nouvel archevêque :

L'épiscopat de Mgr Grégoire, si le passé peut servir d'indication, sera marqué au coin de la douceur, de la bonté, de la courtoisie, de l'esprit de dialogue et d'ouverture, de l'amour d'autrui. Autour de valeurs comme celles-là, il sera possible d'édifier, au coeur du diocèse de Montréal, une équipe de travail dont l'évêque sera le centre et

⁴⁵ Le cardinal Turcotte estime toutefois qu'il serait étonnant que Mgr Grégoire ne se soit pas un peu débattu avant d'accepter l'offre, car, en raison de sa timidité, il ne se voyait sûrement pas à ce poste.

⁴⁶ Sources : Ivanhoë Poirier, et soeur Aline Grégoire, sa cousine.

⁴⁷ Sources : soeur Irène Grégoire, information confirmée par André Lamoureux.

⁴⁸ Jean-Guy Dubuc est d'avis que Mgr Grégoire était assez intelligent pour savoir qu'il n'avait pas tout ce qu'il fallait pour le poste, mais qu'il était assez humble prêtre pour dire : *Fiat voluntas tua* !

⁴⁹ Selon sa cousine, soeur Aline Grégoire.

⁵⁰ Source : Mgr Turcotte.

⁵¹ Rome aurait pu nommer un candidat d'un autre diocèse.

⁵² Source : un évêque de l'Inter-Montréal.

l'âme, mais au sein de laquelle des compétences diverses pourront se déployer dans un climat de liberté, de fraternité et d'efficacité pour l'utilité de l'Église montréalaise et des hommes qui vivent à Montréal⁵³.

Par ailleurs, d'aucuns le comparaient au cardinal Léger, une comparaison en sa défaveur. Plusieurs évêques ne le connaissaient presque pas, et se demandaient ce que Mgr Grégoire, qui n'avait pas participé activement au Concile, pouvait apporter de neuf. En gros, plusieurs étaient déçus⁵⁴.

Plusieurs de ses proches⁵⁵, qui pourtant n'avaient pas été surpris lorsque l'abbé Grégoire était devenu évêque, l'ont été un peu plus cette fois, notamment en raison de sa grande humilité et de son caractère effacé. Cela dit, cette élévation n'en était pas moins une grande source de fierté pour tous les Grégoire. En somme, on peut dire que la nouvelle de sa nomination a été fort bien reçue dans le diocèse de Montréal, mais avec moins d'enthousiasme à l'extérieur.

Un nouvel esprit : l'implantation de la collégialité et de la co-responsabilité

Dès son intronisation le 22 mai 1968 en la cathédrale de Montréal, Mgr Grégoire a voulu opérer cette transition d'un gouvernement de l'Église de type « personnalisé », qui était celui du cardinal Léger, à un autre de type décentralisé. En termes d'Église, on dirait que Mgr Grégoire a voulu implanter la collégialité au sein de la curie diocésaine⁵⁶. En communion de pensée avec l'esprit de Vatican II, le nouvel archevêque désire que tous les baptisés s'engagent activement – la co-responsabilité – dans la vie de leur Église. Lisons des extraits de son message inaugural qui témoignent avec éloquence de sa conception de l'Église et de sa ligne d'action :

L'Église de Montréal et le monde de Montréal ont besoin d'époux et d'épouses qui témoignent de la beauté du mariage fidèle.

L'Église de Montréal et le monde de Montréal ont besoin de maîtres chez qui rivalisent la compétence professionnelle et la foi chrétienne, conscients de n'être des éducateurs complets que s'ils transmettent, en même temps que les sciences nouvelles, les irremplaçables richesses des valeurs spirituelles, capables de répondre à

⁵³ Cité dans *L'Église*, p. 941.

⁵⁴ Source : Lucien Lemieux. Ce dernier ajoute que Mgr Coderre, évêque de Saint-Jean, à l'époque dans la mi-soixantaine, aurait été un excellent candidat à la tête de l'Église de Montréal.

⁵⁵ Ses cousines, soeurs Aline Grégoire et Irène Grégoire. Cette dernière n'a pas été surprise mais lui a écrit une lettre de félicitations et de ... sympathies !

⁵⁶ Source : Mgr Turcotte.

l'attente légitimement anxieuse des parents croyants et à l'aspiration inexprimée des jeunes.

L'Église de Montréal et le monde de Montréal ont besoin de religieux et de religieuses qui soient de vrais et efficaces témoins de la primauté du Royaume de Dieu.

L'Église de Montréal et le monde de Montréal ont besoin de prêtres fidèles à leurs engagements, inébranlables dans la foi, ardents et prudents, ouverts à une pastorale renouvelée, joyeux dans le service de Dieu et de la communauté ecclésiale. Nous avons besoin de journalistes épris de vérité, au discernement judicieux, favorisant l'unité et la compréhension entre les hommes, avides de servir leurs communautés spirituelles en même temps que le bien commun de la cité. Plus que jamais nous avons besoin d'artistes qui ennoblissent notre vision du monde et qui contribuent à la beauté du cadre et du déroulement de notre liturgie. Nous avons besoin d'universitaires profondément croyants, bien engagés dans la communauté ecclésiale, et qui unissent la sagesse de la raison à celle de la foi. Nous avons besoin de serviteurs des pauvres et de prophètes des exigences de la justice. Malades, vieillards et infirmes, l'Église de Montréal et le monde de Montréal ont besoin de l'exemple et du mérite de votre difficile patience et de votre courage. Jeunes, nous avons besoin du dynamisme, de la sincérité, et de la fraîcheur de votre engagement chrétien.

Frères, l'Église de Montréal a donc besoin de vous tous, chacun à votre poste, oeuvrant et témoignant chacun selon vos dons et votre grâce propres. Et c'est pourquoi notre Église a besoin de chefs et d'animateurs, et c'est pourquoi elle a besoin de nombreux centres d'animation, répondant aux fonctions, aux vocations, aux aspirations, aux requêtes spirituelles, aux âges, aux professions, aux services variés, et sans lesquels le corps que nous formons tous ensemble dans le Christ ne serait pas vraiment un corps vivant.

Voilà, frères, comment je conçois notre Église. Elle est bâtie sur vous et sur votre engagement. Je ne veux donc ni ne peux tenir votre place. Dans ce corps vivant que nous formons ensemble, je veux être cependant un instrument d'unité, une garantie que l'exubérance vitale qui animera notre communauté se conformera aux requêtes de l'harmonie sans laquelle nous ne serions pas un seul corps dans le Christ⁵⁷.

L'implantation de la collégialité dans le gouvernement et la vie de l'Église avait été un des thèmes clés du dernier Concile. Les évêques de la nouvelle génération s'en réjouissaient, moins ceux de l'ancienne, tel un cardinal Léger. D'ailleurs, plusieurs sont d'avis que c'est ce changement d'esprit qui l'a convaincu qu'il n'était plus l'homme de la situation⁵⁸. Cette révolution copernicienne, c'était trop lui demander. Alors que pour Mgr Grégoire, cette nouvelle

⁵⁷ Cité dans *L'Église*, p. 941-42. Nous reviendrons lors de notre conclusion générale sur la portée prophétique de ce message inaugural.

⁵⁸ Sources : Mgr Turcotte et Jean-Paul Rivet.

façon de faire ne causait aucun problème. Elle lui était même profitable vu son manque d'expérience. Dès sa nomination, il a donc cherché à s'entourer de la meilleure équipe possible. À cette fin, il a créé le conseil presbytéral, puis l'exécutif de l'évêque, qui allait devenir le conseil épiscopal, enfin, un peu plus tard, le conseil pastoral.

La création du conseil presbytéral en 1969 représentait alors une petite révolution dans les façons de faire. En effet, sa création avait été débattue sous le cardinal Léger, mais sans qu'il soit mis sur pied⁵⁹. À l'invitation du Concile, il s'agissait de permettre à l'évêque d'écouter ses prêtres, de les consulter et de discuter avec eux des problématiques pastorales. Le conseil presbytéral de Montréal réunira donc autour de l'évêque une quarantaine de prêtres élus par leurs pairs⁶⁰. Mgr Grégoire, pour qui le rôle du prêtre était irremplaçable dans l'Église⁶¹, prendra très au sérieux les réunions de ce conseil tout au long de son épiscopat.

Dans la même mouvance, Mgr Grégoire a aussi réuni en novembre de la même année au Grand séminaire de Montréal tous les prêtres responsables de la pastorale paroissiale. Son objectif était de consulter les prêtres pour connaître leurs attentes. Les prêtres, qui avaient l'habitude de se faire dire quoi faire, avaient été très impressionnés par ce changement d'attitude et ce désir de collaboration de la part de Mgr Grégoire. Cette première réunion sera la genèse du conseil (de) pastoral(e), créé en 1971, et qui comptera quarante-cinq personnes, prêtres, religieux et religieuses, et laïcs, le nombre de ces derniers ira croissant au fil des ans⁶². Envers les laïcs, l'évêque de Montréal manifeste une ouverture en totale harmonie avec le Concile, généreuse et inspirante :

Nous sommes des membres de la même famille, des frères et soeurs. Le laïc est membre de l'Église, de plein droit et pleinement. Il a en propre ce que tous ont en commun. Il ne lui manque rien. Il n'est pas un sous-chrétien, comme parfois, hélas !, on l'a laissé croire ou supposé. Tous nous n'avons pas d'autre dignité dernière que celle d'être enfants de Dieu et, de ce point de vue, le membre le plus authentique de l'Église n'est pas le plus haut situé dans la hiérarchie, mais le plus saint, celui qui dans sa vie comprend davantage sa situation de fils et y répond le plus généreusement⁶³.

⁵⁹ Jean-Paul Rivet se souvient des réunions du présumé conseil du cardinal Léger pendant lesquelles ce dernier parlait tout seul pendant trois heures.

⁶⁰ *L'Église*, p. 942.

⁶¹ Comme on l'a vu dans un chapitre précédent.

⁶² Du fait de leur meilleure formation et de leur participation plus active dans les paroisses.

⁶³ Discours à la Chambre de commerce de Montréal, 11 février 1969, cité dans *L'Église*, p. 944.

Le dernier-né, le Conseil des religieux, créé en 1975, est une plate-forme favorisant les échanges entre l'évêque de Montréal et les personnes consacrées, afin d'oeuvrer à la mission commune dans le respect des charismes respectifs. Mgr Grégoire connaît son histoire religieuse du Québec :

Je veux souligner la part considérable prise chez nous par les communautés de femmes et d'hommes, dans toute cette oeuvre d'humanisation et d'évangélisation. Sans leur apport séculaire, sans leurs contributions innombrables, ni l'Église diocésaine, ni la société montréalaise n'auraient atteint le degré de développement qu'elles connaissent aujourd'hui⁶⁴.

Cela dit, Mgr Grégoire était bien conscient que l'implantation de la collégialité comportait aussi des risques, le plus important étant la dilution – ou la perte – de son autorité, surtout dans ces années de contestation⁶⁵. Au début de son épiscopat, Mgr Grégoire était donc très prudent, minutieux, voire méfiant parfois; cette attitude s'explique sûrement par le fait qu'à l'époque, il doutait de lui, ce qui le rendait craintif⁶⁶. Un témoin se souvient que lors des échanges portant sur la création des régions pastorales (en 1976), Mgr Grégoire a dû élever le ton pour calmer le jeu à quelques occasions, et ce pour éviter que son pouvoir ne se décompose. Mais ce n'était pas coutume. Au fil des ans, un réel esprit de collégialité s'est établi entre Mgr Grégoire et ses collaborateurs, qu'il consultait et écoutait beaucoup. De leur côté, ceux-ci n'ont jamais remis en question sa préséance lorsqu'une décision difficile devait être prise.

Mgr Grégoire et ses principaux collaborateurs

En raison de son humilité, Mgr Grégoire a eu la sagesse et l'intelligence de toujours choisir des gens différents de lui sur le plan du caractère et des talents, des collaborateurs qui le complétaient bien⁶⁷. Il ne s'est pas entouré d'amis, mais de gens compétents⁶⁸, voire de fortes personnalités. En cela, il était bien différent du cardinal Léger qui avait l'habitude de s'entourer de gens plus timides – et moins forts – que lui. Dans ses nominations, Mgr Grégoire veillait toujours à préserver son indépendance⁶⁹ (avec lui, pas de copinage), ce qui lui donnait une grande liberté d'action. Cette liberté d'action lui sera très utile lorsqu'il aura à gérer et trancher des dossiers

⁶⁴ Discours lors du congrès du 12 septembre 1986, cité dans *L'Église*, p. 944.

⁶⁵ Mai 68. Nous en parlerons longuement plus loin dans notre étude.

⁶⁶ Pour cette section : Jean-Paul Rivet.

⁶⁷ Source : Mgr Turcotte.

⁶⁸ Source : Marc Rivet.

⁶⁹ Source : Marc Rivet.

chauds⁷⁰. Pour toutes ces raisons, l'équipe de Mgr Grégoire, de l'avis de plusieurs⁷¹, a aussi fait sa force. Un bon leader sait bien s'entourer.

L'installation de sa garde rapprochée

Preuve de sa grande délicatesse, Mgr Grégoire a conservé l'ancien conseil du cardinal Léger lorsqu'il est entré en fonction comme archevêque. Cette continuité lui permettait d'assurer une transition en douceur, et d'éviter de heurter la sensibilité des gens en place. L'équipe en place était alors composée des abbés Jean-Paul Rivet⁷² à l'Office de l'Éducation, Ivanhoé Poirier⁷³ à l'Office du Clergé, Jean Thorn⁷⁴ au tribunal diocésain, le chancelier Pierre Lafortune, et le père Edmond Telmosse⁷⁵, c.s.v., aux Communautés religieuses.

La première nomination importante de Mgr Grégoire fut celle de l'abbé Jean-Marie Lafontaine⁷⁶, jusqu'alors premier secrétaire général de la nouvelle Assemblée des évêques du Québec (AÉQ), au poste le plus important de la curie diocésaine : vicaire général de l'archidiocèse et coordonnateur de la pastorale⁷⁷ (cette seconde fonction tout juste créée). Nomination tout aussi importante, Mgr Grégoire désigna l'abbé Pierre St-Cyr à titre de secrétaire particulier.

Indépendamment des titres, quels ont été les collaborateurs les plus proches de Mgr Grégoire, aussi les plus influents ? En ordre d'importance : Jean-Marie Lafontaine⁷⁸, suivis de Ivanhoë

⁷⁰ Rivet considère que Mgr Grégoire était l'homme le plus libre intérieurement qu'il a connu. Il veillait à son indépendance au point où, par exemple, son meilleur ami, le chanoine Théorêt (du diocèse de Saint-Jérôme), n'a jamais concélébré avec lui lors d'anniversaires.

⁷¹ Tel le père Ivanhoé Poirier, qui en faisait partie.

⁷² Décédé en 2006.

⁷³ Décédé en 2006.

⁷⁴ Décédé en 1996.

⁷⁵ Décédé en 1995.

⁷⁶ Nous consacrons plus loin plusieurs pages à Mgr Lafontaine.

⁷⁷ À son décès en 1981, Mgr Lafontaine allait être remplacé à ce poste par un certain abbé Jean-Claude Turcotte, qui sera nommé évêque l'année suivante.

⁷⁸ Le principal conseiller de Mgr Grégoire, selon Mgr Turcotte. Marc Rivet fait remarquer qu'à partir de Mgr Lafontaine en 1968, tous les coordonnateurs généraux de la pastorale de l'archidiocèse de Montréal ont été des sociologues de formation plutôt que théologiens (les abbés Jean-Claude Turcotte, Jean-Pierre Duchesne, Robert Beaupré – qui est devenu adjoint de Lafontaine, lui aussi décédé prématurément). Rivet fait aussi remarquer qu'ils vivaient (presque) tous à la Maison Léon XIII sur le boulevard Saint-Joseph, puis à la Maison Pie XII, sur la rue Sherbrooke Est, notamment Turcotte, Beaupré et Lafontaine, et constituaient une fraternité de sept à neuf prêtres. Pour Marc Rivet, cette proximité physique expliquerait leur vision commune (sociale, plutôt que spirituelle) de l'Église. Il ajoute enfin qu'on ne retrouve aucun docteur en théologie dans les cercles de direction de l'archidiocèse depuis l'époque de Mgr Grégoire.

Poirier⁷⁹ et Jean-Paul Rivet⁸⁰. À ce premier trio venait se greffer André Lamoureux, attaché de presse, puis, après le décès de Mgr Lafontaine, (Mgr) Jean-Claude Turcotte.

L'équipe de Mgr Grégoire était reconnue pour sa multidisciplinarité⁸¹ : lui-même était diplômé de philosophie (de l'éducation) et de théologie ; Jean-Paul Rivet, un rédacteur de très haut niveau, avait étudié les humanités (grec et latin) ; alors que Jean-Marie Lafontaine, un merveilleux organisateur et négociateur hors pair, était sociologue de formation. En sus, personne dans ce groupe n'était allergique au droit canon. Quelles étaient les principales fonctions de chacun ? Jean-Marie Lafontaine s'occupait de la direction et supervision pastorale de l'archidiocèse, en bon lieutenant de son évêque; Jean-Paul Rivet, tout en supervisant l'Office de l'éducation (avant que l'abbé Maurice Audet ne prenne sa relève) était sa plume principale⁸² ; Ivanhoé Poirier, à l'Office du personnel, s'occupait des nominations, un rôle éminemment important; André Lamoureux s'occupait de toutes les relations de presse, en plus d'être un des rédacteurs attitrés de Mgr Grégoire. Cette équipe était très soudée⁸³, il y régnait un climat de franche camaraderie, avec les taquineries à l'avenant.

Les nombreux rédacteurs de Mgr Grégoire

Durant son long épiscopat, Mgr Grégoire a dû produire une très grande quantité de textes (homélies, discours, déclarations, allocutions), de différentes longueurs. Comme un seul homme n'aurait pas suffi à la tâche même en travaillant 24 heures par jour, plusieurs rédacteurs ont écrit pour Mgr Grégoire, certains peu, d'autres beaucoup. Outre Jean-Paul Rivet et André Lamoureux de sa garde rapprochée, les rédacteurs suivants ont aussi noirci des pages pour leur évêque : Pierre Lafortune, Jean-Marie Lafontaine, Jean-Yves Garneau, Jean-Guy Dubuc, les toutes

⁷⁹ Selon le cardinal Turcotte, les abbés Poirier et Rivet auraient dû être faits évêques (auxiliaires), selon la volonté de Mgr Grégoire, qui aurait proposé leurs noms à Rome, qui a refusé. Dans le cas de Jean-Marie Lafontaine, qui est devenu évêque dix ans après avoir été nommé vicaire général de l'archidiocèse, nous avons appris par Jean-Guy Dubuc qu'il aurait refusé deux fois la proposition de Rome avant de finalement l'accepter, la troisième fois, alors qu'il se savait atteint du cancer.

⁸⁰ Ces deux derniers habitaient à la résidence de la cathédrale, auprès de leur évêque, ce qui favorisait leurs échanges.

⁸¹ Source : Marc Rivet.

⁸² Fait digne de mention, Rivet a produit la revue diocésaine hebdomadaire, *L'Église de Montréal* (devenue plus tard *Vivre en Église*), de 1967 à l'an 2000, soit pendant 33 ans, et ce sans compter les autres textes qu'il rédigeait pour Mgr Grégoire, sans préjudice de ses autres fonctions.

⁸³ Source : André Lamoureux.

premières années de l'épiscopat de Mgr Grégoire (avant que ce premier ne quitte pour *La Presse*)⁸⁴, et André Beauchamp⁸⁵.

Quand il en avait le temps, le *modus operandi* de Mgr Grégoire était le suivant : le rédacteur arrivait avec deux copies du texte proposé, Mgr Grégoire débutait la lecture à voix haute, s'arrêtait pour demander d'ajouter ou de retirer ça et là quelques mots. À force de travailler pour lui, les rédacteurs avaient appris à connaître son style et sa manière de penser, voire sa personnalité. Après quelque temps, ceux-ci pouvaient donc produire des textes très personnalisés⁸⁶ et adaptés à toutes circonstances. Par respect pour ses rédacteurs, Mgr Grégoire ne critiquait jamais l'argumentaire principal des textes, mais les peaufinait⁸⁷. Tout ce travail n'empêchait pas quelques éclats de rire, à l'occasion.

Les évêques auxiliaires nommés par Mgr Grégoire

Afin de l'aider dans sa tâche, Mgr Grégoire nommera aussi au fil des décennies cinq évêques auxiliaires, qui joueront des rôles divers au sein de la curie diocésaine : Mgr James Leonard Crowley(1969)⁸⁸, Mgr Jean-Marie Lafontaine (1979), Mgr Gérald Tremblay p.s.s. (1981) et Mgr Jude Saint-Antoine (1981)⁸⁹, et Mgr Jean-Claude Turcotte (1982)⁹⁰. Tous ces évêques auxiliaires siégeront d'office au sein du conseil épiscopal⁹¹, le plus important de la curie diocésaine.

⁸⁴ Jean-Guy Dubuc nous a appris que le cardinal Léger avait aussi des rédacteurs attitrés, soit le théologien et sulpicien André Naud, de même que le chancelier de l'archidiocèse Pierre Lafortune.

⁸⁵ Dès son retour d'Europe en mai 1968, alors que Mgr Grégoire n'est évêque de Montréal que depuis un mois. Pendant les deux ou trois années suivantes, André Beauchamp a beaucoup écrit pour son évêque, auprès de lui, à l'archevêché : des textes de tous genres, homélies régulières et festives, discours divers. Mgr Grégoire mettait les versions de l'abbé Beauchamp à son goût. Le rédacteur se rappelle que certains textes étaient très audacieux, comme ceux sur les communautés de base, alors en vogue. Toutefois, il affirme avoir constaté quelques fois des collages de différents textes bâtis sur des argumentaires peu compatibles, ce qu'il trouvait curieux.

⁸⁶ Le chercheur qui fera une étude à partir des textes de Mgr Grégoire devra tenir compte de cet état de fait, qui change complètement l'angle d'analyse.

⁸⁷ Source : Jean-Paul Rivet.

⁸⁸ Il est décédé le 15 mars 2003. Il fut responsable des catholiques anglophones.

⁸⁹ Mgr Saint-Antoine nous a appris lors d'une entrevue téléphonique récente (9 décembre 2009) que Mgr Grégoire l'avait créé évêque, outre ses qualités personnelles, parce qu'il désirait que le plus grand nombre possible de ses vicaires épiscopaux aux régions deviennent des évêques auxiliaires.

⁹⁰ Mgr Grégoire l'a informé qu'il l'avait nommé pour ne pas le perdre, car Rome avait des yeux sur lui pour un autre diocèse.

⁹¹ Le cardinal Turcotte nous informe que le conseil épiscopal (regroupant les principaux responsables de l'archidiocèse) débordait largement les seuls évêques auxiliaires.

Les deux secrétaires de Mgr Grégoire : l'abbé Pierre St-Cyr et Mlle Morency

De l'avis de tous, l'abbé Pierre St-Cyr, son secrétaire particulier, a joué un rôle clé dans l'épiscopat de Mgr Grégoire. Mais un rôle caché, d'hier à ... aujourd'hui⁹² ! Il est tout juste ordonné⁹³ lorsqu'il arrive au service de Mgr Grégoire, auprès duquel il donnera les meilleures années de sa vie, soit quelque 25 ans. Comme son titre l'indique, c'est lui qui s'occupait de tout ce qui concernait la gestion de la vie publique de Mgr Grégoire : gestion de l'agenda, voyages, réunions, même certains aspects personnels, comme l'achat de cadeaux pour ses nièces, ou la planification de certaines fêtes⁹⁴. Dans le cadre d'une journée normale de travail, ils pouvaient déjeuner, dîner et souper ensemble, le plus souvent dans la salle à manger réservée à l'évêque à sa résidence de la cathédrale, où l'abbé St-Cyr habitait aussi.

Pierre St-Cyr était un homme d'une bonté exceptionnelle. Concédant à Mgr Grégoire une quarantaine d'années, il lui apportait aussi une certaine jeunesse. C'était un homme qui jouissait de la totale confiance de son évêque, notamment en raison de sa totale discrétion. De l'avis de plusieurs, l'abbé St-Cyr a été infiniment plus que le bras droit de Mgr Grégoire : il a été son ombre, le servant jour et nuit jusqu'à la fin, lui consacrant carrément sa vie. Malgré cette très grande proximité au quotidien pendant près de 25 ans, l'abbé St-Cyr n'a jamais eu de relation

⁹² À notre grande déception, l'abbé St-Cyr a refusé toutes nos demandes d'entrevue depuis cinq ans, ne retournant pas nos appels. Comment expliquer son silence et son retrait ? Plusieurs hypothèses circulent. André Beauchamp est d'avis que c'est probablement par désir de discrétion absolue à l'égard de celui qu'il a tant aimé et si bien servi. Jean-Guy Dubuc renchérit : parce que le secrétaire a dû voir Mgr Grégoire dans ses périodes d'abattement, voire, qui sait ? de colère. Il ne voudrait pas révéler des côtés plus critiquables de la personnalité de Mgr Grégoire, l'ayant presque trop connu. Anne-Marie Grégoire – tout comme André Lamoureux – pense quant à elle que l'abbé St-Cyr a dû être plus ou moins bien traité par la nouvelle équipe mise en place avec l'arrivée de Mgr Turcotte. Au moment du décès de Mgr Grégoire, elle se rappelle avoir perçu chez l'abbé St-Cyr une forte amertume, voire une colère sourde et retenue. Elle l'a revu quelques années plus tard, vers les années 1995, à sa maison des Laurentides. L'abbé St-Cyr avait été fort gentil avec elle, malgré ses graves problèmes de santé. Il devait la rappeler pour un souper, mais l'appel n'est jamais venu. Elle n'a pas insisté, voulant respecter son silence. Selon elle, l'abbé St-Cyr est encore profondément blessé par le manque de reconnaissance envers Mgr Grégoire. Enfin, Robert Dutton se souvient que l'ancien secrétaire lui a confié un jour que le plus difficile dans la vie d'un prêtre, c'est d'avoir à souffrir des manques de respect de la part de ses propres collègues, parfois des supérieurs. (En faisant cette confidence, l'abbé St-Cyr ne visait toutefois personne en particulier.) Le mystère demeure donc entier.

⁹³ Pierre St-Cyr est né le 22 décembre 1942 et a été ordonné prêtre le 19 juin 1968, deux mois après l'arrivée de Mgr Grégoire à la tête de l'archidiocèse.

⁹⁴ Nous tenons la plupart de nos informations sur l'abbé St-Cyr d'Anne-Marie Grégoire, nièce de Mgr Grégoire et fille de son frère le plus proche, Roch. Anne-Marie Grégoire garde un souvenir impérissable de l'abbé St-Cyr, qu'elle a beaucoup admiré. Selon son souvenir, il possédait toutes les qualités. Toutes les filles Grégoire étaient en amour avec lui, car c'était aussi un très bel homme, avec un sourire magnifique, si doux – les nièces Grégoire parlaient même en blague de le faire sortir des ordres pour éviter un tel gaspillage ! Quand elle a vieilli, elle est devenue très proche de lui. Car sa fonction l'intégrait presque naturellement à la famille.

d'amitié personnelle avec son évêque⁹⁵, ce dont il ne s'est jamais plaint. Lors de la maladie finale de Mgr Grégoire, l'abbé St-Cyr dormait à l'hôpital, tout comme Mlle Morency, sa fidèle secrétaire⁹⁶; ils le veillaient jour et nuit. D'ailleurs, l'abbé St-Cyr était le seul présent auprès de Mgr Grégoire au moment de sa mort⁹⁷.

Le secrétaire aurait été fort déçu, voire en colère, du peu de reconnaissance publique des nouvelles autorités diocésaines envers Mgr Grégoire au moment de sa mort. L'ex-secrétaire, qui connaissait si bien son ancien évêque, le considérait en effet comme un grand homme – voire un saint. L'abbé St-Cyr s'indignait du fait que Mgr Grégoire soit tombé dans l'oubli sitôt ses funérailles terminées; pour lui, ce traitement constituait une réelle injustice⁹⁸. À son avis, la discrétion et l'humilité de Mgr Grégoire, à l'occasion de sa mort, ont alors joué en sa défaveur. Après la mort de Mgr Grégoire, l'abbé St-Cyr a été nommé curé de la cathédrale où il est demeuré au moins un terme, soit pendant six années⁹⁹. Puis, il a quitté ses fonctions pour devenir aumônier d'une maison de retraite cossue pour personnes âgées.

La vraie secrétaire : Mlle Yvette Morency

Derrière chaque grand homme se cache une femme, affirme le dicton. Dans le cas de Mgr Grégoire, celle-ci se nommait Yvette Morency¹⁰⁰. Cette femme, qui est demeurée célibataire, a été la secrétaire de Mgr Grégoire pendant quelque trente ans, soit depuis sa nomination comme évêque auxiliaire jusqu'à sa mort. Mlle Yvette Morency était une femme charmante, dynamique, qui avait de la poigne¹⁰¹. Comme son bureau jouxtait celui de Mgr Grégoire, elle entendait presque tout et savait presque tout. À l'évêché, c'est par elle qu'il fallait passer pour rencontrer Mgr Grégoire. C'est elle qui recevait les appels téléphoniques et, selon les demandes, les communiquait ou non à l'abbé St-Cyr, avec qui elle travaillait en étroite collaboration. Femme extrêmement dévouée, Mlle Morency demeurait aux côtés de son archevêque lorsque celui-ci

⁹⁵ Selon ce qu'il a dit à Robert Dutton. Par ailleurs, Dutton a ajouté que l'abbé St-Cyr était un homme d'une extrême délicatesse.

⁹⁶ Nous la présentons un peu plus loin.

⁹⁷ Selon Anne-Marie Grégoire, sa mort a dû être très difficile à vivre, car toute sa vie était réglée sur celle de son évêque, à qui il avait littéralement donné sa vie. Elle est d'avis que personne n'a été plus proche de Mgr Grégoire que lui, y compris son grand ami Maurice Théorêt.

⁹⁸ Source : Anne-Marie Grégoire.

⁹⁹ Selon une de nos sources, l'abbé St-Cyr y utilisait les anciennes homélies de Mgr Grégoire. Mgr Jude Saint-Antoine nous a appris qu'il y a été très apprécié notamment en raison de son dynamisme.

¹⁰⁰ Le cardinal Turcotte nous a appris qu'elle était décédée il y a quelques années, mais sans plus de détails.

¹⁰¹ Sources : Anne-Marie et Madeleine Grégoire.

travaillait tard les vendredis soirs, répondant à son courrier ou préparant une homélie pour la fin de semaine¹⁰². À l'occasion, Mlle Morency achetait aussi les cadeaux des neveux et nièces de Mgr Grégoire. À l'évidence, elle aura été la grande femme derrière le travail colossal abattu par Mgr Grégoire au cours de son épiscopat¹⁰³.

Jean-Marie Lafontaine, le collaborateur estimé et inestimable

De l'avis de tous, l'abbé Jean-Marie Lafontaine a été LE collaborateur par excellence, l'as dans le jeu de Mgr Grégoire. L'abbé (devenu Mgr) Lafontaine avait une telle stature morale et intellectuelle que tous s'entendaient pour dire, avant qu'il ne soit fauché par un cancer des os en 1981, qu'il deviendrait le futur archevêque de Montréal¹⁰⁴. Mais qui était exactement cette éminence grise, cet homme fort derrière Mgr Grégoire de 1968 à 1981 ? Quelle était la nature véritable de leur relation professionnelle ? Est-il vrai, comme certains l'ont dit, que sans son bras-droit, Mgr Grégoire n'aurait pas été capable de porter tout le poids de sa charge épiscopale ? Retour sur une relation méconnue.

Le parcours de l'abbé Jean-Marie Lafontaine

Mgr Grégoire a rencontré Jean-Marie Lafontaine¹⁰⁵ alors que ce dernier était un membre du mouvement scout dont il était l'aumônier¹⁰⁶. L'évêque de Montréal, au moment de le nommer au poste stratégique que l'on sait, savait donc de quel bois il était fait. D'ailleurs, dans leurs moments de détente commune, ils aimaient se rappeler leurs anciennes promenades en chaloupe. Mgr Grégoire avait donc une relation presque paternelle avec lui¹⁰⁷.

Après avoir été ordonné prêtre, l'abbé Jean-Marie Lafontaine a fait des études supérieures en sciences sociales, sous l'impulsion de Mgr Charbonneau qui, avant de démissionner en 1950, avait anticipé les problèmes qui s'annonçaient pour l'Église de l'avenir, et décidé d'envoyer aux

¹⁰² Le cardinal Turcotte, qui en a été marqué, la considère comme une femme admirable.

¹⁰³ Pour les affaires financières, une autre femme, Mme St-Loup, prêtait aussi un bon coup de main. (Source : Mgr Turcotte)

¹⁰⁴ Créé évêque en juin 1979, décédé deux ans plus tard, le même mois.

¹⁰⁵ Jean-Marie Lafontaine est né le 4 avril 1923 à Montréal dans une famille de trois enfants. Il fait ses études classiques au séminaire de Sainte-Thérèse (1937-1944) et sa théologie au grand séminaire de Montréal (1944-48). Il a été ordonné prêtre le 22 mai 1948 dans la cathédrale de Montréal par Mgr Charbonneau. Il obtient sa licence de théologie à Montréal, puis part en 1949 aux Facultés catholiques de Lille, où il obtient une seconde licence, celle-ci en sciences sociales, politiques et économiques. (Source : *Dictionnaire*, p. 563)

¹⁰⁶ Source : André Lamoureux.

¹⁰⁷ Source : Mgr Turcotte.

études sociales plusieurs jeunes prêtres, dont les abbés Lafontaine, Norbert Lacoste, Robert Riendeau et Marc Lecavalier¹⁰⁸. Dès son retour d'Europe en 1951, l'abbé Jean-Marie Lafontaine a travaillé dans le monde syndical¹⁰⁹, en tant qu'aumônier du Conseil central des syndicats nationaux de Montréal (CSN), en plus d'enseigner jusqu'en 1966 à la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal. Cette même année, il devient le premier secrétaire général permanent de l'AEQ. Ce poste lui permet de rencontrer tous les évêques du Québec (dont Mgr Grégoire, depuis 1961), et de prendre connaissance des dossiers chauds de l'époque. Avant d'être nommé évêque de Montréal, Mgr Grégoire avait donc eu l'occasion d'apprécier ses qualités personnelles et professionnelles lors des réunions de l'AEQ, tous les deux ans.

Le choix de l'abbé Lafontaine comme vicaire général

C'est le départ de l'abbé Jacques Leclerc, vicaire général sous le cardinal Léger, qui a permis à Mgr Grégoire en 1968 d'aller chercher l'abbé Lafontaine à l'AEQ pour le nommer vicaire général et coordonnateur général de la pastorale de l'archidiocèse¹¹⁰. Outre ses qualités personnelles, sa crédibilité de médiateur hors pair était déjà fortement établie¹¹¹. C'était un homme solide sur lequel on pouvait compter.

L'abbé Jean-Marie Lafontaine était celui dont Mgr Grégoire avait besoin¹¹². Une des grandes forces du vicaire général, c'est qu'il savait écouter son évêque¹¹³; quand ce dernier lui demandait son opinion, il la lui donnait de façon franche et nette. Leurs bureaux étaient adjacents, et ils se parlaient souvent. L'abbé Lafontaine était le conseiller principal de son évêque. Une autre des forces de l'abbé Lafontaine était son excellente connaissance des rouages de la société. En raison de son passé dans le milieu syndical, il connaissait bien des gens d'influence de toutes les sphères

¹⁰⁸ Source : André Beauchamp.

¹⁰⁹ Pour le reste du paragraphe, *Dictionnaire*, p. 563. André Beauchamp nous a appris que pendant plusieurs années, l'abbé Lafontaine a partagé une résidence – la Maison Pie XII – avec les prêtres travaillant dans le monde social, tels les Jacques Bissonnet, Norbert Lacoste, Marc Lecavalier, Robert Riendeau, André Beauchamp, Jean-Guy Dubuc et Jean-Claude Turcotte.

¹¹⁰ Cette seconde fonction étant une création de Mgr Grégoire.

¹¹¹ Médiateur hors pair, l'abbé Jean-Marie Lafontaine aura réglé des grèves comme celles de Dupuis Frères, de Tricofil, de la United Aircraft de Longueuil, du *Devoir* en 1979, l'affaire des gars de Lapalme (l'ancienne poste) qui avaient occupé les bureaux de l'archevêché. En outre il va collaborer activement à la déconfectionnalisation des syndicats catholiques. Enfin, il collaborera de façon importante aux travaux de la Commission Dumont (Commission d'études sur les laïcs et l'Église au Québec), de 1968 à 1971. *Dictionnaire*, p. 564.

¹¹² Selon Jean-Guy Dubuc, son ami le plus intime qui a reçu ses confidences pendant toutes ces années.

¹¹³ Jean-Guy Dubuc confie qu'il pouvait l'écouter une heure sans l'interrompre. Puis il répondait lentement, toujours en trois points, qui résumaient sa pensée.

de la société (politique, médias), lesquels l'appelaient d'ailleurs pour le consulter sur différents dossiers.

Comme vicaire général, l'abbé Lafontaine s'occupait de tout l'aspect organisationnel de l'archidiocèse au quotidien. Par nature très autonome et sûr de lui, il ne demandait pas toujours l'avis de Mgr Grégoire avant de prendre certaines décisions, d'autant qu'il connaissait bien ses positions théologico-pastorales. Mais il lui est arrivé de se tromper, ce qui lui a valu des reproches de Mgr Grégoire. En outre, ils n'étaient pas toujours d'accord, l'abbé Lafontaine étant nettement plus progressiste que son évêque¹¹⁴. Mais une fois qu'il avait accepté une position de Mgr Grégoire, il la défendait bec et ongles, sans laisser voir sa divergence de vue¹¹⁵. Sur le plan de la personnalité, Mgr Lafontaine était un pur cérébral, plutôt froid, voire sec, presque dur par moments; placé devant les problèmes, il cherchait des réponses rationnelles, presque techniques. Il détestait les débordements de passion. Sur cet aspect, il était tout le contraire de Mgr Grégoire qui était un émotif, voire un anxieux, mais un homme très chaleureux.

L'abbé Lafontaine, le franc-tireur

En tant que vicaire général et coordonnateur de la pastorale, l'abbé Lafontaine devait coordonner l'ensemble des activités pastorales de l'archidiocèse de Montréal, un travail colossal¹¹⁶. À l'évidence, il ne pouvait se mêler de tous les dossiers¹¹⁷. Toutefois, quand un problème sérieux surgissait d'un côté ou de l'autre, quand la température s'élevait, que le climat était à la confrontation, alors l'affaire aboutissait rapidement sur son bureau, et il devenait l'homme de la situation. Dans presque toutes ces situations, Mgr Grégoire l'envoyait au front. C'est lui qui faisait les sales besognes, notamment dans ces dossiers chauds qui ne relevaient pas de l'Office du personnel¹¹⁸. Aussi, quand les dossiers s'ébruitaient sur la place publique, l'abbé Lafontaine se

¹¹⁴ Jean-Guy Dubuc ajoute : Mgr Grégoire écoutait son vicaire tant qu'il ne déviait pas de l'enseignement traditionnel et des vues romaines. En effet, Jean-Marie Lafontaine était un homme d'Église, mais beaucoup plus fonceur et revendicateur, plus libre face aux directives romaines.

¹¹⁵ Mgr Charles Valois a confirmé cette affirmation.

¹¹⁶ Jean-Guy Dubuc nous apprend que son grand ami Lafontaine était un travailleur acharné, au bureau douze heures par jour, voire plus, souvent sept jours par semaine. En une occasion, Jean-Marie Lafontaine a même annulé sa présence à une croisière avec son ami Dubuc à cinq jours du départ prétextant une surcharge de travail. Ses seules détenteurs étaient de fumer comme une cheminée, et d'aller au restaurant une fois par mois après le travail avec son ami pour y discuter de longues heures.

¹¹⁷ Autre fait digne de mention, André Beauchamp nous apprend que Mgr Lafontaine, contrairement à son patron, excellait dans la gestion d'une réunion. Bien préparé, il allait directement aux enjeux importants de la réunion. Il était très efficace. Le faciès froid, mais jamais un mot de déplacé, toujours en contrôle de lui-même.

¹¹⁸ Source : Marc Rivet.

retrouvait au micro, car il était calme et un bon argumentateur¹¹⁹. Il a donc été très occupé pendant les premières années de l'épiscopat de Mgr Grégoire, qui se sont déroulées sur fond de Mai 68, de surchauffe étudiante, et d'un certain climat de contestation au sein du clergé. Plus tard, il allait jouer un rôle central pendant la longue crise de la faculté de théologie, qui s'est étirée sur une décennie¹²⁰.

L'abbé Lafontaine, le patron de Mgr Grégoire ?

Vu l'importance du rôle qu'il a joué auprès de Mgr Grégoire pendant les douze premières années de son épiscopat (d'ailleurs les plus secouées par des crises), quelques personnes ont affirmé que les forces et qualités de l'abbé Lafontaine avaient pallié les faiblesses et défauts de Mgr Grégoire¹²¹, en d'autres termes que le patron n'était peut-être pas celui qu'on pense. Ce point de vue résiste-t-il à l'analyse ?

Les principaux collaborateurs de Mgr Grégoire s'inscrivent en faux contre cette vision des choses¹²². Ils admettent avec tout le monde que Mgr Grégoire a grandement profité des compétences personnelles et professionnelles de son vicaire général. Cela admis, ils ajoutent que lors des deux années précédant la mort de Mgr Lafontaine en 1981, alors qu'il était trop malade pour maintenir le rythme, tout comme après sa mort, la conduite de l'archidiocèse n'a pas dévié d'un iota. Ce qui prouve que c'est toujours Mgr Grégoire qui a été le patron, et jamais le contraire¹²³.

Certains observateurs¹²⁴ plus éloignés des affaires courantes de la curie diocésaine de ces années sont convaincus que sans le soutien de tous les instants prodigué par l'abbé Lafontaine, Mgr Grégoire aurait été probablement désemparé au point de démissionner, ou en serait tombé

¹¹⁹ Sources : André Beauchamp. Jean-Guy Dubuc ajoute qu'il y allait peu, sauf pour donner des conférences de presse, parce qu'il était un peu sourd.

¹²⁰ Nous consacrons un long chapitre à ces diverses crises. Léonard Audet, doyen de la faculté de théologie au moment de la crise, se souvient que lors de la première visite de Mgr Grégoire à l'assemblée des professeurs, c'est l'abbé Lafontaine qui avait répondu à leurs questions. Il ajoute que Jean-Marie Lafontaine était un homme audacieux, un vrai batailleur.

¹²¹ Notamment Dubuc, Beauchamp et – surtout – Lemieux. Jean-Guy Dubuc affirme que Mgr Lafontaine est probablement celui qui avait le plus d'influence sur l'AÉQ, notamment parce qu'il en avait été le premier secrétaire pendant plusieurs années. Il connaissait donc très bien tous les évêques de cette époque, qui le consultaient sur tout. Souvent par-dessus la tête de Mgr Grégoire. C'était lui le vrai leader.

¹²² Notamment Dubuc et Granche.

¹²³ Source : M. Granche.

¹²⁴ Tel un Jean-Guy Dubuc.

malade. D'autres se mettent dans les souliers de l'abbé Lafontaine¹²⁵ et se demandent comment cet ancien aumônier de syndicats, reconnu pour son ouverture sociale, sa profondeur de pensée, son envergure de personnalité, a pu continuer à être le vicaire général de Mgr Grégoire, alors qu'il avait tout pour devenir un archevêque¹²⁶ ?

Comment trancher cette question ? Il est de notoriété publique que Mgr Grégoire avait une confiance absolue en son vicaire général, chez qui il reconnaissait les grandes qualités que nous avons évoquées. Mais nous savons aussi que l'abbé Lafontaine a lui aussi été d'une loyauté¹²⁷ de même acabit envers son archevêque, qui n'était pas dépourvu non plus de grandes qualités. D'ailleurs, il n'y avait aucune confusion chez l'un comme chez l'autre quant à la hiérarchie du pouvoir. L'abbé Lafontaine, à ce que l'on sache, n'a jamais contesté l'autorité morale de Mgr Grégoire. D'ailleurs, si celle-ci avait été faible au point que certains le prétendent, l'abbé Lafontaine aurait-il pu continuer à respecter et à défendre son évêque ? Deux choses, donc, demeurent certaines : c'est Mgr Grégoire qui a été l'archevêque de Montréal entre 1968 et 1981, les décisions finales concernant la gouverne générale de l'archidiocèse ont été les siennes, et, à en juger par les résultats, elles ont été bien inspirées. Mais la vérité exige aussi que l'on affirme sans ambages qu'avec l'abbé Lafontaine à ses côtés, Mgr Grégoire pouvait affronter toutes les tempêtes sans risquer le naufrage.

L'abbé Lafontaine devient Mgr Lafontaine

Deux ans avant sa mort, le 27 mai 1979¹²⁸, l'abbé Lafontaine a été sacré évêque à Rome par le pape Jean-Paul II. Or, c'était la troisième fois que Rome lui offrait l'épiscopat¹²⁹. Mais alors, Rome lui aurait-il offert l'évêché de Montréal avant de l'offrir à Mgr Grégoire ?

¹²⁵ Tel un Lucien Lemieux.

¹²⁶ Lucien Lemieux estime que ce devait être très difficile pour lui à vivre sur le plan psychologique.

¹²⁷ Mais Jean-Marie Lafontaine était d'une charité au-dessus de tout, jamais Jean-Guy Dubuc ne l'a entendu critiquer publiquement une position de son évêque malgré leurs profondes divergences sur certains dossiers.

¹²⁸ Élu le 18 avril 1979, évêque titulaire d'Ursina et auxiliaire de Montréal. Sa devise était : Bâtir la Paix. *Dictionnaire*, p. 564.

¹²⁹ Jean-Guy Dubuc nous raconte comment son ami le lui a annoncé. Un jour, l'abbé Lafontaine l'appelle pour l'avertir qu'en soirée, il veut lui annoncer quelque chose d'important. Le temps venu, Lafontaine lui apprend que le délégué apostolique l'a convoqué à son bureau pour lui demander d'accepter d'être évêque. Et Lafontaine confie du même souffle à son ami que c'est la 3e fois de sa vie qu'on lui fait cette demande (mais sans préciser les circonstances des offres précédentes), et qu'il a toujours dit non. Dubuc, un peu hébété, rappelle à son ami que ces tractations doivent demeurer secrètes. Lafontaine lui sourit avant d'ajouter qu'il a averti le délégué apostolique qu'il en parlerait à son ami journaliste; le délégué avait eu une vive réaction...

Une première source¹³⁰ confirme que cette rumeur a longtemps circulé, et qu'elle serait fondée. Mais pourquoi alors le jeune abbé Lafontaine aurait-il refusé la charge épiscopale de Montréal ? Une seconde source¹³¹ répond ainsi à cette question : il aurait alors refusé pour des motifs de conscience. En effet, comme le jeune abbé Lafontaine se savait très autoritaire, il aurait eu peur de son propre goût du pouvoir. Il aurait donc pris conseil, discerné, et refusé pour ce grave motif. Ce refus de la direction de l'Église de Montréal expliquerait aussi deux attitudes chez l'abbé Lafontaine : *a contrario* de ses propres velléités de pouvoir, son désir d'obéissance à toute épreuve envers Mgr Grégoire; aussi : la responsabilité dont il se sentait investi – par culpabilité – de la bonne réussite de Mgr Grégoire.

Cette rumeur est-elle fondée ? Nous le saurons lorsque les archives romaines deviendront accessibles. Ce que nous savons toutefois avec assurance, c'est que l'abbé Lafontaine aurait dû être fait évêque avant juin 1979. Autre certitude, (presque) tous le désignaient comme le successeur de Mgr Grégoire¹³². Cela dit, Rome lui proposant la charge, l'aurait-il acceptée ou refusée (une autre fois ?) On ne le saura jamais, mais ce qu'on sait, c'est que la maladie décidera de son sort.

La mort de Mgr Lafontaine

Mgr Jean-Marie Lafontaine est décédé à 59 ans des suites d'un cancer des os le 3 juin 1981¹³³. Faisant preuve d'un grand courage¹³⁴, il a travaillé malgré son cancer jusqu'à six mois environ avant son décès¹³⁵. Pendant les derniers stades de sa maladie, Mgr Grégoire est allé le remercier, fort ému de tout ce qu'il avait fait pour le diocèse¹³⁶. Car Mgr Grégoire aimait profondément son adjoint¹³⁷, tellement en fait, qu'au moment de sa mort, il a pleuré à chaudes larmes, ce qui en a

¹³⁰ André Beauchamp.

¹³¹ André Beauchamp connaît personnellement cette (personne) source, qui était très proche et de lui et de Jean-Marie Lafontaine.

¹³² Source : Marc Rivet.

¹³³ À l'Hôtel-Dieu de Montréal. Ses funérailles eurent lieu le 6 juin dans la cathédrale Marie-Reine-du-Monde, où il fut inhumé dans la chapelle des évêques. *Dictionnaire*, p. 564.

¹³⁴ Jean-Guy Dubuc confie que son ami Mgr Lafontaine, pendant toute la durée de sa maladie, n'en a jamais parlé et ne s'en est jamais plaint. Mourir était pour lui presque banal. Il est mort dans une totale sérénité, comme il avait vécu.

¹³⁵ Source : Mgr Jude Saint-Antoine.

¹³⁶ Source : André Lamoureux.

¹³⁷ Dubuc nous apprend toutefois que Mgr Lafontaine n'a jamais développé de liens d'amitié avec Mgr Grégoire. Leur collaboration est demeurée strictement professionnelle pendant douze ans. D'ailleurs l'abbé Lafontaine ne

surpris plusieurs qui n'étaient pas habitués à voir de tels débordements d'émotion chez leur évêque¹³⁸. De toute évidence, le départ prématuré de Mgr Lafontaine a été une épreuve terrible sur les plans personnel et professionnel pour l'évêque de Montréal¹³⁹. À son décès, l'abbé Jean-Claude Turcotte a pris sa relève comme vicaire général (et procureur) de l'archidiocèse¹⁴⁰. Un an plus tard, l'abbé Turcotte devenait... Mgr Turcotte. Comme disent les Anglais : The rest is history.

Le style de direction implanté par Mgr Grégoire

Nous venons de le voir, Mgr Grégoire était entouré d'une équipe composée de très forts collaborateurs. Demandons-nous maintenant quel style de direction le caractérisait, en comparaison avec celui du cardinal Léger. La principale différence entre le style de direction de Mgr Grégoire et celui de son prédécesseur, c'est qu'il n'a jamais désiré se mettre au premier plan¹⁴¹. Au contraire, Mgr Grégoire avait le sens du travail en commun, d'un réel partage des responsabilités. Ce nouvel esprit n'était pas que de l'obéissance à une directive du Concile, il correspondait à sa nature. Peu importe la décision à prendre, Mgr Grégoire consultait et écoutait beaucoup ses collaborateurs. Il prenait son temps et analysait en profondeur les questions – ce qui créait une impression de lenteur, voire de tergiversation. Toutefois, une fois la décision prise, il ne revenait jamais sur sa décision.

Mgr Grégoire était un grand travaillant¹⁴², qui faisait aussi travailler les autres¹⁴³. Les journées de Mgr Grégoire étaient très chargées, notamment parce que l'évêque aimait beaucoup recevoir à son bureau de l'archevêché. Une rencontre banale dans son bureau devenait l'occasion d'un échange personnel. La conséquence de cette approche, c'est que les gens faisaient la file devant le

voulait pas habiter à la résidence de la cathédrale avec l'archevêque, il en avait fait une condition d'acceptation de son poste de vicaire général.

¹³⁸ Marc Rivet habitait avec lui à la cathédrale, où il était vicaire. C'est d'ailleurs la seule fois où il l'a vu pleurer.

¹³⁹ Source : Michel Parent.

¹⁴⁰ Mais il confie lui-même que sa relation avec Mgr Grégoire n'était pas la même que celle que Mgr Lafontaine avait avec son évêque.

¹⁴¹ Source : Jean-Paul Rivet.

¹⁴² Mais pour qui sa journée de congé était sacrée (du mercredi soir au jeudi soir) ! Il a fait déplacer des rendez-vous très importants pour ne pas la manquer. Il en profitait généralement pour aller rejoindre son ami Théorêt et skier dans les Laurentides. Quand il rencontrait ses prêtres, il leur rappelait toujours l'importance de prendre leur journée de congé. Quand un prêtre lui disait qu'il n'en prenait pas, il s'inquiétait. (Presque toutes nos sources nous ont parlé de ce point.)

¹⁴³ André Lamoureux nous a rappelé qu'il se faisait souvent commander des textes à la dernière minute, dont le samedi matin.

bureau¹⁴⁴, et que ses journées s'étiraient. On l'a souvent vu travailler ses homélies (ou son courrier) jusqu'à 22-23 heures le vendredi soir à l'archevêché¹⁴⁵. Dans son rapport avec les prêtres de paroisse¹⁴⁶, Mgr Grégoire demeurait le même homme humble et simple¹⁴⁷, et respectait l'autonomie de ses prêtres, toujours désireux d'aider les plus pauvres et les démunis. Comme pasteur, il cherchait toujours les solutions les plus simples aux problèmes qui se posaient¹⁴⁸.

Autre aspect très important, la philosophie de gestion de Mgr Grégoire (beaucoup consulter, écouter, prendre de longues périodes de discernement) lui a permis d'avoir un dossier sans tache, et ce tout au long de ses 22 ans à la tête de l'Église de Montréal¹⁴⁹. En effet, contrairement à d'autres évêques, ses décisions n'étaient jamais prises sur un coup de tête; pour cette raison, elles ont toutes été raisonnables – bien qu'elles n'aient pas toutes suscité l'unanimité ni l'adhésion. Son succès a donc été le fruit d'une méthode. Par exemple, c'est toujours lui qui rédigeait l'ordre du jour du conseil épiscopal. Les questions importantes étaient discutées trois fois plutôt qu'une. En somme, tout était passé au peigne fin. D'ailleurs, il avait toujours sur lui un petit cahier noir, dans lequel il prenait des notes, au hasard des rencontres¹⁵⁰.

Dernier aspect, la grande humilité de Mgr Grégoire nourrissait son sens de la gratitude envers ses collaborateurs. En vérité, avant d'être un administrateur, Mgr Grégoire était essentiellement un spirituel. Lors des conseils, il répétait souvent à ses collaborateurs : « Vous ne travaillez pas pour moi, mais pour le Seigneur »¹⁵¹.

¹⁴⁴ Source : André Beauchamp.

¹⁴⁵ Source : Mgr Turcotte.

¹⁴⁶ Le père Sylvio Michaud, actuel directeur de la Maison du Père.

¹⁴⁷ Sa nièce, soeur Irène Grégoire, rappelle que Mgr Grégoire ne désirait pas de chauffeur, quand c'était possible. Toutefois, la vie d'un archevêque est ainsi faite que ce n'est pas toujours possible...

¹⁴⁸ Par exemple, le père Michaud se souvient qu'en 1980, au moment de la consécration de son église (Saint-Jean-de-Matha) dont l'autel avait été consacré en 1958 par Mgr Valérien Bélanger, certains liturgistes demandaient que l'autel soit d'abord profané avant que la consécration n'ait lieu. Or, plutôt que d'opter pour cette option fastidieuse et tatillonne, Mgr Grégoire a décidé de dire qu'il « achevait » la consécration de l'église entreprise 22 ans auparavant.

¹⁴⁹ Source : Jean-Paul Rivet.

¹⁵⁰ Sa nièce Madeleine Grégoire nous a appris qu'il aurait demandé à son secrétaire, Pierre St-Cyr, qu'on brûle toutes les notes après sa mort. Nous ne savons pas si son secrétaire a respecté sa consigne.

¹⁵¹ Source : Jean-Paul Rivet.

Mgr Grégoire et l'Église romaine

Son orientation théologique et pastorale : l'homme du Concile

Mgr Grégoire était un homme résolument attaché à l'Église romaine. Or, celle-ci avait redéfini lors du Concile Vatican II (1962-65) sa perception d'elle-même et tracé le chemin d'un nouveau rapport de l'Église au monde. Le défi de Mgr Grégoire, à l'instar des évêques du monde entier, consistait donc à transformer l'Église de Montréal selon cet esprit. L'application du Concile a donc été pour Mgr Grégoire la priorité des priorités¹⁵². C'était son unique programme pastoral pour l'Église de Montréal. Il voulait en appliquer toutes les recommandations¹⁵³.

Bien que Mgr Grégoire n'ait participé qu'à une seule session du Concile (à l'automne 1964), il en avait suivi l'évolution dans la presse écrite, et sitôt publiés, il en a lu tous les documents¹⁵⁴. Il adhéraient tout à fait à ses concepts-clés : la collégialité (le partage du pouvoir entre les évêques et le pape), la synodalité et la participation de tous les baptisés¹⁵⁵ à la vie de l'Église, et la communion (maintien du lien d'unité avec Rome). Les différents conseils et organismes qu'il a créés au diocèse au fil des décennies l'ont été pour donner vie à ces principes. Le principe de la communion sera celui que Mgr Grégoire aura le plus de difficulté à maintenir au sein de son diocèse¹⁵⁶.

En effet, malgré les difficultés, l'évêque de Montréal a toujours tenu fermement au maintien du lien avec l'Église-Mère, qui est Rome. Dans les années post-conciliaires, ce lien a été fortement contesté, ici comme ailleurs, l'Église de Hollande a même frôlé le schisme. Et ce au nom du principe de ... collégialité ! En effet, comme l'Église passait d'une structure pyramidale du pouvoir à une autre plus décentralisée, certains évêques plus progressistes n'ont pas su résister à la tentation de contester ouvertement l'autorité du Saint-Père sur différents sujets, au nom du principe de collégialité. Le lien qui les unissait à l'évêque de Rome s'en est trouvé affaibli. Pour sa part, Mgr Grégoire y a toujours tenu mordicus. Pour lui, la collégialité n'effaçait pas le fait que

¹⁵² Source : Jean-Paul Rivet.

¹⁵³ Mais sans précipitation. André Lamoureux se souvient d'une réflexion sous forme de confidence que lui avait faite Mgr Grégoire concernant la difficulté de diriger un diocèse de très grande taille : « Quand on mène un gros bateau, on ne peut pas conduire comme si on dirigeait une chaloupe. Si on veut faire un tournant, il faut décider longtemps d'avance et y aller lentement. Avec une chaloupe, de petits coups nerveux et c'est efficace. J'ai les avantages et les inconvénients d'un très gros bateau. »

¹⁵⁴ Source : Marc Rivet.

¹⁵⁵ Mgr Grégoire a beaucoup favorisé la participation des laïcs en Église.

¹⁵⁶ Source : Marc Rivet. Les prochains chapitres en feront une démonstration éloquent.

le Saint-Père était parmi les évêques le *primus inter pares* (le premier entre égaux), selon d'ailleurs ce qu'avait affirmé le Concile.

Mgr Grégoire et ses papes : Paul VI et Jean-Paul II

Pendant son long épiscopat, Mgr Grégoire a connu plusieurs papes. Lorsqu'il est créé évêque auxiliaire en 1961, Jean XXIII est en poste depuis 1958. À son décès le 3 juin 1963, Mgr Grégoire est donc évêque auxiliaire depuis moins de deux ans. Quand il est nommé archevêque de Montréal en avril 1968, Paul VI est pape depuis cinq ans (21 juin 1963); à son décès le 6 août 1978, Mgr Grégoire est à la tête de l'archidiocèse de Montréal depuis dix ans (soit près de la moitié de la durée de son épiscopat); au total, Mgr Grégoire aura donc vécu sous Paul VI pendant 15 ans. Le pape Jean-Paul II prend la relève en octobre 1978, et son pontificat dépasse largement le moment de la retraite de Mgr Grégoire, qui a été créé cardinal par lui en 1998. Au moment de sa retraite officielle en avril 1990, Jean-Paul II est pape depuis 12 ans; il mourra 12 ans après Mgr Grégoire, le 2 avril 2005. Ce petit calcul mathématique nous montre à l'évidence que les deux papes principaux de Mgr Grégoire ont été Paul VI (15 ans) et Jean-Paul II (12 ans). Or, ces deux papes, qu'il va rencontrer en plusieurs occasions, vont beaucoup le marquer, surtout le premier.

Alors qu'il était simple prêtre, l'abbé Grégoire éprouvait déjà un profond respect pour la papauté. Une fois devenu évêque, cet amour ne fera que grandir, et ce jusqu'à sa mort. À preuve, Mgr Grégoire a déjà dit devant un de ses jeunes prêtres¹⁵⁷ : « J'aime tellement le pape que je me ferais brûler les mains pour lui. » Aussi, Mgr Grégoire émaillait ses textes officiels de citations du pape. De même, au retour de chaque visite *ad limina*, l'évêque disait à ses fidèles : « Je vous apporte la bénédiction du pape. » Lors de chaque synode¹⁵⁸ de l'Église universelle, qui réunissait des centaines d'évêques de partout dans le monde, Mgr Grégoire retrouvait l'espérance et une nouvelle motivation. Il gardait le cap qu'il s'était fixé lors de sa première homélie comme évêque de Montréal et dont il n'a jamais dévié : fidélité et unité avec Rome¹⁵⁹.

¹⁵⁷ Source : Marc Rivet. Pour toute cette section.

¹⁵⁸ Institués par Paul VI dès 1967, aux trois ans en moyenne. Nous les présenterons plus en détail dans un prochain chapitre.

¹⁵⁹ Rappelons ses paroles lors de son message d'intronisation : « (...) Dans ce corps vivant (l'Église) que nous formons ensemble, je veux être cependant un instrument d'unité, une garantie que l'exubérance vitale qui animera notre communauté se conformera aux requêtes de l'harmonie sans laquelle nous ne serions pas un seul corps dans le Christ. » ; *L'Église*, p. 942.

Paul VI

Des trois papes que Mgr Grégoire a connus à titre d'évêque, c'est de Paul VI qu'il aura été le plus proche. D'une part, parce que c'est ce pape qui l'a nommé archevêque de Montréal. Mais aussi, et plus important, parce qu'entre les deux, il y avait des similitudes de caractère, voire de destin, assez étonnantes¹⁶⁰ : les deux ont été élevés dans une famille nombreuse et aisée, ont reçu leur vocation sacerdotale de mamans saintes et priantes et ont été des intellectuels. Sur le plan personnel, ils étaient tous les deux de grands timides, et ont été critiqués pour leur obsession de la consultation et leur lenteur à prendre des décisions, qui masquaient une peur du risque que comporte toute prise de décision délicate¹⁶¹. Mais il y a encore plus troublant : les deux ont occupé des postes qu'ils ne désiraient pas en raison de leurs limites personnelles. À preuve, ce texte de Paul VI :

Perhaps the Lord has called me to this service not because I have any aptitude for it, nor so that I can govern the Church in its present difficulties, but so that I may suffer something and thus that it may be clear that it is the Lord, and no one else, who guides and saves it¹⁶².

Un fin observateur¹⁶³ ajoute que les deux ont eu la même trajectoire : une grande estime populaire au début de leur épiscopat (pontificat), avant de connaître des périodes très difficiles. Pour sa part, le pape Paul VI était un homme d'une grande envergure intellectuelle, qui a bien compris le Concile, mais dont l'oeuvre aurait été dénaturée par les conservateurs, tel le cardinal Ottaviani, les responsables de l'encyclique *Humanae Vitae* en 1968, qui a assombri son pontificat¹⁶⁴. C'est peut-être en raison de cette communion de destin que Mgr Grégoire, dont les premières années

¹⁶⁰ Source : Marc Rivet.

¹⁶¹ Sources : Lucien Lemieux et Mgr Charles Valois. Le premier est d'avis que Mgr Grégoire était moins brillant que Paul VI.

¹⁶² *Insegnamenti*, 1972; cité dans Peter Hebblethwaite, *Paul VI, The first modern pope*, Paulist Press, New York, 1993, 749 p.; p. 329. À l'avenir : *Paul VI*.

¹⁶³ Source : Ivanhoë Poirier.

¹⁶⁴ Lucien Lemieux a fait mention d'un livre publié récemment sur l'histoire de la commission qui a travaillé à la production de l'encyclique de 1963-1968, et qui nous apprend que Paul VI aurait ajouté à la dernière minute le passage sur la contraception, sous l'influence d'Ottaviani, lequel lui aurait dit que s'il ne le faisait pas, il irait contre l'encyclique *Casti Connubii* (31 décembre 1930) écrite par Pie XI, ce qui aurait mis en cause le dogme de l'infailibilité pontificale. D'autre part, le cardinal Woytyla, qui faisait aussi partie de la commission, aurait créé un comité spécial à Cracovie, et aurait transmis à Paul VI les résultats de ces travaux, dont les conclusions allaient dans le même sens que celles du cardinal Ottaviani. Selon Lemieux, la commission romaine n'allait pas dans le sens d'une totale liberté, sans contrainte ni prudence; seulement, les quelques paragraphes ajoutés à la fin de l'encyclique ont durci le ton et radicalisé le message. Cela dit, tous les théologiens ne sont pas du même avis que Lucien Lemieux, et plusieurs considèrent qu'au contraire le pape Paul VI a été un prophète en insistant si fortement sur la nécessité d'une sexualité qui respecte intégralement le cycle naturel de la femme.

comme évêque ont été marquées par la contestation, se sentait si proche du pape Paul VI, qu'il admirait aussi profondément.

Mgr Grégoire l'a d'ailleurs rencontré à plusieurs reprises. Étant membre de deux congrégations de la curie romaine, il allait donc à Rome de deux à quatre fois par année¹⁶⁵, en plus des visites *ad limina* (quinquennales) des évêques québécois à Rome. Lors de ces visites, Mgr Grégoire n'aimait toutefois pas déranger le pape Paul VI. Pourtant, après l'une de ces rencontres, Paul VI l'a remercié en disant : « Revenez, revenez, vous me faites du bien »¹⁶⁶. Autre preuve de son admiration et attachement, Mgr Grégoire a même célébré une messe anniversaire pour les 80 ans du pape Paul VI à la cathédrale de Montréal en 1977.

Peu importe le bilan que l'on fait de leur œuvre, il n'en reste pas moins que Mgr Grégoire et Paul VI ont été deux grandes figures de l'Église de cette époque. Ils ont tous deux aimé profondément l'Église et l'ont servie du mieux qu'ils ont pu, avec leurs qualités et limites¹⁶⁷.

Jean-Paul II

Clin d'œil de la providence ou hasard, quand le pape Jean-Paul II est élu le 16 octobre 1978, Mgr Grégoire est sur la place Saint-Pierre avec tous les évêques du Québec¹⁶⁸. En effet, lorsque le pape Jean-Paul I est décédé subitement quelques jours plus tôt, le 28 septembre 1978, les évêques se préparaient à partir pour leur visite *ad limina*, qui allait être l'occasion d'une première rencontre avec le nouveau pape. Stupéfaits à l'annonce du décès, ils décident de profiter de l'occasion pour participer aux funérailles papales, et de prolonger leur séjour jusqu'à l'élection du nouveau pape. Sitôt l'élection de Jean-Paul II terminée, ce dernier leur a serré brièvement la main, en leur promettant de les revoir bientôt.

L'élection du nouveau pape va grandement réjouir Mgr Grégoire, qui admire chez lui la capacité d'affirmation et de témoignage¹⁶⁹. La personnalité de Jean-Paul II, un homme de la parole et un ancien comédien, était en effet aux antipodes de celle du défunt pape. Il est évident que sur le plan de la personnalité, Mgr Grégoire était plus près de Paul VI que de Jean-Paul II. Cela dit, il

¹⁶⁵ Source : Ivanhoë Poirier.

¹⁶⁶ Source : Marc Rivet.

¹⁶⁷ Source : Marc Rivet.

¹⁶⁸ Source : Mgr Charles Valois.

¹⁶⁹ Source : Ivanhoë Poirier.

était de même sensibilité théologique que le nouveau pape, assez conservateur en matière doctrinale¹⁷⁰.

Contrairement à Paul VI qui n'est jamais venu au Canada en tant que pape (mais une fois alors qu'il était cardinal¹⁷¹), le pape Jean-Paul II viendra en visite officielle au Canada du 9 au 20 septembre 1984. Mgr Grégoire le recevra à Montréal, les 10 et 11 septembre¹⁷². Le chef d'orchestre des célébrations liturgiques lors de cette visite, qui a connu un retentissement extraordinaire, était le nouvel évêque auxiliaire Mgr Turcotte¹⁷³. Un dernier aspect de la relation de Mgr Grégoire avec ses papes mérite d'être mentionné : en raison probablement de sa timidité naturelle, Mgr Grégoire n'a pas entretenu d'amitié particulière avec aucun d'entre eux¹⁷⁴.

Les commissions romaines

Dans l'esprit du Concile (cf. le principe de collégialité), l'évêque est non seulement responsable de la direction de son diocèse, mais aussi de la gouverner de l'Église universelle. Pour cette raison, bon nombre d'évêques sont appelés par Rome à siéger au sein de l'une ou l'autre des congrégations ou commissions romaines. À plus forte raison quand ils sont cardinaux.

¹⁷⁰ Source : Mgr Turcotte. Par ailleurs, Mgr Charles Valois est d'avis — avec plusieurs — que Jean-Paul II était une personnalité complexe à saisir, à la fois très ouvert sur les questions sociales, mais assez conservateur dans sa conception de l'Église, encore pyramidale, mais aussi en matière de morale. C'était un homme politique, qui avait lutté pour que l'Église conserve ses pouvoirs, notamment en Pologne. Et il n'aimait pas, au Québec comme ailleurs, voir l'Église en perdre (comme ici en éducation). Sur cet aspect en particulier, Mgr Grégoire était d'accord avec lui.

¹⁷¹ Une plaque commémorative dans le vestibule du Grand séminaire de Montréal rappelle la visite du futur Paul VI, Giovanni-Battista Montini, le 20 août 1951. Il avait aussi visité la cathédrale de Montréal (une plaque le rappelle).

¹⁷² Le 10 septembre en fin d'après-midi, le pape arrive de Trois-Rivières à la gare Windsor et visite la cathédrale de Montréal; il passera d'ailleurs deux nuits à la résidence de la cathédrale. La journée du 11 septembre est très chargée : rencontre avec les évêques, prêtres et séminaristes du Québec à l'Oratoire Saint-Joseph le matin ; suit vers 10 h une rencontre avec des enfants à la basilique Notre-Dame-de-Montréal; vers midi le pape célèbre une messe en plein air au parc Jarry devant 330 000 personnes, avant d'être accueilli en soirée par 60 000 jeunes âgés de 16 à 25 ans au Stade olympique, à qui il demande « de revenir à l'Église même si elle est imparfaite ». Une certaine Céline Dion, 14 ans, y chantera. Notons au passage que Jean-Paul II a rappelé lors de ses trois allocutions de la journée que « l'enseignement de l'Église ne doit pas être dilué pour satisfaire tout le monde », qu'il faut éviter « le danger de diluer les exigences de la morale et des dogmes pour éviter de heurter les idées ou les mœurs de l'époque. » En d'autres termes, que le pluralisme des courants d'idées ne devrait pas faire taire les chrétiens, malgré les oppositions. (Voir entre autres *Jean-Paul II au Canada*, Éditions La Presse, 1984, 142 pages. Pour son horaire au Québec, p. 128. Pour tous ses discours : *Jean-Paul II au Canada*, Paulines, Montréal, 1984. Notons enfin que le site Archives de la SRC vaut le détour.)

¹⁷³ André Lamoureux, responsable des communications pour la visite, tient à rappeler que le rôle de Mgr Turcotte consistait à coordonner les événements. Lamoureux rappelle que chaque événement-site avait sa propre équipe d'organisateurs. D'ailleurs, les trois ordres de gouvernement de l'époque, pour qui cette visite revêtait un caractère aussi diplomatique, y avaient aussi envoyé leurs meilleurs hommes. La grande réussite de l'événement est certes attribuable en partie à Mgr Turcotte, mais résulte surtout du travail de centaines de personnes, bénévoles y compris.

¹⁷⁴ Source : Mgr Turcotte, qui ajoute que lui a été très proche, voire familial, de Jean-Paul II, qui lui donnait des tapes sur l'épaule.

Or, cela n'a pas été tellement le cas pour Mgr Grégoire. Comme on l'a dit, il a été membre de deux congrégations romaines, qui reflètent bien deux axes importants de sa vie : celle de l'Éducation catholique et celle du Clergé¹⁷⁵, mais aussi de la Commission pontificale pour la pastorale de la migration et du tourisme¹⁷⁶, ce qui lui imposait quelques voyages par année à Rome. Mais dans l'ensemble, si l'on compare la fréquence de ses voyages avec celles de ses prédécesseurs et de son successeur, Mgr Grégoire a été très peu actif dans le gouvernement de l'Église universelle¹⁷⁷.

Étonnant, quand on sait son amour pour le magistère romain et le pape ? Tout s'éclaire quand on comprend les raisons de ce retrait apparent¹⁷⁸. C'est que Mgr Grégoire estimait que le fait de gouverner un archidiocèse de la taille de celui de Montréal était déjà assez exigeant¹⁷⁹. Chaque départ pour Rome lui occasionnait des retards dans la gestion de ses affaires courantes, donc une charge de travail additionnelle au retour. Mgr Grégoire conservait d'ailleurs la même attitude envers l'AÉQ et la CECC¹⁸⁰. Cela dit, quand Rome lui demandait un service, en bon soldat, Mgr Grégoire obtempérait dans la mesure du possible.

Un évêque conservateur ?

Après avoir établi l'amour que Mgr Grégoire portait à l'Église pétrinienne, nous pouvons poser la question suivante, importante pour la suite de notre étude : l'évêque de Montréal était-il un conservateur (ou traditionaliste)¹⁸¹? En fait, la réponse à cette question dépend du sens que l'on donne au mot conservateur. Si ce mot signifie « être fidèle à Rome », alors oui, Mgr Grégoire était un conservateur. On peut même affirmer qu'il l'était aussi par tempérament, car c'était un homme qui préférait la prudence et la stabilité aux innovations peu réfléchies¹⁸². Enfin, il l'était aussi aux yeux de ses opposants idéologiques progressistes pour qui obéir au pape était un signe de conservatisme.

¹⁷⁵ Nommé à la première (clergé) en 1978 et à la seconde en 1983; *Dictionnaire*, p. 504; *L'Église*, p. 946.

¹⁷⁶ En 1988. Source : *Dictionnaire*, p. 505.

¹⁷⁷ Source : Michel Parent.

¹⁷⁸ Son attaché de presse André Lamoureux nous les explique.

¹⁷⁹ L'historien Lucien Lemieux nous a dit : « Ça n'a pas d'allure un gros diocèse de même ! »

¹⁸⁰ Conférence des évêques catholiques du Canada.

¹⁸¹ Nous verrons que c'est l'étiquette préférée que ses plus durs opposants lui colleront.

¹⁸² Source : Mgr Turcotte.

On peut ajouter un bémol : certes, Mgr Grégoire a été très docile à Rome, par exemple dans le dossier de l'absolution collective, ou de la crise de la faculté de théologie, mais sans jamais être attentiste¹⁸³. En d'autres termes, son obéissance n'a jamais été paralysante, figée; à l'occasion, il savait oser, prendre des initiatives, comme celle de la pastorale au primaire, de la messe le samedi après-midi, ou de la danse pendant les messes (dont la messe papale au parc Jarry), cette dernière initiative ayant fait long feu¹⁸⁴. Mgr Grégoire était donc un conservateur modéré, sans aucun doute, mais sans être traditionaliste, au sens péjoratif du terme¹⁸⁵. Et il n'était pas un ultra-conservateur, au sens où sa fidélité à Rome n'était pas servile¹⁸⁶.

Mgr Grégoire et ses prêtres

Au sein d'une église diocésaine, une des plus importantes responsabilités d'un évêque consiste à animer, motiver et inspirer ses prêtres, dont il est le pasteur. Or, comment Mgr Grégoire s'est-il acquitté de cette responsabilité ? Alors qu'il était évêque auxiliaire et directeur de l'Office du clergé, Mgr Grégoire était très estimé par son clergé, en raison notamment de sa douceur, de sa qualité d'écoute et de son empathie.

Voilà pourquoi, lorsqu'il est arrivé à la tête de l'archidiocèse de Montréal, il jouissait encore de ce fort capital de sympathie auprès des prêtres. Bien qu'ayant moins de temps à leur consacrer personnellement que lorsqu'il occupait son ancien poste, sa priorité, c'étaient ses prêtres. Ainsi, sa porte est toujours ouverte pour eux, et ils le savaient¹⁸⁷. Il essayait toujours de trouver une solution à leur problème, quel qu'il soit¹⁸⁸, en les encourageant. Tel un père, il était d'une grande bonté envers eux¹⁸⁹, jusqu'à leur donner de l'argent, parfois¹⁹⁰, tel un Ignace Bourget en son temps. À chaque fin de semaine (à moins d'un empêchement contraire), Mgr Grégoire allait

¹⁸³ Nous étudierons dans le détail ces deux crises dans un prochain chapitre.

¹⁸⁴ Source : Maurice Audet. Jean-Guy Dubuc nous a même raconté qu'il avait invité un jour Mgr Grégoire à rencontrer un groupe avec lequel l'abbé Dubuc célébrait l'eucharistie... sans aucun vêtement liturgique. Mais comme l'initiative était privée, et que la messe avait été célébrée dignement, Mgr Grégoire n'a jamais reproché au prêtre sa tenue inconvenante selon le droit canon.

¹⁸⁵ Source : Ivanhoë Poirier.

¹⁸⁶ Source : Marc Rivet.

¹⁸⁷ Source : Marc Rivet.

¹⁸⁸ Et certains, on s'en doute, furent très sérieux.

¹⁸⁹ Source : Mgr Turcotte.

¹⁹⁰ Source : Mgr Saint-Antoine.

rendre visite à ses prêtres et leurs ouailles dans leurs paroisses lors de la messe du samedi ou du dimanche¹⁹¹.

En outre, Mgr Grégoire leur était extrêmement reconnaissant, n'oubliant jamais un service rendu, au point où parfois, ça pouvait l'embarrasser lorsqu'il avait à prendre une décision plus difficile à l'égard de quelqu'un envers qui il se sentait redevable. Cela dit, personne n'a abusé de sa grande bonté, car il n'était ni naïf ni bonasse¹⁹². Pour cette raison, l'immense majorité des prêtres avaient une image positive de leur évêque et éprouvaient une grande estime pour lui, aussi un grand respect¹⁹³. Dans l'ensemble, ses rapports avec les prêtres furent donc excellents.

Les situations plus difficiles

Diriger une équipe, qu'il s'agisse de prêtres ou de professionnels, n'est pas une sinécure. Même le meilleur dirigeant possible aura à faire face à des petites ou grandes contestations, voire des crises. Mgr Grégoire, tout bon qu'il était, savait sur l'essentiel être ferme. Il ne laissait pas son cœur, ou ses émotions, prendre le pas sur la raison. Un témoin¹⁹⁴ se souvient que durant les premières années de son épiscopat, Mgr Grégoire a dû manifester plus fermement son autorité en quelques occasions. Par exemple, en 1969, lors d'une réunion (thématique) avec tous ses prêtres¹⁹⁵ portant sur le Concile, l'évêque les a écoutés sans réagir pendant toute la réunion, se réservant les 15 dernières minutes: il a alors fait une mise au point assez ferme appelant à la fidélité au Concile et à l'Église. En une autre occasion¹⁹⁶, au début de son épiscopat, un groupe de prêtres et de laïcs lui ont demandé d'enlever son col romain afin de mieux se fondre dans la société, ce que Mgr Grégoire a toujours refusé. Mais comme le cardinal Léger avait déjà cédé sur ce point, il a toléré que ses prêtres ne le portent pas¹⁹⁷.

¹⁹¹ Source : Marc Rivet et Mgr Turcotte. Ce dernier estime que vu sa timidité, Mgr Grégoire a dû se faire violence en agissant ainsi. Nous divergeons d'opinion. Certes, Mgr Grégoire était un homme timide et réservé, mais avec le bémol qu'il aimait beaucoup les relations humaines, les personnes. Surtout ses prêtres, ajouterions-nous.

¹⁹² Source : Mgr Turcotte.

¹⁹³ Source : Jean-Paul Rivet.

¹⁹⁴ Source : Jean-Paul Rivet.

¹⁹⁵ En fait, la seule. Une information confirmée par Lucien Lemieux, qui a invoqué la difficulté de rassembler plusieurs centaines de prêtres dans un même endroit au même moment. Pour cette raison, selon lui, le presbyterium de Montréal n'existait pas, maintenir une cohésion était impossible. Lemieux ajoute que le maintien d'un diocèse de cette taille, même avec l'aide de plusieurs évêques auxiliaires, est une aberration.

¹⁹⁶ Source : Marc Rivet.

¹⁹⁷ Jean-Paul Rivet nous raconte la petite histoire de l'évolution vestimentaire des prêtres. Dès 1961, c'est le cardinal Léger qui permet aux prêtres de délaissier la soutane pour le clergyman, soit l'habit civil gris ou noir avec col romain. Sa justification ? Éviter la tenue débraillée des prêtres. C'est pendant la décennie suivante que la plupart passent à la

Même dans des cas les plus difficiles, comme par exemple lorsqu'il s'agissait de prêtres désirant quitter le sacerdoce, ou aux prises avec de graves problèmes personnels¹⁹⁸, dont certains étaient très agressifs, alors qu'il avait à juger de situations et de cas très délicats, jamais personne ne l'a entendu manquer à la charité; il était doté d'une force extraordinaire à cet égard¹⁹⁹. En somme, sur le plan personnel, Mgr Grégoire a conquis ses prêtres par sa bonté, même ceux qui au début (et par la suite) de son épiscopat ont récriminé contre l'Église et contre lui²⁰⁰. Cette bonté lui a gagné (presque) tous les cœurs²⁰¹.

La conception du sacerdoce de Mgr Grégoire : le stage d'étude de Rome

Comme on l'a vu, Mgr Grégoire était un homme profondément attaché à l'Église romaine, au pape en particulier. À l'évidence, cet attachement colorait sa conception du sacerdoce, très classique. Or, dans les débuts de son épiscopat, le sacerdoce vivait à l'échelle occidentale une crise d'identité profonde²⁰². En tant qu'évêque de Montréal et premier responsable de ses prêtres, Mgr Grégoire s'est investi de la mission de faire aimer l'Église romaine à ses prêtres. En effet, Mgr Grégoire était très préoccupé et attristé par le complexe anti-romain²⁰³ qui sévissait à l'époque, et qui est demeuré l'une de ses principales préoccupations tout au long de son épiscopat²⁰⁴.

Mgr Grégoire a donc créé à cette fin l'Office de la formation permanente des prêtres²⁰⁵ et en a confié les rênes au sulpicien Charles Granche, qui en sera le directeur pendant plus de 20 ans, à

tenue civile. Une fois en poste, Mgr Grégoire, devant un fait acquis, a toléré cette évolution, voulant éviter « d'aggraver les choses » – le climat social était à l'affrontement.

¹⁹⁸ Pour information, il n'a jamais été question, dans toutes nos entrevues, d'un cas de prêtre pédophile que Mgr Grégoire aurait eu à traiter et juger. Ce qui ne signifie pas, évidemment, que Mgr Grégoire n'a jamais été confronté à un tel cas.

¹⁹⁹ Source : Mgr Turcotte. Qui ajoute : c'était un saint authentique.

²⁰⁰ Une section du mémoire est consacrée à cette association de jeunes prêtres dissidents. Nous tenons à ajouter que même les pires détracteurs de Mgr Grégoire sur le plan théologico-pastoral nous ont tous dit qu'ils le considéraient comme un saint.

²⁰¹ Source : Monsieur Granche.

²⁰² À la suite d'une certaine interprétation du concile, les prêtres étaient tentés de se fondre dans le monde jusqu'à en perdre leur identité spirituelle – cf. la crise des prêtres ouvriers, dans les années 1950.

²⁰³ Cf. le livre de Hans Urs von Balthasar, *Le complexe anti-romain*, Paulines (Apostolat des éditions), 1976.

²⁰⁴ À l'origine de la plupart des combats qu'il aura à mener, comme nous le verrons.

²⁰⁵ Lorsque Mgr Grégoire a confié la formation permanente des prêtres à Monsieur Granche, il lui a dit : « Je vous confie la formation permanente des prêtres, et non pas la confusion permanente ». Selon Granche, cette boutade montre bien qu'il comprenait très bien les enjeux de la nouvelle donne.

partir de sa création en 1978²⁰⁶. L'activité principale de cet office sera le *stage d'étude de Rome*, créé par Mgr Grégoire, désireux que ses prêtres fassent l'expérience de l'Église de Rome²⁰⁷. Ce stage d'étude fut une réelle innovation à l'époque, et a été rendu possible parce que le nom de l'évêque de Montréal était très bien vu à Rome. L'intention de Mgr Grégoire était de faire jouer « la grâce de Rome » et de déjouer ainsi la réaction allergique de tant de prêtres face au pape et à la curie romaine. Il désirait qu'ils élargissent leurs perspectives, perdent certains – sinon tous – leurs préjugés envers la curie romaine, notamment par la rencontre de cardinaux importants²⁰⁸. Mgr Grégoire savait que cette plongée au coeur de l'Église universelle – en grec : *catholikos* – les transformerait de l'intérieur. Sur le plan de la foi, Mgr Grégoire vivait de la certitude que la grâce pétriniennne opérerait sur ses prêtres : « Pierre, confirme tes frères dans la foi »²⁰⁹ (Saint Luc, 22, 32).

À l'origine, ce stage durait deux mois, et 12 prêtres par année y participaient. Dans la première moitié du stage, ils visitaient Rome et rencontraient des responsables de la curie romaine. Puis dans la seconde moitié, le moment le plus fort était la célébration de la messe avec le pape dans sa chapelle privée, vers 6 h 30 le matin. Lorsque les prêtres y faisaient leur entrée, le pape y était en méditation depuis déjà une bonne heure. Puis, à 7 h précises, il allait revêtir ses ornements sacerdotaux. Les prêtres étaient profondément impressionnés par la qualité de sa prière, d'une ferveur extraordinaire, la dignité avec laquelle il présidait l'eucharistie. Ces moments d'une incroyable densité spirituelle furent une expérience marquante, inoubliable, pour chacun d'eux. Cette célébration de la messe avec le pape devait recentrer les prêtres sur leur identité et mission essentielles. Car pour Mgr Grégoire, l'identité du prêtre était d'abord spirituelle²¹⁰; un prêtre devait être transparent du Christ et pour cela, fidèle à Rome, à l'Église-Mère²¹¹. Selon la théologie classique du sacerdoce, Mgr Grégoire croyait énormément au pouvoir de la grâce; pour

²⁰⁶ Jusqu'à sa relève par l'abbé Bernard Tremblay en 1998, jusqu'en 2005. Après cela, le stage s'ouvrit aux laïcs, et dura jusqu'en 2010. (Source : Charles Granche)

²⁰⁷ Mgr Grégoire a dit un jour à son futur directeur : « Quand je reviens de Rome, je suis heureux. J'aimerais que mes prêtres fassent la même expérience, et qu'ils rencontrent la curie romaine. » (Source : Monsieur Granche)

²⁰⁸ Tel le cardinal Jean-Marie Villot, qui a été secrétaire d'État de 1970 à 1979 sous les pontificats de Paul VI, Jean-Paul I et Jean-Paul II. Il est décédé à Rome en 1979. (*Jean-Marie Villot*, [En ligne]. http://fr.wikipedia.org/wiki/Jean-Marie_Villot. (Page consultée le 12 décembre 2009.)

²⁰⁹ M. Granche rappelle une anecdote. Un jour, Jean-Paul II demande à un prêtre : « Que fais-tu ici ? » Il répondit : « Je suis venu me faire confirmer ». Jean-Paul II lui répondit : « J'espère que je fais cela. »

²¹⁰ Source : Monsieur Granche. Il va sans dire que cette conception était fortement remise en question dans ces années de crise, où le prêtre était appelé à descendre sur terre, à s'engager dans la transformation du monde de façon concrète plutôt que spirituelle – par la grâce et les sacrements.

²¹¹ « Le Christ et l'Église, c'est tout un ! », une parole attribuée à sainte Jeanne D'Arc.

lui, un prêtre, c'était un canal de grâces²¹². Et non un travailleur social. Le stage d'étude à Rome servait à leur rappeler cette évidence... si oubliée. Au retour du stage de Rome, les prêtres revenaient souvent transformés de l'intérieur. Pour cette grâce, tous ont été infiniment reconnaissants à Mgr Grégoire²¹³.

Mgr Grégoire et les médias : une relation difficile

Mgr Grégoire n'aimait pas les médias, les fuyait même. Comment expliquer cette relation difficile, faite de crainte, de méfiance, voire de détestation de Mgr Grégoire envers les médias ? Petite histoire d'une relation difficile.

La création du service de presse

Signe des temps, Mgr Grégoire est le premier à avoir décidé de créer un service de presse au diocèse de Montréal, sous l'impulsion de Claude Ryan et de Mgr Lafontaine qui considéraient qu'il était grand temps que le diocèse se dote enfin d'un porte-parole unique – et l'évêque d'un attaché de presse officiel. En effet, depuis la nomination de Mgr Grégoire, les demandes des médias étaient traitées à la pièce, plusieurs personnes se partageant la responsabilité de les satisfaire. Mais le tout souffrait d'un manque de centralisation et de coordination. Voilà pourquoi, en 1971, Mgr Grégoire nomme André Lamoureux à titre de premier directeur, lequel travaillait depuis neuf ans à l'Office de l'Éducation²¹⁴.

Dès la création du service, les médias ont carrément « sauté » sur Mgr Grégoire²¹⁵. Heureusement pour ce dernier, son nouvel attaché de presse s'y connaissait. Son rôle consistait à analyser les demandes des médias, les trier puis les faire accepter à l'archevêque : entrevues, conférences de presse, documentation à fournir aux journalistes. Dans le cas d'entrevues, il devait prévoir leurs

²¹² Pensons à la proclamation par le Pape Pie XI en 1929 du saint curé d'Ars comme « patron de tous les curés du monde », quatre ans après sa canonisation. Le pape Benoît XVI ira plus loin en en faisant « le patron de tous les prêtres du monde », en mars 2009.

²¹³ Au total, Granche estime que quelque 200-250 prêtres ont vécu et reçu cette grâce.

²¹⁴ Cette nomination aura des conséquences importantes sur le jeune Jean-Guy Dubuc, alors directeur de l'Office des communications sociales, à l'époque le prêtre le plus présent dans les médias – beaucoup plus qu'André Lamoureux. Dubuc nous a raconté qu'en 1971 plusieurs offres prestigieuses concurrentes lui ont été faites. Il est allé soumettre son cas de conscience à Mgr Grégoire en lui disant : je ferai ce que vous me direz ! À sa grande surprise, Mgr Grégoire lui a dit : « Allez à *La Presse* ! » En effet, Mgr Grégoire jugeait très importante la présence et influence de l'Église dans les médias. Cette décision de son évêque allait lancer la longue carrière de l'abbé Dubuc dans les médias grand public.

²¹⁵ Source : André Lamoureux. De même pour la suite.

questions pièges²¹⁶. Le nombre de demandes dépendait beaucoup de l'actualité de l'Église et de la société. Certaines semaines, le téléphone ne dérougissait pas; d'autres, Lamoureux avait même le loisir de proposer aux médias différents sujets d'article ou de reportage afin de soutenir leur intérêt. Les choses se passaient bien, jusqu'au jour où Mgr Grégoire s'est plaint que son attaché de presse lui proposait trop d'interventions dans les médias, allant même jusqu'à suggérer qu'il en faisait trop. En somme, jusque vers les années 1975 environ, Mgr Grégoire était traité comme une vedette par les médias, qui le sollicitaient beaucoup²¹⁷. Mais par la suite, il allait se montrer de plus en plus hésitant face à leurs sollicitations.

Une Église qui devait revoir sa manière de communiquer

Ce qui n'a pas facilité la tâche de Mgr Grégoire, c'est que l'Église de cette époque a dû apprendre un nouveau type de rapport aux médias de masse, eux-mêmes en période d'intenses transformations. Dans ses rapports aux médias, l'Église devait maintenant tenir compte de sa marginalisation au sein d'une société de moins en moins pratiquante, de plus en plus contestataire et pluraliste dans ses points de vue. En somme, un contexte nettement moins favorable. Pour la première fois de sa longue histoire (au Québec), l'Église devait accepter de dialoguer avec les acteurs du nouveau monde et leurs idéologies diverses, souvent contraires à ses enseignements. En d'autres mots : elle devait rendre des comptes, expliquer ses points de vue, se défendre, voire convaincre ! Son interlocuteur, le Québec, n'était plus le même. Il était devenu critique, dubitatif, voire agressif. Face à cette nouvelle donne médiatique pleine de défis et périls, les évêques du Québec manifesteront une grande ouverture, plusieurs y faisant de nombreuses apparitions – dont Mgrs Hubert et Lebel, pour ne nommer que ceux-là. Tout comme eux, Mgr Grégoire suivra le courant. Pour un temps seulement.

Un rapport malaisé avec les médias

Comme nous l'avons dit, dans le premier tiers de son épiscopat (1968-1975 environ), Mgr Grégoire était très présent – une vedette – dans les médias. Puis, son étoile a pâli, pour presque s'éteindre complètement au fil des ans. Comment expliquer cette évolution ? Ce grand malaise avec les médias – qui s'est amplifié avec les années – s'explique autant par des motifs externes,

²¹⁶ André Lamoureux se souvient qu'un jour, un peu taquin, il avait ajouté une question de nature personnelle dans le lot de questions qu'il posait à Mgr Grégoire en prévision d'une entrevue. Or ce dernier a vite repéré la question impertinente, et les deux en ont bien ri.

²¹⁷ Source : Jean-Guy Dubuc.

ayant trait aux médias et à des pratiques journalistiques parfois peu respectueuses des personnes interviewées, que par des motifs internes, touchant à sa personnalité.

Certains traits de caractère de Mgr Grégoire expliquent cette relation difficile²¹⁸. D'une part, il était très réservé. Il craignait aussi un autre aspect de sa personnalité, qu'il aurait appris à maîtriser avec les années : son impulsivité. Car l'évêque de Montréal était un grand nerveux, capable de quelques emportements (dans les premières années). Peut-être sentait-il que face à certaines questions ou attitudes de journalistes, il aurait de la difficulté à se maîtriser. Une chose est certaine, c'est qu'il ne désirait pas de polémiques avec les médias, ni avec qui que ce soit d'ailleurs.

Le perfectionnisme de Mgr Grégoire doit aussi être pris en compte. Quoi qu'il fasse, Mgr Grégoire se préparait beaucoup, d'abord par souci de la qualité, mais aussi probablement par manque d'assurance. Il ne voulait pas commettre d'erreur, affirmer une chose qu'il regretterait, et se couvrir de ridicule²¹⁹; pour cette raison, il était donc très prudent (jusqu'à en devenir méfiant avec les années). Aussi, il préférait beaucoup réfléchir et pondérer avant de parler, surtout pour les questions difficiles²²⁰, les préférées des journalistes, comme on le sait. Autre aspect, le caractère imprévisible et spontané des apparitions dans les médias l'insécurisait beaucoup. Il en avait même peur²²¹. Ce n'était pas son mode d'expression préférée, qui était plutôt l'écriture, où chaque mot est choisi, soupesé, ce qui permettait aussi de contrôler le message. Alors qu'accepter une intervention médiatique, c'était remettre le contrôle de l'échange à l'animateur ou au journaliste. Une affaire risquée. D'ailleurs, pour contourner ce risque, Mgr Grégoire avait pris l'habitude de parler d'abondance²²².

Il va de soi aussi que la lourde charge de travail de l'archevêque de Montréal n'a pas facilité les choses. Le temps que Mgr Grégoire consacrait à la préparation et à ses interventions médiatiques

²¹⁸ Source : André Lamoureux.

²¹⁹ Ce qui ne s'est jamais produit.

²²⁰ Source : Jean-Paul Rivet.

²²¹ Sources : Jean-Paul Rivet. Maurice Audet, qui travaillait avec lui dans le domaine de l'éducation, rappelle que Mgr Grégoire fuyait les médias comme la peste. Lors d'un congrès sur l'école catholique en 1978, il a dû travailler très fort pour vaincre les résistances de son évêque qui voulait se défilier devant les médias présents.

²²² Mgr Grégoire a confié à Audet qu'il faisait ainsi pour les endormir, passer le temps, et réduire le plus possible le nombre de questions posées. Une stratégie de diversion, de contournement. Jean-Paul Rivet a constaté la même chose.

ajoutait à son travail et surtout, à son stress. Du temps enlevé à d'autres dossiers, qu'il jugeait plus directement reliés à sa tâche. Dernier aspect, et non le moindre, Mgr Grégoire était un homme profondément humble. Il aimait s'intéresser aux autres, mais pas qu'on s'intéresse à lui. Il n'a jamais recherché la notoriété ou la popularité, surtout pas au prix de compromissions envers l'Évangile ou l'Église.

Conséquence de ce difficile rapport, après les premières années, les médias ne sentaient pas un désir de communication de sa part, ce qui expliquerait – entre autres facteurs – leur désintérêt à son égard²²³. Cette relation difficile, c'est l'attaché de presse de Mgr Grégoire qui en a fait les frais, car l'évêque comptait beaucoup sur lui pour le dégager du plus grand nombre possible d'engagements médiatiques²²⁴. En effet, même si son attaché de presse refusait 90 % des demandes d'entrevues, c'était encore trop pour Mgr Grégoire²²⁵ ! Une chose semble assurée, c'est que les médias étaient loin sur la liste de priorités de Mgr Grégoire, comme si la visibilité que lui procuraient ces apparitions était peu de chose pour lui. S'est-il trompé en se privant ainsi du capital de notoriété et de sympathie que de plus nombreuses apparitions médiatiques auraient pu lui valoir, et par ricochet à l'Église de Montréal ? A-t-il méconnu la puissance et l'importance des médias ? La question mérite d'être posée²²⁶.

Imprécision ou bourde de Mgr Grégoire ?

Un jour, lors d'une entrevue à la télévision, Mgr Grégoire a commis – peut-être – la plus grande bourde médiatique de sa vie. Une erreur difficilement explicable, dont personne dans le grand public n'est au courant²²⁷, et qui a créé une onde de choc dans sa famille : l'affaire de la fausse adoption de neuf enfants par ses parents, Albert et Marie Grégoire.

²²³ Source : Jean-Paul Rivet.

²²⁴ Mgr Turcotte affirme que cette tâche ingrate revenait à André Lamoureux – son gardien de but, celui qui arrêta tout.

²²⁵ André Lamoureux nous a confié qu'il était parfois découragé devant les nombreuses demandes quotidiennes des médias et les refus répétés de son patron. Lorsqu'il était découragé, Lamoureux confie qu'il allait voir Mgr Lafontaine, qui savait le remonter.

²²⁶ Voir la conclusion de cette section et le chapitre VII *Bilans d'un épiscopat*.

²²⁷ Mgr Grégoire était très discret sur sa famille, dont personne ne savait rien, hormis le cas qui sera mentionné ici. Mais nous avons réalisé plusieurs entrevues avec ses cousines et nièces qui nous ont fourni un matériel abondant (quelque 35-40 pages), dont plusieurs informations suaves et très intéressantes sur le jeune Paul Grégoire. Malheureusement, nous ne pourrions les exploiter dans le cadre de notre étude.

À l'origine de cette erreur, Mgr Grégoire qui, parlant de ses parents, aurait déclaré lors d'une entrevue télévisée²²⁸ : « Ma mère avait entendu parler de neuf enfants qui venaient de perdre leurs parents ; mon père, après nous avoir réunis avec maman, nous a demandé si on accepterait de les prendre. Tous ont dit oui, et les neuf enfants sont arrivés en bloc ». En une autre occasion, Mgr Grégoire aurait répété sensiblement les mêmes propos en public.

Ces affirmations de Mgr Grégoire, qui contenaient quelques demi-vérités et imprécisions, ont beaucoup blessé les enfants en question, qui étaient... ses propres cousins: soit les neuf enfants de Léon Grégoire, décédé en 1936, le frère d'Albert, père de Mgr Grégoire. Pendant plusieurs années, les enfants de Léon ont accepté de garder le silence sur ces affirmations qui déformaient la vérité, et ternissaient l'honneur de leur père. Ils l'ont fait pour ne causer de tort ni à Mgr Grégoire, dont la réputation comme archevêque aurait été entachée, ni aux membres de sa famille, ses frères Roch et Jean, le premier décédant le 25 mars 1980²²⁹.

Mais voilà qu'en juillet 1999²³⁰, Jean, le dernier frère de Paul, décédé depuis peu, soeur Aline Grégoire se décide enfin à rectifier les faits dans une lettre signée par cinq des neuf enfants²³¹ de Léon Grégoire et adressée à l'abbé St-Cyr secrétaire de Mgr Grégoire, lequel est décédé depuis plus de cinq ans. Dans cette lettre, soeur Aline Grégoire explique que ce qui a affligé beaucoup ses soeurs et elle-même, c'est que cette erreur²³² – l'adoption par les parents Grégoire des neuf enfants de l'oncle Léon – est répétée presque toutes les fois qu'il est question de Mgr Grégoire, tant dans les reportages écrits²³³ qu'à la télévision²³⁴; d'ailleurs, une photo de famille avec Albert

²²⁸ Aucune de nos sources n'a pu nous indiquer laquelle. Soeur Aline résume les propos dans ses propres mots.

²²⁹ Source : sa fille Anne-Marie Grégoire.

²³⁰ Lettre de soeur Aline à l'abbé Pierre St-Cyr, 4 juillet 1999, copie remise par l'auteure à nous-même. À l'avenir : *Aline*.

²³¹ Soeur Aline Grégoire, s.s.a., soeur Claire Grégoire . c.s.c., Berthe Grégoire-Blache, Cécile Grégoire-Côté, Marie Grégoire-Messier.

²³² Mais pas l'affirmation présumée de Mgr Grégoire selon laquelle « ces enfants orphelins étaient inconnus de la famille », selon le témoignage de soeur Aline.

²³³ Comme dans un numéro spécial de la revue *L'Église de Montréal* du 25^e anniversaire d'épiscopat de Mgr Grégoire (4 décembre 1986), où l'on lit aux pages p. 935 et 936 : « Paul Grégoire est l'aîné d'une famille de trois enfants. Les circonstances, on le verra plus loin, lui donneront l'occasion de vivre avec ses parents et ses deux frères dans une famille de douze enfants. (...) Cet accueil, le 30 mai 1936, toute la famille de Paul Grégoire est appelée à le vivre. Un oncle, Léon Grégoire, veuf depuis 1930, est sur le point de mourir. Il demande à son frère Albert d'accueillir dans sa maison ses neuf enfants. » L'erreur est répétée dans le prestigieux *Dictionnaire biographique des évêques catholiques du Canada*, Wilson et Lafleur, Montréal, p. 503.

²³⁴ Comme par exemple, dans le cadre de l'émission *Second Regard* de novembre 1993 où l'on affirme que Paul Grégoire a eu 11 frères et soeurs. Dans sa formulation, la lettre de soeur Aline laisse même penser qu'on y a fait jouer un extrait de Mgr Grégoire faisant lui-même cette affirmation. (Cf. *Aline*, p. 2)

et Marie Grégoire entouré de « leurs » douze enfants est souvent jointe aux articles en question²³⁵. Dans sa lettre à l'abbé St-Cyr, soeur Aline affirme que la situation est devenu tellement gênante au fil des ans que certains neveux, contenant difficilement leur colère, ont menacé d'envoyer une lettre aux journaux, mais ne l'ont pas fait, par obéissance à leur mère²³⁶. Fait étonnant, elle ajoute que les deux frères de Paul n'ont rien fait pour corriger l'erreur.

La vérité décrite par soeur Aline Grégoire est la suivante, ventilée en plusieurs points : d'abord, elle-même et ses 8 frères et soeurs n'ont pas été adoptés par Albert Grégoire, le père de Mgr Grégoire, au moment du décès de leur père Léon, le 30 mai 1936. En effet, juste avant son décès, Léon a demandé à son frère Albert – dont il était très proche – de devenir l'administrateur de ses biens et son exécuteur testamentaire. Or, comme Léon était l'un des hommes les plus riches, sinon le plus riche de Verdun au moment de son décès, Albert n'a fait que gérer la fortune de son frère au profit de ses neveux et nièces orphelins, qui n'ont manqué de rien. En effet, tous les enfants de Léon qui le désiraient ont été envoyés dans des collèges privés, et toujours logés dans de belles maisons louées par leur oncle Albert Grégoire. La fortune confiée par Léon à son frère était telle que lorsque la succession a pris fin en 1955, la dernière fille Marie ayant atteint la majorité, chaque enfant a hérité au moins d'une propriété²³⁷, sans compter les liquidités qui se trouvaient à la banque.

Autre correctif apporté par soeur Aline, il est complètement faux de prétendre que les neuf enfants de Léon Grégoire sont arrivés en bloc chez Albert et Marie Grégoire, qui habitaient une maison de ... deux chambres ! En vérité, aucun enfant de Léon Grégoire n'est allé vivre de façon permanente et à temps plein chez Albert Grégoire : ils ont tous et toutes été placés, dans les pensionnats et les couvents, ou ailleurs. Par ailleurs, il est vrai que les plus âgées des filles de Léon Grégoire sont allées deux à deux, tour à tour, passer plusieurs mois chez Albert et Marie, mais c'était pour leur servir de femmes à tout faire, avant qu'elles ne volent de leurs propres

²³⁵ Nous avons la photo originale en notre possession (probablement pas la seule, toutefois).

²³⁶ Soeur Aline nous raconte qu'au moment de cette entrevue à la télévision, les enfants de sa soeur Cécile étaient « choqués noir » ! Ils voulaient envoyer une lettre de dénonciation dans un quotidien. Mais Cécile, qui ne voulait pas salir l'honneur de l'archevêque de Montréal, a calmé le jeu. Mais elle n'en a pas moins manifesté sa désapprobation en étant la seule à ne pas se présenter à une fête organisée en l'honneur de Mgr Grégoire. La femme de son frère Jean lui ayant demandé la raison de son absence, elle lui a dit la vérité. On ne sait pas si Jean en a parlé à son frère Paul. Pour sa part, la cousine Dupuis, jadis de Napierville (où elle allait passer l'été avec Paul), et qui demeurait alors à Saint-Jean-sur-Richelieu a écrit un correctif dans le journal local, mais la nouvelle ne s'est pas rendue à Montréal.

²³⁷ Albert en avait aussi vendu quelques-unes au fil des ans. (Source : Aline Grégoire)

ailles. D'ailleurs, à ce moment, les trois fils d'Albert Grégoire – dont Paul – avaient quitté la maison afin de poursuivre leurs études. Soeur Aline ajoute que les filles de Léon ont offert à Albert et Marie Grégoire un réfrigérateur (en 1950) et un téléviseur (en 1953) en remerciement pour tout ce qu'ils avaient fait pour l'ensemble des enfants depuis 1936.

Soeur Aline, qui parle au nom de tous les enfants de Léon Grégoire, affirme dans sa lettre que son oncle Mgr Grégoire, lorsqu'il a commis ces erreurs, était sûrement de bonne foi – elle écrit : «erreurs commises, involontairement, sans doute ». Aussi, et c'est le plus important, soeur Aline ajoute qu'elle a pardonné à Mgr Grégoire l'injure faite à sa famille. Pourquoi Mgr Grégoire a-t-il parlé d'adoption plutôt que de relater les faits avec plus de précisions ? Voulait-il rehausser le prestige de ses parents; celui de sa mère, dont il a été extrêmement proche jusqu'à la fin²³⁸; ou celui de son père Albert, un homme au caractère très difficile, qui devait sa carrière dans les assurances et son aisance matérielle à son frère Léon²³⁹, et qui avait passé les dernières années de sa vie à demi-paralysé dans une chaise roulante²⁴⁰?

Nous avançons une hypothèse beaucoup plus simple : Mgr Grégoire a utilisé le verbe « adopter » en voulant dire « prendre soin de ». Il est vrai, en effet, que son père et sa mère ont pris soin de leurs neuf neveux et nièces pendant toutes ces années, même si on ne peut parler, au sens strict, d'une adoption au sens où ces enfants auraient été sous leur toit et à leurs soins sept jours sur sept, du matin au soir. La faute réelle de Mgr Grégoire dans toute cette affaire aurait donc été la conséquence d'un manque de précision dans les termes choisis²⁴¹. Une erreur hélas reprise par tous les journalistes de bonne foi évoquant la vie familiale du jeune Paul Grégoire. Mais on comprend soeur Aline Grégoire d'avoir voulu rectifier les faits par-devant l'Histoire.

²³⁸ Une sainte, selon l'avis de plusieurs, qui a enduré un mari fidèle mais au caractère très difficile. (Plusieurs nièces ont témoigné en ce sens.)

²³⁹ Les deux frères s'étaient lancés dans les assurances ensemble, avant que Léon, ayant décidé de devenir entrepreneur de construction, ne donne sa clientèle à Albert, qui refusait de le suivre. Il est clair d'après nos entrevues que des deux, le leader, le *self-made man*, c'était Léon.

²⁴⁰ Nous osons avancer une question : Mgr Grégoire avait-il honte, secrètement, du très mauvais caractère de son père, un défaut qui faisait beaucoup jaser dans sa famille ? A-t-il voulu le réhabiliter à ses propres yeux ? Des questions qui resteront hélas sans réponses.

²⁴¹ Ce jugement vaut si l'erreur n'a été que celle décrite. Toutefois, si soeur Aline dit vrai lorsqu'elle parle de cette entrevue à la télévision dans laquelle Mgr Grégoire aurait dit (nous résumons) que ces enfants adoptés étaient inconnus de la famille et qu'ils étaient arrivés en bloc sous le toit familial de ses parents, alors nous n'aurions d'autre choix que de conclure qu'il aurait menti en toute connaissance de cause. Sans vouloir remettre en question le témoignage de soeur Aline, cette hypothèse, quand on connaît l'homme comme nous croyons le connaître, nous apparaît hautement improbable.

Conclusion

Au terme de notre analyse des rapports difficiles entre Mgr Grégoire et les médias, nous pouvons nous demander si cette discrétion – devenue effacement – face aux médias a été profitable à l'évêque de Montréal et à son Église ? Sur cette question, les jugements sont partagés. Ses supporters affirment qu'il fallait un homme plus discret à la tête de l'Église de Montréal après la surexposition médiatique du cardinal Léger, aussi en raison de l'époque et de ses récriminations contre un certain autoritarisme de l'Église²⁴². En ce sens, dans le contexte, il valait mieux pas assez que trop. Ses détracteurs²⁴³ sont toutefois d'avis que le peu d'exposition médiatique de Mgr Grégoire lui a été nuisible, en ce sens qu'il est demeuré trop peu connu tout au long de son épiscopat, tout comme l'Église qu'il représentait. À preuve, Mgr Grégoire pouvait se promener rue Sainte-Catherine sans se faire reconnaître²⁴⁴. En d'autres termes, il aurait dû en faire plus – et mieux²⁴⁵. Quoi qu'il en soit de ces différentes appréciations, une chose demeure, c'est que Mgr Grégoire, au total, a fait beaucoup d'interventions dans les médias, quoique concentrées dans les premières années de son épiscopat²⁴⁶. Il a donné surtout des entrevues individuelles, mais en revanche a très peu participé à des émissions d'affaires publiques ou de variétés²⁴⁷. Toutefois, sur le plan personnel, on peut affirmer sans se tromper que les rapports de Mgr Grégoire avec les médias ont été un calvaire²⁴⁸. L'homme préférerait l'ombre à la lumière des projecteurs²⁴⁹.

Mgr Grégoire et l'Assemblée des évêques catholiques du Québec (AÉQ)

À titre d'évêque auxiliaire, Mgr Grégoire a siégé dès 1962 à la table de l'Assemblée des évêques catholiques du Québec (AÉQ)²⁵⁰. Il y jouait alors un rôle très secondaire. Une fois nommé archevêque de Montréal en avril 1968, son rôle deviendra plus important.

²⁴² Notamment Marc Rivet et Mgr Turcotte.

²⁴³ Tel un André Beauchamp.

²⁴⁴ Alors que si Mgr Turcotte tentait l'expérience...

²⁴⁵ Voir le chapitre Bilan d'un épiscopat.

²⁴⁶ La problématique mériterait une étude plus poussée.

²⁴⁷ André Lamoureux nous apprend cependant que Mgr Grégoire est allé à l'émission *Appelez-moi Lise*. À cette occasion, il a même accepté de chanter. S'y étant bien préparé, il a beaucoup apprécié l'expérience. Cette émission quotidienne (lundi au vendredi) de fin de soirée à l'antenne de Radio-Canada, très populaire, a été diffusée de 1972 à 1976, avec Lise Payette et Jacques Fauteux à la co-animation. (Source : André Lamoureux)

²⁴⁸ Source : André Lamoureux.

²⁴⁹ Marc Rivet, qui habitait avec lui à la résidence de la cathédrale, nous a d'ailleurs confié que Mgr Grégoire avait la télévision en sainte horreur et qu'il ne l'écoutait presque jamais.

²⁵⁰ Bien que l'acronyme complet soit l'AÉCQ, il est souvent réduit à l'AÉQ dans la pratique médiatique. Nous faisons le même choix.

Comme toutes les assemblées épiscopales du monde, l'AÉQ rassemble des leaders d'Églises diocésaines qui, à la faveur des discussions sur divers dossiers pastoraux, font l'expérience de l'entrechoc de leurs visions théologiques et pastorales, voire de leurs égos. Or, comme on le sait, dans toute assemblée, les plus forts s'imposent, pour le meilleur et le pire. Cela admis, nous allons maintenant tenter de comprendre, bien conscient que cette question mériterait à elle seule une longue étude, quels ont été les jeux d'influence entre les évêques de l'AÉQ durant l'épiscopat de Mgr Grégoire, mais aussi quel rôle ce dernier y a joué²⁵¹.

Rappelons d'abord que l'AÉQ a été créée tout juste après le concile, en 1966, alors que la Conférence des évêques catholiques du Canada (CÉCC) avait été créée en 1943. Jean Hamelin nous apprend qu'avant 1966, les évêques du Québec se réunissaient lors de la rencontre du Comité catholique du Conseil supérieur de l'éducation²⁵². L'AÉQ tient depuis sa création deux assemblées annuelles par année, une au printemps et l'autre à l'automne. Selon le droit canonique de l'Église catholique, chaque évêque est le premier responsable de la gouverne de son diocèse. Au sens strict, les décisions prises lors des réunions de l'AÉQ ne sont pas, sur le plan canonique, des prescriptions. Chaque évêque décide selon sa conscience. Cela dit, le Concile Vatican II a demandé aux évêques réunis en assemblées régionales (et nationales) de chercher à vivre entre eux un esprit de collégialité. Sans entrer dans un long débat, lequel a eu cours depuis le Concile, cette recherche du consensus, selon plusieurs théologiens (dont le cardinal Hans Urs von Balthasar, un des plus brillants théologiens du siècle dernier), n'a pas toujours été bénéfique pour les évêques et l'Église, car elle a créé une illusion d'unanimisme²⁵³. Nous verrons que Mgr Grégoire, comme d'autres, en a fait les frais.

Les leaders de l'époque et leur esprit

Qui étaient les fortes personnalités au sein de l'AÉQ entre 1961(1968) et 1990, soit la période pendant laquelle Mgr Grégoire y a siégé ? Selon Lucien Lemieux, de fortes personnalités se

²⁵¹ Au plan méthodologique, la consultation des procès-verbaux de l'AÉQ, s'ils étaient accessibles, serait une tâche incontournable. Vu le cadre limité de notre recherche, nous avons décidé de nous en tenir aux riches informations fournies par nos sources orales.

²⁵² Jean Hamelin, *Histoire du catholicisme québécois. Le XXe Siècle. Vol III. Tome 2 : De 1940 à nos jours*, Montréal, Boréal Express, 1984, p. 337-338.

²⁵³ Lucien Lemieux est aussi d'avis que cette recherche de la collégialité a mené à une uniformité malheureuse ; comme si les évêques perdaient leur personnalité et pensée propres en se fondant dans le groupe. Selon lui, la prise de parole commune leur enlève leur parole franche, audacieuse, les empêchant par la suite de diverger publiquement d'opinion d'avec la position adoptée en plénière. Selon lui, une vraie collégialité ne devrait pas éteindre la personnalité et l'audace de chaque évêque, ce qui semble le cas au Québec comme ailleurs dans le monde.

trouvèrent autour de Mgr Grégoire pendant toutes ces années, notamment le cardinal Maurice Roy de Québec (1947 à 1981), primat de l'Église canadienne. D'autres évêques furent très influents sur le plan progressiste, dont Mgrs Percival Caza (1966-1969), Guy Bélanger (1969-1975) et Robert Lebel (1976-2000) à Valleyfield; Mgrs Gérard-Marie Coderre (1951-1977) et Bernard Hubert à Saint-Jean (1977-1996), Mgr Charles Valois à Saint-Jérôme (1977-1997), Mgr (le cardinal) Louis-Albert Vachon (1981-1990) de Québec, Mgrs Paul-Émile Charbonneau (1963-1974) et Mgr Adolphe Proulx (1974-1997) de Hull, Mgr Gilles Ouellet de Rimouski (1973-1992), Mgr Jean-Marie Fortier, de Sherbrooke (1968-1996), ainsi que Mgr Marius Paré de Chicoutimi (1961-1979). De plus, certains évêques entretenaient des relations très fortes entre eux, tels Mgrs Coderre et Bélanger.

Selon Lucien Lemieux, l'épiscopat de ces années-là a été extrêmement marqué par le concile Vatican II²⁵⁴. La majorité de ces évêques étaient progressistes, au sens d'ouverts. Il rappelle que plusieurs petits groupes d'évêques se rencontraient lors des sessions automnales du Concile pour s'aider à bien comprendre la mutation intérieure que le concile leur demandait de vivre en tant qu'évêques : une Église pauvre et servante du monde, ce qui représentait tout un changement pour ces évêques de l'ancienne génération pré-conciliaire, habitués au triomphalisme²⁵⁵.

Mgr Gérard-Marie Coderre (1951-1977)

Mgr Coderre, évêque de Saint-Jean-Longueuil pendant plus de 25 ans, a exercé une profonde influence sur l'Église québécoise d'avant et d'après le Concile. Notamment par l'influence qu'il aura sur son successeur, Mgr Bernard Hubert, qui sera lui aussi très influent. Un évêque de l'Inter-Montréal, qui a préféré conserver l'anonymat, résume bien la perception générale en affirmant qu'il désirait que les évêques québécois ne soient pas que les simples exécutants des décisions romaines. À sa retraite, avant leur visite *ad limina*, il disait à ses confrères : « Tenez-vous debout! » Aussi : « On ne va pas à Rome pour leur demander quoi faire, mais pour les informer de nos problèmes, mais aussi de nos solutions. » Mgr Coderre voulait que la curie

²⁵⁴ Lemieux fait état d'une publication par Mgr Paul-Émile Charbonneau d'une brochure portant sur le concile et son esprit : *Les grands appels du Concile Vatican II. Une Église servante et pauvre*. (Montréal, Novalis, 2008, 24 pages), que nous avons lue et qui traduit bien les aspirations de cette époque.

²⁵⁵ Lemieux explique : une Église servante, ce n'est pas l'Église pyramidale, du clergé, ce sont plutôt l'ensemble des personnes baptisées – le peuple de Dieu, selon l'expression conciliaire – qui se mettent au service du monde. Cette action des baptisés, qui répandent le royaume de Dieu sur terre, ne paraît pas, demeure plutôt cachée, bien que présente, active, mue par l'Esprit Saint. Ils doivent semer, Dieu s'occupe des pousses et de la récolte.

romaine écrive des règlements qui tiennent compte de ce qui se vivait sur le terrain. Selon notre source, il n'était pas anti-romain, mais exigeait le respect.

Une anecdote révèle bien son esprit. Un jour, Mgr Coderre rend visite au pape Paul VI qui, épuisé par tous ses combats, lui demande : « Quel problème venez-vous me soumettre ? » Mgr Coderre de lui répondre : « Votre prédécesseur m'a nommé pour trouver des solutions aux problèmes. Je viens vous voir par amitié. » Le pape Paul VI en fut tellement étonné qu'il décida de lui offrir un médaillon à double effigie, saint Pierre d'un côté et saint Paul de l'autre. Mgr Coderre fit alors la remarque suivante à Paul VI : « Voyez, Saint-Père, l'Église faisait aussi face à de sérieux problèmes à l'époque, à preuve les deux sont morts tués. C'est ça l'Église ! » Et Paul VI de conclure en disant : « Vous me consolez... »²⁵⁶ Sous l'influence de son ami le théologien Yves Congar, Mgr Coderre a beaucoup travaillé à faire de la place au laïc dans son diocèse. Il a aussi piloté dès 1963 la nouvelle catéchèse, *Viens vers le Père*, qui remplaçait l'ancien *Petit catéchisme* et sa pédagogie de questions-réponses, jugée dépassée et trop peu axée sur une rencontre personnelle avec Jésus. Il était d'ailleurs responsable des questions touchant l'éducation à l'AEQ, et c'est lui qui allait en parler dans les médias. Vers la fin de sa vie, notre source se souvient que Mgr Coderre était très désolé, voire abattu, par l'absence de la jeunesse et des jeunes familles dans les églises. Il se demandait s'il n'avait pas fait erreur, notamment en ce qui a trait au virage catéchétique²⁵⁷.

Mgr Bernard Hubert (1971-1996)

Bernard Hubert est natif de Valleyfield. Chimiste de formation, puis prêtre, il devient évêque de Saint-Jérôme le 25 mai 1971, puis co-adjuteur du diocèse Saint-Jean-de-Québec (Longueuil) le 27 janvier 1977, avant de remplacer Mgr Coderre en 1978. Toutes nos sources confirment que c'était un homme énergique, très fort au plan intellectuel (mais pas un théologien), un astucieux argumentateur, presque un pugiliste, selon un évêque. Lucien Lemieux, son vicaire épiscopal pendant plusieurs années²⁵⁸, renchérit : Mgr Hubert, après Mgr Coderre, a été le leader incontesté des idées progressistes dans l'épiscopat québécois. Le cardinal Turcotte se souvient que Mgr

²⁵⁶ Source : un évêque de l'Inter-Montréal.

²⁵⁷ Il est décédé en 1993. Marc Rivet juge très sévèrement cette nouvelle catéchèse promue par Mgr Coderre, qui a préparé aux sacrements mais qui n'a pas formé des chrétiens en abolissant la pédagogie des questions-réponses, pour la remplacer par les dessins et le collage, la pédagogie du vécu plutôt que de l'intelligence.

²⁵⁸ De 1979 à 1993.

Hubert avait comme son prédécesseur une personnalité forte. Les deux se sont opposés quelques fois²⁵⁹. L'évêque de Longueuil avait un côté très contestataire, mais il demeurait dans l'ensemble fidèle au pape. Son côté rebelle aurait été exagéré.

Ce point de vue est discutable. Mgr Charles Valois nous a résumé la position de Mgr Hubert sur certaines questions discutées. Il était pour l'ordination des hommes mariés, après que cette question aurait été étudiée et acceptée lors d'un synode romain portant sur la question. Quant à l'ordination des femmes au ministère presbytéral, il estimait que seul un concile pouvait la légitimer. Mgr Jude Saint-Antoine, qui estime qu'il était très à gauche, complète le portrait : Mgr Hubert était pour la déconfessionnalisation des structures scolaires (contre Mgr Grégoire), l'absolution collective²⁶⁰ en matière de confession, pour une plus grande ouverture de l'Église face aux différents ministères des femmes en Église, et en faveur du mariage des prêtres, une demande qu'il aurait formulée directement au pape Jean-Paul II. En effet, un évêque proche de lui nous a confirmé que Mgr Hubert, en visite à Rome alors qu'il était président de l'AÉQ, a parlé franchement à Jean-Paul II en ces termes : « Nous avons de la difficulté avec les documents romains. Nous éprouvons de la difficulté à concilier nos deux solidarités : celle qui nous unit à Rome, et l'autre, qui nous unit à notre peuple ».

Une chose est certaine, Mgr Hubert a été profondément déçu de l'évolution de l'Église sous le pontificat de Jean-Paul II, qui aurait freiné l'élan d'ouverture et de progressisme de la première décennie post-conciliaire. Lucien Lemieux se souvient que lorsque Mgr Hubert est revenu du synode spécial romain de 1985 sur les 20 ans du concile, il lui a confié : « C'est fini, le concile est enterré ! » Il s'attristait du fait que les conservateurs avaient repris le contrôle de l'Église romaine, et de leur blocage de toute initiative progressiste. (Lemieux est d'ailleurs convaincu que la déception qui a suivi cette rencontre l'a marqué jusque dans sa chair.) Mgr Hubert était bien conscient d'être engagé dans une lutte de pouvoir contre Rome. Mgr Valois se souvient l'avoir entendu dire un jour : « Rome peut changer la dynamique d'un épiscopat (national) en 10-15

²⁵⁹ Mgr Hubert, ancien directeur de cégep (Valleyfield), estimait que jeunes séminaristes ne devaient pas faire de philosophie avant leur théologie. Il penchait aussi du côté de la nécessité d'une pré-évangélisation avant l'évangélisation en tant que telle – l'annonce explicite de Jésus-Christ, aussi appelée le Kérigme. Dans les deux cas, Mgr Turcotte n'était pas de son avis. (Ce dernier ajoute que jusqu'à la parution, le 8 mars 1975, de la lumineuse encyclique de Paul VI sur l'évangélisation dans le monde moderne – *Evangelii Nuntiandi* –, bien des erreurs pastorales ont été engendrées par l'absence de repères en matière d'évangélisation.)

²⁶⁰ Voir la section de notre étude touchant cette question.

ans». Il était bien conscient que quelques nominations clés de la part de Rome suffisaient pour ramener un épiscopat national à l'obéissance des directives.

Mgr Hubert a été très souvent sollicité et présent dans les médias²⁶¹. D'abord en raison de sa personnalité articulée, mais aussi et surtout pour ses idées progressistes, contestataires du pouvoir romain, aussi très axées sur l'intervention énergique de l'Église dans la défense de la justice sociale. Le cardinal Turcotte estime qu'à cet égard, Mgr Hubert est allé trop loin. Et sur ce point, Mgr Grégoire a tenu son bout, avec des échanges virils par moments, mais sans jamais que la crédibilité de Mgr Grégoire en pâtisse. D'ailleurs, le cardinal Turcotte ajoute que dans les dernières années de sa vie, la popularité médiatique de Mgr Hubert s'était émoussée, « son disque était usé ». Contrairement à Mgr Grégoire qui, au contraire, était écouté parce qu'il ne se prononçait pas souvent dans les médias, ce qui créait un effet de rareté. Mgr Hubert est décédé subitement le 2 février 1996 (il souffrait d'arythmie). Une immense perte, selon Lucien Lemieux, qui est d'avis que Mgr Hubert aurait pu devenir archevêque de Montréal, si le cardinal Léger était demeuré plus longtemps en poste²⁶². Homme d'une profonde espérance, Mgr Hubert avait inscrit cette vertu théologale jusque/ sur ses armoiries.

Un dernier point mérite notre attention. Plusieurs de nos sources nous ont confirmé que trois évêques très influents de l'époque ont entretenu des liens d'amitié très serrés. Il s'agit de Mgrs Hubert, Lebel²⁶³ et Valois, qui ont même fait ensemble deux grands voyages d'un mois chacun : en Amérique Latine en 1980, en Afrique en 1990.

L'AEQ et sa dynamique

Nos sources nous ont permis d'avoir un aperçu de la dynamique générale à l'AEQ pendant les trois décennies 1960-1990. À l'origine, notre question était de savoir quels étaient les courants principaux d'influence. Comme c'est probablement le cas dans toutes les assemblées d'évêques à l'échelle mondiale, deux clans idéologiques s'opposaient à l'AEQ : un évêque nous a appris que la tendance plus conservatrice, surtout en matière d'école confessionnelle (le débat principal de

²⁶¹ Plus encore que Mgr Turcotte dans ses premiers temps, rappelle Marc Rivet.

²⁶² Irénée Beaubien, qui était un de ses amis proches, est aussi de cet avis. Vu sa proximité avec les intellectuels, Mgr Hubert était un homme de vision; s'il avait été nommé à Montréal, il aurait réglé les problèmes, nous a confié le jésuite.

²⁶³ Mgr Lebel parlait volontiers aux médias, même pour des questions difficiles comme l'avortement, selon André Lamoureux.

ces décennies) était représentée surtout par Mgr Grégoire et Mgr René Audet de Joliette (1968-); du côté des progressistes, on retrouvait Mgrs Lebel, Valois, Hubert, Fortier, Roger Ebacher (Hauterive Baie-Comeau, 1979 ; Gatineau-Hull, 1988-), Gérard Drainville (Amos, 1978-2004), Gilles Ouellet (Rimouski, 1973-1992) ainsi que Louis-de-Gonzague Langevin (Saint-Hyacinthe 1979-1998). Les progressistes dominaient-ils tous les échanges, contrôlant les votes des résolutions ? L'affaire n'est pas aussi simple. D'ailleurs, tout dépendait du dossier à l'étude. Les dossiers les plus chaudement débattus ont été ceux de l'école confessionnelle (et de l'enseignement religieux dans les écoles), de l'absolution collective et de la crise des prêtres laïcisés enseignant dans les facultés de théologie (mais aussi la place des femmes dans l'Église).

Un évêque proche d'eux souligne que même si Mgrs Hubert, Valois et Lebel étaient souvent unis dans leurs positions éloignées des directives romaines, ils faisaient attention pour ne pas former un bloc, et ne s'asseyaient pas ensemble lors des assemblées. Celles-ci, d'ailleurs, étaient toujours respectueuses. Il y avait des discussions plus affirmées, mais jamais avec animosité, sans attaques *ad hominem*. Mgr Hubert, l'évêque le plus à gauche, d'avant-garde, s'est toujours montré respectueux de Mgr Grégoire et de ses positions, il n'a jamais remis en question son autorité morale. Cela dit, chacun avait sa façon de diriger son diocèse²⁶⁴.

Un complexe anti-romain ?

D'autres sources, et très crédibles, ont un point de vue autrement plus sévère. Le premier, Ivanhoë Poirier, estime que ces trois évêques, surnommés par certains « le trio des rebelles », nourrissaient une allergie envers Rome, qu'ils accusaient de ne pas bien saisir la réalité du terrain – un point de vue que Poirier ne partage pas. Les trois portaient la cravate plutôt que le col romain (sauf pour les cérémonies officielles), et avaient en commun de ne pas être des théologiens de formation. D'ailleurs à cette époque, le nonce apostolique a confié au chancelier Michel Parent qu'aucun canoniste ou théologien ne pouvait aspirer à devenir évêque dans un des six diocèses de l'Inter-Montréal (Joliette, Montréal, Saint-Hyacinthe, Saint-Jérôme, Sherbrooke et Valleyfield) en raison, selon lui, d'une allergie aux intellectuels des évêques en titre.

L'abbé Marc Rivet se fait le plus cinglant. Il se souvient que le trio contrôlait presque le programme de la réunion de l'Inter-Montréal votant toujours dans la même direction, frappant

²⁶⁴ M^{gr} Valois a publié récemment ses mémoires : *Le courage de changer*, Montréal, Novalis, 2009.

d'ostracisme notamment Mgrs Grégoire et Audet. Signe des temps, les diocèses de l'Inter-Montréal ont abandonné le col romain avant le diocèse de Montréal. Mgr Grégoire était contre cet abandon du signe distinctif du prêtre, en accord avec ce que Rome demandait (jusqu'à aujourd'hui), mais par respect pour la liberté des personnes, il a fini par accepter lui aussi. Marc Rivet considère que ces trois évêques, avec Mgr Fortier, le premier évêque ouvertement anti-romain de l'AEQ²⁶⁵, ont beaucoup nui à Mgr Grégoire et à l'Église du Québec. Par leurs prises de positions communes en faveur des femmes (les adjointes de pastorale dont les mandats et responsabilité ont grignoté peu à peu les responsabilités et l'autorité des prêtres curés), de l'abolition de l'école confessionnelle et de l'absolution collective (au détriment de la confession individuelle), ils ont voulu aller systématiquement contre les positions de Rome et celles de Mgr Grégoire, en le traitant même d'ultra-conservateur et d'intégriste. Mais Rivet ajoute que Mgr Grégoire ne s'est jamais laissé influencer ni convaincre par eux. Il a continué de diriger son Église en écoutant sa conscience. Par exemple, il a été un des seuls à sembler vouloir réagir à la baisse de la pratique dominicale.

Mgr Jude Saint-Antoine ajoute qu'il a été très difficile pour Mgr Grégoire de faire face aux pressions de ces évêques dissidents. Il ne remet pas en question la bonne foi des évêques contestataires, mais considère que certains allaient trop loin, allant même jusqu'à reprocher au Saint-Père certains de ses écrits lors des visites ad limina. Le chancelier Michel Parent est d'avis que les évêques du trio rebelle n'étaient pas des anti-romains radicaux, mais qu'ils avaient plutôt en sainte horreur les façons de faire des congrégations romaines, qui selon eux ne respectaient pas assez leurs compétences et autorité morale. Ces évêques voulaient redonner à l'Église de leur diocèse plus d'autonomie, notamment par le truchement de la conférence épiscopale (l'AEQ), malgré le fait que cette dernière n'ait pas de statut canonique.

L'AEQ et la problématique de la confessionnalité

Le dossier principal de ces décennies a été celui de la confessionnalité du système d'éducation québécois. À l'AEQ, la table était partagée entre les tenants d'une déconfessionnalisation progressive du système et ceux qui s'y opposaient fermement, dont Mgr Grégoire. La majorité des évêques, dans le meilleur des mondes, c'est-à-dire au sein d'un Québec encore catholique et

²⁶⁵ Qui a succédé à Mgr Georges Cabana (1952-1967), un évêque plus conservateur, selon Rivet. Ce dernier ajoute que Mgr Fortier aurait eu lui aussi une grande influence sur la nouvelle catéchèse.

pratiquant, auraient désiré le statu quo; toutefois, la réalité dans les écoles, laquelle reflétait la désaffection religieuse des familles, les a incités à vouloir déconfessionnaliser peu à peu le système d'éducation. D'abord, sous la pression des Chartes des droits et libertés, l'enseignement moral devient en 1983 une option dans les écoles secondaires québécoises, en parallèle avec l'enseignement religieux confessionnel catholique. Une première brèche dans le système.

Mais cette majorité d'évêques désire aller encore plus loin : sortir l'initiation aux sacrements des écoles primaires du Québec (tout en y maintenant les agents de pastorale). Pourquoi cette étrange décision ? Un évêque de l'Inter-Montréal rappelle que dès 1983, les évêques constataient que bien des professeurs n'étaient pas intéressés à enseigner l'enseignement religieux confessionnel, en raison de leur incroyance et de leur inculture²⁶⁶. L'AEQ désirait donc confier aux paroisses la sacramentalisation des enfants, les soirs et les fins de semaine. Or, Mgr Grégoire s'y est opposé. D'ailleurs, il veillait aussi de près à la qualité des manuels autorisés par le Comité catholique du Conseil supérieur de l'éducation²⁶⁷. Mgr Charles Valois renchérit : les structures étaient confessionnelles, mais la réalité, elle, ne l'était plus. C'était une coquille vide. Devant un tel constat, les évêques avaient deux options : faire une guerre de religion en tenant mordicus à la confessionnalité des écoles, une guerre perdue d'avance selon lui ; ou sortir la religion des écoles pour la confier aux paroisses. Mgr Grégoire, pour sa part, a décidé de faire le pari de l'avenir, et de créer l'Institut catholique de Montréal, une nouvelle école normale catholique pour la formation des futurs enseignants du Québec²⁶⁸. Il ajoute que ce qui compliquait les choses, c'est que Rome demandait le maintien de la confessionnalité. Le pape Jean-Paul II, lors des visites *ad limina*, reprochait aux évêques du Québec de ne pas lutter assez fermement contre cette déconfessionnalisation des structures. Il leur disait : « Je ne vous comprends pas de laisser tout aller ». Car, en bon Polonais, il était habitué aux luttes politiques. Or, Mgr Grégoire ne voulait pas désobéir au pape, en plus d'être profondément convaincu du rôle stratégique que jouait – ou

²⁶⁶ Cet évêque se souvient qu'en 1977, il se sentait respecté en tant qu'évêque quand il allait visiter les écoles, et que les jeunes étaient bien formés; en 1997, la situation était tout autre : le directeur de l'école ne se déplaçait même plus pour l'accueillir, les professeurs l'ignoraient et les jeunes ne savaient pas quoi répondre à ses questions. Il en a conclu que les enseignants n'enseignaient plus le programme. Une réalité connue de tous les évêques, qui vivaient sensiblement la même chose dans leurs diocèses respectifs.

²⁶⁷ Un évêque de l'Inter-Montréal rappelle que Mgr Grégoire avait peur des innovations, notamment en matière d'enseignement. Ses rapports avec l'abbé Paul Tremblay, alors président du Comité catholique du Conseil supérieur de l'Éducation, auraient été difficiles pour cette raison. En effet, le comité de l'éducation de l'AEQ dont il faisait partie était en rapport étroit avec le Comité catholique, dont une des fonctions principales était l'approbation des manuels scolaires touchant l'enseignement religieux catholique.

²⁶⁸ Nous traiterons plus loin de cet Institut, au chapitre V.

pouvait jouer – l'école en matière d'éducation religieuse. En outre, un évêque de l'Inter-Montréal rappelle qu'à cette époque (vers 1985), personne chez les évêques ne voyait parfaitement clair quant à l'évolution de la société en matière religieuse, mais selon lui, les signes de la rupture étaient là²⁶⁹. Plus tard, le rapport Proulx (1997-99) allait éclairer les choses dans le sens de la nécessité d'une déconfessionnalisation des structures.

Le fait est que sous la pression constante de Mgr Grégoire et de quelques autres, la confessionnalité du système scolaire a été maintenue pendant encore une bonne quinzaine d'années²⁷⁰. Toutefois, moins d'une décennie après la retraite de l'archevêque de Montréal, l'AEQ va conclure que la sécularisation radicale de la société québécoise a rendu caduc le maintien des anciennes structures confessionnelles²⁷¹. Voilà pourquoi Mgr Turcotte, une fois devenu archevêque de Montréal, a permis une déconfessionnalisation du système qu'il endossait depuis des années, mais sans pouvoir aller contre Mgr Grégoire, même si ce dernier, dans les dernières années de son épiscopat (1985-90), avait évolué sur cette question. Peut-être Mgr Grégoire avait-il mieux vu à cette époque combien le système confessionnel était maintenu en vie artificiellement, de même que son décalage par rapport aux nouvelles mentalités et pratiques religieuses des Québécois(e)s ? Le temps était venu que l'Église reprenne le plein contrôle de sa destinée, hors des écoles.

L'influence de Mgr Grégoire à l'AEQ

Nous avons vu qu'à l'AEQ, où il a siégé de 1962 à 1990, Mgr Grégoire ne faisait pas partie de l'équipe des leaders en apparence les plus influents. Mais en vérité, que pouvons-nous dire de son influence réelle, au-delà des apparences ? L'abbé Jean-Paul Rivet a appris qu'à ses débuts, Mgr Grégoire laissait le cardinal Léger parler. Une fois nommé archevêque en 1968, il est demeuré timide, par manque d'assurance. Toutefois, après une dizaine d'années à la tête du diocèse, soit

²⁶⁹ Ce même évêque nous a appris que Mgr Leonard Crowley, évêque auxiliaire en charge des catholiques anglophones du diocèse de Montréal, était plutôt du côté des progressistes, mais qu'il ne voulait pas voter contre son archevêque. Cela dit, le contexte pastoral du côté anglophone était beaucoup plus calme que du côté francophone.

²⁷⁰ Le chancelier Michel Parent est de cet avis. Il se souvient d'ailleurs que plusieurs hommes politiques venaient rencontrer Mgr Grégoire en secret.

²⁷¹ Un évêque de l'Inter-Montréal nous a confié que la bataille était perdue d'avance. Mais il a ajouté que la partie politique avait été mal négociée. L'AEQ aurait dû demander au gouvernement de permettre l'enseignement de la catéchèse un après-midi par semaine pendant les heures d'école sous la responsabilité des paroisses.

au tournant des années 1980, Rivet assure que sa parole y était très assurée. Notamment en raison de son humilité, ajoute-t-il.

Un autre important témoin, le jeune Mgr Turcotte, arrive à l'AEQ à cette période, en 1982, et se souvient que Mgr Grégoire y était très respecté, particulièrement dans les questions d'éducation, un domaine qu'il maîtrisait. Cela dit, d'autres évêques avaient une parole forte. Dont Mgr Coderre, qui a exercé un fort leadership à la table jusqu'à son départ en 1977, cherchant parfois à imposer ses idées, précise Mgr Turcotte, notamment sur le dossier de la nouvelle catéchèse. Mgr Hubert, son successeur, aurait été, en cela, fidèle à son mentor. Selon ce qu'il a vu et entendu, Mgr Turcotte affirme que Mgr Grégoire jouissait aussi dans bien des dossiers de l'appui très important de Mgr Maurice Roy de Québec (1947-81), tout comme son successeur Mgr Louis-Albert Vachon. Selon Mgr Turcotte, quand les archevêques de Québec et de Montréal s'unissaient dans une cause commune, leur poids moral devenait imposant. Il rappelle que Mgr Fortier de Sherbrooke était aussi généralement du côté de Mgr Grégoire²⁷².

Un évêque de l'Inter-Montréal relativise les propos de Mgr Turcotte. Selon lui, contrairement à ce qu'on pourrait croire, les évêques de l'AEQ n'auraient pas exercé une influence – un pouvoir moral – relative à l'importance de leur diocèse. En principe, donc, il n'existerait aucune hiérarchie entre eux, pas plus qu'au sein de la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC)²⁷³. Toutefois, cet évêque explique que dès lors que les évêques auxiliaires ont obtenu le droit de vote (sauf sur les questions économiques), la question de la taille du diocèse a fait une différence, ces derniers votant du même bord que leur chef. Mais il ajoute que le poids moral ou la capacité d'influencer les autres d'un évêque se mesurait surtout à la qualité de préparation du dossier présenté, en somme : à la force d'argumentation. Un évêque brillant convainc donc d'abord par son leadership intellectuel, peu importe l'importance de son diocèse.

²⁷² Ce qui apparaît surprenant, sinon contradictoire, en regard de ce que Marc Rivet nous a dit de la posture générale anti-romaine de cet évêque. Comme Mgr Turcotte siégeait à l'AEQ, nous allons donner préséance à son témoignage.

²⁷³ Voilà un beau principe, mais dans les faits, nous osons le remettre en question. L'Église catholique est un corps social très structuré, dans lequel le pouvoir est encore pyramidal. Règle générale, dans les faits, un évêque n'a pas le même poids d'autorité morale qu'un cardinal-archevêque. À cette première catégorisation, il faut aussi ajouter la question de l'ancienneté, qui n'est pas négligeable. Il nous apparaît naïf de penser que des évêques de petits diocèses ruraux ont le même poids moral, dans les discussions, que ceux des grandes métropoles. Cela dit, nous reconnaissons que le charisme de chaque évêque, son intelligence, sa sagesse et sa sainteté sont aussi des critères extrêmement importants, que savent reconnaître les évêques entre eux.

Ceci expliquant cela, cet évêque se souvient qu'à la table de l'AÉQ, Mgr Grégoire déléguait aussi beaucoup de responsabilités à Mgr Lafontaine, dont celle d'exprimer son avis sur des dossiers en cours de discussion. Et il ajoute que Mgr Lafontaine défendait mieux Mgr Grégoire que lui-même ne savait le faire. C'est peut-être cette stratégie qui faisait que Mgr Grégoire n'était pas perçu comme un leader à la table de l'AÉQ. Selon nous, cette perception pourrait aussi s'expliquer par un autre facteur : le sens que l'on donne au mot leader. Il nous apparaît que le leadership des principales têtes d'affiche de l'époque était associé exclusivement au progressisme, c'est-à-dire à une volonté de s'opposer aux normes et directives romaines. On était leader quand on tenait tête à Rome. Or, tous le reconnaissent, Mgr Grégoire se voulait résolument – obstinément – obéissant à Rome ; cette « obéissance passive », ainsi qualifiée par un évêque progressiste, s'opposait à l'obéissance soi-disant active que lui et d'autres évêques exerçaient à l'égard de Rome : tout en affirmant être eux aussi fidèles au Magistère, ils voulaient forcer les autorités romaines à comprendre ce qui se vivait sur leur terrain, jusqu'à leur tenir tête. On comprend donc que Mgr Grégoire et le groupe d'évêques réformistes (ou rebelles) avaient une conception bien différente de l'obéissance envers Rome, et du leadership. Il nous apparaît injuste qu'ils n'aient pas reconnu qu'un leadership puisse s'exercer uniquement dans leur sens, celui du progressisme et de la contestation.

En sus de ses responsabilités à l'AÉQ, Mgr Grégoire convoquait les réunions des évêques de l'Inter-Montréal environ 6 fois par année²⁷⁴. Selon l'historien Lucien Lemieux, très proche de Mgr Hubert, ce conseil était surtout informatif et traitait de questions secondaires, comme des honoraires de messe. Il explique que ce conseil permettait aux évêques d'apprendre à vivre la collégialité, selon l'esprit du concile, ce qui tranchait beaucoup avec leur ancienne autonomie, qui était totale, pour ainsi dire. Mgr Charles Valois précise que les évêques y discutaient des problèmes de leurs régions respectives. Ils y accomplissaient aussi une tâche extrêmement importante : établir la liste des prêtres *épiscopables*. Pour chaque candidat proposé se tenait un vote : oui, non, je ne le connais pas. La liste complétée était signée et envoyée au nonce. André Lamoureux se souvient de ces rencontres fréquentes comme étant très conviviales.

Au terme de cette exploration trop succincte de la dynamique de l'AÉQ de ces décennies, nous allons essayer de définir le type d'influence exercée par Mgr Grégoire au sein de l'AÉQ pendant

²⁷⁴ La majorité des provinces ecclésiastiques ont un Inter (Sherbrooke, par exemple, n'en a pas).

son épiscopat. Se pourrait-il qu'il ait été autrement plus influent qu'on ne le croit ? À cet égard, les explications du chancelier Michel Parent sont fort éclairantes. Selon lui, certains évêques de cette époque parlaient souvent et fort, mais ne jouissaient pas d'une grande crédibilité, car c'étaient des hommes de théâtre²⁷⁵. Leur leadership et une présence d'apparat, tout comme leurs revendications contestataires de l'autorité de Rome, leur valaient l'attention des médias, ce qui les a rendus très populaires; mais selon Parent, ils n'ont pas eu le leadership *réel* qu'on a voulu leur prêter. Tout autre a été l'influence morale de Mgr Grégoire à l'AEQ, que Rivet compare à celle du cardinal Roy à l'époque précédente. Selon lui, Mgr Grégoire était doté d'une personnalité timide et d'une grande sensibilité, ce qui lui faisait éviter les confrontations. Même s'il a été très critiqué et marginalisé par moments à l'AEQ, son sens du devoir lui commandait d'y rester, par fidélité à ses principes et à sa fonction. En outre, il était d'une extrême discrétion. Jamais il n'a manqué de charité envers qui que ce soit qui le critiquait²⁷⁶. Certains évêques se confessaient même à lui. Selon Parent, il est certain que Mgr Grégoire a exercé une profonde influence sur l'AEQ, mais que celle-ci a été souterraine..

Monsieur Charles Granche va beaucoup plus loin. Il est convaincu que c'est vraiment Mgr Grégoire qui pendant toutes ces décennies à l'AEQ a maintenu le cap – que les autres avaient perdu. Sa pensée très unie à celle des papes Paul VI et Jean-Paul II lui a permis de naviguer en eaux troubles. Et cette fidélité résolue, dans le contexte de l'époque, lui a coûté cher, bien des critiques. Or, Rome a été impressionné par ce témoignage de fidélité, et l'a fait cardinal²⁷⁷.

André Lamoureux nous a révélé que malgré ses grandes réserves, voire son désaccord avec certaines positions pastorales votées en assemblée, Mgr Grégoire ne voulait rien faire sans l'appui des autres évêques. L'abbé Jean-Paul Rivet se souvient par exemple qu'il était totalement en accord avec l'encyclique *Humanae Vitae*, mais qu'il a endossé au nom de la solidarité épiscopale la déclaration de la CECC qui allait inviter les fidèles à user de leur conscience par rapport aux directives de l'encyclique. Il se souvient que Mgr Grégoire n'était pas content mais qu'il ne voulait pas se mettre en marge de ses confrères. En cette occasion, la solidarité envers la

²⁷⁵ Il nomme Mgrs Hubert et Lebel, sans remettre en question leur sincérité ni les juger. Mgr Valois était plus discret que les deux premiers.

²⁷⁶ Ce qui prouve, selon lui, qu'il était un saint, quand on considère la virulence des critiques par moments.

²⁷⁷ Le 28 juin 1988. M. Granche ajoute : après le cardinal Édouard Gagnon, pss, ayant été choisi le premier (25 mai 1985) car il travaillait déjà à Rome depuis des années dans différentes fonctions, il faisait partie de la famille.

CECC a primé sur le for interne²⁷⁸. Par ailleurs, malgré ses vues romaines, Mgr Grégoire était apprécié de tous les évêques de l'AÉQ. Jean-Paul Rivet a vu une lettre que lui avait adressée Mgr Hubert – le chef des progressistes – qui était fort élogieuse à son endroit, l'appuyant fraternellement, et ce malgré leurs nombreux désaccords. Un évêque de l'Inter-Montréal assure qu'en aucun cas l'évêque de Longueuil n'a eu des paroles de médisance à son égard²⁷⁹. André Lamoureux renchérit : Mgr Grégoire était très consulté par les autres évêques. En une occasion, il a même été mandaté par les évêques québécois pour se rendre en Haïti²⁸⁰.

En conclusion, nous pensons que l'influence de Mgr Grégoire sur les autres évêques a été bien réelle, mais qu'elle se mesure difficilement. Il est évident que son témoignage de fidélité à Rome et à sa conception de l'épiscopat (et en amont, du sacerdoce) lui a valu bien des critiques du camp progressiste de l'épiscopat québécois de l'époque, qui comptait des francs-parleurs comme Mgrs Hubert²⁸¹ et Lebel, lesquels avaient l'oreille des médias. Des critiques certes, mais aussi, *a contrario*, l'admiration de plusieurs évêques centristes ou conservateurs qui comptaient sur sa parole et son exemple pour, comme le disait M. Granche, garder le cap d'une Église qui vivait une tentation gallicane certaine, en ces temps où la première génération d'évêques post-conciliaires d'ici devait apprendre à vivre le nouveau concept de collégialité avec leur confrère de Rome, le pape, *primus inter pares*, à qui le concile n'avait pas ôté sa primauté *de jure*. Plusieurs des évêques de cette époque, dont nous ne remettons pas en question la bonne foi, nous semblent

²⁷⁸ Ce choix de Mgr Grégoire peut s'expliquer d'une autre façon. Au moment de la déclaration des évêques de la CECC, Mgr Grégoire était archevêque de Montréal depuis à peine quelques mois. Or, plusieurs sources nous ont appris que dans les premiers temps de son épiscopat, il manquait d'assurance. Cela pourrait donc expliquer aussi cette réserve de sa part à dénoncer une déclaration qui allait, selon l'avis de plusieurs théologiens, ouvertement contre l'autorité romaine. Une décision surprenante, quand on connaît le désir profond de Mgr Grégoire d'être fidèle à Rome envers et contre tous durant son épiscopat. Enfin, cette fausse solidarité, ou fausse unanimité, montre bien les limites théologiques des assemblées épiscopales à travers le monde. Leurs résolutions ne sont généralement pas aussi unanimes qu'elles veulent bien le laisser croire.

²⁷⁹ Mais il ajoute que Mgr Grégoire avait peur de Mgr Hubert, qu'il qualifie de champion à l'AÉQ.

²⁸⁰ Nous n'avons pas appris pour quel motif.

²⁸¹ Lucien Lemieux est convaincu que Mgr Coderre, et Mgr Hubert après lui, ont vécu avec une grande tension psychologique l'exigence de la double fidélité, la première envers leurs convictions, la seconde envers Rome. Selon lui, cette tension, devenu un écartèlement intérieur, entre la fidélité à soi et celle au Vatican, les a usés prématurément, Mgr Hubert le premier, mort assez jeune. Tout comme Mgr Bélanger, mort dans l'âge mûr en 1975, un homme très avant-gardiste pour son époque.

avoir mal compris ce principe de primauté pétrinienne dans leur vécu de collégialité. Mgr Grégoire était peut-être là pour le leur rappeler, sans bruit mais avec constance²⁸²

²⁸² Lucien Lemieux considère pour sa part que l'Église du Québec a été chanceuse d'avoir jusqu'à récemment des évêques ouverts (progressistes), au contraire de plusieurs pays où, quelques années après le concile, la tendance a été de nommer des évêques très conservateurs.

CHAPITRE IV

LE COMBAT POUR L'ÉGLISE

À l'évidence, l'épiscopat de Mgr Grégoire n'a pas été un long fleuve tranquille ! Non, plutôt une descente de rapides ! Du début jusqu'à la fin, une crise a succédé à une autre, certaines très graves, sans lui permettre de reprendre son souffle, sinon à la toute fin (et encore, plusieurs réclamaient sa démission). Sur le front extérieur, Mgr Grégoire a eu à affronter une crise globale de société marquée par une sécularisation virant à la déchristianisation, sur laquelle il avait peu sinon pas de prise. Que pouvait-il faire contre les grands vents de la modernité québécoise, qui balayaient tout le passé religieux catholique du Québec pour les jeter aux orties ? Sur le front intérieur, qui était son monde, celui de l'Église de Montréal (et du Québec) elle aussi en mode d'*aggiornamento*¹, Mgr Grégoire allait devoir affronter et arbitrer de très graves crises : crise d'identité de ses prêtres, de l'épiscopat dans son rapport à Rome, crise touchant différents aspects de la gouvernance pastorale de son Église, crise de l'intelligentsia catholique, crise enfin, la plus sérieuse, ébranlant jusqu'aux fondations d'une faculté catholique universitaire. Levons maintenant le voile sur les défis colossaux auxquels Mgr Grégoire a dû faire face pendant son épiscopat de 22 ans.

Un début d'épiscopat marqué par des crises sociétale et ecclésiale

Mgr Grégoire redoutait la tâche, notamment en raison du contexte à la fois sociétal et ecclésial de l'époque. Or, dès les premières années, son mauvais pressentiment allait être confirmé. Voyons d'abord à vol d'oiseau le contexte général du début de son épiscopat. D'abord, sur le plan sociétal, Mgr Grégoire hérite du poste d'archevêque de Montréal tout juste un mois avant mai 1968. Mgr Jude Saint-Antoine, à l'époque professeur au collège Saint-Paul, rappelle qu'en septembre, les étudiants de presque tous les collèges et universités du Québec tombent en grève; ils remettent tout en question, bloquent tout. Le contexte est extrêmement fébrile, voire agressif.

Le jeune abbé Jean-Claude Turcotte, qui travaille depuis 1967 au Grand séminaire de Montréal comme responsable des séminaristes du diocèse, met en lumière deux phénomènes qui allaient marquer le début de l'épiscopat de Mgr Grégoire : la sécularisation de la société québécoise, qui

¹ Comme on l'a vu, ce terme italien signifie « mise à jour ». Le pape Jean XXIII l'utilisait pour qualifier l'intentionnalité originelle du concile Vatican II.

se traduirait par une désaffection religieuse, accélérée à partir de la parution de *Humanae Vitae* en juillet 1968²; sur le flanc ecclésial, la crise des séminaristes qui contesteraient à la fois son autorité et celle de Rome, à laquelle participeront bien des jeunes prêtres de l'époque, ce qui entraînera le départ de plusieurs d'entre eux³. Mgr Grégoire prendra bien vite la mesure des effets de cette sécularisation des mentalités quand il écrit en 1973 :

Une des conséquences de ces changements est que notre milieu semble évoluer sans référence aux valeurs chrétiennes [...] et que le processus de sécularisation débordant le niveau des institutions sociales, atteint maintenant celui de la conscience individuelle. [...] De plus en plus d'individus réfléchissent sur leur vie et sur le monde en faisant appel à une échelle de valeurs dans laquelle non seulement la foi chrétienne mais toute référence religieuse disparaît⁴.

Crise de l'identité sacerdotale

Une crise sacerdotale sans précédent : le départ de 10 % des prêtres

Alors qu'il était encore simple auxiliaire du cardinal Léger, Mgr Grégoire, directeur de l'Office du clergé, avait eu à faire face à quelques départs de prêtres. Ces premiers départs annonçaient une vague de fond catastrophique qui allait s'abattre sur lui dans les premières années de son épiscopat. Marc Rivet rappelle que le phénomène débute immédiatement après le Concile, et s'étend de 1966 à 1980 environ. L'hémorragie touche d'abord les communautés religieuses⁵, à qui la sécularisation du Québec a retiré bien des responsabilités dans le champ social (notamment dans les hôpitaux et écoles), puis touche les prêtres diocésains. La crise les frappe de plein fouet : en l'espace de 3-4 ans (les pires années étant entre 1969 et 1971) environ 10 % du clergé séculier quittent les rangs⁶, soit une bonne centaine de prêtres⁷.

² Nous analysons cette crise plus loin. La première partie de notre étude a bien montré les effets de cette sécularisation sur les mentalités (religieuses) québécoises. Nous en reparlerons enfin dans la conclusion finale notre étude.

³ Voir la note précédente.

⁴ L'archevêque de Montréal ne pouvait alors que constater, au vu de l'évolution des mentalités religieuses, que le principal et redoutable ennemi de son épiscopat serait cette sécularisation. Nous y reviendrons. Cf. *L'Église canadienne*, novembre 1973, p. 272 ; cité par Richard Arès dans le chapitre « L'évolution de l'Église au Canada français de 1940 à 1975. Survivance et déclin d'une chrétienté » qui se retrouve dans Fernand DUMONT, Jean HAMELIN et Jean-Paul MONTMINY, *Idéologies au Canada français, 1940-1976. Tome III : Les partis politiques – L'Église*. Québec. PUL. 1981, p. 267-297. Citation de Mgr Grégoire, p. 287, note 33.

⁵ Le jésuite Irénée Beaubien rappelle que la Maison des jésuites de Saint-Jérôme (vendue ces dernières années), qui servait de scolasticat, a été construite vers les années 1950-60. Pour lui, la crise apparaît chez les jésuites vers 1968, avec un ralentissement des entrées. Les sorties suivront bientôt. Cette date apparaît bien tardive au regard des données publiées sur cette problématique. (Voir la note 6)

⁶ Source : Mgr Turcotte. Qui est très près de la réalité en ce qui concerne les seuls prêtres diocésains ; voir la note suivante.

Mgr Saint-Antoine, ainsi que plusieurs autres, affirment que cette laïcisation de nombreux prêtres a eu un impact brutal sur Mgr Grégoire⁸. Et pour cause : le jeune archevêque de Montréal voit non seulement partir une partie de ses forces vives, mais il doit en outre subir, dans plusieurs cas, leur agressivité, alors que plusieurs portaient des blessures liées à l'épiscopat du cardinal démissionnaire. Quelle était la démarche de Mgr Grégoire face aux prêtres désireux de quitter le sacerdoce ? Il s'en tenait à la procédure canonique habituelle. Il les recevait d'abord à son bureau de l'archevêché au 2000 rue Sherbrooke Ouest (en face du Grand séminaire de Montréal appartenant aux sulpiciens). Il fallait alors les écouter et les aider à discerner le plus grand bien pour eux. Puis, le dossier complété, c'est lui qui devait annoncer la difficile nouvelle à Rome par lettre. Malgré la douleur de perdre un prêtre, répétée des dizaines de fois, Mgr Grégoire a vécu cette crise avec sérénité⁹. Il voyait dans chaque prêtre en crise un homme aux prises avec ses

⁷ Connaître avec précision ces statistiques est une tâche fort difficile, principalement parce que les dossiers de laïcisation de prêtres sont privés; aussi les archives les concernant ne sont pas encore disponibles pour consultation. Enfin, les religieux et religieuses demandant la laïcisation ne s'en référaient pas à Mgr Grégoire mais à leurs supérieurs respectifs. Cela dit, il est raisonnable de penser que chaque famille religieuse, ainsi que chaque diocèse, connaît avec assez de précision le nombre de départs en son sein. M. André Wahlin, archiviste à l'archevêché de Montréal, nous a fourni les statistiques sur le nombre de prêtres séculiers (relevant de Mgr Grégoire) et réguliers (de communautés) entre les années 1968 et 1991 (soit la durée de l'épiscopat de Mgr Grégoire), informations tirées des annuaires de l'Église *Le Canada ecclésiastique*, qui devient l'*Annuaire de l'Église du Canada* en 1974. Il faut noter que les chiffres publiés pour une année se réfèrent à la réalité de l'année précédente :

1967-68 : 990 prêtres diocésains et 1113 religieux, 322 des Instituts de vie consacrée (total : 2425) ;

1971-72 : 864 séculiers, 1400 réguliers (incluant les Instituts) (total : 2264) ;

1973-74 : 868 séculiers, 1350 réguliers (Total : 2218) ;

1983-84 : 727 séculiers, 1084 réguliers (total : 1811) ;

1985-86 : 823 séculiers et 955 réguliers (Total : 1778);

1987-88 : 808 séculiers et 1310 réguliers (Total : 2118);

1989-90 : 808 séculiers et 1296 réguliers (Total : 2104) ;

1990-91 : 727 séculiers et 940 réguliers (Total : 1631).

Notons que les fluctuations du nombre de prêtres réguliers (des communautés et instituts) s'expliquent par les entrées et sorties (laïcisation), mais aussi les décès, les réaffectations et les départs de communautés ou d'Instituts. Pour revenir à Mgr Grégoire, de 1968 à 1974, soit les 8 premières années de son épiscopat, on constate que les prêtres diocésains sont passés de 990 à 868, soit une baisse sensible de 122 prêtres (en moyenne 15 prêtres par année), soit 12,3 % des effectifs. Évidemment, il faudrait enlever les décès pour avoir une meilleure idée du nombre de prêtres laïcisés. Par ailleurs, il est certain que quelques prêtres ont demandé la laïcisation avant 1967, mais nous n'avons pas demandé les statistiques des annuaires à partir de 1961, ce qu'il faudrait faire pour avoir un portrait plus complet de la réalité.

⁸ Mgr Turcotte est aussi de cette avis. Dans cette veine, soeur Irène Grégoire rappelle que lors d'une brève rencontre à l'aéroport de Montréal, Mgr Grégoire lui a demandé de prier pour lui car il venait de signer quatre demandes de laïcisation.

⁹ Source : Jean-Paul Rivet, qui ajoute que cette sérénité était le fruit de sa foi et de sa prière.

faiblesses¹⁰, et se refusait à juger leur for interne. En somme, sa très grande charité à l'égard des prêtres démissionnaires a été constante¹¹.

Au travers de la crise, Mgr Grégoire essayait toujours de la dédramatiser, de conserver un regard d'espérance, répétant à ses proches que les choses allaient mieux, que l'hémorragie était terminée. Puis, un autre départ survenait; il acceptait la situation au jour le jour, sans s'apitoyer¹². Mgr Grégoire a encaissé ces contrecoups avec une force admirable, s'acquittant de sa tâche avec un courage et une sérénité tout à fait admirables¹³. Comment expliquer cette crise du sacerdoce ? En tant que premier concerné, Mgr Grégoire considérait que cette crise devait se comprendre sur l'arrière-fond de crise d'identité globale de la société, en premier lieu la sécularisation accélérée que vivait le Québec¹⁴. En d'autres termes, les changements profonds qui secouaient la société québécoise auraient provoqué et alimenté une grande insécurité chez nombre de prêtres face au contexte nouveau, provoquant plusieurs profondes crises d'identité.

Le père Irénée Beaubien a un point de vue intéressant sur cette crise. Première explication : les fausses vocations poussées par le milieu social et la famille. Devenir prêtre dans les années précédant la crise représentait plusieurs avantages pour un jeune homme¹⁵, surtout de famille pauvre : de belles études payées, un beau statut social et une fierté familiale rehaussée. Deuxième explication : l'ensemble du clergé, dont la vie avait été très encadrée depuis la naissance, n'était pas préparé à la liberté qui a soufflé dans les années de la Révolution tranquille. La liberté faisant sauter le cadre, beaucoup n'ont pas su résister. Pourquoi leur vocation était-elle si peu enracinée (pour ceux qui en avaient une authentique) ? La réponse est toute simple : leur spiritualité n'était pas assez profonde pour durer¹⁶. Il conclut en affirmant qu'en amont, la baisse des vocations

¹⁰ André Lamoureux est d'avis que son expérience comme ancien aumônier de même que ses années comme directeur de l'Office du clergé avaient convaincu Mgr Grégoire d'une chose : il faut prendre les gens tels qu'ils sont. Puis, s'ils le désirent, faire du chemin avec eux. En gros, une approche à des années-lumière de l'autoritarisme.

¹¹ Sources : André Lamoureux. André Beauchamp nous a toutefois dit qu'en certaines occasions, certaines rencontres avec des prêtres démissionnaires auraient été plus houleuses. Il est possible, vu le contexte très délicat et émotif de ces rencontres, que certains débordements se soient produits.

¹² Source : Ivanhoë Poirier.

¹³ Source : Mgr Turcotte, qui ajoute : comme il le fera plus tard lors de la crise de la faculté de théologie (voir plus loin dans ce chapitre).

¹⁴ Source : Marc Rivet.

¹⁵ Il rappelle que les jeunes étaient choisis à l'âge de 12-13 ans et étaient envoyés en formation dans les petits séminaires. En plus, le contexte social faisait qu'il était presque nécessaire d'avoir un prêtre dans la famille.

¹⁶ Irénée Beaubien ajoute : sans la prière, on ne tient pas. Comme prêtre, si on oublie Dieu, le sexe et la liberté prennent la place. Il cite l'exemple de deux de ses amis jésuites qui ont quitté parce qu'ils ne priaient pas.

s'explique par plusieurs facteurs : l'éclatement du cadre étroit de la chrétienté québécoise, l'ouverture à la diversité du monde incarnée par l'Expo 67, et l'influence de la radio et - surtout – de la télévision¹⁷. Mgr Jude Saint-Antoine considère pour sa part que plusieurs des prêtres en crise l'ont été pour avoir négligé l'essentiel de leur identité sacerdotale et de ses exigences, soit l'eucharistie et le partage de l'évangile. Il donne en exemple certains prêtres salariés dans le monde qui ont négligé leurs fonctions spirituelles premières de prêtre, cédant en outre à la tentation du matérialisme et du confort.

L'Association des jeunes prêtres de Montréal

En plus des prêtres d'un certain âge qui quittaient, Mgr Grégoire a eu aussi à composer avec les revendications de ses séminaristes et de son jeune clergé pendant les premières années de son épiscopat. Des séminaristes, se souvient Mgr Turcotte qui travaillaient auprès d'eux en mai 1968, très revendicateurs et contestataires. Tellement en fait qu'à son retour d'Europe en 1971, l'abbé Jude Saint-Antoine refuse la proposition de Mgr Grégoire d'aller travailler au Grand séminaire de Montréal en raison du climat de contestation qui y règne¹⁸.

À la même époque, et pour les raisons qu'on devine, apparaît l'Association des jeunes prêtres de Montréal¹⁹. Cette association est issue des sessions annuelles de formation pour le jeune clergé (moins de trois ans d'ordination) mises sur pied par le cardinal Léger avant son départ. D'une durée d'une semaine, ces sessions avaient lieu à Pierrefonds au mois de mai de chaque année. Comme ces sessions étaient très populaires et appréciées des jeunes prêtres, surtout dans les premières années post-conciliaires, Mgr Grégoire, une fois devenu archevêque, les a maintenues. Une fois leurs trois années d'ordination passées, un groupe de jeunes prêtres désireux que ce type de rencontres se poursuivent, mais dans un autre cadre, ont décidé de fonder l'Association des jeunes prêtres de Montréal. Au début, une bonne trentaine de prêtres y participaient activement. Ses leaders étaient André Beauchamp, André Gadbois, Jean-Paul Lauzon, Pierre Jolicoeur,

¹⁷ Et de la voiture (influence de la mobilité).

¹⁸ Aussi, ajoute-t-il, parce que c'était un milieu clérical et très fermé.

¹⁹ Source : André Beauchamp. Ce dernier a écrit un long document sur ce groupe et ses revendications (qui devait être publié à l'époque), dont il n'a pas encore retrouvé la trace dans ses dossiers. (Voir note plus loin.)

François Gilbert, Yves Lajoie, Bruno Toupin, Robert Dagenais, Maurice Comeau, Gaston Michaud²⁰ et quelques autres.

Or, ce groupe, avec les années, est devenu plus revendicateur, devenant rien de moins qu'un lobby dans l'Église²¹. Son programme : mariage des prêtres, une place et une participation plus active des laïcs dans l'Église, un virage vers le social, c'est-à-dire une Église plus présente sur le terrain. L'Association a décidé de faire quelques actions de sensibilisation pour faire valoir ses idées de réforme de l'Église. Des communiqués de presse ont été publiés, sans l'accord de Mgr Grégoire²². Un jour, une manifestation a été organisée à la paroisse Saint-Jean-Baptiste, avec des pancartes et tout l'attirail pour ce type d'événement. Cette fois-là, la direction de l'Église de Montréal a réagi, par le biais de Mgr Lafontaine²³, qui a convoqué Beauchamp à son bureau et lui a fait voir l'amateurisme de la stratégie militante de l'Association, et ce sans même aborder les questions pastorales en litige²⁴! Toutefois, ces manifestations et autres communiqués n'ont pas obtenu l'effet escompté, les médias s'intéressant à des dossiers autrement plus explosifs à l'époque²⁵. Puis, l'Association s'est essoufflée, surtout après la crise d'octobre 1970, qui a cassé bien des élans au Québec, dont celui de l'Association. Beauchamp l'a quittée, avant qu'elle ne disparaisse de la carte²⁶. Plusieurs de ses membres ont quitté le sacerdoce avant de jouer des rôles importants au sein de la société civile²⁷.

²⁰ Messieurs Lauzon, Jolicoeur, Gilbert, Lajoie et Michaud (un dominicain), ont quitté le sacerdoce. L'abbé Toupin, pour sa part, est devenu un des conseillers du cardinal Turcotte.

²¹ En 1968, rappelle Beauchamp, est publié le livre des abbés Charles Lambert et Roméo Bouchard, *Deux prêtres en colère* (Montréal, Éditions du jour), qui témoigne de cet état de crise. Un peu plus tard, ces deux prêtres quitteront l'Église et ... la foi ! Selon Mgr Saint-Antoine, ces prêtres n'étaient incardinés à Montréal.

²² Qui avaient peu d'échos dans les médias, rappelle Beauchamp, car les médias trouvaient amplement matière à nouvelles pendant cette période d'ébullition sociale du Québec.

²³ Jamais Mgr Grégoire ne les a convoqués personnellement. Et pour cause : Beauchamp estime que Mgr Grégoire ne connaissait pas assez les rouages de la politique. C'était un homme de conciliation et de paix, qui cherchait les arrangements à l'amiable. Voilà pourquoi, selon Beauchamp, quand les problèmes devenaient plus structuraux, plus complexes, il se sentait démuni, et confiait le dossier à un autre.

²⁴ Dans ces années-là, se souvient Beauchamp, l'Association pensait que tout changement était possible : « Dans notre grande naïveté, voire notre utopie, nous pensions qu'il suffisait d'invoquer notre statut de curés pour que nos intuitions prophétiques – à notre jugement – deviennent la réalité. »

²⁵ Beauchamp donne l'exemple de l'affaire des gars de Lapalme (dont il est fait mention dans le manifeste du FLQ), ces employés postaux qui avaient occupé la cathédrale (ou une de ses chapelles) pour y trouver refuge légal dans leur conflit contre le gouvernement fédéral, voulant forcer la main de Mgr Grégoire en leur faveur. Fait cocasse, les femmes des grévistes appelaient Mgr Grégoire pour lui demander de libérer leurs maris, comme si c'était lui qui les tenait prisonniers. Mgr Lafontaine a hérité du dossier, qui s'est réglé après quelque temps.

²⁶ Beauchamp confesse qu'il l'a fait quand il a réalisé qu'il était absurde d'être à la fois conseiller de Mgr Grégoire et militant au sein de cette Association. Il ajoute qu'avant de la quitter, il a réalisé des entretiens avec une cinquantaine de ses collègues prêtres qui, une fois colligés, ont constitué un petit livre qui a été présenté à M. Hébert des Éditions

Par ailleurs, la disparition de cette Association n'a pas signifié la fin de la contestation de Mgr Grégoire par ses propres prêtres, bien au contraire. Avec les années, les critiques à son égard se sont intensifiées. Au nombre des reproches, son apparente incapacité à prendre des décisions, son manque de leadership. Surtout, son obéissance absolue et aveugle à Rome, qui bloquait toutes les initiatives progressistes, ce qui créait beaucoup de frustrations chez certains prêtres et autres intervenants de l'Église. Or, cette contestation a perduré, avec des phases plus ou moins aiguës, jusqu'au moment où Mgr Grégoire a remis sa démission à l'âge de 75 ans, plusieurs disant ouvertement qu'ils avaient hâte qu'il parte. Mais Rome a plombé leur joie anticipée en le faisant cardinal, du coup il est demeuré à la tête de l'Église encore quelques années, ce qui n'a pas eu l'heur de plaire à tous²⁸.

Le dossier délicat du salaire des prêtres

Mgr Grégoire, en tant qu'évêque de Montréal, était aussi le premier gestionnaire de son diocèse, notamment de ses prêtres, dont il était le chef spirituel. Or, une question épineuse des années 1973-1975 a été très débattue au conseil presbytéral, et a fait beaucoup de remous et de divisions au sein du clergé de Montréal, disons-le, est devenue une crise : celle de la parité économique des prêtres du diocèse²⁹.

D'abord, les faits. En raison de la sécularisation, certains prêtres étaient payés par les organisations sociales pour lesquelles ils travaillaient – dont nombre d'institutions scolaires. Leur salaire était donc nettement supérieur à ceux des prêtres de paroisse, pour un travail sensiblement équivalent en termes d'heures (à temps plein). En réalité, donc, une injustice envers ces derniers. Sur le plan des idées, deux principes étaient en lutte : d'un côté, l'égalité de traitement au nom de la justice (tous les prêtres, quoi qu'ils fassent, devraient avoir le même salaire, pas de castes économiques); de l'autre, le respect de la liberté de conscience – et de l'autonomie – face à l'argent (d'autant que le prêtre séculier ne faisant pas de vœu de pauvreté, chacun a le droit de

de L'Homme, qui a décliné l'offre. La brochure a donc été publiée à l'interne. Puis, quelques-uns des prêtres de l'Association ont travaillé avec un cinéaste dans le but d'en faire la substance d'un documentaire, qui n'a jamais vu le jour. La question des prêtres ouvriers y aurait été traitée, parmi d'autres.

²⁷ Beauchamp explique: considérant que plusieurs de ces prêtres étaient des leaders au sein de leur Église, il était normal qu'ils le demeurent une fois laïcisés. Plusieurs sont devenus des fonctionnaires de haut rang.

²⁸ Beauchamp considère qu'en acceptant de prolonger, Mgr Grégoire a fait une erreur. Rappelons à sa décharge que l'archevêque démissionnaire n'a jamais désiré cette prolongation. À 75 ans, il était fatigué, et aurait accepté avec joie et soulagement une retraite paisible dans les Laurentides. Toutefois, contre son désir, il a dû travailler jusqu'à l'âge de 79 ans !

²⁹ Source : Jean-Paul Rivet.

gérer ses propres affaires). Les deux camps avaient donc un argumentaire sensé, raisonnable, qu'ils mettaient de l'avant. En raison des idées socialisantes (voire communistes) de l'époque, le premier camp, celui de l'égalitarisme – tous le même salaire –, avait le vent en poupe !

C'était d'ailleurs la position de Mgr Grégoire qui n'était pas favorable au maintien d'une caste de prêtres riches dans le clergé de Montréal, et ce pour deux raisons : la première, c'est que le principe de justice était en cause ; la seconde, c'est que l'embourgeoisement de nombre de ces prêtres – un scandale, dans certains cas – salissait la réputation de l'Église. Pour ces deux motifs principaux, il jugeait que cette situation allait contre l'Évangile. Pour rétablir la justice, Mgr Grégoire a donc voulu instaurer une « parité relative » entre les prêtres, favorisant notamment des contrats de service entre les institutions employant un prêtre et l'évêché, lequel aurait encaissé l'excédent entre le salaire régulier d'un prêtre et le salaire versé par l'institution, quand il était plus élevé (parfois le triple dans certaines catégories d'emploi). Toutefois, lorsque Mgr Grégoire et ses principaux conseillers ont proposé cette parité, le lobby des prêtres qui étaient dans la situation économique la plus enviable a livré un combat très émotif et difficile aux conseils épiscopal et presbytéral contre la position de Mgr Grégoire et de ses conseillers³⁰.

Après une très longue période de discernement, Mgr Grégoire a tranché : il a opté pour le respect de la liberté des prêtres concernés³¹. Ceux-ci seraient invités à verser au Fonds commun du clergé, qui existait déjà, leurs surplus. Cette décision, on s'en doute, n'a pas fait l'unanimité, les tenants de l'égalitarisme reprochant à Mgr Grégoire d'avoir manqué de courage, voire d'avoir laissé pourrir les choses³². Fait à noter, Mgr Lafontaine, qui était contre la décision de Mgr Grégoire, a défendu la position de ce dernier. Selon Jean-Paul Rivet, dans ce dossier particulièrement sensible, la sagesse de Mgr Grégoire a permis d'éviter un schisme dans le clergé³³.

³⁰ Source : Mgr Jude Saint-Antoine. Ce dernier, salarié d'un collège à l'époque, favorisait plutôt le respect de la liberté des prêtres qui pourraient donner leur surplus au Fonds commun du clergé ; pour l'égalité et non l'uniformité. Il affirme que Mgr Fortier, à la tête de la CECC de 1973 à 1975, était aussi de son avis.

³¹ Mgr Grégoire n'était pas du genre à imposer d'en haut des décisions qui ne respectaient pas la liberté de ses prêtres. Par manque de courage, et peur du conflit, ou par réel souci de ne pas imposer ses façons de voir ? La question mérite d'être posée. Les apparences inclinent toutefois à penser que Mgr Grégoire, en l'occurrence, a manqué de courage. Cela dit, si tel est le cas, il donnera l'impression de s'être corrigé de cette faiblesse quand il affrontera le courroux des théologiens de la faculté de théologie.

³² Or, selon Marc Rivet, elles ne pourrissaient pas, elles mûrissaient plutôt. Il estime que la décision prise était la bonne.

³³ Mgr Grégoire n'était lié à aucun des deux groupes de prêtres en question, ce qui a aidé sa cause, selon Rivet.

Crise au sein de l'épiscopat québécois

En tant que membre d'un collège d'évêques, Mgr Grégoire sera membre d'assemblées d'évêques (AÉQ et CECC) à partir de 1961 avec lesquelles il devra apprendre à vivre, pour le meilleur et pour le pire, *a fortiori* lorsqu'il deviendra archevêque de Montréal en 1968. Or, ces assemblées, à l'image de l'Église qu'elles servent, connaîtront plusieurs crises entre 1968 et 1990. Des crises fort différentes mais qui ont en commun de mettre en cause la fidélité au magistère romain et au pape³⁴. Quatre de ces crises de la fidélité marqueront particulièrement l'épiscopat de Mgr Grégoire : la parution de l'encyclique *Humanae Vitae* en juillet 1968 ; le synode romain de 1971 ; la crise de l'absolution collective ; et la crise de la faculté de théologie³⁵, qui allait être un long calvaire s'étirant sur plus de dix ans pour Mgr Grégoire.

Humanae Vitae et la crise de la fidélité de l'épiscopat

Mgr Grégoire est archevêque de Montréal depuis à peine trois mois quand la publication de l'encyclique *Humanae Vitae* par le pape Paul VI le 25 juillet 1968 sur l'amour humain et la régulation des naissances crée toute une commotion dans la catholicité. Au moment de la parution de l'encyclique, les évêques du Québec étaient en réunion à Winnipeg avec leurs confrères canadiens de la CECC³⁶. Leur réaction ne tarde pas : bon nombre des évêques les plus influents sont mal à l'aise avec certains aspects de l'encyclique, notamment ceux concernant l'interdiction de l'utilisation de toute contraception. Mais l'affaire est délicate car il s'agit d'un document papal. Ils sentent toutefois qu'ils doivent calmer le jeu, car leurs ouailles ne cessent de les questionner sur le caractère prescriptif de l'encyclique.

Le 27 septembre 1968, la CECC publie donc un document, qui deviendra la Déclaration de Winnipeg, dont le but était d'aider les catholiques à « accueillir » l'encyclique³⁷. Tous comprennent qu'il s'agit en vérité de dire aux fidèles que le respect de leur conscience doit prévaloir sur les directives papales. En d'autres termes, que les évêques incitent à la désobéissance. Conscients qu'ils mettent leurs fidèles dans une posture morale peu confortable,

³⁴ Voir au chap. III notre section sur Mgr Grégoire et l'AÉQ, qui décrit la dynamique interne de cette assemblée.

³⁵ Que nous traiterons à la fin de ce chapitre.

³⁶ Source : un évêque de l'Inter-Montréal qui était présent.

³⁷ Le texte de cette déclaration des évêques canadiens, qui a scandalisé nombre de catholiques de l'époque, ne se retrouve pas sur le site de la CECC – probablement pour ne pas alimenter cette vieille controverse. Toutefois, nous l'avons retrouvé sur le site suivant : www.inquisition.ca/fr/serm/winnipeg.htm. On y trouve aussi le lien menant à l'article publié par Mgr Vincent Foy en 1988 dénonçant cette prise de position comme une « tragédie ».

les évêques ajoutent que si des problèmes de conscience venaient à surgir, les fidèles n'auraient qu'à se tourner du côté du sacrement du pardon. On s'en doute, cette position des évêques canadiens a provoqué certaines tensions au sein de leur assemblée³⁸. Ce qui a fait pencher la balance du côté des objecteurs, c'est que les évêques savaient que Paul VI était allé contre l'avis de la majorité de ses consultants en modifiant l'encyclique à la dernière minute³⁹. Et qui a été le principal responsable du durcissement de ton de l'encyclique ? Un certain cardinal Karol Wojtyła, le futur Jean-Paul II⁴⁰.

Au Québec, à Montréal en particulier, la parution de cette encyclique a été reçue comme un coup de poing au visage par les catholiques⁴¹. Dans le contexte de mai 1968, de la révolte contre l'autorité, dans une société où la contraception était de plus en plus utilisée en raison de la nouvelle conception du sexe libre (libéré des anciens interdits), l'interdiction posée par *Humanae Vitae* en a poussé des milliers à quitter l'Église⁴², poussés par l'indignation d'une certaine intelligentsia⁴³. En effet, l'exigence paraissait non seulement trop élevée mais clairement déraisonnable, en décalage avec l'évolution de la société. Dans l'Église de Montréal, le débat a fait réagir fortement, d'un côté comme de l'autre. Car la décision des évêques canadiens d'aller contre Rome et Paul VI portaient à conséquence⁴⁴. Par cette déclaration, les évêques du Canada se désolidarisaient de l'Église, un acte lourd de signification⁴⁵. Quant à lui, Mgr Grégoire, pour qui l'obéissance à Rome et au pape n'était pas négociable, était dans son for interne contre la déclaration de Winnipeg, et pour l'Encyclique. Il a donc appuyé ouvertement *Humanae Vitae*⁴⁶ mais n'a pas été suivi par tous ses prêtres, loin de là⁴⁷. Par exemple, le jésuite Irénée Beaubien

³⁸ Mgr Vincent Foy de Toronto, n'a jamais cessé de dénoncer la CECC à Rome, exigeant une rétractation, en vain.

³⁹ Selon notre source, Paul VI craignait surtout une stérilisation massive dans certains pays du tiers-monde s'il avait donné l'aval à la première version de l'encyclique, plus permissive face à la contraception.

⁴⁰ Selon Lucien Lemieux.

⁴¹ Notre étude y fera référence à plusieurs reprises.

⁴² Mgr Jude Saint-Antoine est d'avis que l'événement Mai 1968 a causé des remous très importants. Par exemple, il rappelle qu'au moment de la crise la paroisse Saint-René-Goupil à Ville Saint-Michel a alors connu une baisse de la pratique religieuse de l'ordre de 50 %, presque d'une semaine à l'autre !

⁴³ Jean-Guy Dubuc nous a appris que André Naud a été un des rares théologiens – sinon le seul – du Québec à écrire contre l'encyclique *Humanae Vitae* au moment de sa parution.

⁴⁴ Source : Marc Rivet. Selon ce dernier, cette déclaration des évêques a accentué la dégringolade de l'Église, le recul de son enseignement, car en se désolidarisant de Rome, les évêques se sont désolidarisés face au monde.

⁴⁵ Source : Mgr Jude Saint-Antoine.

⁴⁶ *Lacoursière*, p. 368. Mgr Grégoire a fait lire par ses prêtres une déclaration officielle dans toutes les paroisses le 4 août 1968 (des extraits sont cités dans *Lacoursière*).

⁴⁷ Ivanhoë Poirier considère que les prêtres de Montréal n'ont pas étudié avec assez d'attention *Humanae Vitae* avant de s'y opposer – une mauvaise habitude chez eux, ajoute-t-il.

considérerait que l'Église avait fait erreur en s'immisçant dans la vie privée des femmes, qu'il fallait respecter leur conscience et liberté. Plusieurs pensaient comme lui. Il s'est donc agi d'une crise épouvantable à vivre pour Mgr Grégoire⁴⁸.

Humanae Vitae invitait à une paternité et à une sexualité responsables. Son rejet est le reflet de l'époque, qui a choisi le contraire⁴⁹. La crise provoquée par *Humanae Vitae*, tant dans la société que dans l'Église, allait être comme un premier signe annonciateur du genre d'épiscopat que connaîtrait Mgr Grégoire (avant le synode romain de 1971), alors qu'il débutait à peine : quiconque voulait demeurer fidèle à Rome dans ces années-là devait être prêt à en payer le prix.

Le synode Romain de 1971 et les attentes déçues de l'épiscopat libéral canadien

Le Concile Vatican II a voulu renouveler la façon de vivre et de construire l'Église, notamment en favorisant un esprit de collégialité parmi les évêques. C'est à cette fin que le pape Paul VI a créé le 15 septembre 1965 une nouvelle institution permanente dans l'Église catholique : le synode des évêques. Ce synode permet à des évêques représentant les conférences épiscopales de la catholicité réunis avec d'autres évêques des dicastères du Vatican de s'assembler périodiquement pour discuter de questions et d'enjeux majeurs pour l'Église. Convoquées par le pape, ces assemblées générales ordinaires ont lieu aux trois ou quatre ans. Élément important à ne pas oublier, ces assemblées ont été voulues consultatives, en vue d'aider le pape dans sa direction de l'Église universelle. Or, pendant son épiscopat, Mgr Grégoire a participé à plusieurs d'entre elles⁵⁰; une en particulier, sa première, allait le marquer profondément.

⁴⁸ C'est l'avis du cardinal Turcotte.

⁴⁹ Source : Michel Parent.

⁵⁰ Voici quels ont été les thèmes de ces assemblées entre 1967 et 1987 :

I^{ère} Assemblée Générale Ordinaire (29 septembre - 29 octobre 1967) : Thème: Préservation et renforcement de la foi catholique, son intégrité, sa vigueur, son expansion, sa cohésion doctrinale et historique ;

II^e Assemblée Générale Ordinaire (30 septembre - 6 novembre 1971). Thème: Le sacerdoce ministériel et la justice dans le monde ;

III^e Assemblée Générale Ordinaire (27 septembre - 26 octobre 1974). Thème: L'évangélisation dans le monde moderne. Suivi de l'exhortation apostolique : *Evangelii Nuntiandi* ;

IV^e Assemblée Générale Ordinaire (30 septembre - 29 octobre 1977). Thème: La catéchèse en notre temps ;

V^e Assemblée Générale Ordinaire (26 septembre - 25 octobre 1980). Thème: La famille chrétienne. Suivi de l'exhortation apostolique : *Familiaris Consortio* ;

VI^e Assemblée Générale Ordinaire (29 septembre - 29 octobre 1983). Thème: La Réconciliation et la Pénitence dans la Mission de l'Église ;

VII^e Assemblée Générale Ordinaire (1er - 30 octobre 1987). Thème: La vocation et la mission des laïcs dans l'Église et dans le Monde. Suivi de l'exhortation apostolique *Christifideles Laici*.

II^{ème} Assemblée Générale Extraordinaire (24 novembre - 8 décembre 1985). Thème: Le vingtième anniversaire de la conclusion du Concile Vatican II

Il s'agit du synode de 1971, qui portait sur les ministères (principalement sacerdotal) et la justice sociale. Or, quelques mois auparavant, Mgr Grégoire est allé rejoindre les autres évêques canadiens réunis pendant une semaine à Edmonton pour y préparer leur programme. De belles décisions, audacieuses (s'entend : progressistes), y auraient été prises sur des questions comme le célibat des prêtres, le mariage des prêtres, même l'ordination des femmes (bien que le vote en sa faveur n'ait pas passé, les évêques décidèrent qu'ils feraient quand même des représentations en ce sens lors du Synode). Lors de cette semaine préparatoire, Mgr Grégoire aurait joué un rôle mineur⁵¹.

Il faut savoir que les évêques canadiens et québécois de l'époque, tout en étant conscients que le synode n'était que consultatif, prenaient les synodes romains très au sérieux. Par exemple, Mgr Coderre de Saint-Jean-Longueuil consultait plusieurs de ses collaborateurs (par écrit ou individuellement) avant d'aller à la rencontre des autres évêques canadiens. En outre, partout au Canada, les évêques sollicitaient les avis des théologiens experts de leur choix, et en tenaient compte dans leurs propositions. En vérité, les évêques de cette époque fondaient beaucoup d'espoirs sur les synodes, qu'ils considéraient comme des suites du concile. Ils espéraient qu'ils allaient influencer sur les décisions qui seraient prises par Rome sur une foule de sujets touchant la vie de l'Église. D'autant que le renouveau de la théologie post-conciliaire alimentait intellectuellement ces espoirs de changements. Tout semblait être sur la table, même des réformes impensables jusqu'alors.

Le premier thème du synode de 1971 allait être celui du sacerdoce ministériel, très débattu au sein de la faction progressiste des évêques canadiens (très influente à la CECC). Au point où Mgr Guy Bélanger, évêque de Valleyfield, était convaincu lorsqu'il est parti pour Rome, tout comme bon nombre de ses collègues québécois, que le synode élargirait les conditions d'accès au sacerdoce⁵². Arrive le synode romain. Mgr Grégoire fait partie des quatre évêques canadiens délégués⁵³ pour y exprimer les points de vue de la conférence épiscopale nationale sur les sujets à l'ordre du jour. Lorsque la question de l'ordination sacerdotale d'hommes mariés est débattue, un

(Source : *Vatican*, [En ligne]. http://www.vatican.va/roman_curia/synod/index_fr.htm. (Page consultée le 28 novembre 2009)

⁵¹ Lucien Lemieux, qui y était, ne se souvient pas qu'il y ait fait une seule intervention.

⁵² Source : André Beauchamp.

⁵³ Sources : Lucien Lemieux et André Beauchamp.

des évêques canadiens propose une motion en sa faveur⁵⁴ : 45 % des évêques réunis au synode se déclarent favorables, soit près de la majorité⁵⁵. Mais ce n'est pas suffisant : la motion est battue. À une autre occasion, Mgr Grégoire aurait exposé les positions très progressistes des évêques canadiens⁵⁶. Tout comme le cardinal George Bernard Flahiff, de Winnipeg⁵⁷, qui est intervenu en faveur de l'étude de la question de l'ordination des femmes, malgré les réserves de l'épiscopat canadien. Les premières interventions de Mgr Grégoire dans un synode romain laissaient donc croire qu'il était de mouture progressiste, à l'instar de sa conférence épiscopale nationale (qui héritera de cette étiquette pour les décennies à venir) et provinciale. L'était-il vraiment, ou se faisait-il le simple porte-parole de ses collègues ?

Que Mgr Grégoire ait été un jeune archevêque conservateur en manque d'assurance qui jouait la partition libérale-progressiste par solidarité épiscopale, ou un vrai libéral devenu conservateur pour l'une ou l'autre des hypothèses évoquées, une chose est certaine : quelques-uns de ses confrères évêques (ainsi que des observateurs privilégiés) ont constaté que ce synode a marqué chez lui un passage du progressisme (de façade) au conservatisme⁵⁸. Est-ce la fameuse « grâce de Rome »⁵⁹, incitant à l'obéissance romaine, qui aurait agi sur lui lors des plénières avec le Pape – qui a jugé pour tous les sujets abordés qu'il était préférable de s'en tenir à la pratique séculaire de l'Église⁶⁰? A-t-il vécu une sorte de chemin de Damas lui faisant voir le caractère excentrique des positions progressistes défendues par ses collègues canadiens⁶¹ ? Ou aurait-il reçu une admonestation romaine à la suite de l'une de ses interventions du synode, laquelle l'aurait secoué avant de le transformer⁶². Au retour de ce synode, Mgr Grégoire serait devenu plus conservateur, endossant toutes les politiques et directives romaines. Au point où sa confiance en soi en aurait

⁵⁴ Source : Mgr Charles Valois. Nos entrevues ne nous ont pas permis de savoir s'il s'agissait de Mgr Grégoire.

⁵⁵ Un évêque de l'Inter-Montréal.

⁵⁶ Le fait que Mgr Grégoire ait pris la parole est certain, mais nous n'avons pas plus de détails. Nous expliquons cette prise de parole par le sens de la solidarité de Mgr Grégoire, alors évêque depuis peu de temps. Peut-être le fait qu'il ait été intimidé explique aussi son geste.

⁵⁷ Archevêque de 1961 à 1982 ; décédé en 1989.

⁵⁸ Lucien Lemieux, Mgr Charles Valois, un évêque de l'Inter-Montréal, pour ne nommer que ceux-là.

⁵⁹ Voir le passage de notre étude sur le stage de Rome institué par Mgr Grégoire pour les prêtres de Montréal (chap. III).

⁶⁰ Selon Jean Rigal, professeur honoraire de la Faculté de théologie de Toulouse, dans un article reproduit dans Internet (<http://www.groupe-jonas.com/articles/art65.html>) (Page consultée le 7 avril 2009).

⁶¹ À l'image de celui connu par le théologien Joseph Ratzinger, réputé un conseiller – *peritus* – libéral lors du concile, mais devenu conservateur quelques années plus tard alors qu'il était théologien en Allemagne, à la suite des manifestations étudiantes violentes et de sa constatation qu'une certaine théologie post-conciliaire dérapait.

⁶² C'est ce qu'affirme un évêque de l'Inter-Montréal. Nous croyons qu'il dit vrai.

souffert; en effet, lors de ses apparitions médiatiques Mgr Grégoire ne dégageait plus la même confiance, il était devenu méfiant, peureux; il préférait céder sa place à d'autres évêques, tels un Mgr Hubert ou un évêque de l'Inter-Montréal⁶³.

Pour les évêques québécois progressistes, le synode romain de 1971 a été la mise à mort de leurs espoirs de changement pour l'Église. Leur déception a été d'autant plus vive que Paul VI avait été jusqu'alors un pape progressiste sur le plan social⁶⁴. Comme leurs attentes étaient élevées, la déception n'en a été que plus brutale⁶⁵. Comme si toutes les promesses et ouvertures du concile se refermaient les unes après les autres. Comme si les vents dominants soufflaient maintenant du côté du conservatisme. Et ils ont continué de souffler au point où après 1976, les évêques québécois ont constaté que le rapport publié par le Vatican – l'exhortation apostolique – quelque temps après la tenue de chaque synode ne reflétait que la pensée du Vatican sur les questions traitées plutôt que l'ensemble des points de vue discutés par les évêques⁶⁶. En somme, les dés étaient pipés, et les espoirs de réforme, presque nuls. Le synode romain de 1971 et ses suites allaient révéler Mgr Grégoire aux autres évêques canadiens et québécois progressistes en ce qui a trait à sa volonté d'obéissance à Rome⁶⁷. Désormais, ils sauraient à quelle enseigne l'archevêque de Montréal logeait : pas la leur !

De toute évidence, ce premier synode romain – y compris sa préparation – fut pour Mgr Grégoire une expérience difficile, peut-être même un choc. Celui de percevoir que les assemblées épiscopales nationale et provinciale dont il faisait partie ne vibraient pas au diapason romain. De toute évidence, être fidèle aux directives romaines semblait être le dernier souci de nombreux confrères de Mgr Grégoire. Ce malaise apparent, ce désir d'autonomie de nombre d'évêques canadiens et québécois par rapport à Rome, Mgr Grégoire allait en faire encore plusieurs fois

⁶³ C'est de ce dernier que nous tenons cette interprétation.

⁶⁴ Cf. son encyclique *Populorum Progressio*, du 26 mars 1967. À cet effet, plusieurs théologiens – dont André Beauchamp – ont aussi noté que le pape a connu un virage vers le conservatisme entre le début et le premier tiers de sa papauté (1963-1978), initié par la publication de *Humanae Vitae* en 1968, soit à peine cinq ans après son élection.

⁶⁵ André Beauchamp nous a affirmé qu'un évêque en particulier, Mgr Guy Bélanger, en est revenu démoralisé au point qu'il en est mort deux ans après.

⁶⁶ Source : Lucien Lemieux.

⁶⁷ Nous ajoutons : peut-être aussi à lui-même ! Mgr Paul-Émile Charbonneau, évêque émérite de Hull, a déjà dit : Mgr Grégoire n'a pas été un évêque conciliaire, mais plutôt un évêque des synodes, dans leurs versions revues et corrigées par Rome. Il n'était pas un leader, c'était un homme qui faisait ce que le Vatican disait. (Source : Lucien Lemieux)

l'expérience lors de crises à venir, qui allaient marquer profondément et durablement son épiscopat, jusqu'à lui donner les apparences d'un chemin de croix.

La crise de l'absolution collective

La crise touchant le dossier de l'absolution collective illustre très bien les antagonismes des visions théologico-pastorales des deux groupes idéologiques au sein de l'AÉQ. L'arrière-plan de cette crise, c'est la remise en question, voire la contestation, de la pratique séculaire de la confession individuelle des péchés à un prêtre, la plupart du temps au confessionnal. Ce qu'on reprochait principalement à cette pratique, c'est qu'elle mettait trop l'accent sur le péché⁶⁸, qu'elle humiliait le pécheur, en plus de plomber l'emploi du temps des prêtres. Suite au *Motu proprio* de Paul VI (16 juin 1972) sur les normes pastorales entourant l'administration de cette forme extraordinaire du sacrement de pénitence, certains pays d'Europe allaient remplacer la confession individuelle des péchés par une confession générale à l'intérieur d'une célébration eucharistique dominicale, avec une absolution générale plutôt qu'individuelle; toutefois, sans respecter toutes les normes pastorales édictées.

Fallait-il ou non permettre l'absolution collective dans le diocèse de Montréal ? Après des mois de discussion aux conseils presbytéral et épiscopal, les avis étant partagés⁶⁹, Mgr Grégoire, qui avaient ses réserves, allait toutefois se rendre aux arguments de ses conseillers progressistes et devenir le premier évêque du Québec à mettre l'absolution collective à l'essai dans son diocèse, pendant les temps de l'Avent et du Carême de l'année liturgique 1972-1973. Quelques mois après, toutefois, le théologien français Jérôme Allaire aurait été envoyé par Rome pour demander

⁶⁸ D'ailleurs, le renouveau de la théologie morale de ces années-là, sous l'influence de l'apport des recherches en psychologie, remettait aussi beaucoup en question la notion même de péché, surtout quant à ses aspects de « pleine liberté » et « pleine conscience ». La prise de conscience des déterminismes et autres influences sur le psychisme humain a eu comme conséquence, dans un premier temps, d'atténuer voire d'émousser la notion de péché individuel. Conséquence de ce flou, les prêtres ne savaient plus trop ce qui était péché ou non. D'où la décision chez plusieurs de confesser de moins en moins, sous prétexte que tout considéré, les vrais péchés étaient peu fréquents. Jean-Paul II, théologien moraliste, allait rectifier les choses dès son élection en 1978 par ses lettres encycliques, notamment la première : *Redemptor Hominis*, du 4 mars 1979, qui insiste énormément sur le péché dans l'histoire des hommes. C'est que Jean-Paul II avait bien compris que si la notion de péché s'émoussait, le besoin de salut s'atténuerait de manière inversement proportionnelle. En d'autres termes, sans péché, nul besoin de salut ; nul besoin de ... l'Église et ses prêtres !

⁶⁹ Mgr Jude Saint-Antoine se souvient avoir prévu que des déviations se produiraient dans l'application de ces normes car certains éléments de contenu prêtaient à interprétation. De même, Ivanhoë Poirier était contre cette mise en application de l'absolution collective. Ces déviations, au Québec comme ailleurs, furent nombreuses.

à Mgr Grégoire de faire volte-face⁷⁰. En effet, depuis la publication des premières normes, Rome avait resserré les critères encadrant cette pratique. Convaincu par le délégué romain que la pratique de l'absolution collective contribuait à une dévaluation du sacrement du pardon individuel (et en amont du péché), Mgr Grégoire a donc retiré à ses prêtres le droit de la pratiquer dans leurs paroisses⁷¹. L'abbé Turcotte a présidé la réunion très houleuse du conseil presbytéral au cours de laquelle Mgr Grégoire a annoncé aux prêtres sa décision de faire marche arrière⁷². Pendant plusieurs mois, la grogne s'est manifestée de toutes parts, plusieurs prêtres ont désobéi, contesté, sont venus le rencontrer pour en discuter. Mais Mgr Grégoire était inflexible, il tenait à l'obéissance à Rome et il ne tolérait pas la désobéissance ouverte – car certains ne lui obéissaient pas⁷³. N'en demeure pas moins qu'une crise à l'état larvé allait durer pendant des années, voire des décennies⁷⁴.

La volte-face de Mgr Grégoire allait provoquer une crise bien au delà des limites de son diocèse. En effet, plusieurs évêques du Québec avaient intégré l'absolution collective dans la pratique de leur diocèse, et ce à l'exemple de Montréal. Or, ces évêques n'appréciaient pas du tout la volte-face que leur imposait Rome (et Mgr Grégoire), par principe mais aussi, peut-être, pour ménager leur fierté personnelle. Parmi les mécontents, les évêques Valois, Lebel et Hubert de l'Inter-Montréal firent pression sur Mgr Grégoire afin qu'il revienne sur la première position, ce qu'il refusa toujours de faire⁷⁵. Mais ce fut un dur combat, car Mgr Grégoire s'est retrouvé

⁷⁰ Source : André Beauchamp.

⁷¹ André Beauchamp est convaincu que Mgr Coderre ou Mgr Hubert auraient plutôt renvoyé l'émissaire en lui demandant d'aller dire à Rome pourquoi ils maintenaient la décision prise par leur conseil. Mgr Grégoire n'a pas pris cette décision car il ne savait pas argumenter et était incapable de faire face à de telles situations. En somme, son désir d'obéissance l'a emporté sur ce que commandait le bon sens, en raison de sa personnalité – dont il souffrait, selon Beauchamp.

⁷² Mgr Turcotte a affirmé que Mgr Grégoire, en cette occasion, a fait preuve de grand courage.

⁷³ Mgr Charles Valois est d'avis qu'en cette occasion, Mgr Grégoire s'est mis plusieurs prêtres à dos en raison de ses idées conservatrices. Il ajoute que plusieurs décidèrent d'aller célébrer des absolutions collectives dans d'autres diocèses.

⁷⁴ Mgr Jude Saint-Antoine rappelle qu'au Synode de l'Église de Montréal (1996-1999), les vicaires épiscopaux du cardinal Turcotte et l'ensemble de ses théologiens favorisaient toujours l'absolution collective. Mgr Saint-Antoine a pris la parole avant le vote, pour manifester son opposition, et le vote a été serré; quelques votes de plus et elle devenait une résolution (il fallait les 2/3 des voix). Après le vote, le cardinal Turcotte, qui était sous pression au conseil épiscopal, l'a remercié. Malgré tout, quelques années plus tard, Rome a rappelé à l'ordre le cardinal Turcotte sur cette question.

⁷⁵ Le chancelier Michel Parent est d'avis que sur la question de l'absolution collective, les évêques de l'AEQ qui étaient contre la position de Rome et de Mgr Grégoire ont erré en allant contre le droit canon et la théologie classique.

complètement isolé sur cette question⁷⁶. Plusieurs années plus tard, soit en 1985, il a dû réaffirmer sa volonté en la matière, car la contestation continuait tant dans les esprits que sur le terrain⁷⁷.

Crise identitaire de l'Église de Montréal

Mgr Grégoire a dirigé l'Église de Montréal à une époque turbulente de son histoire, qui a été ponctuée de crises de toutes sortes. À la sortie d'un concile qui lui demandait de réinventer son rapport au monde moderne, l'Église se cherchait une nouvelle identité, dans le respect de sa Tradition. Or, cette recherche identitaire allait occasionner bien des tensions entre les tenants de visions fort contrastées de ce que devrait être cette Église.

Les tensions droite-gauche (conservateurs-progressistes)

Après le conseil épiscopal qui rassemble tous les évêques auxiliaires auprès de leur archevêque, le conseil presbytéral compte parmi les organes de direction du diocèse les plus importants⁷⁸. Ce conseil, dont les réunions sont mensuelles, rassemble de 35 à 40 membres, et sa présidence n'est jamais assumée par l'évêque titulaire. C'est à ce conseil que sont discutées et votées les décisions les plus importantes concernant la vie pastorale du diocèse. Enfin, le conseil de pastorale⁷⁹ réunit une cinquantaine de personnes, dont plusieurs laïcs⁸⁰; il se réunit de sept à huit fois par année. Mgr Turcotte se souvient que dès les premiers conseils presbytéraux auxquels il a assisté, que Mgr Grégoire ne manquait jamais, les camps droite-gauche étaient bien regroupés, allant même jusqu'à se réunir avant les rencontres pour s'y préparer⁸¹. Sur une quarantaine de prêtres, on comptait une dizaine de radicaux, cinq à gauche et autant à droite, tous beaux parleurs, soit environ 25 % de l'assemblée essayant de convaincre les modérés de se rallier d'un côté ou de l'autre.

⁷⁶ Source : André Lamoureux.

⁷⁷ Source : Jean-Paul Rivet.

⁷⁸ Il a été officiellement lancé le 29 janvier 1969. (Source : Jean-Pierre Proulx, *L'information religieuse au Québec de 1965 à 1974* (thèse). Université de Montréal, 1979, p. 154.)

⁷⁹ Officiellement lancé le 26 septembre 1972. *Ibid*, p. 162.

⁸⁰ Beaucoup moins nombreux dans les premières années de Mgr Grégoire en raison de leur manque de formation théologique. Ce n'est que vers les années 1970-1975 que les laïcs furent plus nombreux à s'inscrire dans les facultés de théologie.

⁸¹ Ce qui est tout à fait normal dans l'Église, selon lui.

Dès l'arrivée de Mgr Grégoire à son conseil en 1971 jusqu'à son départ en 1990, le camp progressiste a mis de l'avant des dossiers tels que celui des prêtres ouvriers (en milieu de travail), des prêtres dans les quartiers (hors des églises), les expériences nouvelles comme les paroisses sans territoire (les dominicains de Saint-Albert-le-Grand⁸²), la déconfessionnalisation du système d'éducation et l'absolution collective, pour ne nommer que les principaux. Comme c'est le cas dans tous les conseils, les progressistes désiraient des changements dans l'Église, et les conservateurs s'assuraient que ces demandes soient en accord avec les directives romaines. Sous l'épiscopat de Mgr Grégoire, le camp progressiste a donc essayé très fort de faire avancer son programme, mais sans trop de succès, car ce dernier gardait le cap sur Rome peu importe le dossier à l'étude. Cette façon de faire a suscité bien des frustrations et des critiques au fil des années, voire des décennies. Plusieurs reprocheront à Mgr Grégoire de bloquer toute tentative de modernisation de son Église. En d'autres termes : d'être un évêque de mouvance conservatrice⁸³.

Le premier synode diocésain... avorté de 1970

Personne ou presque dans l'Église de Montréal d'aujourd'hui ne sait qu'un synode diocésain devait avoir lieu en 1970⁸⁴. Un synode, c'est une réunion des forces vives d'un diocèse qui dresse un état des lieux et essaie d'y trouver des solutions pastorales. En 1969, à la demande de l'abbé Jacques Leclerc, alors directeur de l'Office des paroisses⁸⁵, le jeune théologien André Beauchamp a rédigé le document préparatoire faisant état des questions et problématiques de l'époque, en lien avec le récent concile. Ayant reçu ledit document, Mgr Grégoire a consulté Mgr Lafontaine. Or, après un laps de temps, ce dernier a annoncé aux principaux concernés que le synode était reporté *sine die*, sous prétexte de difficultés d'organisation. Or, André Beauchamp émet l'hypothèse selon laquelle le vrai motif expliquant ce report du synode serait une divergence fondamentale de vues sur différentes questions entre Jacques Leclerc, un prêtre très progressiste, et Mgr Grégoire, qui était déjà très conservateur⁸⁶. Du coup, tous les exemplaires de ce document préparatoire ont été mis sous scellés pendant trente ans, et ressortis en préparation de la tenue du synode de 1995(-1999)⁸⁷.

⁸² Vers 1971-1972.

⁸³ Nous commenterons cette affirmation en conclusion de cette section. Ainsi que dans notre conclusion générale.

⁸⁴ Pour toute cette section, source : André Beauchamp.

⁸⁵ De 1964 à 1970. L'abbé Leclerc est décédé en février 2008.

⁸⁶ À titre d'unique rédacteur de ce document, André Beauchamp est bien placé pour savoir de quel bois il était fait.

⁸⁷ Ce synode, de l'avis des plusieurs témoins, aurait été noyauté par les forces progressistes du diocèse qui ont voulu passer la totalité de leurs revendications réformistes extrêmement audacieuses. Mais la presque totalité de leurs

Le virage de l'Église vers le social

Traditionnellement, la fonction première de l'Église a toujours été de proclamer l'Évangile du Christ et de célébrer liturgiquement ses mystères en Église, en plus d'administrer les sacrements à la foule des baptisés. Une mission essentiellement de nature spirituelle. Or vers la fin des années 1960, sous l'influence de la théologie de la libération⁸⁸, plusieurs théologiens jouissant d'un rayonnement international critiquent cette conception trop spirituelle, voire désincarnée de la mission de l'Église. Selon eux, le rôle de l'Église n'est pas seulement d'insuffler sur terre l'espérance du Royaume de Dieu à venir (au ciel), mais de le faire advenir déjà ici-bas. En conséquence, l'Église et les chrétiens sont appelés à construire une société juste et à dénoncer l'injustice sous toutes ses formes, en somme : à se salir les mains dans les affaires temporelles (politiques).

Au Québec, un certain virage social de l'Église s'expliquerait d'abord par les préoccupations sociales de l'époque, ainsi que l'action des syndicats lors des nombreux conflits de travail⁸⁹. Cela dit, il ne faut pas oublier que plusieurs des leaders autour de Mgr Grégoire de cette période possédaient une formation en sociologie, en particulier Mgr Lafontaine⁹⁰ et l'abbé Jean-Claude Turcotte. Ceci expliquant cela, Mgr Grégoire a fondé l'Office des œuvres de pastorale sociale⁹¹. La pastorale sociale de Mgr Grégoire était équilibrée, en ne délaissant pas l'essentiel. C'est-à-dire que, sous prétexte de soulager la détresse humaine bien réelle des démunis, elle ne mettait pas de côté la mission spirituelle de l'Église, qui demeurait première. L'ordre des priorités était clair : Aimer Dieu en premier, et son prochain par la suite. Mgr Grégoire tenait à ce que cet équilibre

propositions ont été écartées, certaines de peu. Pour avoir une idée de ces propositions non promulguées, voir le lien suivant : <http://www.missa.org/synpf.php> (page consultée le 23 novembre 2009).

⁸⁸ La théologie de la libération désigne un mouvement social, religieux et théologique, qui est apparu en Amérique latine dans les années 1960. Essentiellement, cette théologie consiste en une relecture politique de l'Évangile, et considère que l'action politique est une exigence de l'engagement religieux dans la lutte contre la pauvreté. Influencés par le marxisme, ses penseurs principaux seront les théologiens sud-américains Gustavo Gutiérrez, Leonardo Boff et Jon Sobrino, ainsi que les archevêques Herder Camara et Oscar Romero (assassiné au Salvador). Cette théologie vise la libération des peuples opprimés et la solidarité avec eux. Dans les années 1980, plusieurs de ses thèses furent condamnées par la Congrégation pour la doctrine de la foi, présidée à l'époque par le cardinal Ratzinger. Essentiellement, on a reproché à cette théologie de faire de l'Évangile un manifeste politique plutôt que spirituel, dit autrement : de le dénaturer.

⁸⁹ Source : Marc Rivet.

⁹⁰ Mgr Lafontaine avait réglé lui-même des conflits syndicaux, notamment celui du quotidien *Le Devoir*.

⁹¹ Sans oublier que Mgr Grégoire était plus près des pauvres au quotidien que les deux prêtres nommés, car lui les aidait concrètement. Il a fondé pour eux La Maison du Père (voir le chapitre de notre étude s'y rapportant).

soit maintenu⁹². D'autres, non, qui allaient mettre de l'avant la sollicitude matérielle au détriment de la fonction spirituelle de salut. Les jésuites, par leur revue *Relations* mais aussi leurs autres cercles d'influence, auraient joué le rôle de leaders pour faire prendre à l'Église le virage de la théologie de la libération⁹³. Dans les années 1975-1980, plusieurs théologiens de la Faculté de théologie de l'Université de Montréal auraient poussé dans le même sens, soit André Myre, s.j., Laval Létourneau, c.s.sr., et Guy Lapointe, o.p.⁹⁴.

Or, comme plusieurs de ces théologiens avaient l'oreille de certains évêques sensibles à leur cause, en particulier Mgr Hubert, leur influence a été assez grande dans l'épiscopat québécois, mais de façon indirecte⁹⁵. C'est ce qui explique pourquoi, en cette matière, Mgr Hubert a été l'évêque le plus avant-gardiste sur le plan social, prônant une intervention beaucoup plus fréquente et appuyée de l'Église dans les affaires temporelles⁹⁶ (en lien avec certains conflits sociaux, projets de loi). Sur ce plan, Mgr Grégoire, tout comme Mgr Turcotte (avant qu'il ne soit archevêque), ont considéré qu'il allait trop loin, que l'Église ne devait pas trop se mêler des affaires temporelles⁹⁷. Ce qui explique que Mgr Grégoire a préféré une action plus discrète, comme la fondation de la Maison du Père. Malgré cette action concrète, plusieurs allaient lui reprocher de ne pas s'être assez servi du prestige moral associé à son poste pour faire avancer certaines causes sociales au Québec.

Le virage féministe de l'Église

Pendant son long épiscopat débuté en 1968, Mgr Grégoire a vu l'apparition d'un féminisme beaucoup plus revendicateur, et ce tant dans la société qu'au sein de son Église. En gros, les féministes de cette époque ont fait la vie dure à l'Église, désirant qu'on reconnaisse mieux l'apport inestimable des femmes à la vie ecclésiale, notamment par l'accès au ministère ordonné⁹⁸.

⁹² Contrairement, selon Marc Rivet, aux prêtres des Fils de la charité actifs dans des paroisses de la Pointe Saint-Charles, d'Hochelaga-Maisonneuve et de Villeray. Ces prêtres considéraient leurs églises (physiques) comme des « assemblées de cuisine » : ils n'y priaient pas et n'y célébraient pas la liturgie. Dans les années 1968-1970, ils désiraient même faire enlever le maître-autel. Rivet constate que partout où ils sont passés, l'Église s'est écroulée.

⁹³ C'est le point de vue de Marc Rivet.

⁹⁴ De la communauté dominicaine Saint-Jean.

⁹⁵ C'est l'avis de Mgr Jude Saint-Antoine.

⁹⁶ D'où son livre posthume (1996), au titre révélateur : *Il faut que l'Église parle*.

⁹⁷ Nous tenons cette information de Mgr Turcotte lui-même.

⁹⁸ Sans aucun doute, cette section de notre étude mériterait un mémoire à elle seule. D'ailleurs, nous citerons plus bas les intellectuelles qui ont été les figures de proue de ce mouvement, dont plusieurs ont écrit des ouvrages sur la

Vu l'importance de son poste et de son diocèse pour l'ensemble du Québec, Mgr Grégoire a donc eu à subir les contrecoups d'un certain féminisme agressif de l'époque⁹⁹. Qui en étaient les leaders¹⁰⁰? Soeur Élisabeth Lacelle¹⁰¹, Marie-Andrée Roy¹⁰² et soeur Guylaine Roquet, c.s.c., signataire du Rapport Parent, pour ne nommer que quelques figures de proue. Ces trois féministes en Église, aussi appelées les soutanes roses, représentaient un vaste mouvement à l'époque¹⁰³. En outre, à l'époque, de plus en plus de femmes commençaient aussi à enseigner dans les facultés de théologie¹⁰⁴. Toutes n'étaient pas des féministes revendicatrices, mais leurs étudiantes, elles, l'étaient en grand nombre¹⁰⁵. En somme, les grands vents de l'époque semblaient pousser dans le sens des revendications égalitaires de ces féministes.

Plusieurs évêques canadiens – et du Québec – étaient sympathiques à leurs demandes¹⁰⁶. Lors du synode romain de 1971, Mgr Georges Bernard Flahiff¹⁰⁷, le cardinal archevêque de Winnipeg, a fait une intervention très forte demandant une plus grande ouverture de l'Église à l'égard des femmes et leur accès à de nouveaux ministères, ce qui a valu aux évêques de l'Église canadienne l'étiquette de « pro-féministes ». Face à ces demandes et revendications, les évêques québécois devaient se positionner. Du lot, Mgrs Hubert¹⁰⁸, Valois et Lebel, très influents à l'AEQ, ont été

question. Pour notre part, nous essaierons modestement de comprendre le contexte ecclésial touchant cette problématique vécue par Mgr Grégoire.

⁹⁹ Source : Mgr Turcotte. Il ajoute qu'il comprend les femmes de l'avoir été (agressives).

¹⁰⁰ Source : Marc Rivet.

¹⁰¹ La première théologienne diplômée de l'Université d'Ottawa (Ph.D., 1967). Elle est membre du *Réseau Femmes et Ministères*, qui travaille à la reconnaissance de tous les ministères exercés par des femmes dans une Église dynamique et missionnaire. (Source : [En ligne]. <http://www.femmes-ministeres.org/index.html>). Marie-Andrée Roy en est aussi membre.

¹⁰² Professeure au département des sciences religieuses de l'Université du Québec à Montréal.

¹⁰³ Diverses associations seront fondées par des féministes théologiennes au cours de l'épiscopat de Mgr Grégoire : en 1976, *L'Autre Parole*, Collective des femmes féministes et chrétiennes, par Louise Melançon, Bibiane Beauregard, Marie-Andrée Roy et Monique Dumais, qui vise à reformuler le discours théologique de l'Église en tenant compte de la femme, en vue de la participation entière de la femme dans l'Église. En octobre 1982, le *Réseau Femmes et Ministères*, qui vise la reconnaissance par les autorités ecclésiales catholiques de tous les ministères assumés par des femmes engagées en pastorale. Le Réseau a publié divers ouvrages, dont *Les soutanes roses*, en 1986. Enfin, en 1986, des religieuses de différentes congrégations catholiques fondent l'*Association des religieuses pour la promotion de la femme* (ARPF), un lobby beaucoup plus radical qui désire des rapports égalitaires entre les femmes et les hommes en Église. (Informations tirées des sites internet de ces organisations.)

¹⁰⁴ Telle une Olivette Genest, à l'Université de Montréal.

¹⁰⁵ Source : Léonard Audet, professeur à la faculté de théologie de Montréal, qui se souvient qu'elles détestaient saint Paul pour ce motif.

¹⁰⁶ Pour cette section, un évêque de l'Inter-Montréal.

¹⁰⁷ 1905-1989

¹⁰⁸ « Quand les évêques canadiens participent à une réunion catholique internationale, certains collègues sourient en les voyant arriver : « Bon, on va encore une fois entendre parler de la place de la femme dans l'Église. » (Source : [En ligne]. http://fr.wikipedia.org/wiki/Bernard_Hubert. (Page consultée le 25 novembre 2009.) Malheureusement,

considérés comme très ouverts à leur cause¹⁰⁹. Ces trois évêques étaient d'avis que les théologiens et théologiennes devaient continuer d'étudier la problématique de la place de la femme dans l'Église (en particulier la question de leur accession aux ministères ordonnés) avant de la trancher définitivement, contre le point de vue de Rome pour qui la question était tranchée une fois pour toutes¹¹⁰. Dans l'attente d'un changement de position de la part de Rome, ils désiraient que l'on confie de plus en plus de responsabilités réelles aux femmes dans l'Église, de vraies charges associées à de vrais pouvoirs.

Une anecdote en apparence banale révèle bien cette proximité entre certains évêques de l'AEQ et les féministes de l'époque¹¹¹. En 1985, quelques évêques de l'AEQ – dont Mgrs Hubert, Valois et Lebel – ont organisé une rencontre spéciale de quelques jours avec un groupe influent de féministes chrétiennes¹¹². Au moment de l'eucharistie finale, Mgr Fortier est le seul derrière l'autel à célébrer, les autres évêques demeurant dans l'assemblée, non revêtus de leurs ornements sacerdotaux. Pourquoi en est-il ainsi ? Par délicatesse pour les femmes présentes, qui sont majoritaires. Aussi, au moment de la consécration, ces femmes prononcent de l'assemblée les paroles réservées au prêtre présidant l'eucharistie, un geste extrêmement audacieux et chargé symboliquement. Les évêques ne le leur reprochent pas¹¹³. L'affaire aurait dû demeurer privée, mais elle s'est ébruitée¹¹⁴ car l'abbé Marc Roy, prêtre de la cathédrale Marie-Reine-du-Monde de Montréal qui en avait eu vent, a décidé de publier un billet dans le feuillet paroissial intitulé : « Les évêques dans la fosse aux lionnes ». Mgr Hubert, après avoir lu ce billet, s'en est allé,

comme c'est souvent le cas pour ce site, l'origine de la citation n'est pas précisée. Cela dit, ce que nos sources nous ont appris sur Mgr Hubert nous permet de valider cette citation.

¹⁰⁹ Notre source, un évêque de l'Inter-Montréal, s'en défend bien. Il rappelle qu'il a déjà eu à leur faire face, notamment sur la question de l'avortement, ayant même été caricaturé dans la revue féministe *La Vie en Rose*, en raison de sa défense de la modestie et de la pudeur dans l'habillement. L'évêque ajoute que ses principaux opposants lors de son épiscopat actif n'ont pas été les marxistes ou les athées, mais les militants pro-vie. Dans la foulée de l'arrêt Morgentaler de la Cour Suprême en 1988, les évêques ont essayé d'encadrer l'accessibilité à l'avortement en lui imposant de strictes conditions (santé de la mère, etc.). Lors de la commission parlementaire, les intégristes pro-vie (selon ses dires), qui ne désiraient aucune exception favorisant l'avortement, se sont alors alliés au pro-choix, et le projet de loi est tombé. Avec la conséquence que depuis cette époque, les évêques se sont attiré à tort la réputation d'être pro-avortement.

¹¹⁰ Par les documents *Inter Insigniores* (Sacree Congrégation pour la Doctrine de la Foi, 1976), sur la question de l'admission des femmes au sacerdoce ministériel. Deux décennies plus tard, la lettre apostolique *Ordinatio sacerdotalis* (1994), de Jean-Paul II devait clore le débat.

¹¹¹ Source : un évêque de l'Inter-Montréal.

¹¹² Mgr Grégoire n'était pas présent.

¹¹³ Notre source affirme qu'il n'y avait rien là de répréhensible.

¹¹⁴ Source : Marc Rivet.

furieux, semoncer l'abbé Roy à la cathédrale. Selon notre source, il est clair qu'à cette époque, l'AÉQ était sous grande influence des féministes.

Mgr Grégoire, pour sa part, aurait été ouvert à leurs revendications, mais toujours dans le respect des balises romaines¹¹⁵. Par ailleurs, Mgr Grégoire a posé les jalons facilitant l'accès des femmes à des engagements sur les divers fronts de l'Église – en paroisse, dans les écoles. Toutefois, dans les premiers temps de son épiscopat, peu de femmes étaient bien formées en théologie, ce qui limitait leurs possibilités dans l'Église. Mais dans la seconde partie de son épiscopat, à partir des années 1980, il y avait autant de femmes que d'hommes au conseil pastoral, et cela ne lui posait aucun problème, bien au contraire¹¹⁶. En outre, Mgr Grégoire connaissait très bien l'ensemble des communautés religieuses de son diocèse. Et il a créé l'Office des religieux expressément pour être informé des préoccupations des personnes consacrées du diocèse, dont la majorité était des religieuses. Cette ouverture relative et ces mesures ont-elles satisfait les revendications des féministes de l'époque ? Non, sans aucun doute. Sans les avoir rencontrées, nous sommes certains que l'historien Lucien Lemieux résume bien leur point de vue lorsqu'il affirme que Mgr Grégoire n'a pas su reconnaître l'opportunité que la présence des femmes représentait pour l'Église – même au delà ou en deçà de la question de leur ordination.

Pourquoi Mgr Grégoire n'a-t-il pas voulu, à l'instar d'autres évêques de l'AÉQ, prêter une oreille plus attentive à leurs revendications ? Peut-être, d'une part, parce qu'il était un homme d'une autre génération¹¹⁷. Mais aussi et surtout parce qu'il s'était toujours positionné comme un évêque fidèle au Magistère. Or, pour ces féministes, le bastion à raser, c'était précisément Rome. Et pour ce faire, elles avaient besoin d'appuis épiscopaux, lesquels pourraient faire pression sur les instances romaines concernées. Or, de toute évidence, Mgr Grégoire a toujours refusé de jouer un rôle qui contredisait sa solidarité la plus profonde. Nul doute que dans leurs attaques contre la fermeture romaine – son conservatisme – à l'égard de leurs revendications, les féministes de l'époque visaient aussi Mgr Grégoire, qui était complice par association de ce système d'oppression. En d'autres termes, Mgr Grégoire n'était pas leur ami.

¹¹⁵ Source : Ivanhoë Poirier.

¹¹⁶ Source : Mgr Turcotte.

¹¹⁷ C'est l'avis d'André Lamoureux, qui n'appuie pas pour autant le programme progressiste féministe.

Critiques des intellectuels

Privilège associé à toute fonction de haute direction, Mgr Grégoire a été très critiqué par certains intellectuels pendant son épiscopat. D'abord de l'extérieur, par une certaine intelligentsia intéressée par les affaires de l'Église de Montréal – quoique de moins en moins plus son épiscopat avançait¹¹⁸; mais encore de l'intérieur, par les féministes, dont nous avons parlé mais aussi par les théologiens professionnels et autres penseurs.

Comment Mgr Grégoire était-il considéré par les intellectuels de la société civile¹¹⁹ ? Selon une de nos sources qui fréquentait les milieux d'élite¹²⁰, les intellectuels, les universitaires¹²¹, de même que les prêtres plus instruits n'éprouvaient pas un grand respect intellectuel pour lui – tout en le respectant beaucoup sur le plan personnel. En gros, ils lui reprochaient son absence de leadership progressiste, son absence de vision, sa gestion au quotidien de l'Église de Montréal¹²². Ce qui n'a pas aidé la cause de Mgr Grégoire, c'est le fait qu'il n'ait publié aucun livre pendant toute la durée de son épiscopat, si l'on excepte ses écrits de fonction de nature pastorale, très courts, et ce contrairement à d'autres grands évêques européens tels les Danneels, Lustiger, voire Woytyla. Or, l'époque le commandait. En outre, Mgr Grégoire n'a pas eu la bonne idée de rassembler des intellectuels autour de lui pour constituer un comité consultatif; à sa décharge, ce n'était pas la pratique habituelle dans l'Église.

Sur le fond, les critiques adressées à Mgr Grégoire ainsi qu'à l'Église sont à comprendre avec l'arrière-plan de l'époque, alors que le Québec tourne le dos à son ancienne identité, embrassant sans trop d'esprit critique – par manque de recul – les nouveaux idéaux de la modernité progressiste. En gros, les Québécois, de l'Église ou non, s'attendent à ce que les choses changent, évoluent. Or l'Église est un gros bateau, qui navigue sur les eaux séculaires de l'histoire; par

¹¹⁸ Par exemple, les journaux tout comme les télévisions se sont de moins en moins intéressés aux affaires religieuses au fil des ans, au point où, au tournant des années 1990, l'information religieuse, naguère si importante dans les médias québécois, avait été réduite à une peau de chagrin, suscitant moins d'attention, sauf exception, que les faits divers.

¹¹⁹ Nous sommes conscient, vu la complexité de la question, que nous ne ferons que l'effleurer. L'important ici nous semble de tracer les premiers sillons de contextualisation.

¹²⁰ Source : Jean-Guy Dubuc.

¹²¹ Voir plus loin la présentation et l'analyse de la crise de la faculté de théologie de l'Université de Montréal.

¹²² Par ailleurs, André Lamoureux nous apprend qu'il était très respecté par plusieurs hommes politiques, tels les Robert Bourassa, Marc Lalonde, Jean Drapeau, qu'il tutoyait au téléphone, tous d'anciens étudiants de l'Université de Montréal. Selon Lamoureux, Mgr Grégoire était si respecté que jamais un caricaturiste n'aurait fait une caricature malveillante de lui, comme ça a été le cas avec son successeur.

essence conservatrice¹²³, elle ne change pas facilement de cap, même si de forts vents contraires se lèvent contre elle.

Selon une de nos sources¹²⁴, deux intellectuels de l'époque ont critiqué en plusieurs occasions la gouvernance de Mgr Grégoire, notamment son conservatisme et son dogmatisme : Jean-Paul Lefebvre¹²⁵, écrivain et collaborateur dans divers journaux, et Jean-Pierre Proulx du *Devoir* (chroniqueur à l'éducation), qui a consacré une thèse à la question de l'information religieuse dans quatre diocèses du Québec. Dans ses premières années comme journaliste au *Devoir*, Jean-Pierre Proulx¹²⁶ était chroniqueur religieux et avait accusé Mgr Grégoire et l'Église du Québec de pratiquer le huis clos lors des séances de leurs différents conseils, y compris les réunions de l'AEQ. Le journaliste considérait que la nouvelle ecclésiologie promue par Vatican II sur l'Église peuple de Dieu commandait une plus grande transparence dans la gouvernance de l'Église¹²⁷. Il critiquait aussi le peu de place que l'on faisait concrètement aux laïcs, notamment dans les cercles d'influence, voire de pouvoir. Comme on le sait, le journaliste remettait aussi en question l'obstination de Mgr Grégoire à maintenir la confessionnalité du système scolaire québécois, et ce contre la réalité des faits¹²⁸ (la désaffection religieuse des Québécois combinée à la montée du pluralisme religieux, fruit des vagues d'immigration). Ce même journaliste allait devenir, quelques années plus tard, le rédacteur principal du rapport éponyme qui allait mener à la déconfessionnalisation du système d'éducation québécois.

Règle générale, Mgr Grégoire ne répondait pas aux critiques faites contre l'Église dans les médias ou ailleurs. Sauf en une occasion¹²⁹, soit l'épisode de la pièce de théâtre *Les fées ont soif*,

¹²³ Une de ses missions essentielles, selon une vue très ancienne, est de préserver le dépôt de la foi reçue des apôtres, de ne pas le laisser être souillé par de mauvaises interprétations.

¹²⁴ Source : Marc Rivet.

¹²⁵ 1926-2009. Au moment de son décès, membre du *Réseau Culture et foi*, l'organe le plus progressiste de l'Église québécoise. M. Lefebvre a aussi été fonctionnaire de 1973 à 1983, avant de se consacrer à l'écriture à temps plein dès 1986. Très proche des Dominicains, il a été directeur général de la revue *Communauté chrétienne* de juillet 1989 à juillet 1991. Il a publié une douzaine de livres, dont *L'Église a-t-elle abandonné les croyants ?* en 1993, qui résume bien l'essentiel de sa pensée très critique à l'égard du magistère romain. Dans ses collaborations aux journaux, il a été d'une extrême dureté envers le défunt pape Jean-Paul II. (Source : site internet de *Réseau Culture et foi*)

¹²⁶ Source : Jean-Pierre Proulx et André Lamoureux.

¹²⁷ La logique était la suivante : si l'Église peuple de Dieu, ce sont les baptisés, alors pourquoi ceux-ci n'auraient-ils pas le droit de connaître les tenants et aboutissants des décisions de l'Église ? Pourquoi, en outre, n'auraient-ils pas aussi droit de regard – voire de vote ? – sur certains dossiers ?

¹²⁸ André Lamoureux explique qu'en matière de confessionnalité scolaire Mgr Grégoire prenait la défense des droits des parents catholiques plutôt que d'écouter les doléances des intellectuels.

¹²⁹ Source : André Lamoureux.

en 1978. L’auteure féministe Denise Boucher y ridiculisait la Vierge Marie, ce qui lui a valu une dénonciation publique de Mgr Grégoire. Même la Cour supérieure du Québec s’en mêle, et interdit la publication et la diffusion du livre. Ce qui entraîne une autre mobilisation contre la censure, et une agitation publique et médiatique qui dure pendant presque un an. Mgr Grégoire regrettera en partie cette agitation médiatique¹³⁰, qui a été jugée sévèrement par une certaine opinion publique.

Deux évènements reflètent assez bien le peu d’attachement que semblait avoir l’intelligentsia de Montréal pour son archevêque. Deux évènements qui furent très douloureux à vivre pour Mgr Grégoire¹³¹. Le premier a pris la forme de l’annonce de sa mort à la télévision, un soir. Au tout début des années 1970, Mgr Grégoire avait été opéré pour un cancer de la prostate. Or, un petit futé qui connaissait les rouages des communications de l’évêché s’est fait passer pour André Lamoureux, a appelé Radio-Canada et réussi à convaincre son interlocuteur. Le soir même, l’abbé Pierre St-Cyr son secrétaire a dû donner une entrevue à la radio afin de nier la nouvelle. Cette fausse annonce, en raison de sa méchanceté, a beaucoup affecté Mgr Grégoire. Le responsable n’a jamais été trouvé, mais André Lamoureux est convaincu qu’il fallait que ce soit quelqu’un de l’intérieur de l’évêché. Le second, plus sérieux, a pris la forme d’une demande publique de démission, formulée par la journaliste féministe Hélène Pelletier-Ballargeon, journaliste et chroniqueuse vedette alors très en demande¹³², qui a demandé la démission de Mgr Grégoire dans une de ses chroniques¹³³. Ce qui l’avait le plus blessé, c’est que sa démission avait été envoyée à Rome dès ses 75 ans sonnés, en octobre 1986 ; mais on connaît la suite : Rome a refusé, le nommant plutôt cardinal en signe de reconnaissance – ce qui a calmé illico les demandes publiques de démission.

¹³⁰ André Lamoureux nous a appris que la lettre de protestation envoyée aux journaux par le service de presse de Mgr Grégoire n’avait pas été écrite par lui, mais par quelqu’un d’autre. Sous pression, il n’a fait que la lire et la signer, sans prendre le temps d’y réfléchir. Cette lettre avait été commandée par le conseil de pastorale, qui subissait alors la pression de plusieurs communautés religieuses consacrées à la Vierge. Mgr Lafontaine aurait demandé à André Lamoureux de publier la lettre écrite un peu trop sur le coup de l’émotion, mais ce dernier rechignait à obtempérer car le texte était maladroit. Mais il finit par obéir. Avec les résultats que l’on sait. Mgr Turcotte ajoute toutefois que Mgr Grégoire – ou le rédacteur – avait raison sur le fond.

¹³¹ Source : André Lamoureux.

¹³² De 1986 à 1988, elle signe une chronique hebdomadaire dans le journal *La Presse* et collabore à *Critère*, *Relations*, *Revue Desjardins*, *Communauté chrétienne*, *Possibles*, *L’Action nationale*, *Cahiers de recherches éthiques* (Fides), *Le Devoir*, *Le médecin du Québec*. Rien de moins.

(Source : http://www.ordre-national.gouv.qc.ca/recherche_details.asp?id=355 ; page consultée le 25 novembre 2009.)

¹³³ Nous tenons cette information d’André Lamoureux. Nous n’avons pas retracé cet article.

Dans les dernières années, Mgr Grégoire était de moins en moins visible, car il avait réduit ses activités. Or, une de ses nièces, qui travaillait dans le domaine caritatif, a entendu de ses collègues affirmer que Mgr Grégoire ne faisait plus rien, qu'il était tellement malade qu'il ne s'occupait que de la Saint-Vincent-de-Paul. Elle a alors défendu son oncle, sans révéler son lien de parenté. Elle se souvient qu'il était très bien, malgré son âge, et qu'il recevait encore à son bureau, comme à l'habitude.

En somme, on peut affirmer que l'épiscopat de Mgr Grégoire n'a pas suscité un grand enthousiasme chez l'intelligentsia québécoise. Ce qui s'explique par sa personnalité très réservée, sa détestation des médias, mais aussi en raison du conservatisme de ses positions dans un contexte où le progressisme était le nouveau credo, à l'extérieur comme à l'intérieur de l'Église¹³⁴. Mais toutes ces critiques ne furent que peu en chose en regard de la contestation qu'aura connue Mgr Grégoire provenant de ses propres rangs.

L'enseignement de la foi en crise : la faculté de théologie

Les théologiens, dans l'Église catholique, ont toujours joué un rôle central. Leur rôle, qu'il s'agisse de prêtres (d'évêques) ou de laïques, est de réinterpréter le dépôt de la foi et de le rendre intelligible pour chaque époque. D'où leur rôle absolument capital, en raison de leur influence auprès des évêques mais aussi des fidèles. Les évêques, auxquels ils répondent, ont la responsabilité de veiller à l'orthodoxie des réflexions et enseignements des théologiens, dont la tâche est très délicate car leurs « explorations » doctrinales doivent tout de même respecter le dépôt de la foi. Il est arrivé très souvent dans l'histoire de l'Église que les autorités épiscopales – voire le pape lui-même – aient à rappeler à l'ordre des théologiens dont les travaux ont été jugés trop audacieux pour leur époque, déviant de la ligne de l'orthodoxie. En d'autres occasions, et il s'agit là d'un tout autre problème, c'est leur leur orthopraxie (la *conduite droite*) qui a été remise en cause. Au Québec, Mgr Grégoire a connu les deux types de problèmes, réunis dans une seule et même crise, qui allait plomber son épiscopat pendant plus d'une décennie : la crise de la

¹³⁴ Par exemple, Jean LeBlanc rappelle un éditorial du *Devoir* (2 juin 1988) dans lequel « on lui a reproché de n'avoir pas exercé le leadership naturel de l'Église de Montréal dans les grands dossiers de l'actualité comme « la réforme scolaire, l'ouverture aux immigrants, la paix sociale entre les groupes culturels, la crise de la famille et du travail, la question féminine... » » (Source : *Dictionnaire*, p. 504.)

faculté de théologie de l'Université de Montréal. Cette crise allait révéler l'homme, l'évêque, mais aussi la société et l'Église de l'époque.

La faculté de théologie de l'Université de Montréal

Pour bien comprendre les tenants et aboutissants de la crise de la faculté de théologie de l'Université de Montréal, il faut en retracer brièvement l'origine¹³⁵. Avant qu'en 1967 le cardinal Léger ne décide du transfert de la faculté de théologie sur le campus de l'Université de Montréal¹³⁶, le Grand séminaire et les scolasticats de théologie des différentes communautés religieuses formaient leurs propres sujets, tout en étant affiliés – la plupart d'entre eux – au Grand séminaire afin de pouvoir émettre des diplômes canoniques de baccalauréat, qui étaient émis par l'Université de Montréal. Entre 1965 et 1967, un regroupement s'est fait et tous les étudiants futurs prêtres du Grand séminaire ont convergé vers la nouvelle faculté de théologie à l'Université de Montréal.

Or, sur le campus même de l'Université se trouvait depuis 1962 l'Institut supérieur de sciences religieuses (ISSR), qui formait les religieux, religieuses et les laïcs (mais pas les futurs prêtres). Lors du transfert de la faculté de théologie en 1967, celle-ci a absorbé l'ISSR. Richard Brosseau, pss, ancien directeur de l'ISSR, en est devenu le premier doyen¹³⁷. Lors de la première session en 1967, quelque 550 étudiants se présentèrent, une majorité de futurs prêtres. Une équipe de 40 professeurs les entouraient, dont plusieurs à temps partiel.

Les contestations étudiantes : 1968

Une première grève étudiante a frappé à l'automne 1968, issue d'autres facultés, mais ralliée par les étudiants de théologie une semaine plus tard. À la faculté de théologie, des journées d'études sont lancées (en vérité des jours de grève) le 15 octobre¹³⁸ : le climat est à la contestation, les

¹³⁵ Source principale pour cette crise : Léonard Audet, doyen et témoin central des événements. Voir aussi l'ouvrage incontournable de Madeleine Sauvé, *La Faculté de théologie de l'Université de Montréal. Mémoire et histoire. 1967-1997*. Fides, Montréal, 734 p. À l'avenir : *Sauvé*. À notre avis, cet ouvrage, malgré ses immenses mérites, ne présente pas de façon suffisante le point de vue de Mgr Grégoire dans cette affaire. Cette section de notre étude complètera donc modestement cet ouvrage.

¹³⁶ Pendant l'entrevue qu'il nous a donné, Monsieur Granche a lancé cette boutade : « Au ciel, on lui en parle encore... »

¹³⁷ Après plusieurs mandats, il a été remplacé en 1973 par le père Jean-Louis D'Aragnon, sj, jusqu'en 1977, année où Léonard Audet a pris la relève.

¹³⁸ *Sauvé*, p. 117-151.

étudiants demandent le renouvellement de la théologie¹³⁹ (jugée trop classique et conservatrice), moins de cours magistraux, mais surtout, plus de participation dans la gouverne de la faculté. Les contestataires portent des sacs sur la tête, chahutent contre les pro-Grégoire¹⁴⁰ qui considèrent que les demandes des étudiants ne sont pas raisonnables¹⁴¹. La première crise finit par passer, mais le climat demeure fébrile, voire agité¹⁴². La crise se réamorçera en 1971 alors que le 13 janvier de cette année, Rome publie les premières « Normes »¹⁴³ concernant le statut des prêtres professeurs des facultés canoniques et en instance de laïcisation enseignant dans lesdites facultés, et les secondes, qui précisent les premières, le 26 juin 1972¹⁴⁴. Or, l'une de ces règles interdit aux prêtres laïcisés d'enseigner dans des institutions à charte canonique (catholique). Mais ce n'est que le 20 août 1973 que la crise larvée issue des Normes va s'intensifier, avant de connaître son dénouement définitif une décennie plus tard¹⁴⁵.

Le problème des prêtres laïcisés et le retrait des séminaristes de Montréal

Du 16 février au 24 mars 1976, des journées d'études – une grève déguisée, car les cours n'avaient pas lieu durant ces journées – furent organisées par les étudiants, qui réagissaient à la décision de Mgr Grégoire, modérateur canonique de la faculté de théologie, de faire appliquer les normes romaines. Trois prêtres sont concernés¹⁴⁶. En tant que modérateur de la faculté, qui possède une charte canonique, Mgr Grégoire nomme les professeurs, leur donne ou refuse l'agrégation, ensuite l'Université approuve. Aussi bien dire qu'il a le droit de vie ou de mort (professionnelle) sur eux.

¹³⁹ Michel Parent se souvient qu'en 1971 eut lieu du piquetage, une manifestation pour la « liberté d'enseignement » (s'entend : débordant l'orthodoxie).

¹⁴⁰ Irénée Beaubien se souvient que les élèves de la faculté ont marché devant son bureau de l'évêché.

¹⁴¹ Mgr Grégoire rencontre même le cardinal Roy, avec le doyen D'Aragon. Monsieur Granche ajoute que Mgr Grégoire est alors « crucifié » à l'AEQ.

¹⁴² Audet nous informe du fait que la diminution sensible du nombre de futurs prêtres inscrits à la faculté s'est fait sentir au début des années 1970, mais a été compensée par un nombre équivalent de soeurs, frères ou laïcs.

¹⁴³ « Normes pour instruire dans les curies diocésaines et religieuses les causes de réduction à l'état laïc avec dispenses des obligations liées à l'ordination sacrée. » ; Sauvé, p. 701.

¹⁴⁴ « Déclaration sur l'interprétation des normes relatives aux causes de réduction à l'état laïc. » ; *Ibidem*.

¹⁴⁵ *Sauvé*, p. 702.

¹⁴⁶ Voici ce que nous a appris par courriel Guy Bourgeault, un des trois prêtres concernés : « En fait, deux demandes de laïcisation avaient été adressées par l'évêque de Montréal pour mes collègues Roland Proulx et Pierre Lucier. Cela entraînait le retrait du droit d'enseigner à la faculté de théologie. Dans mon cas, je n'ai fait qu'informer l'évêque Paul Grégoire du fait que j'avais quitté les jésuites; il n'a jamais accusé réception de ma lettre, ce qui le dispensait d'intervenir auprès de Rome et de l'Université. Et comme j'ai été peu après affecté à une autre faculté..., ça arrangeait les choses. Je tiens d'un vice-recteur de l'époque, qui avait voulu m'inclure avec mes deux collègues dans une discussion, que je n'étais pour lui ni clerc ni laïc, ce qui avait fort intrigué le vice-recteur en question. » (Courriel à Luc Phaneuf, le 5 août 2010)

Comme l'indult de laïcisation indiquait que la personne ne pouvait plus enseigner, Mgr Grégoire demande donc aux trois professeurs concernés de se mettre en conformité avec les exigences de Rome, ce qu'ils refusent¹⁴⁷. Comme Mgr Grégoire veut respecter les gens, ne pas les brusquer, et éviter un affrontement direct, d'autant que les évêques de l'Inter-Montréal – et d'autres diocèses – soutiennent la faculté de théologie¹⁴⁸, des négociations devront être engagées entre les deux parties. Bien vite, il devient « l'homme isolé »¹⁴⁹. Ce problème va beaucoup l'occuper, jusqu'à devenir le plus important de son épiscopat. Sur les entrefaites, le chancelier Michel Parent devient responsable de l'examen de juridiction de la faculté. Son enquête révèle que des pans entiers de la théologie classique ne sont pas enseignés, dont la mariologie¹⁵⁰ et le sacrement du pardon¹⁵¹, parmi d'autres. À la suite de ces révélations, M. Granche, le directeur du Grand séminaire, réalise que les séminaristes du diocèse de Montréal sont mal formés. Il décide alors d'accentuer la formation complémentaire donnée aux séminaristes, qui avait été mise sur pied dès mai 1972, notamment avec des cours de droit canonique, de prédication (homilitique) et de spiritualité, qu'il confie à des professeurs fidèles à Rome. Mgr Grégoire est au courant, et lui donne une autorisation verbale.

Comme Mgr Grégoire est maintenant convaincu que la qualité de l'enseignement donnée à l'Université de Montréal n'est plus adaptée à la formation de ses séminaristes, la coupe est pleine, et la décision de les en sortir mûrit rapidement dans son esprit¹⁵². De leur côté, les responsables du Grand séminaire constatent que ce climat de contestation depuis plus de cinq ans n'est pas favorable aux séminaristes¹⁵³; voilà pourquoi, de concert avec Mgr Grégoire, ils décident de

¹⁴⁷ Pour ce paragraphe, notre source est Michel Parent.

¹⁴⁸ Mgrs Hubert, Lebel et Valois.

¹⁴⁹ Source : Charles Granche. La contestation étudiante s'est produite à l'été 1968, au moment même de la parution de *Humanae Vitae* (qui crée une autre onde de choc aussi sérieuse), alors que Mgr Grégoire est nommé depuis quelques mois. La crise atteindra son apogée huit ans plus tard, soit vers 1976, pour se dénouer en 1981, soit exactement 13 ans plus tard. Or l'épiscopat de Mgr Grégoire a duré 22 ans, ce qui revient à dire que cette crise a duré 60 % de son épiscopat! On ne parle donc pas ici d'une crisette, mais d'une crise d'une extrême gravité.

¹⁵⁰ Un domaine de la théologie dogmatique portant sur la Vierge Marie.

¹⁵¹ N'oublions pas que dans ces mêmes années, le débat entourant l'absolution collective, qui vise à remplacer le sacrement individuel du pardon, fait rage. Cette absence du cursus d'études est très révélatrice des modes théologiques de l'époque.

¹⁵² Jean-Paul Rivet y insiste.

¹⁵³ Léonard Audet, bien que déçu par cette décision, l'a bien comprise. D'une part, la formation d'un prêtre exigeait aussi un milieu de vie propice, ce qu'un campus universitaire ne pouvait offrir. Il est certain, aussi, que certains professeurs s'éloignaient de l'orthodoxie romaine bien que la plupart d'entre eux étaient à l'époque assez fidèles au Magistère romain. Enfin, la présence de jeunes femmes sur le campus devait gêner. Elles étaient de plus en plus

retirer de la faculté leurs séminaristes (entre 30 et 50¹⁵⁴) dès la fin de l'année scolaire 1976, ce qui met plusieurs de ses responsables et professeurs en furie – mais pas tous¹⁵⁵. Le recteur Lacoste, pour sa part, recevra la visite de Mgr Lafontaine venu le rencontrer pour lui expliquer les tenants et aboutissants de la situation¹⁵⁶.

Pour la faculté de l'Université, il s'agit d'un désaveu public de son propre modérateur, dont la mission serait de la protéger, ce qui porte à conséquence, notamment économique¹⁵⁷ ! Le 4 juillet 1979, l'Université du Latran reconnaîtra l'Institut théologique du Grand séminaire de Montréal comme un lieu d'enseignement accrédité et lui permettra d'émettre des diplômes canoniques en son nom¹⁵⁸. Les opposants qualifient alors cette reconnaissance comme le « coup du Latran » obtenu par l'intercession de Mgr Grégoire.

Mais cette décision a créé aussi des remous du côté des évêques de l'Inter-Montréal qui n'ont pas apprécié ne pas avoir été consultés avant que la décision soit prise, alors qu'elle les mettait dans une situation délicate face à leurs séminaristes résidant au grand séminaire¹⁵⁹. En effet, comme ceux-ci, à l'instar de tous les autres séminaristes, n'avaient plus le droit d'étudier à la faculté de théologie du campus, les diocèses qui désiraient que leurs séminaristes continuent de fréquenter l'Université durent créer rapidement des maisons de formation et d'hébergement pour ceux-ci.

Le début des négociations avec Rome

La direction de l'Université de Montréal, le recteur Lacoste en tête, est très préoccupée par la crise, car le syndicat des professeurs a décidé de défendre jusqu'au bout les trois professeurs dont la carrière est menacée par l'application des Normes romaines. En d'autres termes, ils refusent

nombreuses, jusqu'à atteindre 50 % et plus des contingents d'étudiants dans les meilleures années (soit 1250 étudiants inscrits dans les années 1978-85, dont plusieurs à temps partiel, répartis sur quelques campus).

¹⁵⁴ Selon l'estimation de Léonard Audet.

¹⁵⁵ Jean-Paul Rivet se souvient qu'un professeur de cette Faculté avait conseillé à Mgr Grégoire d'en retirer ses futurs prêtres, et ce afin de ne pas aggraver la crise de défection des prêtres; ce professeur appuyait du coup le lien de cause à effet entre les demandes de laïcisation et l'enseignement non orthodoxe prodigué à la Faculté.

¹⁵⁶ Source : Charles Granche.

¹⁵⁷ Léonard Audet affirme avoir tenté, une fois la crise dénouée en 1981, de faire revenir les séminaristes à la faculté, mais sans succès.

¹⁵⁸ Jean-Paul Rivet y insiste.

¹⁵⁹ Source : un évêque de l'Inter-Montréal, qui se rappelle que lorsque le recteur du grand séminaire de l'époque (M. Gauvreau, pss) est venu lui annoncer cette nouvelle, il était en proie à une grande nervosité, peut-être causée par le fait que lui-même n'était pas d'accord avec cette nouvelle façon de faire. Par la suite, l'archevêché de Montréal a décidé que les décisions concernant la gouverne du Grand séminaire se prendraient à l'interne, sans consultations explicites avec les évêques des diocèses de l'Inter-Montréal.

que leurs collègues soient congédiés sur la seule base de leur laïcisation. Le syndicat des professeurs de l'Université de Montréal, toutes facultés confondues, menace de faire une grève générale le cas échéant. De son côté, le recteur Lacoste répugne à l'idée que l'ensemble des professeurs de l'Université fasse la grève pour défendre les professeurs ici en cause.

Les solutions possibles à ce moment ne sont pas nombreuses : 1) que Mgr Grégoire n'applique pas les Normes romaines aux professeurs concernés, ce qu'il refuse de faire ; 2) que les professeurs concernés ne demandent pas leur laïcisation, ce qu'ils refusent de faire ; 3) qu'ils quittent leur poste dans un esprit d'obéissance, ce qu'ils refusent de faire (car ils ont quitté le sacerdoce pour se marier), leur syndicat les appuyant. Une autre option est mise de l'avant par certains professeurs de la faculté, appuyés par de nombreux étudiants, qui proposent de faire abroger le caractère canonique de la faculté de théologie, qui ne relèverait plus ni de Rome ni de Mgr Grégoire mais de la seule Université. Du coup, les collègues menacés pourraient conserver leurs postes, et les professeurs actuels et futurs ne seraient plus nommés par Rome et Mgr Grégoire, ce qui mettrait fin aux atteintes à la liberté universitaire, ainsi qu'à leur liberté de recherche et d'enseignement. De son côté, le recteur Lacoste affirme qu'il refuserait de soutenir sur le campus une faculté de théologie qui ne serait pas canonique, sous prétexte que sa viabilité et sa pérennité seraient alors compromises. Si la faculté décidait d'abroger son lien canonique, elle devrait alors quitter le campus. Le syndicat des professeurs accepte mal ce qu'ils considèrent du chantage de la part du recteur Lacoste. Malgré les menaces du recteur Lacoste, cette proposition divise exactement en deux le corps professoral de la faculté de théologie. Le vote du doyen Léonard Audet brise alors l'égalité, et fait basculer la majorité du côté du maintien du lien canonique¹⁶⁰. La crise demeure entière.

La crise s'intensifie

Le 2 juillet 1976, des membres du comité conjoint Archevêché-Université, qui comprenait notamment le père d'Aragon, doyen de l'époque, le recteur Paul Lacoste¹⁶¹, Mgr Jean-Marie

¹⁶⁰ Le vote finit 13 contre 12. Léonard Audet ajoute que sur le plan personnel, cette prise de position a rompu illico certaines amitiés, pour un temps.

¹⁶¹ Le recteur Paul Lacoste est décédé le 22 août 2009, à l'âge de 86 ans. D'abord professeur à la faculté de philosophie de l'Université de Montréal, il a été par la suite admis au barreau après des études de droit. Il a été nommé vice-recteur à la même université en 1965 avant d'en devenir, dix ans plus tard (1975), le recteur, un poste qu'il occupera jusqu'à sa retraite en 1985. Il a été notamment à l'origine de la création de l'association des

Lafontaine et Mgr Grégoire de l'Archevêché, se rendent donc à Rome pour présenter les tenants et aboutissants de la crise auprès de la Congrégation pour l'éducation catholique.

Un mois plus tard, le 20 août 1976, Rome publiait une note en réponse aux représentations faites quelques mois plus tôt. Rendue publique à l'ensemble des professeurs le 13 septembre suivant¹⁶², elle remet le feu aux poudres. En gros, cette Note romaine affirme que les prêtres laïcisés ne peuvent continuer leur enseignement dans une faculté de théologie canonique. En outre, Rome affirme sans équivoque le lien constitutif de la théologie catholique avec l'autorité ecclésiale par le biais de la canonicité reconnue par Rome¹⁶³. En d'autres termes, il n'y aura pas de faculté de théologie catholique à l'Université de Montréal qui ne sera pas canonique. Et si les Normes ne sont pas appliquées (si les prêtres laïcisés ne quittent pas la faculté), Rome menace de retirer à la faculté sa charte canonique.

Deux jours plus tard, le 15 septembre, Mgr Grégoire se présente à l'assemblée de la faculté pour y rencontrer les professeurs, accompagné de Mgr Lafontaine¹⁶⁴. Il fait alors un vibrant appel à la collaboration, à une acceptation loyale et sincère des directives romaines, à respecter les orientations du Magistère et à favoriser un climat de relations ouvertes et cordiales entre les théologiens et les autorités romaines. Les professeurs l'écoutent dans un climat tendu. Mgr Lafontaine répond à leurs questions. En conséquence de la position du recteur et de Mgr Grégoire, appuyée par Rome, les professeurs de la faculté se retrouvent devant le dilemme suivant : ou bien ils rentrent sagement dans les rangs, et acceptent de sacrifier leurs collègues tout en convainquant le syndicat de fermer le dossier ; ou bien ils continuent leur lutte de principe en vue de l'abrogation du caractère canonique de la faculté (et sauvent leurs collègues), mais devront alors quitter le campus universitaire, sans aucune garantie pour leur avenir professionnel.

professeurs de l'Université de Montréal, et de la modification de la Charte de l'Université qui l'a décléricalisée. (Source : *Le Devoir*, A 2, 29-30 août 2009.)

¹⁶² Sauvé, p. 704.

¹⁶³ Sauvé, p. 263.

¹⁶⁴ Mgr Jude Saint-Antoine a souligné la très grande patience et fidélité de Mgr Lafontaine, principal lieutenant de Mgr Grégoire pendant cette crise. En effet, c'est lui qui deviendra le principal agent de liaison entre la faculté (et l'Université) et Mgr Grégoire jusqu'à ce que son cancer l'en empêche (fin des années 1980). Le plus admirable, c'est que sa position personnelle sur la question n'était probablement pas celle de son patron. Léonard Audet affirme qu'après son décès, il a transigé directement avec Mgr Grégoire, qui le recevait sans rendez-vous ; les deux avaient développé des liens de grande confiance. Audet ajoute que Mgr Grégoire appréciait le fait que lorsqu'il lui présentait un problème et le point de vue des professeurs, il avait toujours une solution satisfaisante en tête, ce qui lui simplifiait les choses, surtout après le décès de Mgr Lafontaine, alors que tout reposait maintenant sur ses épaules.

Sur le plan personnel, on imagine combien cette rencontre et ses suites ont dû être pénibles pour Mgr Grégoire, plus que jamais un homme isolé. En effet, il avait contre lui une majorité des professeurs de la faculté de théologie¹⁶⁵ (et du syndicat), qui lui en voulaient personnellement d'avoir provoqué la crise¹⁶⁶, d'empêcher son déblocage en se soumettant à Rome, mais aussi de mettre fin à la carrière de trois collègues, et, comme point d'orgue, de créer une crise qui menaçait jusqu'à l'existence même de la faculté de théologie sur le campus de l'Université de Montréal ! Pas mal pour un seul homme ! De toute évidence, si Mgr Grégoire avait été un homme sensible à la popularité personnelle, il aurait cherché une autre solution que l'affrontement. Mais tel n'était pas le cas : Mgr Grégoire était un homme de principes, et celui de l'obéissance à Rome figurait en tête de liste¹⁶⁷. Toutefois, cette fidélité lui a terriblement coûté sur le plan de sa cote de popularité, car il a subi plusieurs attaques personnelles, et a vu sa réputation de conservateur exacerbée¹⁶⁸.

Un nouveau doyen et une seconde visite à Rome

En avril 1977, Mgr Grégoire fait venir Léonard Audet à son bureau et le supplie d'accepter, après proposition par les membres de la faculté, la charge de doyen en relève au père D'Aragon. Léonard Audet accepte, dans un esprit d'obéissance, ce poids immense sur les épaules. Le climat est encore tendu, on sort à peine d'une série de journées de contestation de la part des étudiants. Mais les choses ont débloqué ; en effet, les professeurs laïcisés à l'origine de la crise, ayant probablement estimé que la bataille était perdue, ont décidé de quitter d'eux-mêmes la faculté de théologie, pour être mutés à des postes administratifs ailleurs qu'à la Faculté de théologie ; en conséquence, le nouveau doyen Léonard Audet, à son immense soulagement, n'aura pas à les

¹⁶⁵ Du côté de la faculté de théologie, ses principaux opposants ont été les prêtres Jean Martucci, Pierre Lucier (qui a quitté les jésuites après avoir été ordonné) – qui a été très virulent –, André Myre, s.j. (sécularisé) et Viateur Boulanger, csv. (Sources : Mgr Jude Saint-Antoine, Marc Rivet, Charles Granche, Jean-Guy Dubuc). À noter, les trois premiers ont demandé leur laïcisation, l'avant-dernier tout juste avant sa retraite universitaire.

¹⁶⁶ En toute justice, ce sont les trois prêtres qui ont demandé la laïcisation pour se marier qui l'ont provoquée, pas Mgr Grégoire qui n'a fait que réagir à leurs décisions, dont ils n'avaient assurément pas mesuré toutes les conséquences.

¹⁶⁷ Léonard Audet se souvient que durant toute la crise, Mgr Grégoire a affiché un esprit d'obéissance envers les autorités romaines, une soumission en toute confiance, une confiance profonde, qui ne s'est jamais démentie. Pendant son décanat de huit ans, Audet rappelle que Mgr Grégoire lui a souvent répété lorsqu'il abordait un dossier délicat avec lui : « Moi je veux obéir à Rome ». Audet respectait profondément son esprit d'obéissance, alors que d'autres – et ils étaient nombreux ! – auraient voulu qu'il résiste à la position des autorités romaines. Un évêque de l'Inter-Montréal ajoute : Mgr Grégoire était un homme doux, mais entêté, obstiné, qui ne lâchait pas le morceau. Il voulait demeurer fidèle à Rome coûte que coûte.

¹⁶⁸ Source : Mgr Jude Saint-Antoine.

expulser de la faculté. En pratique, donc, la crise devrait être terminée, mais en théorie, elle ne l'est pas. Ce serait mal connaître les professeurs d'université, qui sont des hommes de principes. Aussi, les contestations étudiantes continuent, sur le fond de l'affaire.

Le comité conjoint Archevêché-Université retourne donc à Rome pour la rencontre prévue le 21 mai 1977, devant le cardinal Gabriel-M. Garrone, préfet de la Congrégation pour l'éducation catholique. Mgr Grégoire préconise donc le statu quo canonique. Même si l'Université désire que le problème se règle enfin, encore une fois, cette rencontre à Rome ne permet pas de déblocage théorique. En avril 1979, le comité conjoint prépare une autre proposition : d'une part, la faculté remercierait les professeurs laïcisés et conserverait son statut canonique; d'autre part, l'archevêché et l'université se partageraient les coûts associés à leur reconversion professionnelle. Le 11 mai 1979, Mgr Grégoire rencontre donc l'assemblée de la Faculté¹⁶⁹ et affirme que ce compromis constitue sa dernière offre. Lors de cette rencontre, Léonard Audet a senti une fermeté inhabituelle chez Mgr Grégoire, qui avait atteint ses limites. Cela dit, le compromis proposé démontrait aussi sa capacité à accepter des compromis, à négocier; il était tout le contraire d'un autocrate. Mais l'assemblée universitaire refusera le compromis proposé, notamment pour des raisons syndicales. Rien n'est réglé.

En vérité, le noeud gordien de la crise à ce moment-là, c'était toujours et encore le statut canonique de la faculté, plutôt que le statut des trois professeurs déjà replacés. La presque majorité des professeurs de la faculté de théologie, soutenus par de nombreux collègues du syndicat, voulaient toujours briser le lien de dépendance de la faculté envers Rome; en d'autres mots, que l'Université nomme elle-même ses professeurs, lesquels auraient été par la suite approuvés (symboliquement) par Mgr Grégoire. Pour cette raison, le mouvement de contestation ne s'essouffait pas.

Une solution universitaire enfin trouvée

En décembre 1979, un troisième comité a donc été mis sur pied, composé cette fois que d'universitaires. Laissant de côté le problème de fond concernant le statut canonique de la faculté, pour lequel aucun terrain d'entente ne semblait possible, le comité trouva en novembre

¹⁶⁹ Pour information, le doyen de la faculté de théologie devait envoyer les procès-verbaux des réunions facultaires à l'archevêché et à l'Université. (Source : Léonard Audet)

suivant (1980) une solution de nature administrative au problème des professeurs laïcisés : ceux-ci seraient remerciés par la faculté de théologie, mais seraient transférés dans une unité administrative créée pour l'occasion, l'unité N, qui relèverait du comité exécutif de l'Université et d'un vice-recteur. Ainsi, ils pourraient au besoin enseigner les sciences religieuses plutôt que de la théologie confessionnelle et canonique. En outre, ladite unité N pourrait servir en cas de situations similaires futures. Cette Unité N allait même réussir à mettre fin à la contestation, tant professorale qu'étudiante, car tous avaient compris, plus de dix ans après le début des contestations, que le caractère canonique de la faculté était une condition *sine qua non* à sa survie, le recteur de l'Université ne voulant pas reculer sur cette question, tout comme Mgr Grégoire d'ailleurs¹⁷⁰.

Finalement, en décembre 1981, l'entente était acceptée de façon officielle par les plus hautes instances de l'Université et l'archevêque de Montréal. Cette signature a réjoui tout le monde¹⁷¹, mais personne plus que Mgr Grégoire, qui vivait avec cette épée de Damoclès depuis plus d'une décennie, les premières phases de la crise s'étant manifestées dès 1971 avant qu'elle devienne aiguë depuis 1975¹⁷².

Une crise bien gérée ?

Une crise aussi violente et profonde que celle de la faculté de théologie ne pouvait que polariser les points de vue et les oppositions. Pour cette raison, on ne sera pas surpris d'apprendre que les avis sont partagés quant à la façon dont Mgr Grégoire l'a gérée. Certains estiment qu'il avait raison et qu'il en est sorti grandi, malgré les blessures subies, alors que d'autres considèrent qu'il a eu tort sur toute la ligne, et que cette crise a sapé son autorité morale au point de discréditer tout son épiscopat.

¹⁷⁰ Une canonicité qui empêche, ajoute Audet, de réduire la faculté au statut de département, hier comme aujourd'hui.

¹⁷¹ Sauf les professeurs laïcisés qui avaient perdu leur poste de professeur à la faculté. Cela dit, nos sources nous ont appris que cette épreuve professionnelle n'a pas empêché aucun d'entre eux de connaître une belle, sinon brillante carrière.

¹⁷² Léonard Audet rappelle que Mgr Grégoire lui a exprimé maintes fois sa satisfaction devant le règlement, en particulier parce que cette solution ne l'engageait d'aucune façon. De son côté, le recteur Lacoste lui a envoyé une lettre exprimant sa vive satisfaction et sa reconnaissance. Léonard Audet, quant à lui, était heureux d'avoir su conserver son amitié et sa confiance, tout en respectant aussi ses principes universitaires et ecclésiaux. (En effet, Léonard Audet avait toujours été pour le maintien du statut canonique de la faculté, aussi pour la fidélité envers Rome.)

Cela dit, avant d'aller plus loin, reconnaissons d'emblée l'extrême gravité de cette crise, à notre avis tellement révélatrice de la mentalité de l'époque en ce qui a trait au rejet de l'autorité (Mai 68), en particulier de l'autorité romaine, et ce tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Église. De ce côté, il est en effet difficile de ne pas déceler dans l'appui très fort du syndicat des professeurs de l'Université aux professeurs laïcisés – aussi en soutien de l'abrogation de la canonicité – des motivations beaucoup moins nobles que la seule défense de la solidarité, surtout quand on connaît le climat anticlérical de l'époque, souvent virulent, en particulier dans les milieux universitaires, alors sous forte influence marxiste. Comment les professeurs auraient-ils pu échapper à cette influence ?

Certes, la crise a été réglée, elle a connu un dénouement, la contestation s'est éteinte. Mais a-t-elle pour autant fait des gagnants ? À notre avis, personne n'en est sorti indemne. Du côté des perdants, les professeurs laïcisés, qui ont perdu leur poste à la faculté de théologie¹⁷³. Aussi leurs collègues de la faculté, qui désiraient l'abrogation de son caractère canonique, laquelle leur aurait aussi permis une plus grande liberté universitaire, au moins théoriquement¹⁷⁴. Ce qui n'a pas empêché par ailleurs quelques professeurs, qui étaient des prêtres, de mener une double vie afin de ne pas se retrouver dans l'Unité N¹⁷⁵.

De leur côté, les évêques de l'AEQ, dont quelques-uns vivaient des situations similaires avec certains de leurs prêtres professeurs d'université (notamment à Québec¹⁷⁶ et à Sherbrooke¹⁷⁷), se sont placés dans une situation délicate face à Mgr Grégoire, à Rome et à leurs commettants en

¹⁷³ Nous ajoutons un bémol. Un évêque de l'Inter-Montréal se souvient que lors d'une émission de Janette Bertrand réunissant autour d'une table des ex-prêtres (mais aucun acteur de la crise de Montréal), ceux-ci étaient extrêmement reconnaissants à l'Église pour tout ce qu'ils avaient reçu d'elle, notamment de longues études leur ayant permis de bien gagner leur vie une fois laïcisés.

¹⁷⁴ Parce que dans les faits, les professeurs jouirent d'une grande liberté d'enseignement, jusqu'à l'hérésie, sans être embêtés ni par Mgr Grégoire (qui a probablement préféré tourné la tête, de guerre lasse !) ni par son successeur, et certainement pas par le doyen de la faculté, ce dont nous pouvons témoigner personnellement, ayant étudié à cette faculté de 1985 à 1993 (baccalauréat et maîtrise). Notons enfin que depuis quelques années, la faculté de théologie a changé son nom, ajoutant « et des sciences de la religion », sans jamais perdre son statut canonique.

¹⁷⁵ Source : Lucien Lemieux. Un secret de polichinelle, les gens concernés sont connus de tous, même des plus hautes autorités.

¹⁷⁶ La diplomatie du cardinal Roy a évité que la situation dégénère en crise publique comme à Montréal. L'homme en question a continué d'enseigner, sans perdre la foi, mais dans une autre faculté. En gros, un règlement comme celui de Montréal, mais sans le brouhaha. (Source : un évêque de l'Inter-Montréal.) Cela dit, les circonstances, notamment le moment (l'année) où cette situation s'est produite, n'étaient certainement pas les mêmes. Il est évident que l'expérience de Montréal a dû faire réfléchir plusieurs évêques.

¹⁷⁷ Voir Lucien Vachon, *Une histoire de la Faculté de théologie de l'Université de Sherbrooke*, Montréal, Fides, 2004, 366 p. En particulier, les pages 115-133.

n'appuyant pas fermement Mgr Grégoire¹⁷⁸. Quant à Mgr Grégoire, même s'il a été gagnant au terme (qui a obtenu ce qu'il désirait sur toute la ligne), dans quelle mesure ce combat a-t-il affaibli son épiscopat, tant dans l'opinion publique que du côté de l'Église ? En d'autres termes, peut-être a-t-il été le gagnant de la crise, mais à quel prix ?

Du côté de la société, la cause était entendue : cet évêque, tout comme son Église, était du côté des forces réactionnaires, conservatrices, anti-progrès. En empêchant des prêtres laïcisés de conserver leur charge d'enseignement dans une faculté de théologie canonique, cet évêque confirmait son manque d'ouverture, voire de charité. D'ailleurs, pourquoi, en outre, tenait-il tant au statut canonique de cette faculté universitaire ? Pour que l'Église continue sa domination sur les idées ? Assurément, la crise de la faculté n'a pas bonifié la cote de popularité de Mgr Grégoire au sein de l'intelligentsia québécoise. Rejoignant une partie de ses confrères évêques de l'Inter, au moins la moitié des professeurs de la faculté de théologie (sans compter ceux des autres facultés) le tiendront responsable de l'échec de leurs revendications, qu'ils estimaient légitimes, et beaucoup le critiqueront agressivement en privé comme en public. De ce côté-là aussi, Mgr Grégoire n'a pas gagné de concours de popularité¹⁷⁹.

Dans la même veine, doit-on faire un lien entre la crise de la faculté de théologie, le ressentiment qu'elle a engendré chez plusieurs professeurs envers Mgr Grégoire, et le fait que plusieurs d'entre eux aient par la suite positionné leur enseignement du côté de la théologie libérale, anti-romaine, et ce contre la posture de fidélité romaine associée à Mgr Grégoire ? À notre avis, établir un tel lien de cause à effet serait simpliste. D'abord, parce que ce virage progressiste (ou libéral) de la théologie universitaire a été antérieur à la crise de la faculté de théologie. Il s'explique plutôt par les modes intellectuelles théologiques qui ont touché presque tout l'Occident après le Concile Vatican II. Cela dit, le fait est que parmi les principaux théologiens professionnels et universitaires de l'époque, Mgr Grégoire ne comptait aucun allié idéologique¹⁸⁰. Au contraire, beaucoup des théologiens les plus influents, notamment ceux près de l'AEQ, étaient de tendance

¹⁷⁸ Source : un évêque de l'Inter-Montréal.

¹⁷⁹ Un des professeurs de l'époque, Lucien Lemieux, affirme qu'en une occasion, le conseil de la faculté est allé le rencontrer à l'évêché. Mgr Grégoire les a écoutés, sans rien dire, comme s'il noyait le poisson, comme s'il s'agissait d'une conversation vaticane, politicienne, courtoise, qui ne règle rien; son idée était faite d'avance. Il n'y eut pas de seconde rencontre.

¹⁸⁰ Aucun à notre connaissance. Si un tel théologien avait existé, nos sources nous l'auraient dit.

libérale et progressiste¹⁸¹. Par ricochet, leur impact sur les mentalités religieuses de l'époque ont été considérables, et n'allaient pas dans le sens de la vision théologico-pastorale de Mgr Grégoire, plutôt traditionnelle, fidèle au Magistère et à ses directives. En somme, Mgr Grégoire n'a pas eu, durant son épiscopat, les théologiens influents de son bord¹⁸².

Quant à la portion progressiste de son clergé, difficile à estimer numériquement mais certainement pas négligeable, elle a fort probablement confirmé à l'occasion de cette crise l'opinion défavorable qu'elle avait de son évêque : un homme timoré, peureux¹⁸³, conservateur, au jugement défaillant¹⁸⁴. En somme, si Mgr Grégoire a gagné, cette victoire, bien que réelle, ne lui a pas rendu la vie plus facile. Il en est ressorti avec bien plus d'ennemis que d'alliés, ce qui n'est pas une bonne chose quand on est pasteur d'un diocèse et que, autant que possible, notre rôle est de fédérer les gens autour d'une vision commune de notre mission et des moyens de l'atteindre. Cela dit, sur un autre plan, plus profond et spirituel, peut-être que cette victoire de Mgr Grégoire peut aussi être interprétée, comme certains l'ont fait¹⁸⁵, comme un signe : celui de la fidélité, envers soi-même¹⁸⁶ et envers Rome. Un signe ... prophétique, car révélateur des tensions inhérentes à une époque extrêmement troublée de l'histoire de l'Église du Québec : tenir bon avec Rome contre une Église qui a perdu ses repères, son sens de la fidélité, voire son identité prophétique.

Un dernier point, digne de mention. Pendant toute la durée du conflit, plusieurs sources nous l'ont confirmé¹⁸⁷, Mgr Grégoire, sur le plan personnel, a fait preuve d'une extrême charité envers

¹⁸¹ Marc Rivet et Mgr Jude Saint-Antoine ont identifié quelques figures de proue, parmi d'autres : Julien Harvey, sj., Jacques Grand'Maison (et son insistance sur la conscience personnelle), Gregory Baum (ancien augustinien laïcisé), André Myre (laïcisé). Mgr Saint-Antoine explique qu'ils ont eu beaucoup d'influence parce qu'ils siégeaient à divers comités de l'AÉQ : comité social, comité de l'éducation, comité des ministères (touchant la place des laïcs et des femmes en Église). Un autre problème de l'époque aura été la faiblesse théologique de certains (plusieurs !) évêques, ce qui les rendait extrêmement vulnérables aux erreurs théologico-pastorales (les décisions pastorales étant le fruit d'une pensée théologique qui les précède). Mgr Saint-Antoine estime que pour cette raison, la théologie sacerdotale erronée de l'époque, pour ne nommer que celle-là, a provoqué la crise de l'identité sacerdotale que l'on connaît depuis.

¹⁸² Marc Rivet a énormément insisté sur cet aspect lors de notre entrevue, selon lui capital.

¹⁸³ Léonard Audet nuance : il affirme que Mgr Grégoire avait peur des problèmes de la faculté, qu'il a affrontés avec courage. Mais avec un Mgr Lafontaine à ses côtés, qui faisait le gros du travail, selon les témoins.

¹⁸⁴ Sources : Irénée Beaubien (qui affirme que Mgr Grégoire « n'a pas senti les affaires », en somme qu'il a manqué de jugement) et Jean-Guy Dubuc.

¹⁸⁵ Tels un Marc Rivet, ou Jean-Paul Rivet.

¹⁸⁶ Ce que tous ont reconnu, même les ennemis de Mgr Grégoire. D'ailleurs, cette fidélité à ses convictions profondes, même au prix de tant de souffrances et d'attaques personnelles, a suscité l'admiration de plusieurs.

¹⁸⁷ Mgr Jean-Claude Turcotte, Marc Rivet, Mgr Jude Saint-Antoine, parmi d'autres.

les prêtres concernés – qu’il a voulu aider selon ses moyens, jusqu’à en rencontrer un secrètement –, aussi envers ses détracteurs, sans jamais pour autant renoncer à l’essentiel pour lui : son désir d’obéissance à Rome.

Conclusion

Au terme de ce très long chapitre, nous pouvons réaffirmer avec encore plus de force ce que nous affirmions dès le début : l’épiscopat de Mgr Grégoire a été une succession de crises, sur tous les fronts, qui ont fait de son épiscopat un authentique chemin de croix – à la différence que le sien a compté plus de quatorze stations, et s’est étiré sur vingt-deux années.

Pendant son épiscopat, Mgr Grégoire a eu à faire face à plusieurs « situations épouvantables »¹⁸⁸. Rappelons les principales: la sécularisation et la déchristianisation de la société québécoise qui ont entraîné une désaffection religieuse sans précédent ; la parution d’*Humanae Vitae* et son onde de choc sur les catholiques ; les nombreux départs de prêtres ; la contestation permanente de son leadership par plusieurs prêtres. Sans oublier les critiques des fidèles qui lui reprochaient sa trop grande discrétion, ses apparitions pas assez fréquentes dans les médias, des théologiens le critiquant d’avoir méconnu l’esprit réformiste de Vatican II, des féministes qui critiquaient ses vues étroites en matière de ministères, de plusieurs de ses confrères évêques de l’AÉQ, auprès de qui il aurait dû trouver une écoute et un soutien fraternels.

Au terme de ce chapitre – sans anticiper sur notre conclusion générale –, nous pouvons dire que nous comprenons mieux maintenant pourquoi Mgr Paul Grégoire a tant hésité avant d’accepter la tâche d’archevêque de Montréal. De toute évidence, en acceptant ce poste, il devait pressentir que la route serait longue, très ardue, et semée d’embûches. Heureusement pour lui, sa confiance en Dieu était aveugle, car s’il avait vu ce qui se préparait, nul doute qu’il en aurait été tétanisé. Mais Mgr Grégoire était un homme de devoir, un homme de foi, un homme d’obéissance. Suivant sa conscience, il a dit oui. Et ce, peu importe ce qu’il allait lui en coûter. Cette fin difficile, tout sauf glorieuse, nous pensons qu’il l’avait pressentie, et nous le comprenons d’avoir hésité avant de s’engager sur la route qui allait l’y mener.

¹⁸⁸ Ce sont les mots mêmes de son successeur, monsieur le cardinal Turcotte, qui occupe le siège de Mgr Grégoire depuis bientôt 20 ans. Il nous semble bien placé pour évaluer l’épiscopat de son prédécesseur, d’autant qu’il a été son auxiliaire pendant presque une décennie.

CHAPITRE V

LE COMBAT POUR L'ÉCOLE CONFESSIONNELLE

Un éducateur dans l'âme

C'est un éducateur dans l'âme qui a été élevé à l'épiscopat quand Paul Grégoire est devenu évêque. En effet, avant d'être sacré évêque, sa première carrière a été celle d'éducateur. L'abbé Paul Grégoire a donc passé environ une quinzaine d'années près de jeunes de tous niveaux, du cours classique à l'université. Reflet de son époque d'avant la Révolution tranquille, sa vision de l'éducation était radicalement chrétienne : car pour lui, devenir pleinement chrétien, c'était devenir pleinement homme. Mgr Grégoire savait bien que, après la famille, l'école est le premier lieu de formation humaine et chrétienne, d'où son importance stratégique capitale, voire vitale pour assurer la présence du christianisme – et de ses valeurs morales – au sein de la société québécoise. Pour cette raison, il s'est beaucoup intéressé, et ce pendant toute la durée de son épiscopat, aux dossiers touchant l'éducation chrétienne des jeunes Québécois¹; en particulier, il a mené un combat sans répit afin de préserver la confessionnalité du système d'éducation québécois, du primaire à la fin du cours universitaire².

Le combat pour la laïcisation du système d'éducation

En effet, alors que Mgr Grégoire devient archevêque de Montréal en avril 1968, le combat pour la laïcisation du Québec, qui passe obligatoirement par celle de son système d'éducation, est engagé depuis déjà plusieurs années. Plusieurs mouvements, dont le très influent Mouvement laïque de langue française (MLF) fondé par un groupe d'intellectuels progressistes de Montréal³,

¹ Vu la complexité historique de cette problématique (cf. la longue histoire de la déconfectionnalisation du système d'éducation québécois) nous chercherons surtout à montrer dans les prochaines pages quelle a été la position de Mgr Grégoire face à ce combat, et ce qu'elle a entraîné de résistances au sein même de son église. Nous renvoyons les lecteurs intéressés par la question plus vaste de la déconfectionnalisation aux ouvrages spécialisés. (Notamment plusieurs mémoires déposés dans le cadre de la commission Proulx, disponibles dans Internet.)

² Tout en tenant compte que les cours d'enseignement moral et religieux catholique n'étaient obligatoires que jusqu'à la fin du cours secondaire (l'animation pastorale, pour sa part, était présente à tous les niveaux d'enseignement, même universitaire, sauf dans le réseau de l'UQ). Pour cette section, nous tenons nos informations de Maurice Audet.

³ Le groupe est fondé en 1961 et rassemble entre autres Jacques Godbout, Jacques Mackay, Marcel Rioux, Pierre Leboeuf, Robert Élie, Camille Laurin, Maurice Blain et Judith Jasmin. Outre les écoles non-confessionnelles, le MLF réclame notamment l'institution du mariage civil et la suppression du serment religieux obligatoire prêté devant les tribunaux. Il dépose un mémoire à la commission Parent, demandant la nationalisation des collèges classiques (religieux). Puis, il s'éteindra peu à peu jusqu'à sa disparition en 1969. En 1976, toutefois, des parents fondent l'Association québécoise pour l'application du droit à l'exemption de l'enseignement religieux (AQADER) – qui aura gain de cause –, laquelle donnera naissance en 1981 au Mouvement laïque québécois (MLQ), un des acteurs de

militent activement depuis plusieurs années (1961) en ce sens, avec un certain succès – au point où la déconfectionnalisation des structures administratives de l'école québécoise constituera une des recommandations du rapport Parent. Sans contredit, ce groupe – et son rejeton, le MLQ, fondé en 1981 – a été un acteur clé de la laïcisation québécoise. Subrepticement, la diffusion d'un certain esprit laïc allait gagner dès le début des années 1970 les structures catholiques. Maurice Audet se souvient que le directeur général de la CECM⁴ proposait déjà une première brèche dans le système : une école non-confessionnelle dans laquelle l'enseignement religieux confessionnel serait dispensé. Chose surprenante, le directeur de l'Office pastoral du diocèse, l'abbé Saint-Louis, accueille favorablement cette idée.

L'attitude de l'Église

Cet appui montre bien qu'en ces années, l'Église de Montréal affichait une attitude de non-méfiance par rapport aux avancées de la sécularisation dans les mentalités. Pourquoi cet attentisme ? D'une part en raison des garanties constitutionnelles de 1867 concernant l'enseignement catholique et la présence du comité catholique au ministère de l'éducation; d'autre part en raison du sentiment de sécurité que la loi du nombre – la majorité numérique canadienne-française catholique – lui inspirait.

Cette même attitude semblait prévaloir à l'AEQ dans les années 1970⁵. Tout comme Montréal, les autres diocèses du Québec se pensaient protégés contre le mouvement de sécularisation en raison de leur grande majorité numérique sur les allophones et immigrants de tradition autre que catholique. Il est vrai que le nouveau pluralisme de la société québécoise, fruit des vagues d'immigration de ces années, se concentrait surtout à Montréal. En somme, à Montréal comme ailleurs au Québec, il n'y semblait pas y avoir péril en la demeure.

Pourtant, la menace était réelle, voire manifeste. Même si, de 1968 jusqu'au milieu des années 1970, les changements de gouvernement ne facilitaient pas les choses pour Mgr Grégoire et le

la déconfectionnalisation du système d'enseignement québécois. Le MLQ continue à ce jour ses activités. (Source : «La laïcité à toutes les sauces ! », *L'Actualité*, décembre 2009, p. 36)

⁴ M. Gérard Barbeau. (Source : Maurice Audet) Voir aussi Robert Gagnon, *Histoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal*, Montréal, Boréal, 1996, 400 p. En particulier le chapitre 7 (1973-1995), p. 298-311.

⁵ Maurice Audet affirme qu'il n'a jamais senti, pas plus dans ces années que plus tard, un appui fort de la part des autres évêques envers le maintien de la confessionnalité scolaire, même non-appui de la part de leurs directeurs diocésains de l'éducation. Son point de vue confirme ce que nous avançons dans nos autres chapitres concernant l'isolement – ou la minorisation – de Mgr Grégoire à l'AEQ.

comité de l'éducation de l'AÉQ, les ministres de l'éducation se succédant⁶, un fait était clair : les projets de loi touchant l'éducation visaient tous pour l'essentiel à déconfessionnaliser le système, surtout à Montréal, sans succès. Ces échecs étaient attribuables au fait que depuis quelques années, plusieurs associations catholiques se constituaient peu à peu en groupes de pression, le plus influent étant l'Association des parents catholiques de Montréal – dont Mgr Grégoire a toujours été très proche⁷ –, fondée en 1968, et son bourgeon, le Mouvement scolaire confessionnel (MSC)⁸, fondé en 1972.

Mgr Grégoire entre dans la mêlée

Un jour, toutefois, l'Église officielle, par la personne de Mgr Grégoire, sera forcée de s'engager plus directement – et ouvertement – dans l'arène⁹. En effet, à la suite de l'échec de plusieurs projets de loi touchant l'éducation, une étude sur la restructuration scolaire de l'éducation sur l'île de Montréal est mise sur pied en 1973¹⁰, sous l'impulsion de Jacques Mongeau, qui deviendra le tout premier président du futur Conseil scolaire de l'île de Montréal. Lors des audiences

⁶ Maurice Audet précise que les hauts fonctionnaires, pour leur part, demeuraient les mêmes, ainsi que leur idéologie laïcisante.

⁷ Comme cette association a toujours livré combat contre l'évolution du système d'éducation vers sa déconfessionnalisation, on lui a collé l'étiquette de réactionnaire. Du coup, Mgr Grégoire a aussi été éclaboussé. (Plusieurs sources, y compris Audet, nous ont dit combien Mgr Grégoire estimait le combat de cette association pour le maintien du caractère catholique des écoles québécoises.) Mgr Jude Saint-Antoine est toutefois d'avis que cette association fort importante était trop conservatrice.

⁸ Le Mouvement scolaire confessionnel (MSC), qui est un bourgeon de l'Association des parents catholiques du Québec, a été fondé en 1972 par Maurice Archambault (mort vers les années 2005) accompagné de Michel Palascio (qui fut très dévoué), en réaction à une certaine volonté politique de déconfessionnaliser le système d'éducation québécois (en l'occurrence, montréalais). Ce Mouvement va mettre sur pied plusieurs coalitions (telle la Coalition pour la confessionnalité scolaire en 1984), selon les circonstances, rassemblant jusqu'à une vingtaine d'associations catholiques (telles les Chevaliers de Colomb, les Filles d'Isabelle, les Cercles de Fermières, les Chevaliers du Saint-Sépulcre, etc.) dans une lutte commune. Le MSC sera très actif dans les élections municipales de la CECM (Commission scolaire de l'île de Montréal), à partir de 1973 – en effet, avant cette date, les commissaires étaient désignés. Ainsi, à chaque élection scolaire (aux quatre ans), le MSC fera la promotion active de ses candidats (les plus favorables au maintien de la confessionnalité), notamment par l'achat d'une pleine page de publicité dans les journaux tant urbains que ruraux. Au fil des ans, le MSC allait aussi étendre sa grande influence du côté des élections scolaires de Laval, voire sur le plan provincial (impliquant jusqu'à une vingtaine de commissions scolaires). Son réseau était tellement bien établi que le MSC a réussi à recueillir jusqu'à 220 000 signatures contre un certain projet de loi. Notons enfin que les protestants ont souvent joint le MSC dans ses combats, notamment lorsque la lutte concernait les structures montréalaises. Pour plus d'informations, une consultation des archives de l'APCQ serait très profitable. (Source : Maurice Audet)

⁹ Une chose difficile pour Mgr Grégoire qui est un homme de convictions, mais pas un batailleur de nature, affirme Audet.

¹⁰ La première grande transformation de ces structures fut provoquée par la restructuration scolaire de 1973. Cette restructuration, imposée par le gouvernement de l'époque, fusionnait les 33 commissions scolaires de l'île de Montréal en huit nouvelles commissions scolaires. Ces commissions scolaires étaient confessionnelles (catholiques et protestantes) et regroupaient presque toutes un secteur francophone et un secteur anglophone. (Source : Maurice Audet)

publiques concernant ce projet de loi, Maurice Audet, délégué de Mgr Grégoire, présente la position mi-figue mi-raisin de son archevêque, pour qui seul importait le maintien des instances décisionnelles intermédiaires (les écoles) assurant l'enseignement religieux confessionnel catholique, plutôt que l'ensemble du système¹¹. D'ailleurs, dans ses propres rangs, Mgr Grégoire subissait alors la pression des partisans en faveur de la déconfessionnalisation du système¹²!

Or cette position est rejetée du revers de la main par M. Mongeau, ce qui force Mgr Grégoire à prendre une position claire et précise en cette matière. Ce dernier décide alors d'écrire une lettre personnelle au premier ministre Robert Bourassa, qu'il a connu alors qu'il était aumônier à l'université, dans laquelle il prend une position plus nette en faveur du maintien de la confessionnalité du système. Il semblerait que la manoeuvre ait réussi, car le nouveau Conseil scolaire dont les audiences accoucheront, tout en présidant aux commissions scolaires catholiques et protestantes, s'occupera en fait uniquement de taxation, en vue de répartir équitablement la richesse. Le combat pour le maintien de la confessionnalité connaîtra alors une trêve de quelques années.

Une joute politique

Le gouvernement péquiste de René Lévesque arrive au pouvoir en novembre 1976. Deux ans plus tard, le projet de loi 40 du ministre de l'Éducation Camille Laurin propose de supprimer toutes les commissions scolaires et d'en transmettre tous les pouvoirs à l'école. Une coalition catholique issue du MSC et soutenue par Mgr Grégoire, s'oppose fermement à ce projet de loi, main dans la main avec la Fédération des commissions scolaires, dont la survie était menacée. Pour l'occasion, l'Église catholique organise un très important congrès au Cégep du Vieux-Montréal, qui attire plus de 2000 personnes venues de tous les coins de la province. Fait intéressant, le ministre Camille Laurin y était présent. Mgr Grégoire, en plus d'y célébrer la messe, y avait livré un plaidoyer en faveur de l'école confessionnelle. Résultat : le projet de loi est mort dans l'oeuf, l'utopie enterrée. Pour la deuxième fois en cinq ans, les catholiques, aidés de leurs alliés

¹¹ En d'autres termes, Mgr Grégoire acceptait le principe d'une déconfessionnalisation ne touchant que les instances administratives qui n'affecteraient pas les écoles, ce qui était un compromis peu réaliste, ni réalisable.

¹² Qui étaient ces personnes ? Maurice Audet lève le voile. Notamment, parmi d'autres, Mgr Leonard Crowley (+2003), évêque auxiliaire, irlandais d'origine, qui siégeait au comité catholique. Audet ajoute que ce dernier a probablement subi tout comme d'autres l'influence de la revue *Maintenant*, très d'avant-garde (visant la liberté dans l'Église), revue dirigée par le dominicain Vincent Harvey (+1972), lui aussi membre du comité catholique.

ponctuels, avaient réussi à sauver la confessionnalité. Malgré leurs défaites répétées, et ce depuis le dépôt du Rapport Parent, les partisans de la déconfessionnalisation ne s'avouaient pas vaincus.

L'AEQ et la problématique de la confessionnalité

L'un des dossiers principaux des décennies 1970-1990 à l'AEQ a été celui du maintien (ou non) de la confessionnalité du système d'éducation québécois. Certains évêques étaient d'avis qu'il fallait aller vers une déconfessionnalisation progressive du système¹³, alors que d'autres s'y opposaient fermement. Mgr Grégoire était de ceux-là. C'est la sécularisation, voire la déchristianisation rapide de la société qui a forcé les évêques à remettre en question la confessionnalité du système d'éducation québécois. Dès les débuts de ce débat, les évêques sont partagés : ils tiennent aux droits acquis, mais prennent acte d'une réalité nouvelle qui est troublante. D'ailleurs, très tôt, le théologien libéral André Naud¹⁴, nommé en novembre 1971 président du Comité catholique¹⁵, et certainement le théologien le plus influent au Québec ces années-là, qui a l'oreille des évêques, s'est prononcé pour la déconfessionnalisation du système d'éducation.

De son côté, la société civile, de plus en plus sécularisée, fait savoir que l'ancien monde de l'unanimité religieuse dans les écoles n'est plus : en 1983, en vertu des Chartes des droits et libertés, l'enseignement moral devient une option dans les écoles confessionnelles québécoises, en parallèle avec l'enseignement religieux confessionnel catholique. Il s'agit de la première brèche dans le système, que les catholiques ne peuvent contester. La même année (1983), les évêques prennent une décision très audacieuse : ils décident de sortir l'initiation sacramentelle des écoles primaires du Québec (tout en y maintenant les agents de pastorale). Comment expliquer cette étrange décision, qui surprend même le gouvernement péquiste de l'époque, qui

¹³ Notamment Mgrs Hubert, Valois et Ouellet (Rimouski). (Source : Maurice Audet)

¹⁴ Les titres de ses derniers livres révèlent bien son esprit : *Le Magistère incertain* (Fides, 1987); *Un aggiornamento et son éclipse : la liberté de pensée dans la foi et dans l'Église* (Fides, 1996); *Les dogmes et le respect de l'intelligence* (Fides, 2002). Pour comprendre son influence déterminante pour la pensée libérale et progressiste – contestatrice du Magistère –, se référer au *Réseau des forums André-Naud* dans Internet, dont la mission est de promouvoir la liberté de pensée et de parole dans l'Église catholique (<http://forum-andre-naud.qc.ca>). Par ailleurs, nous ne sommes pas certain que le théologien sulpicien endosserait toutes les prises de position qu'on retrouve sur ce site.

¹⁵ Un évêque de l'Inter-Montréal rappelle que Mgr Grégoire avait peur des innovations, notamment en matière d'enseignement. Pour cette raison, ses rapports avec l'abbé Paul Tremblay, alors président du Comité catholique du Conseil supérieur de l'Éducation, auraient été difficiles. En effet, le comité de l'éducation de l'AEQ dont Mgr Grégoire faisait partie était en rapport étroit avec le Comité catholique, dont une des fonctions principales était l'approbation des manuels scolaires touchant l'enseignement religieux catholique.

s'empresse de l'entériner¹⁶ ? La réponse est toute simple : c'est que bon nombre d'évêques en étaient venus à la conclusion qu'une majorité d'enseignants des écoles primaires ne pouvaient ou ne voulaient plus préparer de façon convenable les jeunes aux sacrements, et ce en raison de leur incroyance et de leur inculture religieuse¹⁷. La triste réalité constatée, c'est que les structures étaient confessionnelles, mais la pratique, elle, ne l'était plus. C'était une coquille vide.

Mgr Grégoire s'est opposé par principe au retrait de la sacramentalisation dans les écoles, mais il a été battu¹⁸. Il pensait au contraire de la majorité des évêques que la meilleure façon de régler le problème était de répondre au défi par l'offre d'une meilleure formation catéchétique pour les futurs enseignants, ce qui l'a incité à mettre sur pied l'Institut catholique de Montréal¹⁹. Au terme, les paroisses ont hérité de la responsabilité de la sacramentalisation des enfants, les soirs et les fins de semaine. Les écoles primaires du Québec venaient de perdre une composante essentielle de la formation chrétienne des jeunes. Ne restait plus que l'enseignement religieux confessionnel, pour ceux et celles qui en faisaient le choix, ainsi que les agents de pastorale travaillant dans les écoles. Dans son combat pour la survie de l'école catholique, Mgr Grégoire avait un appui de taille, soit le pape Jean-Paul II. En effet, lors des visites *ad limina* de cette époque, le pape ne s'est pas gêné pour reprocher aux évêques du Québec le manque de fermeté de leur lutte contre cette déconfessionnalisation des structures. En bon Polonais, habitué aux luttes politiques, le pape s'étonnait – voire était choqué – que les évêques québécois laissent s'écrouler ainsi des pans de la confessionnalité²⁰. Or, quand on sait à quel point Mgr Grégoire ne voulait pas désobéir au pape, en plus d'être profondément convaincu du rôle stratégique que jouait – ou pouvait jouer – l'école en matière d'éducation religieuse, on comprend mieux pourquoi il a tant tenu au maintien de l'intégralité des structures confessionnelles du système d'éducation.

¹⁶ Source : Maurice Audet. Qui en est encore interloqué.

¹⁷ Source : un évêque de l'Inter-Montréal.

¹⁸ Maurice Audet était présent comme invité à la réunion de l'AEQ au cours de laquelle cette décision a été prise. Le diocèse de Montréal a voté contre, mais Mgr Grégoire a été battu, et a dû s'y plier, même s'il était à la tête du diocèse le plus important. Peut-être Mgr Grégoire n'a-t-il livré bataille que sur le plan des principes, car il connaissait lui aussi la triste situation des écoles dites catholiques en matière de formation catéchétique. Audet ajoute que sur cette question, Mgr Grégoire n'aurait pas dû s'incliner, qu'il n'a pas été assez batailleur, car ce n'était pas dans sa personnalité – il était un saint, trop bon. Mais si Audet a raison sur le manque de combativité de Mgr Grégoire, comment expliquer celle dont il a fait preuve lors du long conflit de la faculté de théologie ? Peut-être parce qu'en cette occurrence, il s'agissait d'une position expresse du pape.

¹⁹ Nous traiterons de cet Institut plus avant dans ce chapitre.

²⁰ Source : un évêque de l'Inter-Montréal.

Confrontés à une évolution des mentalités religieuses qui leur était nettement défavorable, les évêques de cette époque se demandaient combien de temps encore le système confessionnel pourrait durer ? Devant un tel constat, les évêques avaient deux options²¹ : faire une guerre de religion en tenant mordicus à la confessionnalité des écoles, une guerre perdue d'avance; ou sortir complètement la religion des écoles pour la confier aux paroisses. Que faire ? À cette époque (vers les années 1980-1985), personne chez les évêques ne voyait parfaitement clair quant à l'évolution de la société sur le plan religieux ; cela dit, les signes de la rupture étaient là, manifestes²². Ces signes manifestes d'une rupture inéluctable entre la foi catholique et la culture québécoise (dont l'école était le premier vecteur), Mgr Grégoire allait enfin les reconnaître dans les toutes dernières années de son épiscopat (vers les années 1985-88). Ne cédant rien de ses principes, toujours valables (cf. le lien vital entre l'éducation catholique et l'identité religieuse de la nation canadienne-française), mais peut-être de guerre lasse après plusieurs décennies de combats, devenu plus conscient du fait que l'évolution des mentalités religieuses québécoises – la sécularisation devenue déchristianisation à chaque jour plus radicale – ne laissait aucune chance de survie à l'ancien système, qui reposait sur une foi commune partagée par la majorité, Mgr Grégoire accepta peu à peu de faire preuve d'ouverture envers la déconfessionnalisation²³. En effet, bien qu'homme de principes, il n'était pas un idéologue doctrinaire, désireux de se battre contre la réalité des faits²⁴.

L'ouverture tardive de Mgr Grégoire à la déconfessionnalisation s'expliquerait aussi par le fait que le cardinal Louis-Albert Vachon²⁵ de Québec (1981-1990), dont il était proche de pensée et de cœur, et jusqu'alors un ardent défenseur lui aussi de la confessionnalité du système, ait changé son fusil d'épaule²⁶. En effet, Mgr Grégoire était avant tout un homme d'Église, très soucieux du respect de l'autorité; or, le cardinal Vachon était le primat de l'Église canadienne de

²¹ Source : Mgr Valois.

²² Source : un évêque de l'Inter-Montréal. Ce même évêque nous a appris que Mgr Leonard Crowley, évêque auxiliaire en charge des catholiques anglophones du diocèse de Montréal, était plutôt du côté des progressistes, mais qu'il ne voulait pas voter contre son archevêque. Cela dit, le contexte pastoral du côté anglophone était beaucoup plus calme que du côté francophone.

²³ Mgr Turcotte était quant à lui favorable à cette déconfessionnalisation du système, mais ne voulait pas aller contre son archevêque.

²⁴ Le cardinal Turcotte affirme que Mgr Grégoire a dû faire preuve de courage pour évoluer ainsi sur cette question, une évolution qui s'est faite sur plusieurs années.

²⁵ Qui allait quitter son siège épiscopal en même temps que Mgr Grégoire.

²⁶ Source : Maurice Audet.

l'époque. Il est certain que Mgr Grégoire n'a pas voulu donner l'impression qu'il s'opposait au primat Vachon sur cette question, donnant ainsi l'image d'une Église divisée.

Une chose est certaine, c'est que c'est grâce au leadership de Mgr Grégoire que la confessionnalité du système scolaire a été maintenue jusqu'à la fin des années 1990²⁷. L'archevêque de Montréal a combattu tant qu'il a pu pour cette confessionnalité. À l'évidence, ce fut un des grands combats de sa vie, livré dans des circonstances difficiles puisqu'il devait faire face non seulement à la sécularisation (déchristianisation) de la société québécoise, alimentée par les groupes de pression laïcisants tel le MLF et le MLQ, mais aussi aux oppositions provenant de ses propres rangs, qu'il s'agisse de certains évêques influents au sein de l'AÉQ, ou de certains membres de sa garde rapprochée, dont certains évêques auxiliaires²⁸. D'ailleurs, plusieurs sont d'avis que si tous les évêques du Québec avaient fait front commun derrière (ou avec) Mgr Grégoire, ils auraient réussi à réveiller ou mobiliser les catholiques du Québec, créant ainsi un rapport de force très différent face aux gouvernements de l'époque²⁹. Ce rapport de force aurait pu permettre de négocier des compromis avec les gouvernements en poste, préservant ainsi, à l'instar d'autres pays en Occident³⁰, une certaine confessionnalité reflétant mieux la réalité sur le terrain³¹ tout en respectant le nouveau caractère laïc de l'État³². En somme, on aurait pu sauver le meilleur de l'ancien système, plutôt que de tout jeter à la poubelle³³.

²⁷ C'est l'avis du chancelier Michel Parent, qui en est très reconnaissant à Mgr Grégoire. Il se souvient d'ailleurs que plusieurs hommes politiques venaient rencontrer Mgr Grégoire en secret sur cette question – et d'autres.

²⁸ Mgr Turcotte (après 1981) et Mgr Crowley, et d'autres ambivalents, tels Jean-Paul Rivet et Mgr Lafontaine, par ailleurs très fidèle et obéissant à son évêque. Seul Mgr Poirier était de son côté à 100 %. (Source : Maurice Audet)

²⁹ C'est l'avis de Maurice Audet.

³⁰ Dans la revue *L'Actualité* de décembre 2009, on retrouve un grand dossier sur la laïcité en Occident sous la plume du journaliste Roch Côté, « La laïcité à toutes les sauces ! » (p. 26-32). À sa lecture, on constate que bien des pays, tout aussi modernes que le Québec, ont conservé une certaine confessionnalité à l'intérieur d'un État laïque. On y apprend que la France, l'Allemagne (qui a un impôt religieux !), l'Italie, la Belgique, l'Espagne et l'Angleterre ont réussi à ménager la chèvre et le chou, en somme : ont trouvé des accommodements raisonnables. Même les rédacteurs de *L'Actualité* sont obligés d'admettre que la laïcité québécoise est bien plus rigide que dans ces pays.

³¹ Des sondages récents (printemps 2009) révélaient que plus de 80 % des parents québécois se disaient chrétiens (la majorité catholiques) d'affiliation (avec pas ou peu de pratique religieuse); aussi, plusieurs observateurs sont d'avis que la réforme de l'éducation religieuse dans les écoles (la déconfessionnalisation de l'ancien système) a été faite par dessus la tête des parents, avec une certaine précipitation qui cachait probablement un programme idéologique laïciste, voire athée. Nous le pensons. Cette histoire reste à écrire.

³² Maurice Audet est d'avis que l'ancien système, sans être parfait, ne méritait pas de disparaître, notamment parce que la confessionnalité des écoles était ouverte, par le truchement du cours de morale optionnel pour les élèves dont les parents refusaient le cours d'enseignement religieux confessionnel. Ce système transmettait tout de même, tant bien que mal, selon la qualité des enseignants et des élèves, plusieurs des notions basiques du christianisme à 90 % des élèves de l'ordre primaire québécois, contrairement à aujourd'hui, alors qu'ils sont à peine, selon l'estimation d'Audet et des prêtres que nous connaissons, environ de 5 à 10 % (bien moins dans plusieurs paroisses, de l'ordre de 1 à 3 %) à suivre les formations catéchétiques en paroisse. Ces jeunes seront-ils mieux formés qu'ils ne l'auraient été

Mais telle n'a pas été la réalité. En effet, moins d'une décennie après la retraite de Mgr Grégoire, et à la suite de la parution du Rapport Proulx (1997-99) qui allait sonner le glas de l'ancien système, l'AEQ s'avouera vaincue face à la sécularisation radicale et accélérée de la société québécoise. L'assemblée des évêques permettra le démantèlement des anciennes structures confessionnelles après avoir renoncé, à la consternation de plusieurs, à des droits constitutionnels touchant la confessionnalité du système d'éducation jugés intouchables jusqu'alors³⁴. Dans son combat pour le maintien de la confessionnalité du système scolaire québécois, Mgr Grégoire ne s'est pas contenté de participer aux initiatives de relations publiques des associations et coalitions catholiques, voire de faire ses propres représentations auprès de certains politiciens, il a aussi créé du neuf : un nouvel institut de formation pédagogique pour les futurs maîtres (enseignants) catholiques³⁵.

La fondation de l'Institut catholique de Montréal (ICM)

Comment l'idée de créer l'Institut catholique de Montréal (ICM) a-t-elle germé dans l'esprit de l'archevêque de Montréal ? Expliquons le contexte. Dans les années 1970, l'arrivée des récentes facultés universitaires des sciences de l'Éducation³⁶ a eu comme conséquence que les écoles normales (catholiques), qui avaient jusqu'alors formé les enseignants catholiques, ont dû fermer leurs portes les unes après les autres³⁷.

à l'école ? Les catéchètes qui leur enseignent sont-ils vraiment compétents ? Comment et combien de temps les paroisses, dont les moyens sont fragilisés, notamment leurs finances, pourront-elles tenir ?

³³ Audet est d'avis que les milliers d'animateurs de pastorale du primaire, du secondaire et des cégeps réussissaient à transmettre un certain esprit chrétien à des milliers de jeunes par leurs différentes activités et animations. Toutefois, lors de la déconfessionnalisation officielle du système le 1^{er} juillet 1998, sur 240 animateurs dans les écoles de Montréal, le tiers a perdu leur emploi, l'autre tiers est demeuré dans les écoles en tant qu'animateurs de vie communautaire et spirituelle, et le dernier tiers est allé en paroisse (mais à 30 à 50 % de leur ancien salaire). De toute évidence, les troupes ont été décimées. Enfin, sur le plan politique, l'État aurait pu créer une deuxième catégorie d'institutions, les écoles neutres, tout en conservant les écoles confessionnelles traditionnelles. Il ajoute que l'Ontario a su préserver ses écoles catholiques pour les francophones, et que celles-ci exigent des investissements considérables pour le petit nombre d'élèves qui les choisissent. Preuve que quand la volonté y est, des accommodements sont possibles.

³⁴ En l'occurrence, la modification de l'article 93 de la Constitution canadienne (AANB) en 1997. Un évêque de l'Inter-Montréal nous a confié que la bataille était perdue d'avance. Mais il a ajouté que la partie politique avait été mal négociée. Selon lui, l'AEQ aurait dû demander au gouvernement de permettre l'enseignement de la catéchèse un après-midi par semaine pendant les heures d'école sous la responsabilité des paroisses, comme ça s'est fait en France. Nous y reviendrons en conclusion de chapitre.

³⁵ Nous tenons toutes nos informations de l'entrevue donnée par Maurice Audet.

³⁶ Qui offraient une formation religieuse plutôt minimaliste aux futurs enseignants.

³⁷ Voir Thérèse Hamel, *Le déracinement des écoles normales, Québec. Le transfert de la formation des maîtres à l'université*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991.

À Montréal, seul subsistait l'Institut pédagogique³⁸, une école normale fondée en 1925 par les soeurs de la Congrégation de Notre-Dame (les CND). Cet Institut, subventionné par Québec, n'offrait que les deux premières années de formation aux futurs enseignants catholiques (sur les trois que comptait le baccalauréat), qui allaient par la suite compléter leur formation à l'Université de Montréal pour y obtenir leur brevet d'enseignement. En outre, les soeurs CND ne savaient pas combien de temps encore elles assureraient cette charge. Quant aux futurs enseignants qui ne fréquentaient pas cette école normale catholique, leur formation spécifiquement catholique comptait pour trop peu dans leurs trois ans de formation³⁹. Pour Mgr Grégoire, former un enseignant vraiment catholique exigeait un curriculum plus développé.

À titre d'ancien éducateur, Mgr Grégoire était bien conscient du fait que le caractère catholique d'une école était fonction de la qualité des enseignants catholiques y oeuvrant. Ces enseignants devaient être assistés par des animateurs de pastorale, déjà présents dans les écoles primaires et secondaires de Montréal depuis le début des années 1970, formés pour la plupart au Centre de pastorale scolaire du diocèse de Montréal⁴⁰. Or, dans plusieurs écoles de la CECM, tout comme dans les collèges privés, Mgr Grégoire savait que la qualité de la formation catholique offerte aux élèves laissait grandement à désirer⁴¹, pour les raisons sus-mentionnées. C'est dans l'espérance de régler ce problème que Mgr Grégoire décida de fonder l'Institut catholique de Montréal⁴². Une oeuvre audacieuse et solitaire, car aucun autre évêque de l'AÉQ ne l'a appuyé dans cette démarche⁴³, probablement parce qu'ils n'y croyaient pas, au vu de l'évolution de la société⁴⁴. L'objectif était de prendre la relève formelle de l'Institut pédagogique et de former des

³⁸ Sis à leur maison de Westmount, qui a connu depuis de nombreux changements de vocation, jusqu'à devenir depuis septembre 2008 le collège privé (cégep) Marianopolis.

³⁹ Selon un évêque de l'Inter-Montréal de l'époque, qui nous apprend que cette formation était offerte notamment par la faculté de théologie de l'Université de Montréal. La création de cet Institut qui offrait à l'interne la formation théologique allait donc avoir comme conséquence (économique) d'enlever des étudiants à cette faculté.

⁴⁰ Maurice Audet affirme que le diocèse de Montréal était mieux nanti que bien des diocèses du Québec en matière de catéchèse.

⁴¹ Source : Maurice Audet.

⁴² Le cardinal Turcotte est d'avis que Mgr Grégoire n'a pas créé l'ICM que pour assurer une formation des futurs enseignants dans le respect de l'orthodoxie catholique, mais aussi pour promouvoir sa vision de la pédagogie (qu'il avait étudiée à l'université). Aussi, le fait que Mgr Grégoire ait été entouré et soutenu dès les origines par des personnalités très crédibles, telle une Thérèse Baron, ancienne sous-ministre de l'Éducation, aurait favorisé sa création, qui n'était pas chose acquise lorsque le projet a été soumis au gouvernement de l'époque.

⁴³ Mgr Turcotte nous l'a admis lui-même.

⁴⁴ Selon un évêque de l'Inter-Montréal, la création de l'Institut catholique de Montréal aurait été très bien perçue par Rome.

maîtres catholiques⁴⁵ avec une formation universitaire complète menant à l'obtention du brevet officiel d'enseignement octroyé par l'État. En 1978, la requête officielle fut envoyée au gouvernement, et comme les péquistes venaient de perdre leur bataille juridique dans le dossier du refus de subventions aux écoles privées, la charte fut obtenue presque par retour du courrier. L'ICM fondé, le plus difficile restait à faire : notamment de recruter des étudiants. Restait à régler un problème majeur : comme le nouvel ICM était incorporé en vertu de la loi sur les évêques catholiques romains (Québec), il ne pouvait émettre les brevets du gouvernement permettant l'accessibilité à la profession. Avant de pouvoir commencer à dispenser les cours, l'ICM devait donc négocier avec le gouvernement, des débats très techniques sur le plan juridique. Malheureusement, la première personne à qui l'ICM a confié ce mandat s'est révélé incompétente, ce qui a fait perdre plusieurs années à l'ICM⁴⁶.

Le 3 septembre 1985, soit plus de sept ans après sa fondation officielle, l'ICM joue son va-tout : il ouvre ses portes avec une première cohorte de près de 16 étudiant(e)s qui ont accepté de s'y inscrire, et ce sans assurance qu'ils recevraient leur brevet à la fin du cycle des études, trois ans plus tard. La stratégie de l'ICM était de mettre ainsi de la pression sur le gouvernement. Les cours se donnent dans les locaux de l'Institut pédagogique de Westmount. L'année précédente, la *Fondation des amis de l'ICM* avait été mise sur pied, car l'oeuvre n'est pas encore subventionnée par le gouvernement – elle ne le sera jamais. Le temps passe, et il faut absolument trouver une façon de pouvoir émettre des brevets officiels. La meilleure façon serait une affiliation avec une université qui offre un programme reconnu en sciences de l'éducation. L'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), fait les premiers pas et une collaboration d'une année s'engage. Mais à l'ICM, des résistances se font sentir et mettent fin à celle-ci. Le salut apparaît lorsque l'Université de Montréal, qui n'appréciait pas du tout le rapprochement avec une université rivale, décide de tendre la main à l'ICM. Claude Ryan, le ministre de l'éducation de l'époque, facilite le dénouement, en décembre 1987. L'entente avec l'Université de Montréal touchant l'aspect pédagogique est la suivante : l'ICM conserve 60 % de son programme (dont la supervision des stages), soit le coeur qui touchait au caractère catholique de la formation, et l'Université hérite du

⁴⁵ Marc Rivet ajoute que l'ICM a été fondé en réponse aux excentricités – en fait : hérésies – enseignées par plusieurs théologiens universitaires de l'époque. Mgr Grégoire tenait beaucoup à ce que les futurs enseignants reçoivent une formation catholique orthodoxe. D'ailleurs, il en était de même pour ses prêtres, comme nous l'avons vu.

⁴⁶ Source : Maurice Audet.

40 % restant, soit les cours-matières, selon les champs de concentration (sciences, histoire, etc.). À l'époque, le gouvernement reconnaissait que l'ICM répondait à un besoin réel de la société, soit la formation de maîtres catholiques pour l'enseignement dans des écoles encore confessionnelles.

Lors de cette première négociation, l'ICM commet toutefois une erreur qui se révélera mortelle à moyen terme : elle remet à une seconde ronde de négociations le partage des frais de scolarité et des subventions gouvernementales. Grisés par leur enthousiasme, les dirigeants de l'ICM acceptent que l'Université conserve 100 % des frais de scolarités déboursés par les étudiants, même si 60 % des coûts de la formation sont assumés par l'ICM⁴⁷. Pour accommoder les élèves, l'ICM déménage dans des locaux situés au couvent des Dominicains⁴⁸, à deux pas de l'Université. Preuve de son grand respect pour ses étudiants, l'ICM leur permet, s'ils le désiraient, de quitter l'ICM à tout moment de leur formation sans aucune pénalité afin d'intégrer l'Université de Montréal. Quoi qu'il en soit, la première cohorte de sept étudiants (sur les 16 ayant débuté) de l'ICM a terminé sa scolarité en avril 1988 et les étudiants ont pu recevoir leur brevet tel que prévu, et ce sans avoir suivi un seul cours à l'Université de Montréal.

Mgr Grégoire a suivi de très près toutes les étapes de développement de son Institut, de sa fondation en 1978 jusqu'à sa pleine reconnaissance, presque dix ans plus tard. Même s'il avait délégué le plus gros des responsabilités quotidiennes à ses dirigeants, il suivait les affaires de l'Institut de près, et il a beaucoup fait pour lui, participant aux banquets annuels, aidant à la campagne de souscription, en plus de siéger au conseil d'administration. Évidemment, une fois parti à la retraite, il s'en est distancié un peu.

La mort annoncée de l'ICM

L'absence d'entente économique avec l'Université de Montréal allait bientôt plomber les finances de l'Institut. Dans les premiers temps, les dons des bienfaiteurs permettaient de couvrir les frais d'exploitation, qui s'élevaient alors à quelque 220 000 \$ annuellement. Mais plus les années passaient, plus il était difficile de boucler le budget. Certains bienfaiteurs durent consentir

⁴⁷ En vérité 40 % puisque 20 % de la formation était donnée dans les écoles sous la forme des stages. (Source : Maurice Audet)

⁴⁸ Sur le Chemin-Côte-Sainte-Catherine, à Montréal, où l'ICM – devenu l'Institut Marie-Guyart en 2000 – demeura jusqu'à récemment (été 2007); il est alors déménagé à Laval.

à des dons très généreux⁴⁹. Autre facteur, l'ICM s'attendait à ce que le nombre d'étudiants désireux de s'inscrire à ses programmes aille croissant. Comme l'Institut était le seul à offrir une formation vraiment catholique en pédagogie, il eût été normal que des étudiants issus de tous les diocèses du Québec s'y inscrivent. Mais plusieurs facteurs nuisaient à la croissance. D'abord, la publicité était difficile, car trop coûteuse, et les réseaux de diffusion catholiques plutôt inefficaces. D'autre part, les autres évêques du Québec n'ont jamais appuyé directement ou indirectement l'Institut, alors que leur aide aurait certainement aidé à son recrutement ainsi qu'à son rayonnement. Enfin, il est clair que la situation sociale, l'évolution des mentalités, tant religieuses que séculières, tout cela annonçait l'agonie, voire la mort à court terme des écoles catholiques au Québec.

Durant ses bonnes années, soit de 1985 à 1994 environ, l'Institut recrutait en moyenne sept-huit étudiants par année, rarement plus. Les jeunes étudiants de 18-20 ans qui désiraient s'inscrire à l'ICM étaient presque des cas d'exception, car déjà à cette époque, la génération des enfants nés vers les années 1965-70 avait largement abandonné la pratique religieuse. Ces cohortes très bien formées, mais trop peu nombreuses, faisaient en sorte que la contribution de l'ICM était modeste en regard des besoins réels de maîtres catholiques dans les écoles. Nettement insuffisante pour que ces diplômés, une fois engagés dans une institution, réussissent à eux seuls à en changer la dynamique⁵⁰. La nomination de Mgr Turcotte à la direction du diocèse de Montréal a précipité la mort de l'ICM, mais indirectement. En effet, le nouvel archevêque, pour des raisons inconnues, n'a pas renouvelé le mandat des trois piliers de l'ICM depuis les origines : Mme Adéline Mathieu (co-fondatrice), Aurèle Daoust et l'abbé Maurice Audet⁵¹. Au moment de son départ, ce dernier a avisé l'abbé Robert Beaupré⁵², vicaire général de Mgr Turcotte, que la seconde ronde de négociations – sur l'aspect du partage des subventions – devait avoir lieu avec l'Université de Montréal, et que sans celle-ci, l'oeuvre était menacée. Mais ces négociations n'eurent jamais lieu.

⁴⁹ Un détour par les archives permettrait de les identifier, à l'aide des reçus d'impôts.

⁵⁰ En effet, pour qu'une institution soit transformée de l'intérieur par un nouvel esprit, catholique ou autre, il faut une masse critique d'enseignants et de professionnels partageant une même vision.

⁵¹ Maurice Audet précise qu'il a décidé de quitter de lui-même lorsqu'il a vu les hésitations de Mgr Turcotte à renouveler son mandat. Bien que fatigué par toutes ces années de combat, il aurait été prêt à prendre la direction générale de l'ICM, mais à demi-temps, en remplacement du directeur de l'époque, M. Laferrière. Enfin, Audet ajoute que la nomination de son successeur n'a pas aidé la cause de l'ICM, car ce dernier n'a pas jugé bon de reprendre les négociations avec l'Université de Montréal concernant le partage des frais de scolarité payés par les étudiants, alors que 60 % des coûts de formation étaient assumés par l'ICM.

⁵² Décédé en 2001, il était un intime de Mgr Turcotte. Audet affirme que le vicaire général ne semblait pas préoccupé de la survie de l'ICM.

Vu la précarité économique de l'ICM, il était écrit dans le ciel que tôt ou tard les bienfaiteurs s'essouffleraient, d'autant que ces derniers ne sentaient plus, Mgr Grégoire parti, de soutien de la part du nouvel archevêque en poste. Aussi, la sécularisation gagnait de plus en plus les mentalités, en sapant la légitimité sociale des écoles confessionnelles, conséquemment celle des maîtres spécifiquement catholiques.

Ainsi, au tout début des années 2000, en raison d'un manque d'étudiants, l'ICM changeait de vocation mais aussi de nom, devenant l'Institut Marie Guyart⁵³. Au total, l'ICM sera demeuré actif pendant près d'une dizaine d'années et aura compté environ une centaine de diplômés, qui ont tous trouvé très rapidement du travail⁵⁴. En définitive, Mgr Grégoire aura perdu son pari de renouveler de l'intérieur les écoles confessionnelles par la formation d'enseignants catholiques d'une grande compétence, mais ce ne sera pas faute d'avoir essayé (contrairement à ses collègues de l'AÉQ). Dans les faits, la mort clinique de l'ICM première mouture coïncidera avec le dépôt du rapport Proulx, qui allait frayer la voie à la mise en terre de l'ancienne confessionnalité du système d'éducation québécois.

Conclusion : la confessionnalité scolaire aurait-elle pu être sauvée ?

On ne peut réécrire l'histoire. Mais on sait que l'histoire aurait pu être autre. Notamment si les évêques du Québec avaient livré, derrière Mgr Grégoire, un réel combat pour le maintien d'une certaine forme de confessionnalité dans le réseau scolaire québécois. Maurice Audet, pour ne nommer que celui-là⁵⁵, s'indigne encore lorsqu'il évoque cette saga, qui n'est pas à l'honneur des évêques de l'AÉQ de l'époque. Il leur reproche leur manque total de sens politique; en somme, d'avoir été naïfs. En effet, pour protéger les droits des catholiques, il eût fallu être armé pour le combat, notamment sur le plan juridique. Or, pendant que l'Église vivait de chimères en comptant sur les bonnes volontés, les forces laïcisantes, de leur côté, avaient pris tous les moyens nécessaires pour arriver à leurs fins.

⁵³ Le nom civil de la bienheureuse Marie-de-l'Incarnation, co-fondatrice de Québec. La nouvelle vocation : l'accompagnement pédagogique des jeunes enseignants dont une proportion affolante (près de 50 %) quittent l'enseignement dans les cinq premières années de l'exercice de leur métier.

⁵⁴ Pour la plupart embauchés en dehors de la ville de Montréal, nous apprend Mgr Turcotte. Qui ajoute que leur diplôme avait une belle valeur sur le marché de l'emploi. Mgr Valois a confirmé ce point de vue.

⁵⁵ Émile Robichaud et Gary Caldwell ont écrit un livre marquant sur cette question : *Qui a peur de la liberté ?* (Éditions Oikos, 2000).

La grande erreur stratégique des dirigeants de l'Église du Québec, du temps de Mgr Grégoire comme après, aura été de penser que la population québécoise, encore majoritairement catholique (selon les sondages), aurait appuyé l'Église en vue du maintien de l'école confessionnelle au moment des discussions publiques autour de la déconfessionnalisation du système dans les années 1995. Or, le rapport Proulx a bien montré, au contraire de la perception des évêques québécois, combien la nation québécoise s'était déchristianisée radicalement. Les évêques ont alors constaté l'indifférence et la non-mobilisation de l'immense majorité des Québécois d'allégeance catholique, hormis quelques poches de résistance. Du coup, plutôt que de chercher à réveiller leurs ouailles, et de prendre le temps nécessaire pour les sensibiliser aux tenants et aboutissants de la cause, les évêques ont alors conclu que la bataille politique était perdue d'avance – ce qui était d'ailleurs depuis longtemps le point de vue de plusieurs d'entre eux. Ne restait plus qu'à donner leur *placet* à la déconfessionnalisation au gouvernement en place, qui ne demandait pas mieux (les forces laïcisantes y dominant). Or, pour ce faire, ils devaient commettre l'impensable.

Comme on le sait, l'abolition de la confessionnalité scolaire pour les catholiques ne pouvait advenir sans l'abrogation de l'article 93 de la Constitution canadienne, laquelle devait être autorisée par les évêques québécois. À la consternation de plusieurs observateurs, ceux-ci l'acceptèrent. Comment expliquer cette étrange décision ? À moins de sous-entendre que les évêques de l'AÉQ aient désiré sciemment une perte des droits pour leur peuple, ce qui serait odieux, voire impensable, une seule autre explication – à double volet – est possible : ils ont été très mal conseillés sur le plan juridique, ce qui a permis qu'ils soient dupés par les politiques qui leur auraient promis une forme de maintien de la confessionnalité à l'intérieur de structures laïcisées⁵⁶. Cette option est la seule qui préserve l'honneur des évêques de l'AÉQ. Maurice Audet constate que l'attitude des évêques québécois depuis des décennies en ce qui touche le dossier de la confessionnalité scolaire a toujours été le même : refuser de livrer un vrai combat, toujours reculer, et, après avoir perdu des privilèges ou des droits, se montrer satisfaits ! Après l'expression de quelques petites réserves pour sauver les apparences, avant de reculer en souriant!

⁵⁶ Maurice Audet a entendu le cardinal Turcotte dire ouvertement devant plusieurs personnes qu'il avait rassuré un pape Jean-Paul II préoccupé par la déconfessionnalisation du système d'éducation québécois en lui affirmant que la création des commissions scolaires linguistiques protégerait les droits de la minorité francophone en Amérique du Nord, sans pour autant signifier la fin de l'enseignement religieux dans les écoles, ce qui avait eu l'heur de rassurer le pape.

En somme, ils se sont écrasés. Conséquence de cet écrasement, les parents catholiques d'aujourd'hui ont perdu le droit que leurs enfants reçoivent un enseignement conforme à leurs croyances et valeurs. De toute évidence, l'histoire aurait pu être autre. Une autre solution aurait été la création de commissions scolaires – ou d'écoles – neutres en complément à l'ancien système⁵⁷.

Il est clair que Mgr Grégoire aurait préféré que l'histoire soit autre. Contrairement aux autres évêques de l'AÉQ, lui n'a pas reculé, ne s'est pas écrasé. Il s'est battu pour le maintien de la confessionnalité scolaire tant qu'il a pu. Toutefois, pour qu'il ait des chances de remporter ce combat, il eût fallu que ses confrères évêques le soutiennent, qu'ils décident de se battre pour la sauvegarde des droits des catholiques québécois (même non pratiquants) dans les écoles. Ce qu'ils n'ont pas fait. Dans ce contexte, Mgr Grégoire s'est battu comme il a pu pour assurer la plus grande présence possible de l'Église dans les écoles du Québec. Il a livré ce combat envers et contre tous parce qu'il était bien conscient du fait qu'elles représentaient le premier et principal lieu où les jeunes apprenaient les bases de leur foi, et formaient leur identité catholique. En outre, l'école confessionnelle permettait à la foi catholique de faire partie de la culture de référence – culture identitaire – de (presque) tous les jeunes Québécois(e)s.

En acceptant la déconfessionnalisation des écoles québécoises, les évêques ont donc sacrifié le principal vecteur de christianisation de la société (après la famille). Cette décision allait avoir de graves répercussions sur la jeunesse québécoise en matière de formation religieuse. Jean-Paul II aimait dire que la jeunesse est le printemps de l'Église. Au Québec, le printemps de notre Église allait plutôt prendre des allures d'hiver⁵⁸.

⁵⁷ Selon Audet, la forte immigration d'allégeance catholique des dernières décennies au Québec (en particulier les latinos) donne à penser que le maintien de l'ancien système aurait été possible, voire souhaitable.

⁵⁸ De nos jours, selon ce que nos amis prêtres nous disent, environ 90 à 95 % des jeunes d'un quartier normal de Montréal ne suivent pas les formations catéchétiques données dans les paroisses. Quant aux rescapés, ce *petit reste* de jeunes (5 à 10 %) qui auront été catéchisés par des bénévoles souvent aussi peu instruits que bien intentionnés, combien demeureront vraiment chrétiens une fois leur initiation terminée ?

CHAPITRE VI

LE COMBAT POUR LA CHARITÉ

Le sang du pauvre, c'est l'argent. On en vit et on en meurt depuis des siècles.
(Léon Bloy, *Le sang du pauvre*.)

Il se fait tard. Hâtons-nous de faire le bien !
(Mgr Grégoire, *Homélie des funérailles de l'abbé Guy Laforte*.)

Dans ce court chapitre, nous allons revisiter le combat de Mgr Paul Grégoire pour la justice et la dignité humaines, un combat dont le moteur était la charité puisée dans sa vie spirituelle intense et soutenue. D'abord, en disant quelques mots touchant sa gestion courante comme pasteur de son Église; puis, plus longuement, en regardant de plus près son activité personnelle dans sa ville, Montréal.

Le choix prophétique d'une devise

Au moment de son ordination épiscopale en 1961, Mgr Grégoire a adopté une devise qui annonçait la couleur de son épiscopat : Charité et Sagesse¹. Évidemment, au moment où il devenait évêque auxiliaire de Montréal, le jeune Mgr Grégoire ne pensait jamais qu'il deviendrait un jour archevêque de Montréal, encore moins qu'il fonderait huit années plus tard, en juin 1969, une maison pour les sans-abri² à Montréal : La Maison du Père. En choisissant une telle devise, Mgr Grégoire nous semble avoir été particulièrement bien inspiré, voire prophétique. En effet, dans l'exercice de son ministère, il allait avoir besoin de sagesse, qui est au sens commun la capacité du bon jugement, au plan spirituel, l'union à Dieu (les deux étant reliés, car celui qui est uni à Dieu est influencé par Lui). Mais il allait aussi déployer cette sagesse dans la recherche d'une toujours plus grande charité, laquelle commande non seulement d'aimer ceux qui ne sont pas assez aimés, mais aussi d'aimer ... ses ennemis³ !

Des églises pauvres et des églises riches

Mgr Grégoire était responsable de l'administration d'un diocèse de très grande taille, dans lequel les strates sociales et économiques variaient énormément. En d'autres termes, le diocèse comptait

¹ Estelle Tardif, *La Maison du Père*, Montréal, Novalis, 1992, p. 12. Désormais *Tardif*.

² Mgr Grégoire et l'abbé Laforte utilisaient plutôt le vocable « itinérant(s) ».

³ En cela, Mgr Grégoire allait être servi. On devrait plutôt parler d'opposants.

beaucoup de riches, voire très riches, mais encore beaucoup plus de pauvres, sinon de miséreux. D'autant que pendant son épiscopat, en 1973, le Québec allait traverser une crise économique très importante. Comme l'Église de Montréal dépendait elle aussi de l'économie pour ses rentrées d'argent, cette crise allait affecter directement les quêtes et ses placements, en somme sa situation financière. À cette crise s'ajoutait la désaffection populaire, la baisse des pratiquants entraînant celle des sommes recueillies lors des quêtes. Pour toutes ces raisons, vers le milieu des années 1985, Mgr Grégoire a été confronté à une situation économique difficile, un problème que n'avait jamais connu le cardinal Léger, qui lui avait plutôt fait face au problème contraire : la gestion de l'abondance⁴. Mgr Grégoire se résolut donc à créer une campagne annuelle de financement, ce qu'il accepta mais à contrecœur⁵.

Certes, le diocèse avait besoin d'argent pour continuer d'assurer ses services administratifs. Mais aussi pour pouvoir continuer à combler le fossé qui se créait entre les paroisses riches et les paroisses pauvres, une situation qui préoccupait beaucoup Mgr Grégoire. Il a donc beaucoup fait pour maintenir en vie les paroisses des milieux populaires fragilisées sur le plan financier, notamment en créant le Fonds d'entraide, constitué à cette unique fin⁶. Mgr Grégoire a aussi augmenté la taxe diocésaine que les paroisses versent à l'archevêché, la haussant de 6 % à 9 %.

Évidemment, la concentration de la pauvreté dans certaines zones de Montréal le préoccupait aussi. Pour beaucoup de personnes, seules ou en famille, les prestations d'aide sociale représentaient l'ultime recours; quand elles ne suffisaient pas, le réseau communautaire de soutien palliait les besoins fondamentaux (vêtement, nourriture, etc.). Toutefois, une certaine catégorie de personnes, à chaque année plus nombreuse, passait entre les mailles du filet de

⁴ Source : Mgr Turcotte Ce dernier rappelle que de 1950 à 1964, le cardinal Léger fondait plusieurs paroisses par année, car environ 1 000 000 de personnes allaient à la messe chaque dimanche. Toutefois, à la suite de la désaffection populaire de 1968 jusqu'au départ de Mgr Grégoire en 1990, l'état des finances du diocèse s'est dégradé sérieusement. En outre, bien des Montréalais pratiquants parmi les plus fortunés, ont commencé à passer leurs fins de semaine à leur maison de campagne.

⁵ La première eut lieu en 1989. Plutôt que de lancer une telle campagne, Mgr Grégoire désirait sabrer dans les budgets. Maurice Audet lui a plutôt proposé de l'aider, avec quelques autres, à organiser la campagne de financement. L'idée a fait son chemin. Quelques semaines plus tard, Mgr Grégoire est revenu à la charge en disant qu'il ne voulait pas passer son temps à ramasser de l'argent. Il est alors décidé d'en confier la responsabilité à l'abbé Robert Riendeau, directeur de l'Office des Œuvres et de la pastorale sociale du diocèse de Montréal. Ses efforts furent récompensés : 2 millions de dollars furent recueillis la première année (depuis, les montants sont moindres car les églises se vident) ! À la suite de ce grand succès, Mgr Grégoire décida alors de continuer, mais après bien des hésitations. L'archidiocèse de Montréal était bien en retard sur celui de Toronto, qui organisait la sienne depuis 7-8 ans et recueillait bon an mal an quelque 8 millions. (Source : Maurice Audet)

⁶ Mgr Turcotte nous a appris que ce Fonds existe toujours.

protection sociale pour se retrouver carrément à la rue. Et elles convergeaient presque toutes vers le centre-ville. Ces milliers de personnes sans abri, vagabondes, toujours plus nombreuses, arpentaient les trottoirs à la recherche de quelques sous, d'un endroit où manger et dormir. L'Accueil Bonneau et la *Mission Old Brewery* leur offraient nourriture et gîte temporaire, mais furent bien vite débordés. Ces pauvres d'entre les pauvres, Mgr Grégoire allait les rencontrer lors de ses nombreuses promenades quotidiennes d'un peu moins de deux kilomètres⁷ entre la résidence de la cathédrale et son bureau de l'archevêché, et ils allaient le pousser à entreprendre un des plus difficiles combats qui soient : celui contre l'exclusion et l'extrême pauvreté⁸.

La fondation et l'histoire de la Maison du Père

Presque personne, en dehors des cercles ecclésiastiques, ne sait que Mgr Grégoire a fondé la Maison du Père⁹ tout juste une année après sa nomination comme archevêque de Montréal¹⁰. Et pourtant, il s'agit d'une oeuvre impressionnante, qui ne cesse de croître, une oasis de charité et de chaleur humaine au coeur d'une ville anonyme, qui semble se soucier bien peu de ses membres les plus seuls et les plus souffrants.

Comment est née l'idée de fonder un refuge pour sans-abri dans la tête de Mgr Grégoire ? De façon toute simple, sans vision ni révélation : lors de ses promenades entre sa résidence de la cathédrale et l'Évêché. Lisons ce que Mgr Grégoire en dit lui-même :

Tout au long de mon ministère pastoral à Montréal, le Seigneur a mis sur mon chemin beaucoup de personnes seules, sans abri, ne connaissant personne et ne sachant où aller. Avec d'autres, j'ai éprouvé une nette préférence pour les itinérants, ces pauvres parmi les plus pauvres, ces gens dont la détresse nous interpelle comme un signe incontournable et tellement dérangeant que Dieu

⁷ Selon Google Maps. Mgr Grégoire faisait ce trajet aller-retour (3,6 km) au moins deux fois par jour, pour une distance de 7,2 kms. Environ une heure et quart (et demie) par jour. Sauf quand il faisait des détours.

⁸ Plus la pauvreté était grande, plus elle mobilisait Mgr Grégoire. Dans cette veine, Mgr Turcotte a témoigné aussi des efforts de Mgr Grégoire à l'égard de plusieurs des réfugiés du Vietnam lors de la crise des années 1975-80, au moment où plusieurs se retrouveront à la rue en plein hiver, ayant été expulsés par le gouvernement.

⁹ Et pour cause. Étonnamment, le livre d'Estelle Tardif sur la Maison du Père parle très peu de lui. Nous sommes d'avis qu'au moins un chapitre aurait dû être consacré à l'apport caché mais non moins réel de Mgr Grégoire à son oeuvre tout au long de sa croissance. Cela dit, ce dernier aurait peut-être refusé. Mais il y avait plus grave que cet oubli. En effet, lors de notre visite en juillet dernier, le père Sylvio Michaud, directeur actuel, nous confiait n'avoir aucune photo de Mgr Grégoire affichée publiquement dans la Maison. Toutefois, comme l'année 2009 marquait le 40^e anniversaire de fondation, le père Michaud nous avait promis d'y remédier. Et il a tenu parole, avons-nous appris lors d'une conversation téléphonique récente avec lui (3 décembre). Justice a été rendue à Mgr Grégoire un peu grâce à nous, ce qui nous réjouit grandement.

¹⁰ Nous sommes d'avis que le fait que Mgr Grégoire ait fondé cette oeuvre environ un an après sa nomination révèle quel genre d'homme il était, de même que l'ordre de ses priorités.

nous adresse tout près de nous. La présence des itinérants est un cri qu'aucun bruit de la ville ne devrait étouffer. Ce cri peut ouvrir nos coeurs, susciter en nous des générosités inattendues et nous permettre de rencontrer dans nos frères et soeurs le Dieu des béatitudes¹¹.

Ce que Mgr Grégoire ne dit pas, c'est que ces promenades étaient l'occasion pour lui de soulager la misère de ses *amis* de la rue; toujours, l'évêque de Montréal leur donnait de l'argent, en emmenait un ou l'autre prendre un café ou manger une bouchée, allant jusqu'à leur acheter, à l'occasion, des manteaux¹². Fait à noter, la plupart de ces sans-abri ne savaient même pas qui il était¹³.

Comment expliquer la grande proximité de cet homme qu'on dit avoir été si timide avec les plus pauvres d'entre les pauvres ? Il fallait que dans sa personnalité même, Mgr Grégoire se sente bien avec eux. Or, cette capacité, on le sait, n'est pas donnée à tous. Le secret de cette complicité avec les sans-abri tiendrait donc au caractère de l'évêque de Montréal, qui était d'une grande – voire extrême – humilité, effacé et timide, en cela semblable à ceux dont il s'approchait¹⁴. Mais il y avait plus : son grand amour, en termes religieux : sa charité¹⁵. En effet, c'est comme si Mgr Grégoire avait toujours eu un faible pour les plus pauvres, pour les démunis. Un amour de père¹⁶ qui veut que ses enfants avancent dans la vie, qui veut les aider. C'est dès 1961, alors qu'il arrive comme évêque auxiliaire de Montréal, que Mgr Grégoire a croisé sur son chemin, probablement sur une base quotidienne, les sans-abri¹⁷. Quand l'idée de leur construire un abri est-elle montée de son coeur la première fois ? Personne ne le sait. Ce que nous savons, par contre c'est qu'il s'est écoulé huit années entre ses premiers contacts avec l'itinérance et la première réalisation du projet. Nous pouvons donc affirmer sans risquer de nous tromper que le projet mûrissait depuis longtemps dans son esprit. Lorsqu'il a décidé d'aller de l'avant, Mgr Grégoire savait qu'il aurait besoin d'aide, qu'une telle entreprise ne pouvait se réaliser que par un travail d'équipe. Or

¹¹ Préface du livre de Tardif (p. 9), que Mgr Grégoire a écrite le 17 janvier 1992, à la retraite, un an et demi avant sa mort.

¹² Source : Michel Parent. Toutes nos sources ont évoqué les *fioretti* (grâces) de sa vie cachée avec les pauvres de Montréal.

¹³ Ce qui n'a pas empêché plusieurs d'entre eux de venir saluer sa dépouille mortelle et d'assister à ses funérailles.

¹⁴ En contraste, remarquons aussi que Mgr Grégoire a toujours fui comme la peste les mondanités, les coquetels, le voisinage des grands de ce monde, au contraire de bien des prélats d'ici et d'ailleurs.

¹⁵ L'amour intratrinnaire, de Dieu même : la *caritas*, transmise aux croyants par la grâce et les sacrements.

¹⁶ L'expression est du père Michaud. À l'image du Père céleste qui aime tous ses enfants, surtout les plus nécessiteux.

¹⁷ Qui auraient été entre 5 000 et 8 000 selon les estimations de l'époque. Cf. *Tardif*, p. 22.

comment cela allait-il se faire¹⁸? Mgr Grégoire, s'il le pouvait, répondrait sûrement : par des circonstances providentielles.

En juin 1969, Mgr Grégoire rencontre un jeune prêtre, l'abbé Guy Laforte, 37 ans, qui vient lui dire qu'il sent fortement en lui l'appel à quitter le travail de fonctionnaire de Dieu pour aller s'occuper des pauvres des bidonvilles, en Argentine¹⁹. Mgr Grégoire lui propose alors de s'occuper plutôt des clochards de la ville, quelques années, avant de partir. Après deux semaines de réflexion, l'abbé Laforte accepte le défi²⁰, et est nommé officiellement le 2 septembre suivant aumônier des clochards, un tout nouveau ministère dans l'Église de Montréal. La future Maison du Père est toute contenue dans ce double oui : celui de Mgr Grégoire et celui de l'abbé Laforte. Pour cette raison, les deux seront considérés co-fondateurs ; le premier à l'origine de l'idée et de la première impulsion; le second, le réalisateur, au sens fort du terme.

Voyons maintenant les grandes lignes de cette histoire sainte, selon les mots de Mgr Grégoire²¹. L'abbé Laforte se met donc au travail, et bien vite, il réalise que la première urgence est de trouver un toit à la première douzaine de sans-abri dont il est proche. Après cinq semaines de recherches infructueuses, le 7 octobre, l'ancienne maison provinciale des Pères Servites de Marie, fermée depuis trois ans, lui est prêtée miraculeusement : quatre étages, trente-huit pièces, tout près de la paroisse Notre-Dame-du-Mont-Carmel, à deux pas de ... l'actuelle Maison du Père, sise au 550, boulevard Rene-Levesque Est ! Avec ce cadeau viennent les charges économiques liées à la rénovation (l'abbé Laforte est un très habile homme à tout faire) et à l'entretien, qui aboutiront sur le bureau de ... Mgr Grégoire ! Le premier clochard, Ti-Jean, très proche de Mgr Grégoire depuis longtemps, y fait son entrée le 12 octobre. Suivi bientôt de plusieurs autres, que l'abbé Laforte recueille sur la *Main*, et ailleurs au centre-ville. Cette demeure devient pour les clochards la maison du ... père (Laforte)²². L'oeuvre a trouvé son nom, un cadeau de ses bénéficiaires.

¹⁸ Une première histoire de la Maison du Père ayant été écrite (cf. Tardif), nous nous contenterons d'en rappeler les grandes lignes.

¹⁹ Pour les grandes lignes de sa vie, Tardif, p. 15

²⁰ Mgr Turcotte est encore tout admiratif de cette décision, qui a notamment exigé de l'abbé Laforte le sacrifice de son rêve missionnaire à l'étranger.

²¹ Préface de Mgr Grégoire à l'ouvrage de Tardif, p. 9. La lecture du récit des vingt premières années illustre bien que ce terme n'a pas été choisi par hasard.

²² Qui devient *Les Oeuvres de la Maison du Père*, lors de l'enregistrement légal, à la suite d'une proposition d'un fonctionnaire qui trouve que la première appellation n'est pas assez descriptive de l'oeuvre, une annonce prophétique car de fait, la première maison allait faire des petits, aussi à la campagne. Cf. Tardif, p. 25.

La Maison va connaître une première expansion, mais ailleurs qu'à Montréal²³. Au printemps 1970, les clochards, dont beaucoup sont d'anciens ruraux venus à Montréal pour soulager leur misère, y étouffent, surtout l'été; l'abbé Laforte, de son côté, est convaincu qu'une ferme, et le grand air, leur permettraient d'oublier l'alcool et de retrouver le goût de vivre, de se prendre en main. En effet, sa philosophie depuis les débuts avait toujours été la même : aider des personnes à s'aider elles-mêmes, notamment en quittant l'enfer de la dépendance à l'alcool et à la toxicomanie. La Maison du Père voulait relever les gens pour qu'ils marchent seuls par la suite, et non pas être un parking pour sans-abri alcooliques, drogués et ... paresseux²⁴. Aussitôt rêvé, aussitôt fait, et ce ... même sans argent ! Le groupe déniché deux fermes contiguës – en faillite, donc extrêmement délabrées – totalisant 540 acres de bois et de prairies situées à Saint-Fortunat, près de Thetford Mines, à 250 km de Montréal, que le directeur de l'Office du crédit agricole accepte de leur louer pour une bouchée de pain, avec option d'achat. Le 13 juin 1970, une douzaine d'hommes heureux y débarquent pour les premiers travaux, et pour y vivre en communauté, dans une franche camaraderie. On y commence illico de l'élevage, et le cheptel deviendra impressionnant, comptant entre autres jusqu'à 80 bêtes à cornes²⁵. On baptisera le lieu Le Domaine du Père. Un frère de la congrégation de Sainte-Croix, homme à tout faire et extrêmement dévoué, Clément Morier, y sera engagé comme permanent, et réussira des miracles²⁶. L'expérience sera tellement positive qu'une année plus tard, à l'été 1971, on déménagera dans des installations plus grandes, cette fois à (La Ferme à) Disraeli, pas très loin de Saint-Fortunat²⁷.

Moins de quatre ans après la fondation²⁸, les premiers locaux de la Maison du Père deviennent insuffisants. Il faut penser à déménager. La Providence sera encore à l'oeuvre : les prêtres de la Société des Missions-Étrangères désirent vendre leur maison de 22 500 pieds carrés, qui compte

²³ *Tardif*, p. 28-32.

²⁴ Le père Michaud a insisté sur ce point lors de notre entretien. Les personnes visitant la Maison sont invités à « se prendre en main ».

²⁵ Source : père Michaud.

²⁶ En quelques années (en 1976), grâce à ses talents et à son labeur infatigable, la ferme de Disraéli, qui ne valait rien au départ, vaut plus de 100 000 \$. Mgr Grégoire lui remettra le Mérite Ignace-Bourget (mérite diocésain), dont il est à l'origine. (cf. *Tardif*, p. 79)

²⁷ Le père Michaud nous a appris que cette ferme a été vendue vers les années 2001-2002, car les sept ou huit intervenants psychosociaux y travaillant coûtaient trop cher. Il fallait concentrer les ressources à Montréal, où le nombre de sans-abri a explosé depuis la dernière décennie. Comme elle était prospère, les Oeuvres en ont obtenu un bon prix.

²⁸ Trois ans et huit mois. (*Tardif*, p. 42)

70 pièces et 28 salles de bain, tout près sur la rue Saint-Hubert²⁹, en plein coeur du quartier de l'itinérance. Ils acceptent de louer à la Maison du Père, et un institut religieux charitable décide d'en payer le loyer de 1972 à 1978. L'inauguration a lieu le 19 octobre 1972, par Mgr Grégoire lui-même, qui se réjouit de voir son bébé grandir. La Maison a déjà fourni le gîte à plus de 3 000 personnes, offrant 40 000 couchers et 75 000 repas³⁰. Grâce à cette nouvelle maison, qui sera agrandie, on passera d'une capacité d'accueil de 60 sans-abri par jour (dès 15 h 00) et hébergés pour une nuit, à 80, jusqu'à 150 actuellement. Beaucoup plus tard, d'autres services s'ajouteront, voire des appartements temporaires et permanents³¹.

Après tant de moments favorables, une première tragédie s'abattra sur l'oeuvre : le décès subit de l'abbé Laforte, des suites d'un accident d'automobile le 17 janvier 1975³². La communauté entière de la Maison du Père est abasourdie. Mgr Grégoire célèbre ses funérailles le 21 janvier suivant, et accuse le choc dans l'espérance. Son homélie insiste sur l'importance de se hâter de faire le bien, en raison de la fugacité de notre vie, de ne pas se laisser avoir par les tentations de démission, d'indifférence ou de découragement³³. La Maison du Père vient de perdre son principal animateur, un prêtre qui avait littéralement tout donné à ceux qu'il servait, voire sa santé, jusqu'à sa vie même³⁴. Il fallait maintenant lui trouver un successeur. Mais qui ?

Dès le décès du père Laforte, deux séminaristes très audacieux du Grand séminaire de Montréal³⁵ – et futurs pères Trinitaires – qui étaient ses amis et qui séchaient à l'occasion leurs cours pour aller l'aider vont rencontrer Mgr Grégoire pour lui conseiller de demander à leur provincial de nommer un père pour prendre sa relève³⁶. Une démarche peu orthodoxe. Après hésitations et

²⁹ 1090, rue St-Hubert.

³⁰ *Tardif*, p. 42.

³¹ Source : père Michaud.

³² Avant de partir en vacances au Mexique la semaine suivante, l'abbé Laforte désire se rendre régler des affaires importantes à Disraéli. Il est très préoccupé par les problèmes d'argent de la Maison, et n'a probablement pas dormi de la nuit. La route est glacée, il perd la maîtrise de son véhicule sur la route 161, près de Chesterville, se retrouve dans le fossé et percute un poteau. Mort sur le coup, vers 11 h 30. Sa vie s'arrête à 42 ans. Quelques minutes auparavant, il avait rassuré sa compagne de voiture, effrayé du fait que plusieurs voitures avaient pris le champ, affirmant que « nous, on se rend toujours; les accidents, c'est pour les autres ! ». (Source : *Tardif*, p. 52)

³³ *Tardif*, p. 58.

³⁴ Nous sommes d'avis que cet homme, selon ce que le livre de Tardif nous permet d'apprendre, était un authentique saint. Une recherche plus poussée sur lui mériterait d'être effectuée.

³⁵ Les séminaristes du Grand séminaire de Montréal doivent faire six stages – de quelques jours – à la Maison du Père au cours de leur formation. Le père Michaud ne sait pas si cette initiative provient de Mgr Grégoire, mais il est fort probable que oui.

³⁶ Source : *Tardif*, p. 63.

réflexion, l'évêque trouve l'idée bonne, et la propose au provincial des Trinitaires qui accepte, puisque l'oeuvre de la Maison du Père correspond à la vocation originelle de sa famille religieuse, soit la libération des captifs (esclaves). Le provincial choisit comme premier successeur à l'abbé Laforte un jeune vicaire de la paroisse Saint-Jean-de-Matha³⁷, à Montréal, le père Gilles Lesage³⁸, nommé le 25 avril 1975. Il sera le directeur de l'Oeuvre pendant neuf ans, jusqu'à ce que le directeur actuel, le père Sylvio Michaud³⁹, le remplace le 1^{er} juillet 1984, pour un premier mandat de 9 ans⁴⁰. Tout comme son confrère le père Lesage, il va beaucoup côtoyer Mgr Grégoire dans le cadre de ses fonctions, notamment lors des épluchettes de blé d'Inde au Domaine du Père de Disraéli, qui réunit annuellement à la fin de l'été les donateurs et autres bienfaiteurs avec les sans-abri.

Mgr Grégoire et la Maison du Père

La Maison du Père a occupé une grande place dans le coeur de Mgr Grégoire. Évidemment, ce n'est pas lui qui en a assuré le développement sur le terrain au jour le jour, ce rôle étant joué par l'abbé Laforte et ses successeurs. Cela dit, en amont, c'est vers Mgr Grégoire que les directeurs se tournaient lorsque des problèmes se présentaient; il leur donnait alors divers conseils et avis, leur apportait une aide immédiate, souvent de nature matérielle ou économique; enfin, plus important encore, il les soutenait moralement quand ils étaient épuisés ou découragés. Dès qu'un problème important surgissait, Mgr Grégoire mettait tout de côté et prenait le temps de les recevoir, une heure ou deux, pour discuter et essayer de trouver des solutions⁴¹. En vérité, Mgr Grégoire était l'ultime roc sur lequel se sont appuyés tout à tour les directeurs de la Maison du Père, et sa fidélité et sa magnanimité ont été constantes.

Plus concrètement, Mgr Grégoire sollicitait des donateurs potentiels qui avaient des moyens. En outre, il puisait souvent dans sa poche, et donnait très généreusement. Quand l'abbé Laforte

³⁷ Du nom d'un des deux fondateurs français des Trinitaires en 1193, le second étant Félix de Valois. (Source : *Tardif*, p. 50)

³⁸ Qui est maintenant prêtre séculier dans les environs de Cowansville. (Source : Sylvio Michaud)

³⁹ L'exemple venait de haut. Chaque premier de l'an, depuis 1932, son père, Ernest Michaud, conduisait sa femme et ses huit enfants à l'Accueil Bonneau avant de chanter à la messe à la cathédrale Marie-Reine-du-Monde. (*Tardif*, p. 109).

⁴⁰ Avant d'y être renommé en 2000, jusqu'à aujourd'hui. Le père Sylvio, qui sera décoré de l'Ordre du Canada en 2009, tient à dire qu'il a été entouré d'une formidable équipe de bénévoles, dont plusieurs soeurs grises, notamment soeur Deshaies, qui a beaucoup fait pour l'oeuvre. Pour information, les soeurs grises (ou soeurs de la Charité) ont fondé et s'occupent de l'Accueil Bonneau depuis 130 ans.

⁴¹ Source : père Michaud.

l'appelait, à bout de ressources financières, Mgr Grégoire disait toujours oui, et le sortait du pétrin⁴². Comme si ça ne suffisait pas, il donnait aussi aux sans-abri sur une base personnelle, il était incapable de leur dire non. Mgr Grégoire était tellement sollicité par les sans-abri qui le dérangent sans cesse à l'évêché ou à sa résidence alors qu'il travaillait, que pour répondre à leurs demandes croissantes, il avait créé une petite équipe en charge de distribuer ses dons. Or, quand les sans-abri ont appris le stratagème, certains, après avoir reçu leur offrande, allaient tout de même le solliciter et recevaient un autre don. En somme, il a toujours été *dépoché*⁴³ par les gars, il aurait donné ses propres vêtements pour aider les gens. Il puisait toujours de sa poche, mais aussi, en amont, de sa bonté, inépuisable.

D'ailleurs, malgré son horaire du temps très chargé à l'archevêché, Mgr Grégoire visitait la Maison du Père une ou deux fois par année (il ne faisait pas partie du C.A.). Cela dit, quand il était invité, il se faisait un plaisir d'y aller. Un jour, alors que le père Sylvio Michaud lui reprochait gentiment de ne pas venir souvent, Mgr Grégoire lui a répondu : « Comme Jean-Baptiste, il faut que la Maison croisse, et que moi je diminue... » Le père Sylvio Michaud en a été tout impressionné⁴⁴. L'attachement de Mgr Grégoire à l'oeuvre était tel qu'il a tenu à venir à l'ouverture de la Résidence du Vieux-Port en juin 1988⁴⁵, même s'il était très malade. Il tenait beaucoup à bénir cette maison de 40 chambres vouée aux sans-abri de 55 ans et plus, qu'il considérait comme une extension de l'oeuvre première. En effet, les sans-abri âgés aux prises avec des problèmes psychosociaux de toutes sortes étaient refusés dans les autres centres, qui ne pouvaient veiller à leur réadaptation sociale. Une fois admis, ils y avaient maintenant une résidence jusqu'à la mort. En mai 2005, après d'importantes rénovations, cette résidence sera rapatriée dans les bâtiments mêmes de la Maison du Père, sous le vocable Résidence J.-A. De Sève⁴⁶.

⁴² *Ibid.*

⁴³ Suave expression du père Michaud.

⁴⁴ Selon lui, cette phrase résume l'homme, le condense. La grande humilité de Mgr Grégoire lui faisait faire les choses dans le secret, sans les signer ; on le sait, le bien ne fait pas de bruit.

⁴⁵ Le 7, pour être plus précis. Source : père Michaud (entrevue téléphonique, le 7 décembre 2009.)

⁴⁶ La résidence J.A. De Sève accueille 76 hommes de la rue de 50 ans et plus. Elle assure à ces aînés une écoute attentive, des soins d'hygiène, de santé ou de loisirs. Plusieurs de ces hommes y resteront jusqu'à leur mort (Source : *Maison du Père*, [En ligne]. [Http://maisondupere.org](http://maisondupere.org) (Page consultée le 7 décembre 2009))

Malgré tous les problèmes, ces tracasseries de nature administrative, l'argent à recueillir, Mgr Grégoire n'a jamais perdu de vue qu'il ne travaillait pas pour une oeuvre, pour des directeurs, mais pour des gens en chair et en os. Pendant toutes ces années, c'est le contact direct avec les sans-abri qui lui ont donné la force de continuer. Lors de ses visites à la Maison, Mgr Grégoire avait toujours la bonne parole, il encourageait les gars; ce n'était pas un homme pour condamner. Et les gars l'appréciaient énormément, l'aimaient même.

Conclusion

Sous l'impulsion de Mgr Grégoire, la Maison du Père est devenue réalité⁴⁷. Sans faire de bruit, l'amour de l'archevêque de Montréal pour les plus petits de la société a été démultiplié par dix, par cent, par mille, grâce à son engagement à la soutenir au fil de son épiscopat. Et cette oeuvre dure encore, soulageant au quotidien des centaines de sans-abri, toujours sans attirer les feux médiatiques.

⁴⁷ Avec un budget annuel de 3,5 millions et 72 employés réguliers, sans compter une grande équipe de bénévoles. Le Gouvernement du Québec offre une aide très modeste à l'oeuvre. (Source : père Michaud)

CHAPITRE VII

BILANS D'UN ÉPISCOPAT

Dans ce chapitre, nous donnerons la parole aux principaux témoins et observateurs de l'épiscopat de Mgr Grégoire qui tenteront tour à tour de répondre à la question centrale de notre étude: l'épiscopat de Mgr Grégoire a-t-il été une réussite ? L'archevêque de Montréal a-t-il été, oui ou non, à la hauteur des défis ? Et pourquoi ?

Le caractère particulier de ce chapitre, dont le but est de frayer la voie à la synthèse de notre étude, le distingue des autres à quelques égards. D'abord, sur le plan de la forme, nous avons décidé de laisser les témoins parler au « Je », contrairement aux autres chapitres de notre étude où leurs témoignages étaient traités autrement. Aussi, par souci de cohérence, nous avons décidé de présenter les appréciations de l'ensemble des témoins à partir du critère de proximité d'avec Mgr Grégoire. Ainsi, nous commencerons par lire les propos de ses plus proches collaborateurs et de sa famille, avant de passer aux témoins qui ont été des observateurs privilégiés. Pour notre part, nous ferons la synthèse de l'ensemble de tous ces commentaires dans la conclusion générale.

Les proches collaborateurs

André Lamoureux

Pour bien évaluer l'épiscopat de Mgr Grégoire, l'Histoire devra retenir deux choses : d'une part, il a accepté un poste qu'il ne voulait pas, ayant confié qu'il ne se sentait pas fait pour ce genre de fonction; d'autre part, Mgr Grégoire a hérité d'un contexte extrêmement difficile : le cardinal Léger a littéralement abandonné la barque, ce qui a créé une pression et des attentes immenses sur son successeur. En outre, à peine quelques mois après sa nomination, la parution de l'encyclique *Humanae Vitae* a eu l'effet d'une bombe dans la société comme dans l'Église.

Sa principale faiblesse a été sa relation difficile avec les médias. Une présence plus régulière aurait peut-être permis à l'Église de mieux faire comprendre son message d'espérance aux Québécois. A-t-il été trop humble, trop effacé ? Peut-être n'a-t-il pas capitalisé assez sur son statut d'archevêque et de cardinal ? Cela admis, une question de fond demeure : dans l'éventualité où Mgr Grégoire y serait allé plus souvent, les Québécois l'auraient-ils l'écouté, au vu de l'évolution des mentalités, fort réfractaires à toute autorité, religieuse en particulier ?

J'estime que non. Confronté à une société qui s'éloignait de l'Église et la rejetait, à des pressions et critiques internes constantes, à une tâche tellement lourde, Mgr Grégoire a été l'homme de la patience, ce qui est une forme de la vertu d'espérance. Jamais naïf, car il détestait la naïveté, il n'a jamais cessé d'espérer, envers et contre tout. Avec le temps, l'Histoire retiendra qu'il a été admirable de constance et de fidélité, que son épiscopat a été plus grand que l'on estime aujourd'hui, quand le temps écoulé depuis sa mort permettra un premier bilan plus objectif.

Jean-Paul Rivet

Ce fut un grand épiscopat, le plus long du siècle¹, rempli bord à bord. Certes, Mgr Grégoire n'a pas été flamboyant comme son prédécesseur, mais il ne recherchait pas les honneurs ni l'attention. Il a su bien mener l'Église québécoise au moment d'une crise sans précédent, une des pires du monde occidental, qui s'est manifestée par un éclatement des groupes et des structures, le brassage d'idées nouvelles, les crises d'identité, le rejet du passé, le vide devant l'avenir, et chez nous particulièrement, par l'ignorance religieuse, la sécheresse spirituelle, le matérialisme envahissant. Or, il a su traverser une telle crise sans commettre d'erreur, ni se décourager. Sa seule faiblesse fut de ne pas parler assez au plan socio-économique.

Ce sont les qualités humaines et chrétiennes du cardinal Grégoire qui lui ont permis de vaincre ces obstacles : foi inébranlable capable de transporter des montagnes, confiance en Dieu et en l'homme à cause de Dieu, effacement devant le Seigneur et simplicité, volonté d'espérer et sérénité, amour de l'Église, sens de la communion, capacité de partager sa tâche, bienveillance, gratitude. Cet homme était un saint. Ses dernières paroles en tant qu'archevêque, lors de la messe chrismale du 11 avril 1990, résumaient bien son sens inné de la gratitude. Dans une image bien inspirée il a dit : « Quand un chef d'orchestre a fini de diriger une symphonie, il salue l'auditoire puis fait lever tous les musiciens qui, dans l'unité et l'harmonie, ont collaboré à l'exécution de l'œuvre. Souvent toute la salle se lève alors et applaudit. J'aurais le goût de faire lever tous les collaborateurs et collaboratrices qui m'ont accompagné dans l'accomplissement de ma tâche, pour que vos applaudissements leur transmettent les mercis que je leur dois ». Ses funérailles à la basilique cathédrale se sont déroulées dans la simplicité et la grandeur, à l'image de l'homme et

¹ Dans les faits, le règne de Mgr Bruchési (1897-1939) a été plus long (42 ans) que celui de Mgr Grégoire, mais il faut savoir que les 15 dernières années, comme Mgr Bruchési souffrait de maladie (mentale), il ne gouvernait plus. (Source : Pierre Trépanier)

du prêtre volontairement discret, de l'archevêque éminent qu'il a été par la longueur de son épiscopat et la grande diversité de ses initiatives pastorales.

Marc Rivet

Ce qui a fait la grandeur de l'épiscopat de Mgr Grégoire, ce sont les vents contraires qu'il a affrontés : le climat social de l'époque, avec toutes ses crises ouvertes et larvées; l'influence directe et indirecte exercée par la Faculté de théologie de l'Université de Montréal, dont certains professeurs ont beaucoup miné la crédibilité de Mgr Grégoire en l'accusant d'être un conservateur, notamment dans les journaux² ; le lobby des soutanes roses, c'est-à-dire les féministes, consacrées et laïques, qui ont beaucoup milité dans l'Église ; le trio des évêques rebelles qui ont favorisé l'absolution collective, encouragé les féministes, dévalorisé le ministère presbytéral³, attaqué sans cesse Rome, ouvertement ou sournoisement ; enfin, le lobby en faveur du mariage des prêtres.

Plus le temps passera, plus on réalisera quel grand évêque il a été. Beaucoup plus grand que le cardinal Léger. Il a été un vrai évêque, au sens théologique et canonique du terme, un pasteur fidèle, humble et d'une immense charité, même envers ses détracteurs. Sa personnalité semblait sans envergure en raison de son aspect terre-à-terre, et cet aspect l'a desservi, mais sa grandeur était cachée dans ses vertus humaines et spirituelles.

Ivanhoë Poirier

Il s'agit d'un des grands épiscopats de l'histoire de Montréal car Mgr Grégoire a accepté avec patience la nouvelle donne socioreligieuse du Québec, qui était extrêmement difficile. Jamais pessimiste, peut-être même trop optimiste face à l'évolution de la société et de l'Église, il a été l'homme providentiel pour vivre cette époque.

² Nous n'avons pas fait cette recherche, qui dépassait le cadre de cette étude.

³ Marc Rivet fait allusion au fait qu'ils aient confié à des laïcs l'annonce de la Parole durant les célébrations eucharistiques, qu'ils aient remis le sacrement du pardon individuel au profit de l'absolution collective, et rangé les soutanes et les cols romains, tous des éléments qui ont miné la valeur inestimable et irremplaçable du prêtre dans l'Église et la société. Conséquence de cette dévalorisation : la crise des vocations, puisque l'identité du prêtre a été tellement diluée qu'elle n'interpellerait plus les jeunes hommes.

À la blague, Ivanhoë Poirier affirme que Mgr Grégoire était un p.s.s.⁴ : un pontife, un sage et un saint. Un pontife parce qu'il avait du prestige mais sans ostentation; sage parce qu'il savait tout, avait des antennes partout, que ses décisions étaient toujours mûries (d'où les reproches de lenteur) et qu'une fois prises, rien ne le faisait revenir sur sa décision; enfin, c'était un saint. Mgr Grégoire savait que l'Église de Montréal était d'abord et avant tout l'Église de Jésus. D'où sa fidélité extrême à Rome, au successeur de saint Pierre. C'était un homme qui priait beaucoup dans sa chapelle à l'évêché, aussi à celle de sa résidence. Sa spiritualité irradiait toujours, en réunion comme lors de conversations privées. On sentait en sa compagnie la présence de Dieu.

Charles Granche

Sans aucun doute, il s'agit d'un grand épiscopat. Mgr Grégoire a vraiment insufflé l'esprit de Vatican II dans le diocèse de Montréal, notamment par les conseils qu'il a mis sur pied. De passer de l'ombre du cardinal Léger, pendant plusieurs années, à la tête de l'Église de Montréal n'était pas chose facile en raison du panache du premier. Dans son essence, son épiscopat a été sacrificiel : Mgr Grégoire, dans un contexte et des circonstances impossibles à contrecarrer, s'est sacrifié pour maintenir à son meilleur la tradition catholique, voire la faire progresser. D'où sa bataille pour le maintien de la confessionnalité⁵ malgré les avancées rapides du sécularisme au sein de la société québécoise. En outre, Mgr Grégoire a insisté sur la nécessité que le catholique soit bien identifié, que son identité soit claire, en réponse au pluralisme croissant de la société québécoise.

Jean-Claude Turcotte

Mgr Grégoire était l'homme de l'obéissance et du devoir, un homme qui aimait profondément l'Église, un vrai serviteur, bon et fidèle. Les gens avaient confiance en lui, car il était plus accessible que le cardinal Léger, même s'il était aussi très solitaire. C'était un homme de paix, de bonnes relations, qui évitait les confrontations.

La transformation de l'Église dans les premières années de Mgr Grégoire a été remarquable ; c'est lui qui a permis le passage à la collégialité, au travail en équipe. En ce sens, il a vraiment

⁴ Prêtre de Saint-Sulpice, sulpicien, dont l'acronyme est p.s.s.

⁵ Selon M. Granche, Mgr Grégoire avait en tête la Hollande où l'État subventionne des écoles neutres, catholiques et protestantes. Un tel modèle aurait pu être implanté ici.

modernisé l'Église selon l'esprit du Concile. Surtout préoccupé des affaires internes de l'Église, il ne s'est pas ingéré dans les affaires de la société, ce qui était la meilleure chose à faire. Car s'il avait été du style du cardinal Léger, vu le contexte de confrontation de l'époque, c'eût été épouvantable. Il a maintenu une saine distance d'avec le monde politique en général, ce qui s'est révélé une bonne chose considérant les ébullitions politiques de l'époque, notamment la montée du souverainisme et le premier référendum. Et l'Église a réussi à faire son chemin, malgré tout.

C'était un saint authentique, dont la sainteté est demeurée inconnue. On doit se souvenir de sa bonté, de son amour des personnes de toutes conditions, surtout les plus petites et méprisées, de sa patience infinie, de son amour de l'Église, et surtout, de sa profonde modestie et humilité – il détestait tellement se mettre de l'avant que même lors des cérémonies officielles, on avait de la difficulté à le voir tant il passait inaperçu. Un grand homme !

Sylvio Michaud⁶

Mgr Grégoire est arrivé à la tête de l'Église dans une période très difficile, au tout début de la période post-conciliaire, qui a été très agitée et difficile pour l'Église d'ici et d'ailleurs. Rappelons les nombreux départs de prêtres, les contestations diverses et la crise de la faculté de théologie. Tous ces remous ne lui ont pas rendu la vie facile. Il a hérité d'une situation très difficile. D'ailleurs, la longue période d'attente – huit mois – entre le départ du cardinal Léger et sa nomination officielle montre bien combien difficile et délicate a été la succession. Si le fait était avéré, je le comprendrais d'avoir refusé une première fois la charge.

Son épiscopat n'a pas été flamboyant, il a été plutôt humble, à son image. Hormis la Maison du Père, Mgr Grégoire n'a pas fait de grandes choses. Il est demeuré lui-même toute sa vie, proche des gens, des petits, c'est pour ça que ceux-ci l'aimaient, les sans-abri en particulier. Sa grande humilité le rendait capable d'écoute et d'aider les autres autant qu'il le pouvait. Autre signe de son humilité, il n'y a ni photo ni buste de lui à la Maison du Père⁷.

⁶ Bien que le père Sylvio Michaud n'ait été nommé à la tête de la Maison du Père qu'en 1984, soit six ans avant la retraite de Mgr Grégoire, il a entretenu avec ce dernier des rapports de grande proximité, en raison de l'attachement de l'archevêque de Montréal à cette oeuvre.

⁷ Depuis notre entretien, le père Michaud a fait installer une photo de Mgr Grégoire dans le hall d'entrée de la Maison du Père.

Le leadership discret de Mgr Grégoire était partagé; il savait s'appuyer sur celui des autres. Il a su s'entourer d'hommes forts, tels les Mgr Lafontaine ou Turcotte, qui ont eu beaucoup de liberté pour travailler. Il a aussi sollicité plusieurs des leaders des communautés religieuses de cette époque, qui ont répondu à son appel et l'ont beaucoup aidé. Il a su insuffler un bel esprit de collaboration entre tous.

L'épiscopat de Mgr Grégoire a été celui d'un homme qui voulait aider et servir, évitant les chicanes et les batailles. Sa grande foi et sa proximité du bon Dieu lui ont permis d'accepter par obéissance de porter une charge qu'il ne désirait pas. Il est allé contre sa volonté en acceptant une charge pénible qui le dépassait. Et il est allé au bout de sa santé, acceptant de donner quelques années même après sa démission à 75 ans. Pour toutes ces raisons, j'estime qu'il était un saint. L'Église jugera si on doit le mettre sur les autels, mais il est certainement digne d'être présenté en exemple, car il a réussi de belles choses en demeurant lui-même, en ne cherchant pas à imiter les autres. Contrairement à son prédécesseur qui ne manquait pas une occasion de se mettre en valeur, Mgr Grégoire a su demeurer d'une extrême humilité. Pour cette raison, je l'ai toujours profondément admiré.

Léonard Audet

Mgr Grégoire n'a pas été un chef aussi fort que le cardinal Léger, mais il a su très bien diriger son Église alors que des crises profondes la secouaient. Il n'a jamais pris de front certains de ses prêtres, les plus à gauche, les plus revendicateurs et contestataires, car il préférait régler les problèmes dans le dialogue. Pour cette raison, j'estime que c'était un saint homme.

Maurice Audet

Mgr Grégoire était un homme de convictions, qui a été courageux en maintes occasions ; mais ce n'était pas un leader, ce qui a peut-être un peu nui à l'Église dans certains dossiers. Certains de ses collaborateurs, tels Mgr Lafontaine et moi-même, plus prompts, avons souffert de ce manque de leadership, qui semblait de la tergiversation, du moins en apparence. Si Mgr Grégoire avait été plus présent dans les médias, l'Église aurait joui d'une plus grande crédibilité auprès de la population en général, mais aussi face au gouvernement, notamment dans la bataille pour l'éducation catholique. Sans aucun doute, ses deux meilleurs coups ont été l'ICM de Montréal et La Maison du Père.

Un évêque de l'Inter-Montréal

Mgr Grégoire était un homme humble, modeste, qui ne cherchait pas les promotions. Les charges et les honneurs lui sont tombés dessus, sans qu'il ne les ait désirés. Vu qu'il succédait à un évêque qui attirait tous les regards, notamment médiatiques⁸, Mgr Grégoire était sûrement l'homme de la situation. Je n'ai jamais cessé de l'admirer. Au moment de sa démission je lui ai écrit une belle lettre de circonstance, lui témoignant de mon admiration, notamment pour son abnégation et sa fidélité aux devoirs de la charge qui lui avait été confiée. Mgr Grégoire m'a répondu : « Alors que je quitte, je vous découvre, cher collègue »⁹.

Mgr Charles Valois

Moi-même et quelques évêques n'avions pas la même conception de l'obéissance que Mgr Grégoire, nous étions plus revendicateurs envers Rome, tout en finissant par nous soumettre. Mgr Grégoire a été trop prudent, voire peureux. Il aurait pu prendre une tangente plus revendicatrice, mais il a préféré manifester son esprit d'obéissance, en demeurant fidèle à lui-même, à ses amis et à son Église. En ce sens, Mgr Grégoire a été un bon lieutenant de Rome.

La famille Grégoire

Soeur Aline Grégoire (cousine)

Mgr Grégoire a fait un réel sacrifice en acceptant cette charge, qui a dû lui peser énormément, mais dont il ne s'est jamais plaint. Car c'était un homme courageux, priant, qui s'est donné entièrement à sa fonction. Le contexte de ces années n'était pas facile. Mgr Grégoire faisait face à d'immenses défis, d'abord dans l'Église, le premier étant de succéder au cardinal Léger; mais il devait aussi faire face à la société en ébullition de l'époque. Comme il était si conscient de ses limites, ça prenait une immense foi pour accepter cette nomination, qu'il ne désirait pas, et que d'autres avaient refusée. Paul Grégoire était d'abord et avant tout un excellent prêtre, et ce jusqu'à la fin. Il a aussi beaucoup aimé les pauvres, car c'était un homme bon. C'était un saint.

⁸ Cet évêque rappelle une anecdote en ce sens : le cardinal Léger était présent pour l'ordination de Mgr Jacques Berthelet en 1987 en la cathédrale de Saint-Jean-Longueuil. Au moment du rite où les évêques présents imposèrent les mains à Mgr Berthelet, les journalistes se précipitèrent du fond de l'Église et firent crépiter leurs flashes lorsque ce fut le tour du cardinal Léger. La photo retenue le lendemain dans les journaux fut celle du cardinal Léger, alors qu'il n'avait joué qu'un rôle très secondaire lors de cette installation.

⁹ Ces quelques mots de Mgr Grégoire laissent deviner qu'il considérait que cet évêque ne l'appréciait pas, et nous savons pourquoi en raison des témoignages de nos sources sur la dynamique interne des relations à l'AEQ pendant ces années-là. Comme nous avons de bonnes raisons de croire que Mgr Grégoire n'était pas du type paranoïaque, cet aveu de l'évêque en question est très éclairant. Sa lettre de félicitations à Mgr Grégoire aurait-elle été une demande de pardon déguisée sous la forme d'une lettre de convenance ?

Anne-Marie Grégoire (nièce)

Mon oncle Paul était conservateur, très à droite. Je trouve triste qu'il ait gardé un profil si bas pendant son épiscopat. Il aurait dû être plus présent sur la scène publique, dans les médias, notamment pour dénoncer les injustices sociales. Cette discrétion, voire cet effacement, sont-ils attribuables à son humilité ou aux limites de sa personnalité ? Ou les deux ? Une chose est certaine, toutefois, c'est qu'à cause de ça, la population n'a pas été mise plus au courant de ses bonnes actions, ce qui est très regrettable. Car mon oncle Paul avait une bonté infinie, une vie cachée de charité qui mériterait d'être connue de tous¹⁰.

Les collaborateurs éloignés

André Beauchamp

Dès mes premières rencontres avec lui, dans les années 1968-1970, j'ai eu l'impression que son épiscopat l'écrasait. Et pour cause : exceller dans un poste d'aumônier des étudiants qui l'adoraient était une chose, succéder au cardinal Léger et hériter d'une tâche extrêmement complexe en était une autre. Mgr Grégoire ne se considérait pas de taille pour le poste¹¹, le contexte l'inhibait, le paralysait¹², ce qui en a fait quelqu'un de timoré.

Après la lune de miel, assez courte, comme Mgr Grégoire était un homme fragile, il s'est senti tellement menacé par les critiques qui fusaient de toutes parts que lorsque la pression est devenue trop forte, sa défense a été de se cacher derrière Rome. D'un homme d'écoute, qui était ouvert, les contestations et crises l'ont transformé en quelqu'un de plus en plus défensif, et cela, à mon

¹⁰ À ce sujet, Anne-Marie Grégoire raconte une anecdote personnelle. Récemment, près de chez elle, elle a rencontré un couple d'un certain âge, qui semblait rôder dans un champ tout près de sa propriété. Intriguée, elle les interpelle. Le monsieur lui répond sur un ton agressif et désagréable. Gardant son calme, Anne-Marie Grégoire se présente. Sitôt qu'elle a mentionné son nom de famille, la femme se calme et demande : êtes-vous de la famille du cardinal Grégoire ? Anne-Marie Grégoire leur répond qu'elle était sa nièce. Le temps s'arrête. La femme se tourne alors vers son mari, hébété, et puis vers moi, et déclare : « Mais c'était un saint ! » Anne-Marie Grégoire lui demande alors pourquoi elle affirme cela, mais la dame ne donne pas plus de détails. Elle demande même à Anne-Marie si elle possède des objets personnels de Mgr Grégoire; elle répond oui, et cette dame en est tout impressionnée. « Ce jour-là, conclut Anne-Marie Grégoire, j'ai réalisé que mon oncle avait eu une vie de bonté très cachée, même en dehors de la Maison du Père. Et j'ai eu l'impression que je ne le connaissais pas vraiment. » Nous ajoutons que son autre nièce, Madeleine Grégoire, semblait mieux le connaître sous cet aspect.

¹¹ Beauchamp se souvient que Mgr Grégoire lui avait dit ouvertement qu'il n'avait pas été le seul candidat pressenti pour le poste.

¹² Par contre, Beauchamp se souvient que Mgr Grégoire lui a dit que malgré le stress, il n'a jamais perdu le sommeil.

avis, contre sa personnalité et nature profondes. D'ailleurs, sa fermeture graduelle a été en synchronie avec celle de Rome, surtout après l'élection de Jean-Paul II.

Outre la Maison du Père, et l'ICM, quel est son legs ? La création des différents conseils visant une meilleure collégialité ? Ce n'est rien d'impressionnant. Sur le plan intellectuel, quels écrits importants a-t-il laissés ? Pratiquement rien, hormis les homélies¹³. Sur le plan social, Mgr Grégoire n'a pris position courageusement qu'une seule fois, contre les grévistes de Saint-Jean-de-Dieu, mais son articulation était mal ficelée car il manquait de la rigueur intellectuelle nécessaire pour mener ce genre de combat.

Le fait qu'il soit demeuré en poste si longtemps (22 ans) a desservi l'Église. Un épiscopat de transition, d'une durée de six ou sept ans, aurait été préférable. Après quelques années, Mgr Grégoire aurait dû avoir la lucidité de démissionner, mais les démissions ne sont pas bien vues dans l'Église. Aussi, comme c'était un homme de devoir, cette option n'était pas envisageable. Il aurait donné plus et mieux dans une autre fonction; sa tâche écrasante, au delà de ses forces, a miné son réel potentiel, y compris intellectuel. Si l'Église de Montréal avait été dirigée par un autre que lui, plus solide et plus progressiste, un Mgr Lafontaine par exemple, la situation de l'Église au Québec aurait-elle été meilleure au moment de son départ, en 1990 ? Il est permis d'en douter. Car les forces de la sécularisation ont été si radicales, si profondes, peu importe ce qu'un autre aurait fait, nous en serions au même point.

Mes critiques n'enlèvent rien à ses magnifiques qualités personnelles. C'était un homme très bon, très effacé et humble, très pieux, obéissant de toutes les fibres de son être, car son obéissance le liait à Dieu. On le sentait imprégné de Dieu, de spiritualité. Sans contredit, un saint homme. Une fois mort, on a peu parlé de Mgr Grégoire. Mais n'est-ce pas ce qu'il désirait, toute sa vie : qu'on l'oublie ? Mais je comprends que l'abbé St-Cyr, son secrétaire, ait pris ombrage de cet oubli, parce qu'il connaissait bien ses qualités morales et spirituelles, qui étaient inconnues du grand public.

¹³ Beauchamp affirme que la vieille théologie de Mgr Grégoire, de même que sa non-participation au concile (hormis à la session de 1964), ne lui auraient pas permis de conceptualiser pleinement les avancées de Vatican II.

Jean-Guy Dubuc

Le défi auquel faisait face Mgr Grégoire était colossal. En effet, c'est sous son épiscopat que se sont produits les plus importants bouleversements sociopolitiques de l'histoire récente du Québec (depuis la Conquête), lesquels ont eu un impact monstre sur les mentalités religieuses. Il aurait fallu un géant pour ralentir, sinon, par impossible, arrêter la déchristianisation de la société québécoise. Or Mgr Grégoire n'était pas ce géant. L'Église de Montréal, sous son épiscopat, a dégringolé, vu sous le double aspect de la pratique religieuse et de son capital de sympathie auprès des élites. À l'évidence, Mgr Grégoire n'a pas su comment interpeller cette société en état de déchristianisation accélérée. À l'interne, il n'a pas su rejoindre tous ces chrétiens qui quittaient l'institution et la pratique dominicale – par perte de confiance – sans pour autant renoncer à leur foi. Rétrospectivement, on se demande ce que Mgr Grégoire a fait, outre la Maison du Père – ce qui n'est pas rien. Le cardinal Léger, s'il était resté, aurait certainement fait pire, mais un autre archevêque aurait peut-être fait mieux¹⁴ !

Cet échec s'explique de plusieurs façons. Sur le plan du caractère, Mgr Grégoire était un timoré, ce qui explique son manque de leadership et d'audace (et sa servilité à Rome). À cela s'ajoute son absence de vision touchant la direction – et la personnalité – à donner à l'Église de Montréal. Aussi, Mgr Grégoire n'a pas eu la sagesse de s'entourer de leaders de la société qui auraient pu le conseiller¹⁵. Une autre de ses faiblesses, c'est qu'il n'était pas un homme de communication. À sa décharge, le contexte après le départ du cardinal Léger exigeait un retrait de la place publique. Mais par la suite, son extrême discrétion a nui à l'Église, qui ne prenait pas assez position dans les médias, un silence dont Mgr Grégoire est en partie responsable. À une époque plus tranquille, comme lors de la période de chrétienté qu'a connu le Québec de 1840 à 1960, Mgr Grégoire aurait été un évêque dans son élément, et très apprécié. Cela dit, je ne veux pas déprécier l'homme, encore moins le juger, car il avait de grandes qualités morales et spirituelles, c'était sans doute un saint.

¹⁴ Dubuc a certainement en tête son bon ami Mgr Jean-Marie Lafontaine.

¹⁵ Un homme d'affaires très connu et près des cercles de l'Église nous assure qu'à cet égard, le *modus operandi* de l'évêque actuel est le même que celui de Mgr Grégoire. Les gens d'affaires ne sont consultés que sur les questions économiques, et aucun comité consultatif ne conseille le cardinal Turcotte.

Irénée Beaubien

Mgr Grégoire manquait d'intuition, de vision, de capacité d'adaptation. Mais ces manques s'expliquaient par son tempérament. L'épiscopat de Mgr Grégoire a donc été à la mesure de ses limites, dont il a tiré le meilleur parti. Il a réussi à garder les traditionalistes dans l'Église post-conciliaire, mais il n'a pas été assez avant-gardiste, ce qui a eu comme conséquence qu'une multitude ont quitté l'Église, en raison de ce manque d'ouverture, dont la responsabilité lui revient. Il aurait pu en être autrement¹⁶.

Un observateur averti

Lucien Lemieux

En devenant archevêque, Mgr Grégoire a atteint son seuil d'incompétence (selon le principe de Peter). Alors que le poste d'évêque auxiliaire lui allait très bien. D'ailleurs, il a changé de personnalité dès lors qu'il est devenu archevêque de Montréal. Un évêque de l'Inter-Montréal¹⁷ l'a entendu dire un jour : « Paul Grégoire est mort quand je suis devenu archevêque ». Cet aveu donne à penser que son épiscopat a été une lourde croix à porter. Une croix que Mgr Grégoire aurait préféré ne pas avoir à porter.

Il n'a pas bien compris le concile Vatican II. Contrairement à plusieurs évêques de ces années-là, Mgr Grégoire n'a pas participé au concile, hormis la dernière session. Il n'a donc pas vécu une conversion conciliaire profonde, il n'était donc pas habité par son dynamisme d'audace et d'ouverture. Le presbytérium de Montréal a souffert de cette absence de dynamisme chez son archevêque – selon le sens grec du terme : puissance spirituelle¹⁸. Mgr Grégoire a-t-il bien compris la constitution conciliaire pastorale sur *L'Église dans le monde présent* (*Gaudium et*

¹⁶ L'entrevue avec le père Beaubien a été une des plus courtes, peut-être en raison de son âge avancé (plus de 90 ans). Ce qui explique la concision des propos et de l'analyse. On retient que dans l'ensemble, le jésuite de 94 ans évalue plutôt sévèrement l'épiscopat de Mgr Grégoire, tout en reconnaissant que l'époque était difficile, le défi presque impossible.

¹⁷ Autre que le précédent cité. Cet évêque, proche de Lucien Lemieux, a exigé l'anonymat.

¹⁸ Lemieux fait allusion à des confidences reçues de plusieurs de ses anciens confrères de classe au Grand Séminaire de Montréal, dont certains seraient demeurés 25-30 ans dans une même paroisse sans jamais rencontrer leur archevêque. Cette affirmation contredit toutefois ce qu'André Lamoureux et le cardinal Turcotte nous ont dit concernant les visites pastorales régulières de Mgr Grégoire dans les différentes paroisses de son diocèse, qui en comptaient plus de 200 au début de son épiscopat. Vu ce nombre, il est possible que Mgr Grégoire n'ait pas eu le temps de toutes les visiter, mais nous en doutons. (En effet, sur 22 années d'épiscopat, un simple calcul mathématique nous apprend qu'il a disposé de plus de 1100 fins de semaine pour ses visites paroissiales.) Pour illustrer ce manque de leadership, Lemieux ajoute que la division régionale par vicariats (selon les points cardinaux) a débuté vers les années 1982 à Montréal, soit trois ans après Saint-Jean-Longueuil.

Spes) qui présentait un mode d'emploi, une lecture des signes des temps, autant d'interpellations à l'Église qui devait se tourner évangéliquement vers le monde en reconnaissant la présence de l'Esprit Saint en elle ? A-t-il pris toute la mesure de la force de la déclaration du concile sur la liberté religieuse ? Sous sa gouverne, l'oecuménisme et le dialogue interreligieux n'ont pas connu un second souffle¹⁹.

Sur le plan social, Mgr Grégoire a été complètement dépassé par les événements. Il n'a pas pris conscience de la crise de civilisation qui se manifestait²⁰. À preuve, dans les années 1975-1976, il aurait dit publiquement : « La crise est finie ! » Certes, le nombre de prêtres quittant les ordres avait chuté, toutefois la crise globale consécutive à la sécularisation accélérée de la société québécoise continuait de s'intensifier, et elle posait à l'Église des questions incontournables. Mgr Grégoire n'a pas perçu dans la crise des éléments qui pouvaient interpeller l'Église. Mgr Grégoire a géré la crise du départ de nombreux prêtres en fonctionnaire, évitant de remettre en question la conception classique du sacerdoce, notamment en ce qui touche le célibat ecclésiastique. Quant au Rapport Dumont – auquel Mgr Lafontaine avait participé –, je doute que Mgr Grégoire l'ait lu et bien compris. Enfin, sa relation avec les médias, ces acteurs incontournables du Québec moderne, a frôlé la paranoïa, ce qui a nui à l'image de l'Église, de même qu'à la transmission de son message.

En somme, Mgr Grégoire n'était ni un penseur, ni un visionnaire, ni un homme engagé (au sens de combatif). Il a été un gestionnaire à l'image des dirigeants romains de l'Église, au Vatican, dont il était l'un des prototypes. Un gestionnaire sans dynamisme, qui a été écrasé par sa tâche. En ce sens, il n'a pas été un homme de son temps. Il n'a pas été mis à la bonne place. Il a joué un rôle auquel il n'était pas appelé par ce qu'il était²¹.

¹⁹ Lemieux ajoute que Mgr Grégoire se fiait au père Irénée Beaubien, pionnier de l'oecuménisme au Canada, mais sans s'intéresser à ce qu'il faisait outre mesure. Ce dernier a corroboré ce point de vue.

²⁰ À sa décharge, nous pourrions dire que Mgr Grégoire n'était pas le seul à ne pas y voir parfaitement clair, et pour cause. Avec le recul, nous sommes aujourd'hui capables de la discerner. Mais qui avait cette clairvoyance, cette vue pénétrante dans les années 1970 et 1980, dans l'Église comme ailleurs ?

²¹ Lemieux ajoute qu'il ne fait que constater les faiblesses de sa personnalité, sans juger le for interne.

CONCLUSION GÉNÉRALE

LA PASSION SELON MGR GRÉGOIRE

Toute grande vie se termine par un échec. (Charles du Bos)

La question originelle

À l'origine de cette étude, une question principale avait été formulée : comment Mgr Paul Grégoire, archevêque de Montréal de 1968 à 1990, a-t-il fait face, sur le front externe, à la sécularisation agressive de la société québécoise, et, sur le front interne, à l'*aggiornamento* que connaissait à la même période son Église sous l'impulsion du Concile Vatican II ? Cette question, on le devine, en cachait une autre, autrement plus interpellante : dans quelle mesure Mgr Grégoire peut-il être tenu responsable de l'effacement, voire de l'effondrement de l'Église catholique montréalaise ? En d'autres termes : la qualité de sa prestation comme évêque de Montréal a-t-elle ralenti ou provoqué la dégringolade ? Dans quelle mesure notre étude nous a-t-elle permis de répondre à ces deux questions ?

De la difficulté d'évaluer un évêque

À l'évidence, les points de vue exprimés dans le dernier chapitre (Bilans d'un évêque), très contrastés, voire polarisés, nous forcent à poser une question préalable : qu'est-ce, en contexte chrétien, qu'un évêque réussi ? À quels signes distingue-t-on un évêque réussi d'un autre manqué ? Sur des statistiques ? Ce serait là une lecture bien superficielle; en effet, on ne saurait évaluer une mission aussi singulière que celle de chef d'une Église sur la seule base de critères quantitatifs, comme s'il s'agissait d'un bilan financier. Auquel cas, il est certain que nous serions forcé de conclure que l'évêque de Mgr Grégoire a été un échec, vu qu'entre le moment de sa nomination et celui de sa retraite, les taux de pratique religieuse à Montréal ont chuté de façon vertigineuse (de l'ordre d'environ 70 % en 1968 à un maigre 15 % en 1990, voire moins), et qu'en plus l'autorité morale, voire la notoriété, de l'Église de Montréal a connu la même courbe à pente (très) descendante.

De toute évidence, pour évaluer l'évêque de Mgr Grégoire, il faudra faire appel à d'autres critères. Et si nous allions faire un petit tour du côté de ceux fournis par la théologie ? La théologie classique enseigne que la qualité d'une vie chrétienne, qu'il s'agisse de celle d'un

simple laïc ou de celle d'une personne consacrée, religieux, prêtre, évêque, voire un pape, ne se mesure pas à l'aune de la *réussite*, entendu au sens mondain du terme. *Toute grande vie (chrétienne) se termine par un échec*¹. Disons quelques mots sur cette citation en apparence paradoxale. C'est que la mesure de la réussite, pour tout chrétien, est la configuration à son Maître, Jésus de Nazareth, dont la vie humaine a été, sur le plan strictement humain, un échec : comment en effet qualifier autrement le projet réformateur du juif Jésus de Nazareth, désireux de convaincre tous les juifs de la nécessité de revoir leurs conceptions de Dieu et de la morale ?

En termes plus spirituels, voire théologiques, Jésus de Nazareth est venu livrer combat contre les forces du mal, dont les juifs dirigeants de son temps étaient complices, et ce combat s'est soldé par la victoire apparente des forces du mal, par la croix ignoble. Il s'agit d'un fait incontestable. En outre, les croyants affirment que sa résurrection d'entre les morts a signifié que les apparences avaient été trompeuses, qu'en réalité ce qui semblait être un échec était au fond une victoire ... déguisée. Mais il n'en demeure pas moins qu'avant de ressusciter, les Écritures y insistent, Jésus devait passer par la croix, par l'échec. Cette apparente digression nous ramène au coeur de l'expérience vécue par Mgr Grégoire.

Au delà ou en deçà de l'échec quantitatif (cf. la baisse constante des taux de pratique depuis 1968), l'épiscopat de Mgr Grégoire a-t-il été un échec qualitatif ? Sur ce point, nos témoins ne s'entendent pas. Comme on l'a vu, certains pensent que oui, laissant entendre que si un autre (meilleur !) évêque avait été en place, la situation finale aurait été moins accablante pour l'Église (tout en reconnaissant toutefois que la sécularisation était un ennemi trop fort pour l'Église) ; alors que d'autres affirment au contraire que malgré son échec quantitatif apparent, son épiscopat a été une belle réussite sur le plan qualitatif, notamment en raison des difficultés conjoncturelles.

Comment expliquer cette polarisation des interprétations concernant l'aspect qualitatif de son épiscopat ? Notre explication est la suivante, toute simple : tous les détracteurs de Mgr Grégoire sont de sensibilité progressiste (contre Rome), et ont tous en commun de ne pas avoir fait partie de ses collaborateurs rapprochés ; alors que tous ses admirateurs, au contraire, ont été des gens de sensibilité plus conservatrice (pour Rome), et faisaient partie de ses collaborateurs rapprochés. Nous pouvons donc affirmer sans risquer une extrapolation douteuse que les conservateurs ont

¹ Citation en exergue de notre conclusion, de Charles du Bos.

estimé que l'épiscopat de Mgr Grégoire avait été une réussite *dans (contre !) les circonstances*, alors que les progressistes ont pensé le contraire. Les premiers ont pensé que Mgr Grégoire avait respecté les lignes de force du Concile, alors que les seconds ont pensé au contraire qu'il l'avait mal compris, ou mal appliqué, ce qui revient au même. Est-il possible de trancher la difficulté que pose la présence simultanée de ces deux interprétations en apparence diamétralement opposées ? Quel camp évalue le plus justement l'épiscopat de Mgr Grégoire ? Celui des progressistes ou des conservateurs ? Suspendons notre jugement pour l'instant.

Un archevêque ... sans fidèles ?

On se souvient que Mgr Grégoire, au moment de son intronisation comme archevêque de Montréal, avait livré une homélie² dans laquelle il exposait aux fidèles sa conception de l'Église, une Église « peuple de Dieu » (selon la métaphore formulée par le Concile) au sein de laquelle chaque baptisé était appelé à prendre sa place, à côté de son évêque, « qui ne veut ni ne peut (y) tenir votre place », et qui concevait son rôle essentiellement comme un « gardien de l'unité ». Dans cette homélie, Mgr Grégoire adressait à chacune des catégories de baptisés un appel à la collaboration dont les premiers mots étaient toujours les mêmes : « L'Église de Montréal et le monde de Montréal ont besoin de... (vous) ». Cette insistance sur la responsabilité personnelle et le devoir d'engagement n'aurait pu être formulée plus clairement.

Qui étaient ces catégories de baptisés à qui Mgr Grégoire adressait son appel solennel ? Les époux et épouses chrétiens devant témoigner de la beauté du mariage fidèle chrétien ; les maîtres (éducateurs) chrétiens devant unir la compétence professionnelle à la foi, et témoigner des irremplaçables richesses des valeurs spirituelles répondant aux aspirations inexprimées des jeunes ; les religieux et religieuses devant être les signes de la primauté du spirituel au sein du monde ; les prêtres devant être fidèles à leur engagement et inébranlables dans la foi ; les journalistes chrétiens devant être épris de vérité et avides de servir leurs communautés spirituelles ; les artistes chrétiens devant ennoblir notre vision du monde et contribuer à sa beauté ; les universitaires chrétiens (« profondément croyants », ajoute-t-il), unissant la sagesse de la raison à celle de la foi ; les serviteurs des pauvres chrétiens servant la justice ; les malades, vieillards et infirmes chrétiens devant donner l'exemple de l'épreuve acceptée dans la foi ; enfin,

² Tirée de la revue *L'Église de Montréal* (Numéro spécial pour le 25^e anniversaire d'épiscopat de Mgr Grégoire), 4 décembre 1986, p. 941-42.

les jeunes chrétiens devant dynamiser l'Église par leur engagement généreux. Mgr Grégoire concluait son appel en affirmant que « l'Église de Montréal a donc besoin de vous tous, chacun à votre poste, oeuvrant et témoignant chacun selon vos dons et votre grâce propres. (...) Notre Église est bâtie sur vous et sur votre engagement. Je ne veux donc ni ne peux tenir votre place. »

Le message du nouvel évêque à l'ensemble des membres de son Église diocésaine pouvait se résumer ainsi : l'Église, ce n'est pas d'abord moi, membre de la hiérarchie; non, l'Église c'est d'abord et avant tout chacun(e) de vous; l'Église de Montréal, c'est un corps vivant qui a besoin de membres actifs; sa vitalité sera fonction de votre engagement. Or quelle a été la réponse de l'ensemble de ces baptisés dans les années subséquentes ? On ne peut plus le dire aussi... Les époux et épouses chrétiens ont été à chaque année plus nombreux à choisir la séparation et le divorce, souvent pour cause d'infidélité; une grande majorité de maîtres et éducateurs ont délaissé la foi et les valeurs spirituelles séculaires chrétiennes; bon nombre de religieux et religieuses ont quitté leurs communautés; de même, plusieurs prêtres séculiers ont quitté le sacerdoce; les quelques journalistes chrétiens sont devenus de plus en plus critiques de leur Église, jusqu'à faire le jeu des laïcistes³, avant que les journaux et magazines grand public ne leur signifient leur congé; les artistes, toutes catégories confondues, hormis quelques exceptions, ont tourné le dos aux anciennes conceptions esthétiques chrétiennes, quand ils n'ont pas choisi de donner dans un certain courant anticatholique ou antireligieux (un exemple parmi d'autres : la pièce *Les fées ont soif*); plusieurs universitaires et intellectuels (théologiens ou autres) ont opéré le divorce entre les sagesses de la foi et de la raison; la plupart des serviteurs des pauvres ont cessé d'enraciner et de motiver leur action dans l'amour de Dieu; les malades et les vieillards ont cessé dans une proportion toujours plus grande « d'offrir leurs souffrances » pour leur salut et celui des pauvres pécheurs; enfin, au fil des décennies, de plus en plus de jeunes baptisés ont sombré, à l'exemple de leurs parents, dans une apathie religieuse et spirituelle, quand ils ne se tournaient pas tout simplement vers les multiples idoles modernes. En somme, une très grande proportion des membres actifs de l'Église de Montréal de la fin des années 1960 ont quitté la barque de l'Église au fil des ans. Or, Mgr Grégoire ne les avait-il pas avertis qu'il ne pouvait ni ne voulait construire l'Église à leur place ? La réalité, c'est que l'Église dont rêvait Mgr Grégoire ne s'est jamais concrétisée faute de membres actifs pour la vitaliser.

³ Nous pensons à Jean-Pierre Proulx, dont nous ne remettons pas en cause la bonne foi.

Mais alors, pourquoi ces baptisés ont-ils quitté l'Église de Montréal et la pratique religieuse (dominicale) ? Nous sommes d'avis que la réponse tient en un mot : la sécularisation de notre société et son impact sur les mentalités religieuses. C'est elle qui a fait qu'en l'espace de quelques décennies, Mgr Grégoire a vu son peuple de fidèles se réduire comme peau de chagrin.

De crise en crise, l'homme isolé

L'épiscopat de Mgr Grégoire a été, en substance, qu'une longue séquence de crises. Pour cette raison, il est fort probable que l'archevêque de Montréal aurait fait siens les propos de Paul VI lorsqu'il réfléchissait sur son vécu comme pape :

The post is unique. It brings great solitude. I was solitary before, but now my solitariness becomes complete and awesome. Hence the dizziness, the vertigo. Like a statue on a plinth – that is how I live now. Jesus was also alone on the Cross. We hear that he expressed his desolation by crying out, *Eloi, Eloi*. My solitude will grow. I need have no fears : I should not seek outside help to absolve me from duty; my duty is to plan (*volere*), decide, assume every responsibility for guiding others, even when it seems illogical and perhaps absurd. And to suffer alone. The consolation of confiding in others will be rare and discreet : the depths of the spirit remain within me. Me and God. The colloquy with God must be full and endless (*pieno e incommensurabile*)⁴.

Pour mémoire, rappelons les épreuves vécues par Mgr Grégoire : les relations très difficiles avec le cardinal Léger, les tensions concernant divers dossiers avec ses collègues progressistes de l'AEQ, les nombreux départs de prêtres et les contestations constantes de son leadership, ses relations difficiles avec les médias, les critiques des féministes, de l'intelligentsia catholique, de la faculté de théologie, son long combat pour l'école confessionnelle, pour la défense de la dignité humaine et la charité, sans oublier, le dernier cité mais le premier en importance, l'ennemi ultime, présent de la première à la dernière seconde de son épiscopat, soit le sécularisme charrié par la crise culturelle qui a balayé tout l'Occident vers la fin des années 1960, et qui a mis à mal l'ancienne mentalité religieuse dominante chez les Canadiens français. Que pouvait donc faire Mgr Grégoire contre toutes ces forces ligüées contre lui, alors que les Québécois(e)s désertaient les uns après les autres la barque de son Église ? Comment pouvait-il à lui seul vaincre les forces

⁴ Extrait de l'homélie de Don Pasquale Macchi, ex-secrétaire de Paul VI, au Dôme de Milan du 23 septembre 1979 citant un extrait d'un des textes de Paul VI; cité dans Peter Hebblethwaite, *Paul VI, The first modern pope*, Paulist Press, New York, p. 339. Les mots italiens entre parenthèses font partie du texte en anglais. L'auteur fait remarquer que c'est la seule fois où l'ex-secrétaire du pape lèvera le voile sur l'intimité de Paul VI. (Nous n'avons pas jugé bon de traduire le texte de l'anglais au français – nous aurions préféré l'original, en italien.)

sécularistes qui visaient la déchristianisation de la société ? À l'évidence, la bataille ne pouvait qu'être perdue, après un long combat, lequel a fait de l'épiscopat de Mgr Grégoire, pour emprunter l'image que Paul VI employait pour lui-même, une montée vers le calvaire, un golgotha de solitude et d'incompréhension – si l'on excepte la présence des principaux collaborateurs demeurés fidèles à la vie à la mort.

Nul n'est prophète en son pays !

Comme réponse tardive à sa lettre de démission envoyée deux ans plus tôt, Mgr Grégoire recevra de Rome une barrette de cardinal, gracieuseté du pape Jean-Paul II. Or, quiconque connaît un tant soit peu le *modus operandi* de l'Église catholique aura compris que cette élévation équivalait à un jugement romain sur la qualité de l'épiscopat de Mgr Grégoire. Un jugement à l'évidence extrêmement positif, car le regretté pape Jean-Paul II n'était tenu d'aucune façon de lui accorder cette faveur éminente, qui n'allait pas de soi. D'ailleurs, quand on sait ce que la fidélité à Rome aura coûté à Mgr Grégoire tout au long de son épiscopat en fait d'isolement, de critiques, voire de railleries, on se dit que cette élévation au cardinalat était rien de moins qu'un dû – une affirmation que le principal intéressé jugerait prétentieuse, certainement. En effet, comme l'a affirmé un de nos témoins, Mgr Grégoire vraiment a été un fidèle lieutenant de Rome pendant toute la durée de son épiscopat⁵. Si Jean-Paul II l'a créé cardinal, c'est que ce pape estimait que non seulement l'archevêque de Montréal avait bien compris et implanté les réformes conciliaires (création de nombreux conseils, offices, services diocésains, etc.), mais aussi qu'il avait su garder le cap de la fidélité à Rome et à l'Évangile malgré les forts vents contraires. En somme, Mgr Grégoire aura reçu de Rome et du successeur de Pierre une reconnaissance et des honneurs que la société québécoise, y compris l'Église de Montréal⁶, lui refusaient.

Un grand évêque ?

Mgr Grégoire peut-il être tenu responsable de l'effacement, voire de l'effondrement de l'Église catholique montréalaise ? En termes plus directs : a-t-il été un bon évêque pour l'Église de Montréal, vu les circonstances ? Nous estimons avoir bien montré dans le cadre de cette réflexion finale la vraie grandeur de l'épiscopat de Mgr Grégoire; en cela, nous rejoignons l'évaluation

⁵ Jean-Guy Dubuc.

⁶ Voir plus loin les commentaires de son secrétaire particulier, l'abbé St-Cyr, au moment de sa mort.

faire par un de nos témoins⁷ qui affirmait qu'il s'était agi d'un « épiscopat sacrificiel ». De toute évidence, Mgr Grégoire ne peut être tenu responsable de la désaffection massive qu'aura connue son Église pendant son épiscopat, qui s'est déployé dans des temps extrêmement difficiles – probablement les pires – de l'histoire de l'Église au Québec.

A-t-il été un grand évêque, comme l'ont été Mgrs Laval et Bourget ? Non, probablement pas. Mais il a certainement été un bon évêque, voire un très bon. De toute évidence, ses limites personnelles sur le plan du caractère, dont il avait pleinement conscience, lui ont nui : il était trop timide, peut-être timoré. Par moments, il semble avoir carrément manqué de courage⁸. Son désir de bonne entente et de conciliation – de paix – l'a peut-être fait tergiverser devant certains combats qui auraient été nécessaires voire salutaires⁹. Cela dit, sur le plan personnel, Mgr Grégoire n'aura jamais dévié du cap qu'il s'était donné dès le premier jour de son installation : celui d'une fidélité résolue au Magistère et à l'Église pétrinienne. Le prix de cette fidélité lui a été extrêmement lourd à porter. En cela, Mgr Grégoire a été, nous le pensons, tout à fait admirable de constance et de cohérence, voire de courage. Ne fallait-il pas en effet un immense courage et une grande abnégation pour accepter contre sa volonté un poste pour lequel il ne ressentait aucune attirance et qu'il se sentait incapable d'assumer ? À cet égard, Mgr Grégoire a été l'exact contraire d'un arriviste – qui sont nombreux dans l'Église mais encore plus dans la société. Il n'a jamais recherché le pouvoir, la gloire, l'argent; il ne désirait que servir son Dieu, le Christ, et son Église.

Sur un plan plus personnel, nous ne pouvons pas passer sous un silence un aspect que le cadre restreint de cette étude ne nous a pas permis de développer, mais qui mérite pourtant qu'on en dise quelques mots¹⁰ : sa sainteté personnelle, reconnue de tous, y compris de ses plus féroces détracteurs. La sainteté, en termes simples, c'est l'amour de Dieu et la charité envers ses frères et soeurs, les deux vécus de façon constante, à un degré extraordinaire, voire héroïque. Or nos témoins ont été unanimes à souligner le comportement exemplaire de Mgr Grégoire envers ses

⁷ Monsieur Granche.

⁸ Comme dans le dossier des prêtres salariés, du synode romain de 1971, ou dans l'affaire *Humanae Vitae*, où il semble s'être réfugié derrière le principe de solidarité épiscopale pour éviter une confrontation.

⁹ Sauf dans l'affaire de la faculté de théologie; mais il faut ajouter qu'en cette occasion son courage a peut-être été décuplé par la présence de Mgr Lafontaine à ses côtés, lequel ne craignait pas les confrontations. Sans ce dernier, Mgr Grégoire aurait-il été aussi courageux, intransigeant sur les principes ?

¹⁰ Nos entrevues orales nous ont permis de colliger plusieurs dizaines de pages de commentaires sur cet aspect.

nombreux détracteurs, et ce même dans les pires crises (comme celle de la faculté de théologie). Tous les témoins le confirment : jamais l'archevêque de Montréal ne s'est-il laissé gagner par le désir d'auto-justification ou de vengeance. Il a su se maîtriser parfaitement dans la très grande adversité. Aux critiques et attaques parfois mesquines de ses opposants, il a toujours répondu par la charité, souvent de façon secrète, pour ne pas attirer l'attention (ce qui ajoute encore à son mérite). Et comment oublier son amour infini pour les pauvres de Montréal ? La Maison du Père est là pour le rappeler, et ce depuis maintenant 40 ans, signe d'un « amour qui ne passera pas » (cf. Cor 12,1ss).

En définitive, Mgr Grégoire n'aura peut-être pas été le grand évêque, le Messie qu'il fallait pour sauver l'Église de Montréal dans cette période extrêmement difficile de son histoire; mais il aura été un très bon évêque, car il a su naviguer par gros temps sans faire échouer son navire, l'Église de Montréal.

Ultima verba

On se souvient que l'abbé Pierre St-Cyr, le secrétaire particulier de Mgr Grégoire – le cardinal Grégoire, devrions-nous dire –, se désolait, après sa mort, de l'oubli dans lequel on avait laissé ce dernier sombrer. Ce grand homme, confiait-il, méritait plus et mieux. Notre étude, bien que cela n'ait pas été notre but principal, aura contribué à sortir de « l'ombre de l'oubli » Mgr Paul Grégoire et son oeuvre. Ce faisant, nous aurons contribué, quoique modestement, à faire connaître un prêtre et archevêque de grande valeur.

À notre avis, Monsieur le cardinal Paul Grégoire le méritait bien.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

Sources imprimées

Publications de Mgr Grégoire

Un Nouveau Jour. Montréal. Paulines. 1972.

Sur le chemin du Golgotha. Ottawa. Novalis. 1979.

Le Rassemblement Dominical. Montréal. Archevêché de Montréal. 1980.

Ensemble annoncer Jésus-Christ. Des communautés évangélisatrices. Projet pastoral de l'Église de Montréal. Montréal. Fides. 1984.

« Allocution du 29 septembre 1969 ». *L'Église canadienne* (novembre 1969), p. 328.

Témoignages écrits sur Mgr Grégoire

LAMOUREUX, André. « Mgr Paul Grégoire, huitième évêque de Montréal (1968-...) », dans *L'Église de Montréal, 1836-1986 : aperçus d'hier et d'aujourd'hui*. Montréal. Fides. 1987. p. 125-129.

RIVET, Jean-Paul. « Son Excellence Mgr Paul Grégoire archevêque de Montréal », dans *Édition spéciale pour le 25^e anniversaire d'épiscopat de Mgr Grégoire* de la revue *L'Église de Montréal*. Diocèse de Montréal. 4 décembre 1986, p.935-951.

RIVET, Jean-Paul. « M. le cardinal Paul Grégoire, huitième évêque de Montréal (1968-1990) », dans *Évêques et archevêques du diocèse de Montréal, 1836-1986*. Édition spéciale de la revue *Vivre en Église*. Diocèse de Montréal. 2001. p. 24-27.

Source manuscrite

GRÉGOIRE, Aline. *Lettre de soeur Aline à l'abbé Pierre St-Cyr*, 4 juillet 1999.

Sources orales (voir Annexe II pour la présentation des témoins)

M. Léonard AUDET, c.s.v.

M. Maurice AUDET, prêtre

M. Irénée BEAUBIEN, s.j.

M. André BEAUCHAMP, prêtre

M. Raymond BEAUGRAND-CHAMPAGNE, réalisateur SRC

M. Jean-Guy DUBUC, prêtre

M. Robert DUTTON, président et chef de la direction, RONA inc.

Un évêque de l'Inter-Montréal
 M. Charles GRANCHE, p.s.s.
 M. Pierre GRANDMAISON, organiste, Basilique Notre-Dame-de-Montréal
 Mme Aline GRÉGOIRE, s.s.a.
 Mme Anne-Marie GRÉGOIRE
 Mme Irène GRÉGOIRE, p.s.p.
 Mme Madeleine GRÉGOIRE
 M. André LAMOUREUX, prêtre
 M. Lucien LEMIEUX, prêtre
 M. Sylvio MICHAUD, o.ss.t.
 M. Michel PARENT, prêtre
 M. Ivanhoé POIRIER, p.s.s.
 M. Jean-Pierre PROULX, professeur
 M. Jean-Paul RIVET, prêtre
 M. Marc RIVET, prêtre
 Mgr Jude SAINT-ANTOINE
 M. le cardinal Jean-Claude TURCOTTE
 Mgr Charles VALOIS

ÉTUDES

Ouvrages généraux (Histoire du Canada, Québec, Révolution tranquille)

BEHIELS, Michael D. *Prelude to Quiet Revolution : Liberalism versus Neo-Nationalism, 1945-1960*. Montréal. McGill-Queen's University Press. 1985.

BÉLANGER, André-J. *Ruptures et constantes. Quatre idéologies du Québec en éclatement : La Relève, la JEC, Cité libre, parti-pris*. Montréal. Hurtubise HMH. 1977.

BÉLANGER Yves, Robert COMEAU et Céline MÉTIVIER (dir.). *La Révolution tranquille*. Montréal. VLB Éditeur. 2000.

BROWN, Craig (dir.). *Histoire générale du Canada*. Montréal. Boréal. 1988. Édition française dirigée par Paul-André LINTEAU.

BRUNELLE, Dorval. *La désillusion tranquille*. Montréal. Hurtubise HMH. 1978.

COMEAU, Robert et al. *Jean Lesage et l'éveil d'une nation. Les débuts de la Révolution tranquille*. Montréal. Les Presses de l'Université du Québec. 1989.

COMEAU, Robert et Luc DUROCHER, dir. *Le Devoir, un journal indépendant (1910-1995)*. Montréal. Presses de l'Université du Québec. 1996.

COUTURE, Claude. *Le mythe de la modernisation du Québec. Des années 1930 à la Révolution tranquille*. Montréal. Méridien. 1991.

DICKINSON, John A. et Brian YOUNG. *Brève histoire socio-économique du Québec*. Sillery. Septentrion. 1992.

DION, Léon. *Québec, 1945-2000*. Tome 1 : *À la recherche du Québec*. Québec. PUL. 1987.

DION, Léon. *Québec, 1945-2000*. Tome 2 : *Les intellectuels et le temps de Duplessis*. Québec. PUL. 1993.

DION, Léon. *La révolution déroutée 1960-1976*. Montréal. Boréal. 1998.

DUFOUR, Andrée. *Histoire de l'éducation au Québec*. Montréal. Boréal. 1997.

DUMONT, Fernand et al. *La société québécoise après 30 ans de changements*. Montréal. Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC). 1990.

DUMONT, Fernand. *Genèse de la société québécoise*. Montréal. Boréal. 1993.

EPINETTE, Françoise. *La question nationale au Québec*. Paris. PUF. 1998. 126 p. (Coll. « Que sais-je »).

FORTIN, André. *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues*. Sainte-Foy. PUL. 1993.

GAGNON, Alain-G, et Marie-Beth MONTCALM. *Québec : au-delà de la Révolution tranquille*. Montréal. VLB éditeur. 1992.

GODIN, Pierre. *La Révolution tranquille*. Montréal. Boréal. 1991. 2 volumes.

GOUGEON, Gilles. *Histoire des nationalismes québécois. Entrevues avec sept spécialistes*. Montréal. VLB Éditeur et la Société Radio-Canada. 1993.

GROULX, Lionel. *Chemins de l'avenir*. Ottawa. Fides. 1964.

HAMELIN, Jean et Jean PROVENCHER. *Brève histoire du Québec*. Montréal. Boréal. 1990.

LACOURSIÈRE, Jacques. *Histoire populaire du Québec*. Tome 5 : *1960 à 1970*. Montréal. Septentrion. 2008.

LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER et al. *Histoire du Québec contemporain*. Tome II : *Le Québec depuis 1930*. Nouvelle édition révisée. Montréal. Boréal Compact. 1989.

LINTEAU, Paul-André. « Un débat historiographique : l'entrée du Québec dans la modernité et la signification de la Révolution tranquille » dans Yves BÉLANGER, Robert COMEAU et Céline MÉTIVIER (dir.). *La Révolution tranquille*. Montréal. VLB Éditeur. 2000. p. 21-41.

MARCIL, Olivier. *La Raison et l'équilibre. Libéralisme, nationalisme et catholicisme dans la pensée de Claude Ryan au Devoir (1962-1978)*. Montréal, Éditions Varia, 2002.

McROBERTS, Kenneth et Dale POSGATE. *Développement et modernisation du Québec*. Montréal. Boréal Express. 1983.

MONIÈRE, Denis. *Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours*. Montréal. Québec/Amérique. 1977.

MORTON, William Lewis. *The Canadian Identity*. Toronto. University of Toronto Press. 1972.

ROCHER, Guy. *Le Québec en mutation*. Hurtubise HMH. 1973.

ROY, Fernande. *Histoire des idéologies au Québec aux XIXe et XXe siècles*. Montréal. Boréal Express. 1993.

RUDIN, Ronald. *Faire de l'histoire au Québec*. Sillery. Septentrion. 1998.

RYAN, Claude. *Une société stable*. Montréal. Éditions Héritage. 1978.

TRÉPANIÉ, Pierre. « La pensée nationale du père Richard Arès, s.j. (1910-1989). Un enseignement pour notre temps. Plaidoyer pour l'action politique. » *À la recherche d'une doctrine politique*. Montréal/Sherbrooke. Ralliement provincial des Parents du Québec/Centre d'Information Nationale/ Cercle Jeune Nation, 1993, p. 29-58.

TRÉPANIÉ, Pierre. « Notes pour une histoire des droites canadiennes-françaises à travers leurs principaux représentants (1770-1970) ». *Les Cahiers des Dix*, 48 (1993), p. 119-164.

TRÉPANIÉ, Pierre. « Esdras Minville (1896-1975) et le traditionalisme canadien-français ». *Les Cahiers des Dix*, 50 (1995), p. 255-294.

TRÉPANIÉ, Pierre. *Qu'est-ce que le traditionalisme ?* Montréal. Club du 3-Juillet éditeur. 2002.

Ouvrages sur l'Église catholique (et la société moderne)

BAUBÉROT, J. *La laïcité, quel héritage ?*. 1990. Que sais-je ? (no 3571).

CAULIER, B. et G. ROUTHIER, *Mémoires de Vatican II*. Montréal. Fides. 1997.

COSTA-LASCOUX, J. *Les trois âges de la laïcité*. Hachette, 1996.

JACQUEMET, Gabriel. « Chrétienté ». *Catholicisme, hier, aujourd'hui, demain*. Tome II. Paris. Letouzey et Ané. 1947-2000. Col. 1085-86.

LADRIÈRE, Paul et René LUNEAU (dir.). *Le retour des certitudes. Événements et orthodoxie depuis Vatican II*. Paris. Le Centurion. 1987.

PAUL VI. *La régulation des naissances. Encyclique « Humanae vitae »*. Montréal. Fides. 1968.

HEBBLEWAITE, Peter. *Paul VI. The first modern Pope*. New York. Paulist Press. 1993.

WEIGEL, Georges. *Jean-Paul II. Témoin de l'espérance*. Paris. JC Lattès. 1999.

LATOURELLE, René dir. *Vatican II. Bilan et perspectives, vingt-cinq ans après*. Montréal/Paris. 1988. 3 volumes.

RATZINGER, Joseph. *L'esprit de la liturgie*. Belgique. Ad Solem. 2001.

VALADIER, Paul. *L'Église en procès ; catholicisme et société moderne*. Paris. Calmann-Lévy. 1987.

VON BALTHASAR, Hans Urs. *Le complexe anti-romain*. Montréal/Paris. Paulines/Apostolat des éditions. 1976.

Vatican II. Les seize documents conciliaires. Montréal. Fides. 1967.

WEIGEL, George. *The Courage to Be Catholic. Crisis, Reform and the Future of the Church*. New York. Basic Books. 2002.

Église catholique du Canada, du Québec et de Montréal

Dictionnaire

LAFLEUR, Jean. *Dictionnaire biographique des évêques catholiques du Canada (1658-2002)*. Montréal. Wilson et Lafleur. 2002.

Monographies et articles

Articuler la foi et la culture aujourd'hui, 30 ans après la Commission d'études sur les laïcs et l'Église. Actes du Colloque. Pastorale Québec, Numéro Hors-Série, 2001.

ARÈS, Richard. *L'Église et les projets d'avenir du peuple canadien-français*. Montréal. Bellarmin. 1974.

ARÈS, Richard. « L'évolution de l'Église au Canada français de 1940 à 1975. Survivance et déclin d'une chrétienté » dans F. Dumont et al. *Idéologies au Canada français, 1940-1976*. Tome III : *Les partis politiques – L'Église*. Québec. PUL. 1981, p. 267-297.

BAUM, Gregory. *The Church in Quebec*. Montréal. Novalis. 1992.

BEAUCHEMIN, Jacques, Gilles BOURQUE et Jules DUCHASTEL. « L'Église, la tradition et la modernité ». *Recherches sociographiques*. 2, 32 (1992), p. 175-197.

BERGERON, Richard. *Le cortège des fous de Dieu. Un chrétien scrute les nouvelles religions*. Montréal/Paris. Paulines/Apostolat des éditions. 1982.

BIBBY, Reginald W. « La religion à la carte au Québec ; une analyse de tendance », *Sociologie et sociétés*, 22 (1990), p. 133-144.

BOURGEAULT, Guy, « Québec : une Église tente le diagnostic de sa propre crise ». *Concilium*, 114 (1976), p. 127-133.

CALDWELL, Gary et Émile ROBICHAUD. *Qui a peur de la liberté ?* Montréal. Éditions Oikos. 2000.

CAULIER, Brigitte (dir.). *Religion, sécularisation, modernité. Les expériences francophones en Amérique du Nord*. Sainte-Foy. PUL. 1996.

CHAGNON, Roland. *Les charismatiques au Québec*. Montréal. Québec/Amérique. 1979.

CHARBONNEAU, Paul-Émile. *Les grands appels du Concile Vatican II. Une Église servante et pauvre*. Montréal. Novalis. 2008.

CHARRON, André, Raymond LEMIEUX et Yvon R. THÉROUX. *Croyances et incroyances au Québec*. Montréal. Centre d'information sur les nouvelles religions/Fides. 1992.

COMMISSION D'ÉTUDE SUR LES LAÏCS ET L'ÉGLISE. *L'Église du Québec : un héritage, un projet*. Montréal. Fides. 1971. (Fernand DUMONT, dir.)

CÔTÉ, Roch. « La laïcité à toutes les sauces ! ». *L'Actualité* (décembre 2009), p. 26-32.

DUMONT, Fernand. « Mutations de la culture religieuse dans le Québec francophone ». *Canadian issues / Thèmes canadiens*, 7 (1985), p. 10-21.

DUMONT, Fernand, Jean HAMELIN et Jean-Paul MONTMINY. *Idéologies au Canada français. 1940-1976. Tome III : Les partis politiques – L'Église*. Québec. PUL. 1981.

DUMONT, Fernand. « Situation de l'Église québécoise », dans Vincent LEMIEUX (dir.). *Les institutions québécoises, leur rôle, leur avenir. Colloque du 50^e anniversaire de la Faculté des sciences sociales de l'université Laval, 12-14 octobre 1988*. Québec. PUL, 1990, p. 77-88.

DUMONT, Fernand et al. *Situation et avenir du catholicisme québécois*. Montréal. Léméac. 1982. 2 vol.

DUMONT, Micheline. *Les religieuses sont-elles féministes ?* Montréal. Bellarmin. 1995.

EN COLLABORATION. Jean-Paul II. *Une Église au rendez-vous*. Montréal. Paulines. 1984.

FERRETTI, Lucia. *Brève histoire de l'Église au Québec*. Montréal. Boréal. 1999.

FORTIN, André. *Les galeries du Nouvel Âge*. Novalis, 1993.

GUINDON, Hubert. *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise*. Montréal. Saint-Martin. 1990.

HAMELIN, Jean. *Histoire du catholicisme québécois. Le XXe Siècle. Vol III. Tome 2 : De 1940 à nos jours*. Montréal. Boréal Express. 1984.

HAMELIN, Jean (dir.) et Raymond BRODEUR, *Les catholiques d'expression française en Amérique du Nord*. Turnhout. Brepols. 1995.

HARVEY, Julien. « Le Québec, devenu un désert spirituel ». *La société québécoise après trente ans de changement*. Québec, IQRC. 1991. p. 153-160.

HUBERT, Bernard. *Il faut que l'Église parle*. Novalis. 1997.

Jean-Paul II au Canada. Paulines. Montréal. 1984.

LACELLE, Élisabeth J., dir. *La femme et la religion au Canada français*. Montréal. Bellarmin. 1979.

LAMBERT, Charles et Roméo BOUCHARD. *Deux prêtres en colère*. Montréal. Éditions du jour. 1968.

LEMIEUX, Raymond et Jean-Paul MONTMINY. « Message et médium : le voyage de Jean-Paul II au Canada », dans Paul LADRIÈRE et René LUNEAU (dir.). *Le retour des certitudes. Événements et orthodoxie depuis Vatican II*. Paris. Le Centurion. 1987. p 88-102.

LEMIEUX, Raymond et Jean-Paul MONTMINY. « La vitalité paradoxale du catholicisme québécois », dans Gérard DAIGLE (dir.). *Le Québec en jeu ; comprendre les grands défis*. Montréal. PUM. 1992. p. 575-607.

LEMIEUX, Raymond et Jean-Paul MONTMINY. *Le catholicisme québécois*. Montréal. IQRC/PUL. 2000.

MEUNIER, E.-Martin et J.-P. WARREN. *Sortir de la « Grande Noirceur ». L'horizon « personnaliste » de la Révolution tranquille*. Sillery (Québec). Septentrion. 2002. (Coll. Les Cahiers du Septentrion)

OURY, Dom Guy-Marie. *La Croix et le Nouveau Monde. Histoire religieuse des francophones d'Amérique du Nord*. Chambray/Montréal. C.L.D./C.M.D. 1987.

PHANEUF, Luc. « Les Galériens de la modernité. Crise de spiritualité, crise de société, le suicide chez les jeunes ». Irénée Beaubien (dir.). *Faire face à la crise spirituelle*. Montréal. Fides. 1995. p.49-89.

PROULX, Jean-Pierre. *L'information religieuse au Québec de 1965 à 1974* (thèse Théologie pratique). Université de Montréal. 1979.

ROBILLARD, Denise. *Paul-Émile Léger, évolution de sa pensée, 1950-1967*. Montréal. Hurtubise HMH. 1993.

ROUTHIER, Gilles (dir.). *L'Église canadienne et Vatican II*. Montréal. Fides. 1997.

ROUTHIER, Gilles. « L'itinéraire d'un père conciliaire. Le cardinal Léger ». *Cristianesimo nella storia* (1998), vol. 19, no 1, p. 89-147.

ROUTHIER, Gilles. « Comment Vatican II a été reçu au Canada ? ». Site Internet du réseau Culture et foi : http://www.culture-et-foi.com/dossiers/vatican_II/gilles_routhier.htm.

ROY, Marie-Andrée (dir.) et Monique DUMAIS, *Souffles de femmes, lectures féministes de la religion*. Montréal. Paulines/Médiaspaul. 1989.

ROY, Marie-Andrée. « Le changement de la situation des femmes dans le catholicisme québécois ». *Sociologie et Sociétés*, 22 (1990), p. 95-114.

RYAN, Claude. « L'Église catholique et l'évolution politique du Québec de 1960 à 1980 » dans *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique. Sessions d'étude. Tome 2 : 1933-1983*, 50, 1983, pp. 381-402.

SAUVÉ, Madeleine. *La Faculté de théologie de l'Université de Montréal. Mémoire et histoire 1967-1997*. Montréal. Fides. 2001.

SÉGUIN, Michel. *La contraception et l'Église. Bilan et perspective*. Montréal. Paulines et Médiaspaul. 1994.

SIMARD, Jean *et al.* *Le Grand Héritage. L'Église catholique et la société du Québec*. Québec. Musée du Québec. 1984.

TARDIF, Estelle. *La Maison du Père*. Montréal. Novalis. 1992.

TURCOTTE, Paul-André. *L'éclatement d'un monde. Les Clers de Saint-Viateur et la Révolution tranquille*. Montréal. Bellarmin. 1981.

TURCOTTE, Paul-André. *Les chemins de la différence ; pluralisme et aggiornamento dans l'après-concile*. Montréal. Bellarmin. 1985.

VAILLANCOURT, Jean-Guy (dir.). *Catholicisme et société contemporaine. Sociologie et Sociétés*, 22, 2 (octobre 1990), 226 p.

Sites internet

Assemblée des évêques catholiques du Québec (AÉQ), [En ligne]. [Http://www.eveques.qc.ca/](http://www.eveques.qc.ca/)

Catholic Hierarchy, [En ligne]. [Http://www.catholic-hierarchy.org/](http://www.catholic-hierarchy.org/)

Conférence des évêques catholiques du Canada, [En ligne]. [Http://www.cccb.ca/](http://www.cccb.ca/)

Diocèse de Montréal, [En ligne]. [Http://www.diocesemontreal.org](http://www.diocesemontreal.org); <http://www.missa.org/>

Maison du Père, [En ligne]. [Http://maisondupere.org/](http://maisondupere.org/)

Réseau Culture et foi, [En ligne]. [Http://www.culture-et-foi.com/](http://www.culture-et-foi.com/)

Réseau des Forums André-Naud, [En ligne]. [Http://forum-andre-naud.qc.ca/](http://forum-andre-naud.qc.ca/)

Réseau Femmes et ministères, [En ligne]. [Http://www.femmes-ministeres.org/index.html/](http://www.femmes-ministeres.org/index.html/)

Vatican, [En ligne]. [Http://www.vatican.va/](http://www.vatican.va/)

ANNEXE I

QUESTIONNAIRE POUR LES ENTREVUES ORALES

Nature de la relation entre vous

- Votre première rencontre...
- Les suivantes...
- Les principaux traits de caractère

Paul Grégoire, en croissance...

- Sa famille et études ?
- Ordination et premières années sacerdotales
 - Aumônier à l'UdM
- Réactions à son élévation
 - Les premières responsabilités à l'évêché

Mgr Paul Grégoire, évêque, et la société de son temps

- La déconfessionnalisation
 - Écoles
 - Hôpitaux et autres structures
- La sécularisation de la société
 - Positive ou négative ?
 - La baisse de la foi généralisée : la déchristianisation
- Le Québec en changement
 - Les tensions sociales (syndicalisme, féminisme, etc.)
 - Les tensions politiques (indépendance, etc.)
- Les mass media :
 - Les journaux
 - La télévision reine du foyer
- L'évolution des mœurs :
 - Morale sexuelle et conjugale

Mgr Paul Grégoire et l'Église de son temps

- Un nouvel évêque pour Montréal
 - Réactions à sa nomination
 - Relation avec le cardinal Léger
- Mgr Grégoire et ses prêtres

- Quelle relation ?
- Les tensions avec les prêtres libéraux (réformateurs)
- Sa gestion de l'Église de Montréal
 - Sa spiritualité
 - L'homme du Concile
 - Initiatives particulières
 - Œuvres créées
 - Ses principaux adjoints à Montréal
 - Son leadership à l'Assemblée des évêques du Québec (AÉQ)
 - Ses relations ad extra : église discrète ou présente ?
 - Ses détracteurs
 - Sa relation avec les pauvres
 - Le cardinalat : réactions de l'homme ?
- Les moments de crise et de tension
 - Humanae Vitae (1968)
 - Le départ des prêtres et consacrés
 - La crise de la faculté de théologie de l'UdeM
 - Les féministes
- Relations avec ses papes et Rome
 - Paul VI
 - Jean-Paul II
 - Les stages de Rome
 - Commissions romaines ?
- La démission et la retraite
 - Pourquoi démissionner
 - Les occupations
 - La maladie et la mort

Mgr Paul Grégoire : bilan d'un épiscopat

- Les belles réalisations : héritage
- Les manques...
- L'homme de la situation ?

ANNEXE II

PRÉSENTATION DES TÉMOINS (SOURCES ORALES)

LÉONARD AUDET, c.s.v. (Maison des CSV, Outremont , 20 mars 2009)

Léonard Audet, clerc de Saint-Viateur (CSV), bibliste, a été 20 ans professeur à la faculté de théologie de l'Université de Montréal, dont huit ans comme doyen (1977-1985). Il a été supérieur général de sa communauté pendant 12 ans à Rome (1988-2000), avant de revenir à Montréal pour y oeuvrer au sein du conseil provincial des c.s.v. du Canada et au service catéchétique viatorien.

MAURICE AUDET, prêtre (Résidence Roger Marien, 5 juin 2009)

Ordonné prêtre en 1955, l'abbé Audet a été vicaire quelques années. Après des études en pastorale catéchétique, en pédagogie, en psychologie et en administration, il a été cadre à la commission des écoles catholiques de Montréal quelques années. Directeur de l'Office de l'éducation du diocèse de Montréal pendant 19 années (1971-1990) et membre de plusieurs conseils d'administration d'organismes catholiques. Retraité depuis quelques années, il se consacre à l'écriture.

IRÉNÉE BEAUBIEN, s.j. (Maison Bellarmin, 5 février 2003)

Le père Irénée Beaubien est prêtre jésuite depuis le 15 août 1949. Il a été pionnier de l'oecuménisme au Québec, fondateur du Forum catholique et du Centre canadien d'oecuménisme. Au début des années 1980, il a fondé Sentiers de Foi. Représentant des évêques du Canada à de nombreuses réunions internationales sur l'oecuménisme. En 2003, le père Beaubien a été fait Officier de l'Ordre du Canada.

ANDRÉ BEAUCHAMP, prêtre (Maison Bellarmin, Montréal, 28 août 2009)

Prêtre du diocèse de Montréal depuis 1962. Après ses études de théologie à Fribourg et Lyon, il est de retour à Montréal en mai 1968. Responsable de l'éducation de la foi des adultes à l'Office de catéchèse du Québec. Théologien spécialiste de l'environnement. Collaborateur du *Prions en Église* depuis 40 ans.

RAYMOND BEAUGRAND-CHAMPAGNE (Montréal, 15 mai 2008)

Raymond Beaugrand-Champagne, L.Ph., est un laïc retraité qui a travaillé pendant plus de trente années comme réalisateur à la Société Radio-Canada. On lui doit notamment la série télévisuelle *Rencontres*, animée par l'abbé Marcel Brisebois. Cette émission a permis aux Québécois de rencontrer plusieurs des grands intellectuels de cette époque, de même que des grandes figures catholiques ou d'autres confessions. Entre autres distinctions, M. Beaugrand-Champagne a reçu la médaille du Mérite diocésain Ignace-Bourget sous l'épiscopat de Mgr Grégoire.

JEAN-GUY DUBUC, prêtre (Résidence privée, Montréal, 18 août 2009)

Prêtre du diocèse de Montréal. Il a passé sa vie dans les communications, d'abord en Église puis dans les médias de masse (radio et journaux) au sein de l'empire Gesca, dans plusieurs régions du Québec. Il a notamment été éditorialiste en chef du quotidien *La Presse* (1973-1988).

ROBERT DUTTON (Siège social, Boucherville, 27 mai 2009)

Président et chef de la direction de RONA inc. depuis près de 20 ans. Profitant d'une sabbatique au milieu des années 1990, Robert Dutton a été séminariste au Grand séminaire de Montréal. Suite à un sérieux discernement, il est retourné à la présidence et direction de RONA, qui emploie près de 30 000 personnes à travers le Canada. Conférencier catholique très estimé.

UN ÉVÊQUE ÉMÉRITE (Une paroisse de l'Inter-Montréal, 2 avril 2009)

Demande de confidentialité. Évêque de l'Inter-Montréal. D'abord auxiliaire puis évêque en titre dans les années 1970. Il a siégé avec Mgr Grégoire au sein de divers comités pendant plus de 15 ans. Archevêque émérite depuis quelques années.

CHARLES GRANCHE, p.s.s. (Grand séminaire de Montréal, 19 janvier 2004)

Prêtre sulpicien, professeur au grand séminaire depuis 1961. Monsieur Granche a fréquenté Mgr Grégoire de 1976 à 1990 à titre de responsable de la formation permanente du clergé.

PIERRE GRANDMAISON (Basilique Notre-Dame de Montréal, 15 mai 2009)

Musicien et organiste de réputation internationale, M. Pierre Grandmaison est organiste de la basilique Notre-Dame depuis plus de 36 ans (nomination en 1973). Il a été l'organiste pour de nombreuses célébrations officielles de Mgr Paul Grégoire, dont la messe en l'honneur des femmes tuées lors du massacre de Polytechnique en 1989.

ALINE GRÉGOIRE, s.s.a. (Maison Mère, Lachine, 21 mai 2009)

Soeur Aline Grégoire, soeur de Sainte-Anne. Née à Verdun en 1924, elle est la cousine de Mgr Grégoire. Missionnaire au Chili pendant 27 ans, de retour à Montréal depuis 1991. Infirmière, responsable du bureau dentaire pour les soeurs.

ANNE-MARIE GRÉGOIRE (19 août 2009, résidence de West Brome)

Nièce de Mgr Grégoire. Mme Grégoire a oeuvré dans le domaine des communications et des relations publiques. Elle travaille maintenant pour une firme d'évaluation immobilière dans la région de l'Estrie.

IRÈNE GRÉGOIRE, p.s.p. (Maison Mère des petites soeurs des pauvres, Montréal, Mai 2009)

Soeur d'Aline, cousine de Mgr Grégoire, entrée en 1942 dans la communauté des Petites soeurs des pauvres, en religion soeur Renée-Marie du Sacré-Coeur, Irène Grégoire a été missionnaire en Californie et en Asie pendant 48 ans. Plusieurs fois supérieure de sa maison. Elle est revenue au pays en 2006.

MADELEINE GRÉGOIRE (Outremont, 4 octobre 2009)

Madeleine Grégoire est la nièce de Mgr Grégoire, cousine d'Anne-Marie, titulaire d'une maîtrise en philosophie de l'Université de Montréal, puis d'un baccalauréat en pédagogie spécialisée. Elle a enseigné quelques années, notamment à l'éducation des adultes. Puis, elle a oeuvré au sein d'organismes communautaires, dont le YWCA et le Centre des femmes de Montréal. Elle est maintenant travailleuse autonome dans le domaine de l'écriture et écrit son premier roman.

ANDRÉ LAMOUREUX, prêtre (Fraternité sacerdotale, Montréal, 17 février 2006 et 13 mars 2009)

Ordonné prêtre en 1960 comme prêtre du diocèse de Montréal. Sous le cardinal Léger, directeur-adjoint de l'Office de catéchèse diocésain (1962) pendant neuf ans, et responsable de la formation aux nouveaux programmes catéchétiques (*Viens vers le Père*, 1964). Fondateur de la revue catéchétique *Le Souffle*. À la demande de Mgr Grégoire, il crée le Service de presse en 1971, qu'il dirige jusqu'au départ du cardinal Grégoire, en 1990.

LUCIEN LEMIEUX, prêtre (Paroisse Saint-Thomas-d'Aquin, Saint-Lambert, 16 juin 2009)

Prêtre et historien né à Saint-Rémi-de-Napierville. Ordonné au ministère presbytéral par Mgr Gérard-Marie Coderre pour le diocèse de Saint-Jean-Longueuil en 1958. Professeur à plusieurs ordres scolaires, dont la faculté de théologie de l'Université de Montréal, de 1968 à 1976, puis chargé de cours depuis 1993. Il a occupé plusieurs hautes fonctions de gestion au sein du diocèse de Saint-Jean. Modérateur de l'équipe pastorale au service des paroisses de Saint-Lambert depuis quelques années.

SYLVIO MICHAUD, o.ss.t., (Maison du Père, 10 juillet 2009)

Prêtre du diocèse de Montréal depuis 1962, père Trinitaire, supérieur actuel de la Maison du Père, (deux nominations, 18 ans au total). Décoré de l'Ordre du Canada à l'automne 2009.

MICHEL PARENT, prêtre (Archevêché de Montréal, janvier 2003).

Ordonné prêtre le 6 mai 1967 par Mgr Léger. Mgr Parent a connu Mgr Grégoire en 1969 alors que jeune prêtre, son évêque l'envoie étudier à Rome. Diplômé de droit canon (Rome) en 1971, Mgr Michel Parent devient alors vice-chancelier de l'archidiocèse de Montréal, puis chancelier le 4 septembre 1990, un poste qu'il occupe jusqu'à aujourd'hui.

IVANHOÉ POIRIER, p.s.s. (Séminaire Saint-Sulpice, Vieux-Montréal, 17 janvier 2003)

Ordonné prêtre en 1949, sulpicien en 1952, Ivanhoë Poirier est décédé le 25 juin 2006, à l'âge de 81 ans. Mgr Poirier a été recteur du Grand séminaire de Montréal sous le cardinal Léger de 1965 à 1968. Nommé par Mgr Paul Grégoire comme directeur de l'Office du clergé durant 22 ans (1968-1990). Il a été un proche conseiller de Mgr Grégoire.

JEAN-PIERRE PROULX (Montréal, 18 octobre 2009)

Laïc, docteur en théologie, Jean-Pierre Proulx a passé sa vie dans le domaine du journalisme (au *Devoir*), avant de se consacrer à une carrière universitaire à la faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal. Il est l'auteur du rapport homonyme sur la place de la religion à l'école (*Laïcité et religions. Perspective nouvelle pour l'école québécoise*), déposé en mars 1999.

JEAN-PAUL RIVET, prêtre (Résidence Ignace-Bourget, 10 janvier 2002)

Mgr Jean-Paul Rivet arrive à l'archevêché en 1963 et y demeurera pendant 27 ans. Il est directeur de l'Office de l'éducation de 1963 à 1971. Directeur de la revue *L'Église de Montréal* de 1971 à 1980, nommé conseiller à l'Office de la famille de 1980 à 1990. Dès 1968, il a été le secrétaire particulier de Mgr Grégoire, et son rédacteur principal jusqu'à sa retraite. L'abbé Jean-Paul Rivet est décédé le 14 juin 2006 à l'âge de 85 ans.

MARC RIVET, prêtre (Paroisse Saint-Vincent-Ferrier, Montréal, 24 janvier 2003)

Ordonné prêtre le 27 juin 1979 par Mgr Grégoire. Vicaire à la Cathédrale de Montréal pendant sept ans. Il a vécu avec Mgr Grégoire, dont il a été un confident. Prêtre-curé de la paroisse Saint-Vincent Ferrier depuis plusieurs années.

MGR JUDE SAINT-ANTOINE, évêque (Archevêché de Montréal, le 10 avril 2003)

Né en 1930 et ordonné prêtre en 1956 par le cardinal Léger. Dès 1950, directeur des élèves au séminaire Ste-Thérèse. De 1957 à 1961, fondateur et professeur au collège Saint-Paul (devenu le cegep Bois de Boulogne), puis aumônier à l'Université de Montréal sous l'abbé Grégoire. Docteur de la Grégorienne (théologie spirituelle), il a été nommé évêque-auxiliaire à Montréal le 22 mai 1981. Encore très actif dans le diocèse.

M. LE CARDINAL JEAN-CLAUDE TURCOTTE, archevêque (Archevêché de Montréal, 5 mai 2009)

Ordonné prêtre le 24 mai 1959, l'abbé Turcotte est nommé vicaire à la paroisse Saint-Mathias-Apôtre (1959-1961), puis assistant-aumônier diocésain de la Jeunesse ouvrière catholique (1961-1964). Il poursuit alors en France, aux Facultés Catholiques de Lille, des études qui le conduiront à un certificat en pastorale sociale (1964-1965). De 1967 à 1974, il est chargé de diverses fonctions au sein de l'Office du clergé, notamment responsable des séminaristes du diocèse auprès du Grand séminaire de Montréal. En 1974, il devient directeur de l'Office de Pastorale paroissiale. En 1977, il est nommé procureur du diocèse. Le 25 septembre 1981, monseigneur Paul Grégoire le désigne vicaire général du diocèse et coordonnateur général de la pastorale. Le

15 avril 1982, il est nommé auxiliaire de l'archevêque de Montréal. Le 17 mars 1990, il devient archevêque du diocèse de Montréal. Le 30 octobre 1994, le Pape Jean-Paul II annonce sa nomination au titre de Cardinal. Il a participé au conclave qui a mené à l'élection du pape Benoît XVI en avril 2005.

MGR CHARLES VALOIS, évêque (Presbytère Sainte-Thérèse, 17 avril 2009)

Ordonné prêtre en 1950, puis évêque de Saint-Jérôme en 1977, Mgr Valois y est demeuré en poste jusqu'en 1997. Mgr Charles Valois a fréquenté Mgr Grégoire pendant 13 ans dans les réunions de l'AÉQ, en plus de faire partie de l'Inter-Montréal.